

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES ETATS-UNIS DES BALKANS

ÉTUDE CRITIQUE

SUR LA POSSIBILITÉ D'UNE ENTENTE POLITICO-ÉCONOMIQUE
ET MOYENS DE RÉALISER L'UNION FÉDÉRATIVE
DES ÉTATS BALKANIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 28 novembre 1930 à 14 heures

PAR

Constantin H. RINDOFF

Président : M. GIDEL, professeur

*Suffragants : { M. BASDEVANT, professeur
M. LAFERRIÈRE, professeur*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1930

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES ÉTATS-UNIS DES BALKANS

ÉTUDE CRITIQUE

SUR LA POSSIBILITÉ D'UNE ENTENTE POLITICO-ÉCONOMIQUE
ET MOYENS DE RÉALISER L'UNION FÉDÉRATIVE
DES ÉTATS BALKANIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 28 novembre 1930 à 14 heures

PAR

Constantin H. RINDOFF

Président : M. GIDEL, professeur

*Suffragants : { M. BASDEVANT, professeur
 { M. LAFERRIÈRE, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LES ÉTATS-UNIS DES BALKANS

INTRODUCTION

Les Balkans fument ! Aujourd'hui plus que jamais on ne parle que de leur destinée !

C'est une plaie de l'Europe qui demande à être soignée avec science, car c'est de là que jaillit en 1914 l'étincelle, qui mit le feu dans les grandes poudrières de l'Europe !

Les traités de paix ont mis fin à la guerre, mais la paix ne fut pas rétablie dans ce coin de la terre ; ses nouvelles frontières sont trop arbitraires !

Le problème des Balkans, qui depuis des siècles préoccupe les nations européennes, a donc passé par bien des phases, mais il n'a absolument rien perdu de son actualité. C'est dans ce grand carrefour de races et d'intérêts économiques que les grandes Puissances se sont réservé de tout temps une pleine liberté d'action. C'est là leur champ de manœuvres politiques ; c'est la boussole des combinaisons de la diplomatie européenne.

Ne devrait-on pas mettre un terme à cette situation fiévreuse ? Penser à une solution équitable de la question balkanique est d'autant plus urgent que des symptômes d'orage apparaissent déjà sur leurs horizons. Certes la Société des Nations veille, mais elle ne peut faire que cela ; elle est impuissante à agir d'une manière efficace en faveur de la paix. C'est aux particuliers encore qu'incombe la tâche de faire ressortir toutes les difficultés que les traités ont créées, dans les rapports réciproques des Balkanais (1) et d'en chercher des remèdes et des procédés pour les aplanir, pour les résoudre.

1. Nous emploierons dorénavant dans cette étude le substantif « Balkanais », que nous avons été obligé d'inventer ; pour désigner un habitant ou les habitants des Balkans.

Les Balkanais, au lieu de s'épuiser en luttes vaines pour tâcher de s'absorber les uns les autres, pourraient, en effet, au prix de mutuelles concessions, vivre en fraternelle intelligence et concourir à une œuvre commune de rénovation politique et économique.

De toute l'histoire de la question des Balkans un dilemme fatal se dégage : *par leur union douanière maintenir la paix et préparer leur union politique ou par l'hégémonie impérialiste des uns, marcher vers la disparition internationale de tous.*

Eclaircir et résoudre en principe ce dilemme, voilà le but de la présente étude.

Ce n'est certes ni le premier, ni le dernier ouvrage qui traite de la question. Mais la plupart des auteurs ont examiné jusqu'à présent la complexité de ce problème plutôt de son côté purement sentimental et il est très naturel que leurs vœux relèvent alors un caractère bien platonique.

Plusieurs projets de confédérations et de fédérations ont été même élaborés, mais tous émanaient de personnes ou de milieux qui n'ont pas su voiler leurs arrières pensées. Ces plans, étant étrangers aux désirs des populations, ils ont subi le sort qu'ils méritaient — l'oubli complet. Seul le programme de l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne satisfaisait plus ou moins bien toutes les nationalités balkaniques, mais les Jeunes Turcs ont tout fait pour l'étouffer. Et ils ont réussi ; seulement, cette témérité leur a coûté la vie et depuis, la Société européenne n'a plus à s'inquiéter de « l'homme malade », la Turquie. Elle s'est retirée dans son propre domaine en Asie.

Mais peut-on tout de même prendre au sérieux l'idée de faire éteindre un jour le volcan des Balkans ?

La chose ne nous paraît pas impossible, vu qu'il s'agit là simplement d'un vieux cratère que de mauvaises volontés alimentent encore par des voies bien clandestines. On doit donc chercher à en faire disparaître d'abord les causes ; ces dernières une fois supprimées, l'effet ne peut plus se manifester.

C'est à la recherche de ces causes lointaines et contemporaines que nous avons consacré plusieurs années ; nous avons étudié sur place la psychologie des Balkanais, leur genre de

vie, leurs mœurs, leurs joies et leurs tristesses, leur civilisation, leur idéal. Nous avons fait dans ce but des réunions privées et publiques, des enquêtes particulières en Bulgarie, en Roumanie, en Grèce et en Yougoslavie et dans ce dernier pays, nous avons même essayé à deux reprises (en 1924 et en 1925) de fonder un parti politique avec le programme de l'ancienne Organisation Révolutionnaire Macédonienne, adapté aux nouvelles circonstances, mais sans succès ; les autorités serbes nous en ont formellement empêché qu'après nous avoir promis solennellement pleine liberté de préparer un terrain propice à ce sujet.

Dans cette étude, nous n'avons pas négligé la situation géographique, le climat, les richesses du sol et du sous-sol de tous ces territoires. D'autre part des efforts ont été faits pour relever la différence des traits somatologiques des races, c'est-à-dire d'établir les différents types humains qui ont acquis depuis longtemps une conscience nationale, pour le maintien de laquelle ils sont prêts à faire sacrifice de leur bien suprême, la vie. Les Bulgares de la Macédoine, les Albanais en Epire, les Grecs en Turquie, autant qu'ils y sont restés ou voudraient y retourner, les Croates et les Monténégrins en Yougoslavie, les minorités en Roumanie, etc... etc., sont des manifestations typiques de ce sentiment national. Et nous pouvons affirmer qu'il n'y a pas dans les Balkans des groupes nationaux, si minimes furent-ils, comme les îlots des Koutzo-valaques, des Juifs et des Tziganes, par exemple, qui soient indifférents à leur sort. Ils ne sont nullement disposés à être asservis et assimilés de force par des peuples plus puissants. Ils ne veulent pas disparaître, et avec raison, de la scène du monde ; et, pour leur donner la possibilité d'y vivre et de se développer, nous avons envisagé précisément un projet de décentralisation régionale, où l'autonomie locale et municipale assureront parfaitement les droits naturels de toutes ces sociétés.

Nous avons également insisté sur l'idée, qu'entre des peuples qui sont géographiquement groupés, comme les peuples des Balkans, et dont la civilisation et l'importance sont presque les mêmes, le lien fédéral se présente comme un moyen naturel pour la défense de leurs intérêts communs, autrement la nationalité dominante, dans tout Etat hétérogène, voulant seule

bénéficier des privilèges et libertés politiques, que lui octroie sa constitution, ne tient nullement à mettre sur le même pied qu'elle les autres nationalités. C'est qu'elle ne veut pas lâcher le pouvoir qui lui assure sa prédominance dans l'Etat et grâce auquel, les autres nationalités restent toujours soumises à un régime d'exception ; d'où surgissent évidemment les causes des grands conflits. Le côté historique du problème qui nous intéresse a été assez approfondi, afin de pouvoir en tirer profit pour mieux liquider cette anomalie balkanique, dont la plus récente preuve est la non-application des traités concernant les droits élémentaires des minorités. Enfin nous avons désigné les moyens qui nous semblent être les plus propres, pour arriver à une entente durable.

Nous avons été ainsi amené à nous étendre sur tous les domaines de la vie publique, dont l'Etat en est l'expression finale. Nous nous sommes arrêté en passant sur les éléments de ce dernier, sans avoir oublié de préciser la notion de sa forme fédérative, mais comme le but de la présente étude est tout autre, il nous était impossible de les épuiser.

Nous devons toutefois reconnaître que la question des Balkans est beaucoup plus compliquée qu'elle ne paraît l'être à des esprits plus superficiels, aussi notre tâche se trouve par là beaucoup aggravée ; mais, nous nous sommes efforcé, quand même, d'en donner aux lecteurs sans parti pris, un aperçu autant que possible clair et succinct, sans avoir pourtant la prétention de leur présenter une œuvre sans aucune lacune.

Notre seule ambition serait de pouvoir mettre en évidence une opinion toute personnelle concernant une solution possible de la question balkanique.

Et si ce travail pouvait fortifier dans le mouvement fédéraliste des Balkanais, qui reste toujours mystérieux et impénétrable, l'idée d'une Fédération, telle que nous croyons la préconiser, nous estimerions que nos efforts n'avaient pas été perdus.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES SUR LES ÉTATS BALKANIQUES

1. Origine du nom des Balkans. — Balkan en ture veut dire montagne boisée.

Les Turcs, vainqueurs des Bulgares et des Serbes, des Croates et des Slovènes, des Grecs et des Albanais, des Valaques, des Bosniaques et des Moldaves, ont imposé dans l'apogée de leur puissance ce nouveau nom de Balkan-lar -- les Balkans à tout ce vaste territoire s'étendant au nord et à l'ouest du Bosphore jusqu'à Soulina en Roumanie, jusqu'au mont Triglav en Slovénie et le cap de Matapan en Grèce, et cela dans un double but : d'abord, pour réduire plus facilement à l'esclavage et pour éviter dans la suite tout réveil de la conscience nationale des peuples nouvellement soumis, le vainqueur devait faire disparaître du langage politique les noms propres des pays conquis comme : la Bulgarie, la Serbie, la Croatie, la Grèce, la Bosnie, l'Albanie, la Valachie, la Moldavie, etc., etc., noms qui pouvaient faire éclore un jour le redoutable germe national de toutes ces populations réduites par la force brutale de l'épée à l'état de misérables rayas. C'est toujours le même souci qui pousse le Sultan Mahomet II, au lendemain même de la conquête de Byzance, à considérer tous les chrétiens du culte orthodoxe comme une seule unité nationale, les *Roumis*, auxquels il donne un chef civil et spirituel, le Patriarche grec de Constantinople, qui ne tarde pas à devenir, malheureusement, son agent le plus fidèle ; puis, il fallait désigner toutes ces nouvelles

possessions d'un nom commun répondant à leur relief géographique. L'expression « Balkan-lar », les Balkans ou les montagnes, répondait donc pleinement aux exigences de la nouvelle situation et malgré toutes les protestations des géographes et des historiens, ce nom a survécu jusqu'à nos jours et nous n'en voyons pas un meilleur, qui pourrait le remplacer utilement.

Mais n'y aurait-il pas moyen de franciser le mot Balkan, tout en sauvegardant les caractères distinctifs des territoires en question ? Rien de plus simple !

La transformation géologique du globe terrestre peut nous servir dans le cas, sinon de guide, du moins de fidèle interprète. En effet, grâce à cette transformation, notre continent présente deux types différents de régions quant à leur altitude : en Occident, les *Pays-Bas* et en Orient les *Pays montagneux*.

Et nous sommes presque tentés de substituer au titre de notre ouvrage : *Les Etats-Unis des Balkans* celui d'« Union fédérative des Pays montagneux ». Mais respectons la tradition et évitons les inventions de ce genre car le terme de Balkans est entré aujourd'hui dans l'usage populaire ; servons-nous-en et laissons à l'avenir le rôle de nouveau parrain à nos chers et pittoresques Balkans.

2. **Etendue et limites.** — La carte politique actuelle des Balkans, si souvent remaniée depuis l'époque de l'antique barbarie à nos jours, sera fatalement remaniée de nouveau, quand tous les peuples de cette partie de l'Europe pourront décider eux-mêmes de leur sort et surtout quand ils parviendront à se dégager de tout prétendu droit de conquête historique et se fédérer librement entre eux pour la gérance de leurs intérêts communs. Alors disparaîtront à jamais les divisions politiques arbitraires et les habitants de races diverses, parlant des idiomes différents seront retenus en un faisceau par le plus puissant de tous les liens : la jouissance commune de la liberté, dans ce territoire immense, qui représente d'ailleurs une parfaite unité géographique et économique.

En attendant nous constatons que ce territoire des Balkans, où vaincus et conquérants ont vu, tour à tour, pendant le cours des siècles leur patrie diminuer, s'agrandir, se rétrécir encore

et changer de limites plusieurs fois par génération, est partagé aujourd'hui entre les Etats suivants : Albanie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Yougoslavie et Turquie d'Europe, sans compter, bien entendu, les petites possessions de certaines Puissances occidentales sur le littoral adriatique et sur certaines îles dans la Méditerranée et dans la mer Egée, avec une superficie de 793.924 kilomètres carrés et 42.580.000 habitants.

Les limites sont : à l'est la mer Noire, le Bosphore, la mer de Marmara, les Dardanelles et la mer Egée ; au sud et au sud-ouest la Méditerranée, la mer Ionienne, à l'ouest le canal d'Otrante, l'Adriatique et l'Izono ; c'est au nord que les limites sont moins nettes. Les traités de paix, ainsi que le plébiscite de la Carniole, nous ont donné cependant, sinon des frontières idéales, du moins les plus équitables pour les intérêts des Etats et des nations limitrophes. Ces limites sont fixées au nord : la Drava, les Alpes de Transylvanie et les Karpathes et au nord-est c'est le Dniester qui sépare l'Union Soviétique des Balkans.

3. Relief. — Largement rattaché au continent européen, le territoire des Balkans n'en constitue pas moins une masse compacte, mais peu pénétrable au nord, alors que le sud et l'est et le sud-ouest sont un ensemble de terres déchiquetées, presque séparées de la masse continentale et pourtant, très ouvertes aux influences du dehors ; ces avantages ont eu précisément sur le développement de l'histoire du proche Orient une importance bien plus considérable que la terre même sur laquelle l'homme a vécu.

La carte topographique, d'autre part, fait nettement ressortir un des caractères distinctifs de tous ces Etats : c'est dans l'ensemble un pays de montagnes.

Riches par l'imprévu de leurs formes et les accidents de leur terrain, les Balkans deviennent encore plus variés d'aspect sur les bords de la mer Egée et de son avant-bassin, la mer de Marmara et le détroit de l'Hellespont ou des Dardanelles (1).

Le relief, assez compliqué donc dans le détail, mais simple dans ses grandes lignes, comprend trois grands plissements :

1. Du nom des antiques Dardaniens.

l'un occidental ou dinarique prend son origine dans les Alpes centrales, s'allonge parallèlement à l'Adriatique (Dormitor 2528 m., accidente la presqu'île de Morée (Taygète 2405 m.) se recourbe au sud et se continue brisé en anneaux dans les îles de Cérigo et de Crète, puis, par les Cyclades, gagne le Taurus. Au nord de ce pli s'étendent en Bosnie, de larges plateaux calcaires dits Kras en croate et Karst (1) en allemand, dont la ressemblance coïncide avec ceux du Jura. Entre les pentes abruptes on rencontre de larges bassins humides, mais d'une rare fertilité. Les lacs d'Ohride, de Prespa et de Kostour, en Macédoine, continuent au sud cette ligne de dépression. Les îles ioniennes, dont les principales sont Corfou, Levkas, Céphalonie et Zante, sont accidentées également par des plis, mais submergées en partie aujourd'hui. Enfin, *l'arc-oriental* est dit Karpatho-balkanique.

Les Karpathes, recourbées en Alpes de Transylvanie, s'arrêtent à la coupure des Portes de fer ; les monts Stara-Planina, l'Hémus (2) des anciens, les continuent en une haute muraille, avec Vitocha, Rila et Char à l'ouest, Sredna-Gora et Strandja-planina à l'est, dont les sommets atteignent jusqu'à 2.000 mètres. Presque tous les cols de ces montagnes sont élevés ; les plus praticables sont les cols de Dragoman, donnant passage à la voie ferrée de Niche à Sofia vers Constantinople et celui de Chipka (1333 m.) par lequel passe la ligne de Bucarest à Roustchouk rejoignant à Plovdiv l'express-orient. C'est la fameuse passe qui ouvrait jadis, même en plein hiver, aux armées du nord, la route de Byzance.

Entre ces deux plissements s'élèvent les Rhodopes, avec des sommets de 3.000 m. de hauteur. A l'extrémité de la péninsule, une montagne superbe dresse sa pointe de roches calcaires ; c'est le célèbre mont Athos, la forêt sainte des orthodoxes, formant une république autonome dirigée par les moines.

C'est dans un de ses couvents, le célèbre Hilendar, que le moine serbe Raïtch avait initié son confrère bulgare Payssi,

1. De l'ancien nom celtique Carso ou Carsia, pays de pierres.

2. Suivant la légende Hémus, roi de Thrace et son épouse Phodope, furent changés, par la volonté de Jupiter en montagnes, comme coupables d'avoir obligé leurs sujets à les adorer sous le nom de Jupiter et de Junon.

originaire de Razlogue en Macédoine, à écrire l'histoire du peuple bulgare, ouvrage qui a paru en manuscrit en 1762 et qui devait avoir cette rare fortune de faire réveiller chez ses compatriotes, au bout de quelques dizaines d'années seulement, leur conscience nationale et à créer par cela même le mouvement émancipateur qui devait aboutir en 1878 à la libération politique de la nation bulgare.

La république monacale du Mont Athos a duré à travers toutes les tempêtes des migrations des peuples et du moyen-âge, à travers les luttes intérieures et extérieures, religieuses et temporelles de Byzance, à travers les guerres sanglantes des dynasties balkaniques et elle a même survécu au déluge de la domination du Croissant. Ainsi elle peut prétendre, avec droit, avoir une place dans la future union des Etats Balkaniques. Notre projet en fait d'ailleurs mention.

Entre ces massifs, les rivières ont pu trouver passage. Les principales suivent deux grands couloirs déprimés, qui sont les routes naturelles de la péninsule. A l'est, entre Stara-Platina et les Rhodopes, la vallée de la Maritza, mène par les seuils de Vakarel (825 m.), les bassins de Sofia (1) (560 m.) et de Dragoman (720 m.) dans la vallée de la Nichava, qui rejoint à Niche celle de la Morava bulgare, chemin du Danube.

D'ailleurs Sofia, dont le premier nom bulgare est Sredetz ou Centre, est précisément le point où convergent par les passages les plus faciles, le chemin du Bas-Danube par la vallée de l'Iskar, celui de la Serbie par la Morava bulgare, ceux de la Thrace et de la Macédoine par la Maritza, la Strouma, la Morava et le Vardar. De plus la ville de Sofia présente le caractère d'une infranchissable forteresse, entourée de remparts naturels d'une solide chaîne de montagnes. Aussi l'empereur Constantin, frappé des grands avantages que présentait Serdica, la capitale de la Bulgarie de nos jours, se demanda-t-il s'il n'y transférerait pas le siège de son empire. S'il eut fait choix de Sofia, au lieu de Byzance, comme pensait Elisée Réclus, le cours de l'histoire eut été notablement changé.

La Fédération Balkanique de demain saurait-elle en tirer un meilleur parti que le premier empereur chrétien ?

1. L'ancienne Serdica des Romains, nom qui lui venait probablement de la tribu des Serdes de Thrace.

A l'ouest, la vallée du Vardar, cette grande voie que suivait les légions romaines entre la Panonie et Byzance et que les Sultans ont reprise au ^{xiv}^e siècle, en faisant construire une grande route dallée de Belgrade à Rodosto, ouvre aux Balkans les portes de la mer, c'est-à-dire l'issue à la seule inépuisable source de vie et de lumière, issue dont la Bulgarie a été malheureusement privée par les traités de paix.

Enfin au nord le Danube répand ses bienfaits en fertilité et en richesses sur les plaines de ses deux rives tout le long du pays des Serbes, des Croates et des Slovènes, de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Dobroudja, recevant le long de son cours les eaux de plusieurs de leurs rivières.

Après les Portes de fer, le Danube s'avance paisiblement et sépare fièrement la terre des Roumains de celle habitée par les Bulgares pour se jeter dans la mer Noire par un large delta, dont trois branches seules sont navigables : Saint-Georges, Soulina et Kilia.

Le désordre extrême des chaînes et des massifs de montagnes a eu pour conséquence naturelle un désordre analogue dans la distribution des peuples de ce coin de l'Europe.

Les divers groupes d'immigrants, hordes sauvages ou colonies paisibles, se trouvaient bientôt éparpillées dans les vallons fermés où ils s'installaient avec l'espoir de pouvoir vivre en société, de se garantir la sécurité et de jouir du produit de leur travail, avec plus ou moins de commodité, ce qui explique qu'en certains districts aujourd'hui encore des communautés distinctes de quatre ou cinq races différentes vivent côte à côte dans un rayon de quelques lieues seulement.

4. Climat et végétation. — Placés sous l'influence de trois climats différents, favorisés par la fécondité de leurs vallées et par le charme de leurs paysages, les États des Balkans peuvent, avec fierté, passer pour les successeurs de l'ancien Eden. C'est vraiment une des terres promises.

Les côtes des Balkans, en dehors de celles de la mer Noire, où le *bora*, vent froid et désagréable du Nord, est toujours redouté, ont le climat méditerranéen.

La vaste région continentale qui s'étend au nord de la ligne Elbassan-Ohrive, Gradsko, Plovdiv, entre déjà dans le climat

rude de l'Europe centrale, avec des hivers froids et neigeux, de violentes pluies au printemps et en automne, des étés chauds et relativement secs. La troisième zone commence avec la Dobroudja et la Bessarabie, ouvertes aux vents polaires des steppes russes, qui pendant l'hiver congèlent parfois le Danube, pour atteindre en été une chaleur suffoquante, jusqu'à 35°.

Cette variété du climat fait des Balkans une région botanique très riche, quoique de transition, dans laquelle, on voit se toucher ou se mélanger différentes flores.

L'agriculture est encore en enfance, mais les ressources naturelles étant considérables, une exploitation rationnelle pourrait faire de ce pays une des plus riches contrées du monde. Mais même avec cette rudimentaire technique agricole, la nature, plutôt prodigue qu'avare, a transformé l'ensemble des Balkans en un parc bien aménagé.

Ainsi, au nord, sur le versant de la Stara Planina, se trouvent de nombreuses plantes de l'Europe centrale, notamment des plaines orientales de l'Allemagne et de la Hongrie ; à l'ouest, ce sont des types de la flore lombarde et des Alpes du Tyrol qui s'avancent vers le sud, sur les montagnes de la Serbie, de la Bosnie et du Monténégro. A l'est, des représentants de la végétation de la Russie méridionale se rencontrent aux pieds septentrionaux de cette Vieille Montagne et même quelques types des steppes passent dans la vallée de la Maritza. Les contreforts de cette chaîne de montagnes qui s'avancent vers le sud en Thrace et le sud-ouest en Macédoine méridionale, en Albanie et en Epire pour descendre en Thessalie, présentent une végétation de caractère nettement méditerranéen. Enfin toute la presqu'île de la Thrace orientale appartient au domaine botanique de l'Anatolie.

Au-dessus des maquis, très abondants dans toutes les régions basses, croissent de belles et inaccessibles forêts de hêtres, de chênes, de tilleuls argentés, de frênes, de châtaigniers, de pins et de sapins, de cèdres, de buis, de pommiers sauvages, etc., etc.

Les plaines produisent des céréales, des légumes et des arbres fruitiers, dont les produits sont généralement d'une haute valeur. Les pruniers sont en abondance ; la slivovitza

ou l'eau-de-vie de prunes est très recherchée ; elle sert d'excellent apéritif aux Bulgares et à leurs voisins les Yougoslaves et même à tous leurs invités étrangers. La vigne que les anciens Grecs avaient sous la haute protection de Dionissios Bacchus, prospère dans toute la Grèce, en Macédoine et en Bulgarie, tandis que plus au nord elle est cultivée beaucoup moins. Le goût des vins s'améliorant toujours de plus en plus est loin encore de celui des célèbres crus de la Bourgogne ou de la Champagne.

Le froment, l'orge, le maïs, l'avoine, le seigle, le millet, le lin, le chanvre, le cotonnier, le pavot, la luzerne, le riz, la betterave, la menthe et beaucoup d'autres plantes médicinales et oléagineuses sont cultivés partout où le terrain s'y prête. Le tabac est d'excellente qualité, surtout en Macédoine. Les vallées du Vardar et de la Tchernia fournissent des drogues tinctoriales. La culture de vers à soie est prospère. Les soieries en France et en Italie apprécient à juste titre la valeur de leurs cocons.

Des champs de rosiers (5.450 hectares) embaument la vallée de Kazanlák, auxquels les grandes maisons de parfumerie françaises, sans parler de la célèbre firme bulgare de Bratia Papazovi, doivent en partie la renommée de leurs produits, faits ordinairement avec l'aide de leur huile de rose. Les parfumeurs de Paris, de Grasse et d'ailleurs absorbent à eux seuls plus de la moitié de cette essence bulgare.

En dehors de ces plantes industrielles, il y en a d'autres qui ne présentent qu'une importance locale. Telle est la culture de la chicorée à café, cultivée presque exclusivement dans le département de la Vlachka et aux environs de Brachov en Roumanie et dans les régions d'Ossiék et de Zagreb en Croatie. Des essais que des planteurs en ont fait dernièrement dans différents départements de la Bulgarie ont donné d'excellents résultats aussi bien en quantité qu'en qualité. Le houblon occupe une place assez intéressante parmi les cultures de la Batchka et de la Slovénie ; sa production étant supérieure aux besoins locaux, l'excédent est exporté à l'étranger. L'anis est cultivé sur une petite échelle en Bulgarie, en Macédoine et en Boucovine. En Bessarabie et en Bulgarie la moutarde l'est aussi assez bien.

Une autre branche dans l'agriculture des Balkans, dont l'importance est considérable, est celle de la culture des légumes. Les haricots en occupent la première place dans la Dobroudja, en Transylvanie, dans la Bessarabie et en Bulgarie. Leur exportation s'accroît de plus en plus. Les lentilles et les pois, les fèves et les pois chiches sont également bien cultivés, mais leur production satisfait à peine les besoins de la consommation intérieure ; quant à la pomme de terre, elle ne joue pas le rôle important qu'elle a dans les pays de l'Europe occidentale, seulement sa culture va toujours en augmentant. Par contre la betterave tient en Bulgarie une des plus importantes places de la production agricole, puisqu'elle alimente régulièrement les quatre grandes sucreries du royaume et fait de la Bulgarie un pays exportateur de sucre.

D'autre part les plantes potagères commencent à occuper déjà d'assez vastes étendues, dont l'avantage économique est très grand. D'abord leur rendement est supérieur à toute autre culture à surface égale, puis les déchets des plantes sont employés comme nourriture des lapins et des vaches laitières, enfin dans beaucoup d'endroits on engraisse les porcs avec des courges ou des citrouilles dont le prix à certaines époques est vraiment dérisoire.

Les prairies naturelles et les pâturages communaux occupent également d'assez grandes régions, surtout dans les contrées où prospère l'élevage, notamment en Transylvanie, au Banat, en Boucovine, en Croatie, en Bulgarie, en Albanie, en Thrace et en Macédoine ; ces deux dernières provinces servent encore souvent de refuge, en hiver, aux troupeaux transhumants des Etats limitrophes.

En résumé nous constatons que cette diversité de climat et de végétation qui offre le plus d'unité dans leur ensemble et de pondérations dans leurs contrastes, contribue à la formation d'une parfaite harmonie géographique et économique. Cette harmonie est comme un axe qui divise et qui unit les Balkans, mais qui est en même temps la plus sûre base de l'existence des peuples balkaniques : un sol riche, un climat varié, des plaines cultivables et bien arrosées, des montagnes boisées, des bestiaux nombreux susceptibles d'un accroissement presque illimité,

aussi la collaboration entre les peuples balkaniques, dépositaires de tant d'éléments de la civilisation moderne se présente maintenant comme une condition indispensable pour consolider cette harmonie, afin que les Balkans puissent se remettre de leur longue convalescence et entrer dans une nouvelle période d'activité et de prospérité.

5. Ports et voies de communications. — Le littoral des Balkans, surtout celui de la Méditerranée et de l'Adriatique, a toujours favorisé les relations de peuple à peuple et il a par cela même aidé énormément au développement de la civilisation.

Les carrefours de voies internationales de communications terrestre et maritimes étaient donc et sont encore restés de nos jours les ports. Cet appareil respiratoire, qui facilite les échanges par la rencontre des peuples sur un terrain neutre de paix et de liberté, se transforme aisément en de grands foyers de l'intelligence humaine, d'où jaillit la lumière dans les esprits, toutes les fois qu'il y a communion des idées avec les intérêts des hommes d'affaires de ces peuples ; en d'autres termes, les ports sont le centre de gravitation naturel.

Dans le nord, le Danube et ses dix affluents navigables ont également facilité de tout temps les relations des Balkans avec les autres pays et constituent actuellement encore un moyen de transport primordial surtout pour la Roumanie, la Bulgarie, la Dobroudja, la Serbie, la Croatie et la Slovénie.

Les côtes des Balkans, baignées par six mers, sont très riches en contours naturels ; elles sont dentelées de golfes et de ports aussi bien par la mer que par les rivières et parmi ses nombreux ports nous nous contenterons de citer les noms des plus importants seulement : Soulina et Braïla situés sur le delta du Danube, Kustendjé (Constantza des Roumains), Mangalia, Baltchik et Kavarna sur la mer Noire sous la souveraineté de la Roumanie. De tous ces ports Kustendjé est le mieux aménagé. C'est le grand centre exportateur de toute la Roumanie. Il est pourvu d'énormes réservoirs de pétrole et de trois silos pour des céréales d'une capacité globale de 50.000 tonnes. Son mouvement, qui a dépassé déjà de beaucoup celui de 1912, va augmentant d'année en année ; il représente aujourd'hui plus de 9/10 du trafic total des ports roumains.

Pour la Bulgarie, il y a lieu de retenir entre ses huit ports sur la mer Noire, Bourgas, dont l'importance croit tous les ans et Varna qui a fléchi énormément depuis l'annexion à la Roumanie de la plus riche partie de son hinterland, le quadrilatère de la Dobroudja.

Le traité de Neuilly a privé la Bulgarie de son unique débouché économique sur la mer Egée, le port de Dédéagatch et malgré l'engagement solennel des Puissances de l'Entente de lui garantir un accès libre à la mer Egée, la Bulgarie se trouve dans l'impossibilité absolue de tirer quelque avantage de cette courtoisie diplomatique.

La mer de Marmara possède l'admirable rade de Constantinople, à qui la beauté de sa baie sinueuse et la richesse de son commerce avait valu le surnom de « Corne d'Or ».

Constantinople, la vieille Byzance est là pleine de rumeurs et de souvenirs, majestueuse et colorée; ville imprécise, belle comme un mirage, parée de toutes les grâces d'un soleil blanc, que la gloire de Moustapha pacha vint pourtant assombrir en passant. Son rôle politique était prépondérant au temps des empereurs byzantins et même du temps des premiers Sultans. Aujourd'hui elle est calme; on dirait qu'elle est muette. Elle a l'air d'un sphinx. Que de surprises l'avenir ne lui réserve-t-il pas? Mais l'intérêt des peuples balkaniques et ceux des Puissances intéressées auraient tout à gagner à voir la Côte d'or, cité libre avec hinterland Midia-Rodosto et entrer de droit comme membre égal dans la Fédération des Balkans.

Outre Constantinople, qui est à coup sûr un des plus beaux ports naturels de l'univers, la mer de Marmara possède encore Rodosto et Gallipoli (ce dernier est la première ville conquise par les Turcs sur le territoire de l'Europe.)

Les côtes de la mer Egée sont bizarrement découpées et poussent devant elles la presqu'île de Gallipoli, qui enserme le détroit des Dardanelles et embrasse la rade de Cavalla, jadis le port de Philippes.

À l'ouest de la Chalcidique pénètre le golfe de Salonique, près duquel naquit jadis la puissance des Macédoniens. Située presque au centre du littoral méridional de la Péninsule, bien abritée de tous les côtés, sise à la sortie du bassin du Vardar et sur le passage de la via Egnatia, la capitale de la Macédoine a

joué de tout temps un rôle commercial très important. Pendant toute la domination turque, l'hinterland de Salonique comprenait toute la Macédoine, à l'exception peut-être du petit bassin de la Mesta, et la plus grande partie de la Rascie, soit un territoire de près de 86.000 kilomètres carrés. Là est le terminus de plusieurs lignes de chemins de fer, notamment celles de Belgrade-Niche-Scopié, de Mitrovitza-Scopié, de Bitolia-Vodène, de Bourgas-Nova-Zagora-Dédéagatch, de Constantinople-Dédéagatch, enfin Athènes-Bère (Verria)-Salonique. Après les guerres balkaniques, la sphère commerciale de ce port se trouve réduite de plus de sa moitié. Pour remédier à ce mal que le traité de Bucarest (1913) a causé à Salonique, le gouvernement grec s'ingénia à créer dans son port une zone franche pour le commerce de transit avec les Etats voisins. Seule la Serbie a profité de cette décision des autorités helléniques par la convention gréco-serbe de 1913. Cet accord a subi depuis lors plusieurs changements, dont la dernière rédaction, dite l'accord de Genève, fut signée par les représentants des deux gouvernements à Genève même le 18 mai 1929. Cette convention règle aujourd'hui la zone franche serbe dans le port de Salonique, dont le mouvement est presque insignifiant, car il n'accuse même pas 5 % du trafic total des ports yougoslaves sur la mer Adriatique.

Les plénipotentiaires des vainqueurs n'ont pas voulu saisir à Neuilly la grande importance de Salonique, en tant que port destiné à desservir les Etats balkaniques, autrement ils n'auraient certainement pas apposé leur signature au bas du traité de paix. Il est vrai qu'en politique ce ne sont pas toujours les idées qui mènent les hommes, mais plutôt les intérêts et les rancunes; aussi le germe des conflits ne fut de la sorte nullement déraciné; et en attendant que les peuples des Balkans, devenus autonomes, puissent se confédérer comme ils l'entendent, la nécessité économique ne tardera pas à mettre sur le chantier diplomatique un nouveau matériel pour la paix: l'union douanière des Etats balkaniques, et alors, Salonique reprendra avec fierté la place que la géographie et la vie commerciale lui ont réservée. C'est dans ce but que nous envisageons dans notre projet de décentralisation territoriale, la ville de Salonique, comme cité autonome et son golfe, port franc, afin de

mieux étouffer de la sorte les causes de discordes, que les amis de la paix n'ont pas pu éliminer. La Macédoine se débrouillera facilement pour trouver une autre capitale.

Sur les côtes de la Grèce, les golfes et les promontoires se succèdent alternativement, mais les plus commerçants restent toujours Volos et Pirée. Ce dernier est un véritable carrefour des voies de mer.

Placé entre l'Italie, avec laquelle il communique par le petit canal de Corinthe (1) et l'Asie Mineure, d'un côté, l'Égypte avec le canal de Suez et l'Europe centrale de l'autre, Pirée accapare à lui seul plus de 10 % du tonnage de tous les ports grecs ; il occupe, grâce à ce trafic, la troisième place en importance dans la Méditerranée. Il vient donc immédiatement après Marseille et Gênes.

Sur la côte occidentale on rencontre plusieurs escales en territoire albanais, mais leur état est encore trop primitif, de sorte que l'on ne remarque pas de mouvement économique important. Dyracchium, le Durazzo des Vénitiens, avait jadis une certaine importance comme lieu de débarquement des légions romaines et comme point d'attache de la via Egnatia qui traversait de l'est à l'ouest toute la péninsule thraco-illyrienne. C'était la ville qui reliait l'Orient avec Rome. C'est la plus directe voie par où la jeune Italie pourrait un jour s'infiltrer à nouveau dans les Balkans.

Plus au nord se dresse la vénérable mère de la littérature serbo-croate moderne, la ville natale de Goundoulitch, Raguse, (Dobrovnik), l'antique Lausio, entourée de fortifications à la romaine et dominée des tours ; son aspect vénitien ne perdit rien de son originalité à travers les siècles ; il se conserva même pendant les beaux jours de son indépendance républicaine. Bien qu'elle ne soit aujourd'hui qu'une petite ville, elle garde toujours sa renommée d'avoir été le foyer intellectuel des Serbes et des Croates depuis la fin du x^ve siècle jusqu'au commencement du xix^e, ainsi que son importance comme escale maritime, à cause de son beau port de Gravosa et

1. Le canal de Corinthe, dont la concession du creusement fut accordée par le gouvernement grec au général Turr, fut percé en 1893 ; sa longueur est de 6.300 m., sa profondeur de 8 m., avec une largeur au fond de 21 mètres.

comme lieu d'approvisionnement pour l'Herzégovine. Mais la merveille de l'Adriatique est Cattaro, ce port de guerre situé à l'extrémité du labyrinthe des Bouches de la Montagne Noire. De son côté Split ou Spalato, grâce à ses nombreuses communications avec l'intérieur de la Dalmatie se développe progressivement ; enfin le port de Chébenik (Sebenico), situé dans l'intérieur de la Dalmatie, sur l'estuaire de la Kerka et accessible aux grands navires, est un lieu d'entrepôt naturel pour les mines de houille de Darniche, ainsi que pour les produits agricoles de son hinterland. Quant à Zadar (Zara), la capitale de cette Dalmatie, si âprement disputée entre Yougoslaves et Italiens, et qui compte soixante-deux ports et tous ouverts au commerce, sa situation lui assure un avenir commercial de premier ordre.

L'avenir des Balkans ordonne avec insistance d'ériger la Dalmatie en province autonome. Les causes des conflits entre Belgrade et Rome seront ainsi écartées.

Mais le grand port de l'Adriatique, situé près de l'angle intérieur de la péninsule istriote, est celui de Fiume ou Riéka en croate, ce qui veut dire rivière, à cause du fleuve qui jaillit d'un rocher voisin et qui tient à la disposition de l'industrie locale une force de 5.000 chevaux-vapeur. Avant la guerre, Fiume était le siège de l'école navale de l'Autriche-Hongrie ; il possédait aux bords de la mer d'importants chantiers de construction et une grande fabrique de torpilles. De plus, ce port avait une importance capitale tant au point de vue commercial, que maritime et militaire. Il croissait à vue d'œil en population et en étendue ; il était, en un mot, digne du rôle que la géographie économique lui avait assigné.

Malheureusement la guerre a complètement bouleversé le sort de ce port. Le comte d'Annunzio l'a offert en cadeau au royaume d'Italie, mais depuis lors, il est tombé en décadence, tout en rallumant dans les Balkans, un vieux cratère, que Wilson croyait peut-être avoir éteint par son fameux message des quatorze points. Des secousses se font sentir de temps à autre en Italie et dans tous les Balkans, malgré que le gouvernement de Belgrade fût obligé par l'accord de Rome (24 janvier 1924) de reconnaître définitivement le fait accompli, en échange du petit bassin voisin, le port de Souchak. Fiume

appartient géographiquement aux Balkans. Il est une indispensabilité économique pour son vaste hinterland slave.

Enfin, nous voilà devant l'emporium de l'Adriatique, Trieste. Ce port, ayant une position commerciale de toute première valeur, a produit, dans le courant de la deuxième moitié du siècle écoulé, une véritable révolution dans le mouvement général du trafic. Par les voies ferrées, qui relient Trieste aux grands centres européens, toute l'Adriatique semble être prolongée jusque dans le cœur de l'Europe centrale, et les habitants des immenses plaines danubiennes ont profité de ce précieux avantage que leur offre gratuitement la nature et ont pris Trieste comme débouché à leurs intérêts économiques. Grâce à toutes ces conditions et surtout à sa rade commode, Trieste était le port le plus actif de l'ancien empire autrichien (93 % du total des échanges par mer en 1890). Son activité n'a fléchi que du jour où elle a perdu son privilège de port-franc (1891). Aujourd'hui Trieste fait partie intégrale du territoire italien. Seulement sa décadence est manifeste. Trieste sera bientôt classée parmi les ports morts.

Le seul moyen pour réparer cette grave erreur des politiques est de faire de la ville de Trieste avec son hinterland immédiat, l'Istrie, une province autonome, qui devrait entrer dans le sein de l'union fédérative des Balkans. Son port, déclaré port-franc, reprendra de suite son importance économique. L'Italie ne perdra rien, car la prospérité de cette cité serait beaucoup mieux assurée, tandis que la Yougoslavie, la Hongrie, l'Autriche et même l'Allemagne trouveraient dans ce port tous les avantages d'une issue libre à la mer. Et la paix viendrait par-dessus couronner une si belle œuvre de la sagesse humaine !

En dehors des ports maritimes, nous avons à faire mention des ports fluviaux.

Ces ports et des débarcadères sont en effet nombreux dans les pays balkaniques, mais leurs entrepôts, ainsi que leurs installations techniques laissent beaucoup à désirer, sauf peut-être pour les ports mixtes de Galatz, de Braïla et d'Ismail, dont l'inventaire est assez moderne et peut satisfaire à la rigueur les nombreux besoins du trafic.

D'ailleurs, en Roumanie, le mouvement des ports fluviaux

surpasse de beaucoup celui des ports maritimes ; ainsi en 1926, par exemple, sur les 13.900.544 tonnes du trafic, les ports fluviaux en ont enregistré 9.264.015, soit les 2/3 du mouvement total. Parmi les ports les plus importants de la Roumanie, en dehors de Braïla, Galatz, Réni, Ismaïl, Toulcha et Soulina, on rencontre sur le Danube : Toutrakan, Silistra, Giurgiu, Kalafat et Turnu-Sévérin. En Bulgarie, on peut citer : Roussé, Svichtov, Oréhovo, Nicopol, Lom, Vidin, d'un mouvement global de 2.400.000 tonnes en 1925 contre 2.250.000 en 1911. En Yougoslavie, le nombre des ports fluviaux dépasse la centaine, mais le principal est pour le moment Belgrade, dont le mouvement en 1921 accusait près de 750.000 tonnes, alors qu'en 1911 il ne comptait qu'un peu plus du 1/3 de ce chiffre, soit 260.000 tonnes. Parmi les autres ports, il y a lieu de nommer : Zémoun, Novi-Sad, Pantchévo et Véliki-Betcherek.

Notons en passant que cette grande artère de navigation fluviale, qu'est le Danube, est soumise, en vertu de son statut du 1^{er} octobre 1922, au contrôle de « la Commission Internationale du Danube », dont la juridiction s'étend depuis Ulm jusqu'à Braïla, soit sur un parcours de 2.061 kilomètres ; et de ce port jusqu'à la mer Noire, la navigation sur ce fleuve reste toujours soumise à la surveillance de l'ancienne *Commission européenne*, que le traité de Paris avait instituée en 1856.

Le Danube, ainsi que ses affluents la Tisza et la Drave sont proclamés par les derniers traités de paix d'un intérêt international, voilà pourquoi dans la Commission Internationale sont représentées, non seulement les Puissances riveraines du Danube, mais encore la France, l'Angleterre et l'Italie.

Le Danube reçoit en Yougoslavie la Save, qui est navigable sur une longueur de 600 kilomètres et qui elle-même éponge les eaux de l'Una et de la Koupa, également navigables et en Roumanie, l'Olt, le Sereth et le Pruth sur lesquels peuvent circuler, presque sans interruption pendant la belle saison, de grands bateaux commerciaux.

En dehors des voies de communications fluviales et maritimes, nous avons à dire encore un mot sur les routes et les chemins de fer. Les unes aussi bien que les autres croisent plus ou moins bien les territoires des Balkans et relient le Danube, avec les grands centres de vie, c'est-à-dire avec les

ports maritimes et les capitales de leurs différents Etats.

Ainsi la voie de fer Paris-Constantinople, traversant Zagreb, Belgrade, Niche, Sofia et Odrine (Andrianople), divise presque en deux parties égales les pays des Balkans. Ses nombreux embranchements se dirigent toujours vers la mer. Zagreb communique avec Vienne et Trieste, Niche avec Salonique et Athènes, Sofia avec Varna, Roussé, Bucarest et Constantza, Plovdiv avec Bourgas, Odrine avec Salonique et Constantinople. La plupart de ces réseaux sont construits le long du défilé et même sur le tracé de la via Egnatia. C'est à la politique d'expansion austro-allemande, le *Drang nach Osten* inaugurée en 1878 par le traité de Berlin que ce réseau de lignes doit son existence. Bien des voies d'intérêt local ont été, certes, construites depuis lors, mais néanmoins leurs plans ont toujours dû être agréés, sinon officiellement du moins implicitement par l'Autriche. Toutefois le réseau des Balkans est loin de satisfaire aux exigences de la vie économique moderne, d'autant plus que la différence d'écartement de toutes ces lignes intérieures à voie étroite ne permet nullement de les rattacher les unes aux autres ; c'est ce qui provoque d'ailleurs les embouteillages, quoique ces derniers peuvent également être attribués au manque de routes et de moyens de transport.

Il est vrai que les Etats balkaniques, aussitôt après leur émancipation, ont essayé de faire la voirie indispensable à leur développement économique et social, mais ils sont encore bien loin d'avoir réalisé tous leurs projets. C'est à la Bulgarie, le plus jeune de ces Etats, que revient en ce moment l'honneur d'avoir le plus grand réseau de routes. La crise aiguë que son économie sociale traverse depuis la guerre, n'a pu en rien influencer l'exécution de son projet entier, dont la main-d'œuvre est fournie par une organisation originale du génie bulgare, connue sous le nom de *Prestation de travail obligatoire*. Cette organisation a remplacé, dans un esprit tout autre, sinon opposé, le service militaire, que le traité de Neuilly a formellement interdit à la nation bulgare. Quant au cadet des Balkans, l'Albanie, ses voies de communications à l'intérieur n'offrent dans toute son étendue au service du transport des marchandises et des voyageurs que des sentiers de mulets, souvent à peine frayés et presque complètement impraticables pendant la saison des

pluies. Et dire que c'est dans ce coin de l'Europe que nous trouvons le tracé de l'importante via Zenta, dont les commerçants, de Venise et de Florence savaient en faire si bon usage, puisqu'elle partait d'Alessio, passait par Chkodra (Scutari), Prizrend, Prishtina, Niche, longeait toute la vallée de la Morava bulgare, traversait le Danube, se dirigeait vers Craïova et Bucarest pour aller se terminer au port de Constantza sur la mer Noire.

Espérons que les Albanais la rendront de nouveau praticable, en ce qui concerne du moins leur territoire. Ils sont en train d'ailleurs d'exécuter certains travaux concernant leur voirie, dont la longueur serait dans les environs de 1.000 kilomètres. Pour le réseau ferroviaire il est à créer.

Les Etats des Balkans, séparés les uns des autres par des frontières artificielles, anihilent, cependant, tous ces avantages que la nature tient pourtant si généreusement à leur pleine disposition.

Leur tendance à l'hégémonie nationale, imbue un impérialisme territorial ne leur réserve certainement pas un bel avenir. Désunis et ennemis, non seulement ils ne sont pas en état de mettre en valeur les avantages économiques considérables, dont ils sont les détenteurs, mais leur indépendance politique est toujours en jeu. Au premier son du clairon du vainqueur, toutes ces unités politiques et nationales seront bien vite classées dans les archives historiques, alors qu'une entente fraternelle entre les gouvernements et les peuples de ces Etats pourrait définitivement changer leur physionomie, déjà auréolée de tant de légendes merveilleuses.

6. Ressources du sol et du sous sol. — Le territoire des Balkans présente, comme nous l'avons vu déjà plus haut cet avantage de posséder une unité géographique qui l'oriente vers des fins très précises. Soumis à une succession de climats allant du sud au nord, ses productions agricoles peuvent absorber l'activité des habitants intéressés à un rendement plus abondant, meilleur, que le sol ne leur refusera pas et que l'exploitation leur demandera.

Pays montagneux, les cultures occupent à peine le tiers du sol et parmi celles-ci, les céréales viennent en tête avec une moyenne de 75 à 80 % notamment : le froment, le maïs, l'orge

et l'avoine. L'agriculture constitue la base de l'économie nationale de tous les peuples balkaniques. Elle est la principale source de leur revenu annuel, c'est-à-dire de leurs exportations. Elle fournit de plus la matière première à l'industrie domestique et commerciale. Ainsi les cultures industrielles et alimentaires à la fois, de la betterave à sucre, par exemple, des pommes de terre, des plantes textiles et oléagineuses, etc., peuvent être à volonté étendues. L'abondance des grains a permis l'élevage prospère des volailles. Les fleurs qui foisonnent dans les contrées de climat méridional faciliterait énormément le développement de l'apiculture moderne.

Les tabacs bulgares et macédoniens, surtout ceux des régions de Gorna-Djoumaya, de Nevrocop, de Kardjali, Xanthie Drama, et Cavalla sont recherchés de partout. Leur renommée est universelle ; elle est due à leurs hautes et exceptionnelles qualités. Tous ces tabacs, d'un arôme spécial, sont ordinairement exportés à l'étranger et à un prix généralement assez élevé.

Pour ne pas revenir deux fois sur le même sujet, nous passons sous silence les autres branches de la végétation, aussi riches que variées, dont mention a été déjà faite dans le paragraphe : *climat et végétation*.

Mais nous devons toutefois souligner, et avec plaisir, que les Balkans, après avoir largement satisfait aux besoins de leurs habitants, pourraient encore compter parmi les meilleurs greniers de l'Europe, surtout si l'on introduisait une meilleure intensification dans la culture.

Les forêts sont encore des richesses abondantes, que le sol des Balkans ne s'est jamais refusé d'accorder à ses occupants. Et quoique les Etats balkaniques se soient mis tardivement à protéger et à reconstituer toutes les forêts dévastées pendant la domination nonchalante des Sultans, les bois représentent encore plus de 35 % de leur superficie totale. Ils s'étendent surtout sur les pentes des Alpes de Transylvanie, des Alpes dinariques, de la Stara-Planina, des Rhodopes et de leurs embranchements, allant jusqu'au cap de Matapan.

En général le quart de ces peuplements est occupé par des résineux, un autre quart par des chênes et le reste par des hêtres, d'essences variées, mais tous hautement appréciés sur les différents marchés européens à cause de leurs excellentes qualités.

La propriété forestière appartient ordinairement à l'Etat ou aux communes, mais des personnes d'ordre public et même des particuliers possèdent également une grande partie de la richesse forestière, surtout dans le territoire de la Grèce d'avant-guerre (1912).

Grâce à cette abondance de forêts, les Balkans peuvent devenir un véritable entrepôt d'exportation mondial. Mais nous devons reconnaître que leur exploitation se trouve actuellement dans un état lamentable. Les lois spéciales qui attribuent à l'Etat le droit souverain de réglementer cette exploitation n'ont pas donné à ce jour le résultat escompté. Certes la pénurie des communications, ainsi que le manque de capitaux et l'insuffisance de spécialistes pour l'expansion de l'industrie du bois indigène en sont une des causes qui rendent l'exploitation plutôt extensive, mais toutes ces difficultés disparaîtront, à notre sens, d'elles-mêmes, le jour où la *grande idée nationale* de chaque peuple céderait sa place à une autre nécessité plus réelle, à l'économie politique interbalkanique.

Avec l'agriculture d'un côté et les forêts de l'autre, il est tout naturel que l'élevage occupe une place importante dans l'économie des pays balkaniques. Les pâturages s'étendent sur le sixième de leur superficie. L'animal qui s'y rencontre surtout est le mouton, dont le troupeau compte près de 30.000.000 de têtes ; ensuite viennent les bêtes à cornes, leur nombre est légèrement supérieur à 12.000.000 ; les porcs comptent environ 5.000.000 ; les chevaux un peu plus de deux millions et enfin les chèvres, les mulets, les ânes, etc. etc., sont en nombre beaucoup plus restreint.

C'est dans la région montagnaise que l'élevage est le plus développé. Dans les gros villages qui s'établissent au pied de la montagne, tout paysan possède au moins deux ou trois vaches. On les voit paître en commun sur les pentes déboisées et dans les clairières jusqu'à 1.200 mètres. Les troupeaux de moutons vont brouter l'herbe des sommets dénudés. Pendant quatre à cinq mois la haute montagne présente ainsi une certaine animation. Il n'est guère de chemin, où l'on ne voit surgir brusquement la figure de l'« ovtchare » (du berger) appuyé sur son bâton, la tête coiffée de l'énorme « calpaque ». Hommes, femmes et enfants vivent des mois entiers dans des « stans »,

tentes des hauts bois, ou dans des cabanes primitives, occupés à faire le fromage blanc ou le « kachkaval », que l'on exporte en Turquie et en Egypte. Dans les premiers jours d'octobre, tout le monde descend vers la plaine. Les pasteurs gagnent lentement avec leurs troupeaux la plaine du Bas-Danube, le bassin de la Maritza et le littoral de la mer Egée, où ils vont passer l'hiver. Cette transhumance existe aujourd'hui encore, malgré les obstacles de tous caractères, mais surtout politiques que les différents gouvernements hissent à leurs frontières.

Les véritables nomades sont représentés par les groupes des Karakatchanes et des Koutzo-valaques. Aucun de ces deux groupes ne possède d'établissement sédentaire. Les Roumains montagnards des Karpathes, du Bihor et de la Mounténie, ainsi que les Houtzoules-slaves de la Boucovine sont également des pâtres très anciens et bien habiles, mais pas nomades, comme le sont également les Bulgares, les Serbes et les Albanais.

Les moutons sont exploités pour leur laine, leur viande et leur lait ; toutes ces matières premières, ainsi que leurs produits forment un des chiffres importants de l'exploitation générale des pays producteurs.

Enfin signalons encore, que la connaissance du mouvement des cours d'eau, c'est-à-dire l'étude approfondie des chutes hydrauliques, si abondantes dans les régions montagneuses, et l'utilisation rationnelle de l'inépuisable source d'énergie et de richesses permettraient facilement l'électrification des chemins de fer de tous les réseaux balkaniques, sans pouvoir gêner en rien une installation électrique savante jusqu'aux plus petites cabanes de la campagne et les huttes les plus éloignées des montagnes.

Cette houille blanche est estimée dans tout le territoire des Balkans à 5.700.000 chevaux-vapeur environ. Mais nous devons ajouter de suite que la force utilisée actuellement est infime (272.650 c.-v.). La cause est toujours la même : manque de capitaux, mais surtout manque de sûreté pour le placement des capitaux étrangers. Le système coopératif pourrait éventuellement combler ce vide ; la Bulgarie nous en donne un excellent exemple avec *Vatcha*, mais avant tout, il faut avoir la paix chez soi pour faire des économies et des progrès. C'est ce qui manque précisément aux Balkanais !

Passons maintenant au sous-sol.

L'industrie des mines, qui a pour objet la recherche, l'extraction et la préparation des matériaux existant dans le sein de la terre, est connue dès la plus haute antiquité dans les pays des Balkans, où les minerais ne manquent certainement pas. Cette partie de l'Europe est la moins étudiée sous ce rapport-là. D'abord les conditions étaient très défavorables pendant toute la période de la domination turque, puis pas de capitaux, pas de sûreté !

Et malgré tous ces inconvénients on a tout de même découvert dans différents endroits des gisements d'anthracite, de lignite, de houille, de pétrole, de fer, de la limonite, des pyrites de fer, de cuivre, de plomb, de zinc, de chrome, de sel gemme, de l'or, de l'argent, du mercure, etc..., etc...

Ainsi la houille se rencontre en gisements épars dans le Banat, dans le Bihor et en abondance dans le bassin de Pétrochani en Roumanie. La Bulgarie possède plusieurs mines de charbons : dans les environs de Hascovo, Trevna et Doubnitsa, mais son grand centre houillier reste toujours Pernik, qui à lui seul produit 82,5 % de l'extraction totale du pays et dont la valeur calorifique varie entre 3.800 et 4.200 calories.

Grâce à Pernik, la Bulgarie a pu se relever bien vite des ruines sous lesquelles deux malheureuses guerres l'avaient impitoyablement ensevelie, tout en livrant régulièrement à ses voisins les quantités de charbons que le traité de Neuilly lui avait prescrites.

En Grèce les gisements de lignite sont disséminés dans la Macédoine, en Epire et dans les îles ; le meilleur et le plus riche est celui de Kimi en Eubée. Quant à la production du charbon en Yougoslavie, elle parvient à peine à satisfaire les besoins de l'industrie locale ; ses principaux bassins sont : Bréza, Hrastnik, Kreka, Tribolié, Zagorié et Zounka. Enfin la vallée de Luftina en Albanie fournit de la houille riche en bitume et en calories.

Après le charbon, c'est le pétrole qui constitue une des grandes branches des richesses extractives.

Si l'existence des hydrocarbures naturels liquides est constatée de la plus haute antiquité, la recherche et l'exploitation industrielle des terrains pétrolifères remontent à peine à la

deuxième moitié du siècle écoulé. Ainsi l'exploitation de la région pétrolifère le long des Karpathes en Roumanie a commencé vers 1857. C'est d'ailleurs le seul pays des Balkans, que la nature ait voulu si largement favoriser, à moins de considérer encore comme sources pétrolifères, les nouvelles couches découvertes récemment dans les districts de Vallona et de Durazzo, car celle de Zante, mentionnée encore par Hérodoté, n'a pour ainsi dire aucune signification économique.

L'étendue des terrains à gisements pétrolifères en Roumanie est évaluée à 100.000 hectares. La production annuelle s'élevait en 1860 au chiffre bien maigre de 1.120 tonnes ; en 1910, c'est-à-dire cinquante ans après, la statistique nous relève le nombre formidable de 1.350.000 tonnes environ, chiffre qui devait presque tripler en 1928 pour atteindre 3.840.000 tonnes.

Voilà le beau résultat d'une exploitation intensive. Aussi la Roumanie occupe aujourd'hui la sixième place de la production mondiale, sans avoir diminué pour cela en rien, sa puissance extractive (346.062 tonnes 1927) du chlorure de sodium, appelé communément sel gemme.

Le sel a été de tout temps une des substances les plus indispensables aux besoins de l'homme, non seulement parce qu'elle joue un rôle important dans sa propre alimentation, ainsi qu'à celle des animaux, mais aussi parce qu'elle forme l'élément premier d'une des industries chimiques les plus développées, la fabrication des alcalis.

Le chlorure de sodium se trouve dans les Balkans sous deux formes : à l'état solide sous forme de sel gemme, il constitue des dépôts puissants dans les terrains tertiaires des Karpathes et à l'état de dissolution dans les eaux de la mer. Cette richesse constitue pour les Balkans une source inépuisable de prospérité, car les eaux de la mer contiennent environ 25 à 30 kilogrammes de chlorure de sodium par mètre cube d'eau et la mer Méditerranée se prête admirablement à la production du sel. En 1927 la production totale de ce sel de tous les pays balkaniques s'est élevée aux environs de 200.000 tonnes.

Quant aux minerais proprement dits, le fer occupe la première place aussi bien par son abondance que par sa situation géographique. Lubiana, la capitale de la Slovénie, est le principal centre de production de minerais de fer, dont le plus

grand avantage est d'être exempt de phosphore et de soufre. Près des $\frac{3}{4}$ de la production totale sont exportés à l'étranger, de sorte que l'économie indigène ne participe, pour ainsi dire pas, aux énormes bénéfices que procurent à la grande industrie tous ces minerais. Le même cas se répète pour les mines d'Atalanti et de Sérifos en Grèce, où le commerce et la spéculation se sont malheureusement toujours opposés à l'installation d'une véritable industrie nationale.

En Transylvanie les minerais de fer sont plutôt formés de carbonate de fer, dont on extrait facilement, même à ciel ouvert, les oxydes, parmi lesquels domine en général la limonite. Les célèbres mines de fer de Samocov en Bulgarie, exploitées jadis en grande échelle, ont été complètement délaissées, ainsi que celles de Drama et de Kojouh en Macédoine.

En dehors du minerai de fer on rencontre dans les Balkans du plomb et du zinc. Les différents gisements de ce minerai découverts en Serbie, en Bosnie et en Slovénie ont été abandonnés, sauf pourtant ceux de Méjitz et de Zil, qui sont encore exploités. Plakatniza en Bulgarie et Laurium dans l'Attique donnent une quantité presque insignifiante ; l'Ardéal en Roumanie n'y diffère guère. Quant au chrome, il y a lieu de dire, en passant, qu'il se trouve en quantité assez importante en Macédoine, dans la région du Char-Planina ; on en rencontre aussi des gisements dans le Banat, en Bosnie et en Thessalie, seulement ce minerai, comme tous les autres du reste, ne représente pour le moment qu'un amas de trésor enfoui.

Pour terminer ce paragraphe, mentionnons encore l'existence de métaux précieux dans les montagnes de la péninsule balkanique. En dehors des belles pépites d'or que des orpailleurs recueillent parfois dans le sable de la Mesta, du Vardar et du Gallico en Macédoine, du Drine en Albanie ou de l'Olt en Roumanie, il existe des mines d'or en Transylvanie, dont l'extraction totale de l'or, classe la Roumanie au second rang de production d'or en Europe, étant donné que la Russie tient toujours la tête de cette industrie extractive pour toute l'Europe.

Les sources minérales froides et chaudes de composition riches et variées viennent compléter le beau bouquet de toutes ces richesses du sol et du sous-sol des Balkans.

C'est précisément ce réservoir de biens économiques iné-

puisable qui avait attiré jadis les tribus primitives des plateaux asiatiques à venir chercher le nécessaire pour nourrir leurs membres, dont le nombre allait toujours croissant.

Et pourtant, les gouvernants des peuples balkaniques ne semblent pas être disposés à en tirer tout le profit ! Souffrants d'un mal chronique, le manque absolu de prévoyance sociale, ces gouvernants s'obstinent toujours à s'enfermer dans leur conception grossière d'utopie impérialiste. Ils ne cherchent à satisfaire par tous les moyens possibles et imaginables que les besoins quotidiens de la vie publique et encore ils ne peuvent pas se vanter de leurs succès ! Aucun souci ne les inquiète pour le lendemain, pour l'avenir de générations entières sinon d'exciter les esprits des uns contre les autres pour les jeter demain dans de nouveaux carnages. Triste héritage de la mentalité des gouvernants ottomans !

Et il est bien plus triste encore de voir que ces gens ne cherchent même pas sérieusement à préparer au moins un terrain favorable pour le rapprochement sinon politique du moins économique de leurs peuples, entente qui stimulera le développement du commerce et la mise en valeur de toutes ces richesses insoupçonnées et qui fera de ce territoire l'axe de toute la vie économique de l'Orient et assurera par cela même leur prospérité et leur indépendance si éprouvées par la décadence de l'empire ottoman et leurs guerres intestines continues.

7. **Croisement des races.** — Le mot *race*, d'origine italienne « *razza*, » désigne l'ensemble des ascendants et des descendants d'une famille, d'un peuple. Y. Delage définit ainsi la race : « les rapports des individus avec la nature et entre eux, dans les groupes humains établis par leur filiation généalogique » et Cuvier dans une formule plus pittoresque qui est en vogue dans la science aujourd'hui encore, complète cette définition comme suit : « la race est la réunion des individus descendant les uns des autres ou de parents communs, et de ceux qui leur ressemblent autant qu'ils se ressemblent entre eux ».

Les différences entre les races se manifestent ordinairement dans les caractères somatologiques, qui sont la résultante de la lutte continuelle, dans l'individu, de ces deux facteurs : la

variabilité, ou la production du dissemblable et *l'hérédité*, ou la perpétuation du semblable. Ce sont donc des différences dans les formes extérieures, dans la structure anatomique, dans la physiologie, qui se manifestent chez les individus ; ces derniers établis sur une partie du globe forment des tribus, des peuples, des nations, unis fermement entre eux par la communauté de leurs mœurs, par le fond de leur religion ou de leur morale sociale, par leur langue, leurs traditions, par leurs civilisations propres.

Toutes ces manifestations des races ont été systématisées à la fin du xvm^e siècle dans un ensemble de doctrines connues sous le nom de doctrines raciales. Elles consistent à soutenir que les groupements ethniques sont irréductibles les uns aux autres, qu'ils doivent poursuivre leur évolution historique dans le cadre de leur génie propre, qu'ils sont de par leur nature même ou prédestinés au progrès ou voués à une éternelle infériorité et que cette grandeur ou cette indignité leur sont imposées par des caractères physiologiques. La race est alors considérée comme une entité réelle agissante et vivante qui développe sa volonté de puissance individuelle au détriment des autres races inférieures, ou trop faibles pour lui résister, ce que Wagner qualifie dans son *Essai*, de vie réelle, matérielle et biologique.

Le grand défaut de la philosophie raciale est le fait, qu'elle confond volontiers l'effet avec les causes. Elle attribue, en effet, les manifestations de la vie publique, c'est-à-dire la civilisation d'une communauté humaine, exclusivement aux qualités de son sang. Il n'en est rien !

La nature de l'homme, indépendamment de son origine, présente un terrain propre à des cultures les plus variées. Du savoir-faire du cultivateur et des cultures qu'il y sème dépendent donc, à notre sens, les fruits qu'il escompte en retirer. C'est de cette culture que dépend également la formation de la société politique, en d'autres termes, nous sommes en présence d'une combinaison entre le sang naturel des races et l'esprit artificiel de l'intelligence, esprit qui évolue avec le temps, le milieu, le climat et les circonstances, alors que le sang ne varie qu'avec le croisement physique. Et, plus ce dernier est grand, plus il perd de son originalité. C'est ce qui est arrivé par

exemple, avec les anciens Hellènes, les Pelasges, les Illyriens, les Celtes, les Daces, les Macédoniens, etc., etc., mais leur métissage a dû avoir de si grandes proportions, qu'on n'en trouve aujourd'hui de traces d'existence que dans les chroniques des historiens.

Quant aux habitants actuels des Balkans : les Albanais, les Bulgares, les Bosniaques, les Croates, les Grecs, les Monténégrins, les Serbes, les Slovènes, les Roumains et les Turcs, sans tenir compte des petits îlots de Tziganes, de Juifs, de Tatars, d'Arméniens et d'autres, nous devons convenir que leur croisement n'est pas arrivé à faire disparaître définitivement certains de leurs caractères anthropologiques, quoiqu'il ait influé beaucoup sur la transformation de leur type original, tandis que leurs caractères psychologiques héréditaires ont fini par acquérir de la stabilité par suite de leur vie commune, impliquant des institutions communes et surtout des intérêts et un esprit d'éducation communs.

La préhistoire des races balkaniques reste toujours une énigme pour la discipline anthropologique. La période néolithique a été mieux révélée ; seulement les recherches des savants n'ayant fourni que de très rares spécimens anthropologiques, la science se trouve presque dans l'impossibilité de faire la reconstitution de la filiation qui relie les populations actuelles à leurs ancêtres préhistoriques, les Penestes, les Labéates, les Odryses et tant d'autres encore.

Toutefois une promenade dans un ossuaire ou dans un laboratoire, ou même un simple coup d'œil dans les ouvrages des anthropologistes sur les races installées dans les Balkans, ou un examen attentif des données inscrites dans les registres de recrutement, comparées avec les renseignements que nous avons recueillis sur les lieux mêmes, ne tarderont pas à nous fournir des preuves palpables en faveur de notre thèse sur l'existence d'un certain lien entre les ascendants et les descendants des races balkaniques.

Et malgré le manque d'unité et d'uniformité des traits morphologiques, dont les plus visibles sont : la taille, la forme du crâne, le teint du visage, des yeux et des cheveux, les recherches et les études des anthropologues Hahn, Lejean, Zampa, Weisbach, Zuckerkandl, Bassanovitch, Dr Obedenare et surtout la

minutieuse enquête anthropométrique que mena avec un zèle digne d'admiration durant cinq ans l'éminent professeur de l'Université de Genève M. Eugène Pittard, ont abouti à une répartition des types physiques modernes, qui se rapproche le plus de la réalité actuelle, ainsi que de la conscience nationale de chaque population.

Ainsi les Bulgares, chassés par les hordes des Goths au ⁱⁱ^e siècle, avant notre ère, de leur pays d'origine, la Boukharie en Asie centrale, province à laquelle ils doivent leur nom et où habitent encore des Ounogoundours, une des principales branches de la race bulgare, sont de pure souche finnoise. L'endurance et la vitalité proverbiales de cette race ont permis à cette nation de jouer dans l'histoire de l'Orient un rôle de tout premier plan. Aux peuplades sauvages de la mer Caspienne et du Volga, ils ont donné le goût de la vie agricole et commerciale ; aux Slaves méridionaux, l'organisation de l'Etat, la discipline militaire, la conscience civile et nationale, un alphabet et une littérature propres, une civilisation distinguée ; aux Roumains, une structure sociale, qui a survécu dans beaucoup d'endroits jusqu'à nos jours et en plus la langue bulgare du moyen âge est restée la langue liturgique des Roumains jusqu'au ^{xviii}^e siècle, en même temps que la langue officielle des chancelleries des *gospodars* et des *voyvodes* de Moldavie et de Valachie.

L'Occident leur doit des principes sociaux et politiques que leur mouvement religieux, dit des Bogomiles ou *Bogomilisme* (1), avait nettement formulés au ^{xii}^e siècle contre le régime politique, social et religieux qui existait alors dans la Bulgarie danubienne.

Ces principes peuvent être résumés dans les termes suivants : souveraineté du peuple, c'est-à-dire élection du chef de l'Etat ; réorganisation de l'église nationale ; participation du peuple dans les affaires publiques ; respect des droits de l'homme et de la famille ; l'abolition des privilèges du haut clergé et des

1. Le fondateur du bogomilisme est le savant médecin bulgare Basile, mort sur le bûcher à Constantinople en 1118. Il a été condamné à la peine capitale pour son hérésie par un synode ecclésiastique que l'empereur Alexis Comnène avait spécialement convoqué la même année dans sa capitale. Après son exécution, l'abbé Jérémie se mit à la tête du mouvement.

boyards ; plus d'esclavage ; plus d'hommages vassaliqes, c'est-à-dire plus de vœux perpétuels de soumission intégrale. Ces théories des Bogomiles (chers à Dieu) ont leur part d'action dans le mouvement de la Réforme et même dans celui de la Révolution française, dont la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen devait bouleverser en quelques décades seulement tout le système féodal dans l'Europe occidentale.

Mais que représentait cette Bulgarie danubienne ? Placée entre la Russie glaciale, la froide Germanie et cette Byzance enchanteresse qui était la clef des rives gracieuses et douces de la Côte d'or et de la Méditerranée, la Bulgarie danubienne a été de tout temps le carrefour des migrations humaines, la route naturelle des nomades du Nord ; elle devait donc forcément voir non seulement les Barbares, mais encore tous ceux qui venaient repousser ces indésirables. Ce flux et reflux déterminé par les déplacements brusques et incessants des envahisseurs a fait du peuple bulgare un mélange de races nombreuses, sans pouvoir toutefois faire disparaître complètement la trace de ses traits somatologiques qui le rattachent à la race finnoise. Or les traits qui caractérisent cette dernière race sont : une taille moyenne, une constitution vigoureuse, un visage plat, un teint brun-jaunâtre, des cheveux d'un blond clair dans la jeunesse et plus tard d'une belle teinte brune, des yeux généralement foncés, mais les gris se rencontrent souvent aussi.

Les données recueillies par un savant bulgare dans son enquête anthropologique faite sur place au commencement de ce siècle, ainsi que d'autres matériaux récoltés avant lui ou depuis lors en Bulgarie, nous permettent de nous faire aujourd'hui une idée exacte sur la race bulgare, laquelle, ajoutons-le de suite, ne diffère guère de la grande famille finnoise, dont elle forme un groupe distinct — la branche bulgare (1) — comprenant les Bulgares proprement dits, les Tchérémisses, les Mordvines, les Tchoudes ou les Tchouvaches.

La taille des Bulgares, attestent ces documents, dépasse légèrement la moyenne européenne (1 m. 665). Le nombre des indi-

1. *Dictionnaire universel de Larousse*, p. 401.

vidus de haute stature est encore appréciable. Ce groupe humain, nous affirment ces anthropologues et tous les voyageurs qui ont visité et étudié la Bulgarie, est d'une constitution trapue, d'un visage oval aplati, avec des cheveux et des yeux en majorité d'un brun foncé ; les yeux gris sont communs (20 %) et les yeux bleus ne sont pas rares. « Mais chose curieuse, remarque M. Pittard, les yeux aux iris clairs n'appartiennent pas à des individus blonds ». A notre avis il n'y a rien d'étrange dans ce fait ; et si l'éminent auteur « des Races et de l'Histoire » aurait eu l'idée de faire le rapprochement des Bulgares contemporains, avec leurs ancêtres finnois, dont on rencontre aujourd'hui encore de purs représentants dans l'ancienne Bulgarie du Nord parmi les descendants des premiers Bulgares habitant de nos jours la province de Kazan en Russie, notamment le bourg de Bolgari (1) situé à 6 kilomètres à l'est du Volga et construit sur les ruines de l'ancienne capitale des Bulgares, dont Pierre-le-Grand avait fait copier et traduire un assez grand nombre de leurs inscriptions relevant ses fréquentes relations commerciales avec les pays civilisés de l'Asie et surtout la Perse, il aurait certainement découvert que cette manifestation « curieuse » est une preuve de plus de la filiation de leur nature anthropologique avec la race finnoise (2).

D'autre part les Bulgares appartiennent, comme les finnois d'ailleurs, à la catégorie du type dolichocéphale, c'est-à-dire que leur indice céphalique a la forme plus ou moins allongée. Les brachycéphales du type slave ou turc ne représentent guère que le quart de la nation. De plus les Bulgares se distinguent de tous les autres groupes balkaniques par leur indice nasal ; ce sont des *mésorrhéens*. Les « slaves » du bassin de la Morava bulgare et de celui du Vardar, ainsi que ceux de la Dobroudja et de la Thrace ont dans la majorité le même indice nasal et des traits somatiques identiques à ceux des autres Bulgares, ce qui prouve que toutes ces populations sont d'origine bulgare et appartiennent à la généalogie de la race bulgare.

De toutes ces caractéristiques nous sommes portés à con-

1. Klaproth, *Voyage à Kazan*, 1805, p. 494.

2. Frœhm, *Mines d'Orient. Journal asiatique*, décembre 1831,

clure que la pureté de la race bulgare n'a pas pu garder à travers les siècles sa virginité originale, mais ce qui est digne d'être retenu, c'est la remarque très juste, de M. Pittard, « que cette masse humaine n'aurait presque pas reçu du sang de ses voisins de l'ouest, les Slaves dinaro-adriatiques, au crâne court et large ».

Ce lien généalogique trahit donc à première vue l'origine finnoise de la race bulgare, ce qui a fait dire sans doute à M. Georges Bousquet (1), que le peuple bulgare a, parmi les autres nations slaves, une physionomie à part, tandis que M. E. Driault (2) affirme que l'originalité des Bulgares est plus forte au milieu des autres races et Ivan Cvijic (3) reconnaît que les Bulgares sont différents au point de vue de la composition ethnique et certains égards des Slaves de la péninsule qu'on serait tenté de ne pas les classer parmi les slaves.

Mais si une affinité de sang existe entre la race bulgare et la famille des finnois, en est-il de même de leurs traits psychologiques ?

Les Finnois, nous rapporte l'encyclopédie de Larousse, sont amis du repos, superstitieux, attachés à leurs familles et vieux usages, loyaux, hospitaliers, fidèles, serviables ; par contre ils sont entêtés et le désir de la vengeance les porte aux excès les plus violents.

Tout Bulgare, en examinant de près ce portrait, reconnaîtrait sans trop de peine son propre visage dont le croquis a été d'ailleurs merveilleusement reproduit depuis longtemps par tous les savants et les publicistes qui ont eu le loisir d'être en contact direct avec lui et avec son pays.

* * *

Une autre nation qui a dans le sang un certain orgueil de son passé, évoqué puissamment par une belle littérature, et qui s'est fait un christianisme à lui, avec des éléments de l'ancienne mythologie dans l'intention de maintenir la gloire vivace de son antiquité, est sans aucun doute celle des Grecs. Blessée mortellement par les défaites que les rois des Macédoniens,

1. G. Bousquet, *Histoire du peuple bulgare*. Paris, 1909.

2. E. Driault, *La question d'Orient*. Paris, 1918.

3. Cvijic, *La Péninsule Balkanique*. Paris, 1918.

Philippe et son fils Alexandre-le-Grand lui avaient infligées, cette nation devait fatalement succomber, pour être bientôt enterrée par ses nouveaux conquérants, les généraux romains.

Le nom de Grecs est emprunté probablement par les Romains aux Illyriens. Ces derniers appliquaient de nom de « Γραικοί » à l'ensemble de leurs voisins méridionaux, les Epirotes, dont les ascendants seraient des Illyriens de la tribu « graekes », qui par cela même devinrent les parrains de la race entière ; les Epirotes pourtant se donnaient eux-mêmes le nom d'Hellènes. Quoi qu'il en soit les deux noms employés indifféremment désignent une seule et même nation, issue de la même tribu épirote, c'est-à-dire de ce métissage probable des Illyriens et des Pélasges des environs de Dodone et d'Achélaüs.

Si la nuit couvre, en effet, de son épais voile le préhistorique des Grecs, il en est autrement des Hellènes contemporains. Ces derniers, comme tous les peuples modernes, allient le sang d'un grand nombre d'éléments ethniques ; mais ce métissage est divers à ce point et dans une telle proportion, qu'il leur a fait disparaître complètement toute trace de filiation de leur origine anthropologique. La preuve nous est fournie par les recherches et les études sur plusieurs crânes grecs anciens et modernes. Alors que les premiers retirés de tombeaux différents du ^x^e au ^{xiii}^e avant notre ère et conservés aux muséums de Paris et de Berlin, attestent nettement un indice dolychocéphale, les seconds, ainsi que les constatations anthropométriques sur la population grecque d'aujourd'hui, inclinent en général vers l'indice brachycéphale (1).

Les Grecs paraissent être d'une taille moyenne ; ils ont habituellement le nez droit, mais le nez aquilin n'est pas rare ; on trouve même des nez relevés à leurs extrémités, tels qu'on les rencontre en abondance chez les slaves ; leurs yeux sont généralement bruns mais les bleus, d'un beau bleu ciel alors, sont nombreux aussi. Quant à leurs cheveux c'est le teint brun foncé et noir qui domine, alors que les héros et les héroïnes

1. Nicolucci, *Atti accademia delle scienze fisiche et matematiche*, Naples, 1865 ; Zaborowski, Rapport sur 16 crânes d'un tombeau grec présenté à la séance du 17 mars 1881 de la Société d'Anthropologie à Paris. *Bulletin soc. d'anthropologie*, 1881 ; Deniker, *L'indice céphalique en Europe*. Paris, 1889 ; Weissbach, *Die Schädelform der Griechen*, Wien, 1873.

d'Homère nous sont présentés par cet immortel aveugle dans un blond idéal.

Il est hors de doute maintenant que la Grèce anthropologique représente, suivant la belle comparaison de M. Pittard, « un cul-de-sac dans lequel se sont arrêtés les groupes ethniques qui ont envahi la Péninsule ».

Et si les Hellènes d'aujourd'hui sont enfouis sous l'amoncellement des mélanges qui ont imprégné plusieurs fois la Grèce d'un sang nouveau, s'ensuit-il que le peuple grec n'existe plus ? Bien fin serait celui qui oserait le nier ? En attendant nous devons souligner, que la langue grecque et les principaux traits de la psychologie hellénique ont toutefois prédominé dans la constitution de cette nouvelle société. D'ailleurs les Grecs ont conservé leur goût pour le commerce et les affaires de finances internationales ; leurs aptitudes pour la marine, favorisées par la géographie, n'ont changé en rien, pas plus que leur dédain pour les gros travaux agricoles. Ils réservent, probablement, ce rude métier à leurs voisins, les Bulgares, dont ils sont d'ailleurs les parrains en christianisme, et par ce fait-là, ils achèvent l'œuvre gigantesque de la solidarité mutuelle de tous les Balkanais.

Et le jour où le peuple hellénique conviendra que tous les peuples des Balkans ont droit à la liberté, à l'égalité et à la pleine disposition de leur patrimoine national dans le cadre d'une Fédération, il pourrait devenir, grâce à sa souplesse et à son intelligence, la pépinière d'une élite, qui conduirait le proche Orient vers de meilleures destinées.

* * *

La troisième race qui joua un rôle assez intéressant dans la vie politique et sociale des Balkans à partir du XI^e siècle de notre ère, est celle des slaves méridionaux, appelés communément Yougoslaves et repartis en plusieurs branches : bosniaque, croate, monténégrine, serbe et slovène.

Cette race dont la souche primitive semble être, d'après le célèbre slaviste et historien Jiricek, celle des Vendes⁽¹⁾, était composée d'une foule de tribus patriarcales vivant dans une

1. K. Jiricek, *Geschichte der Bulgaren*, 1876 ; *Geschichte der Serben*, 1911.

anarchie presque complète, c'est-à-dire, sans aucune administration politique, parlant chacune son idiome et souvent en guerre entre elles. Mais d'autres historiens, d'une réputation aussi grande sinon supérieure à celle de Jiricek, admettent que les Yougoslaves n'ont pas de commune souche, hypothèse certes plus vraisemblable, car les recherches des anthropologistes, comme celles de M. Pittard, viennent justement confirmer sa véracité.

Partis de la Vestule, du Dnieper supérieur et de la Bouga, à différentes époques, que des chroniqueurs prétendent être vers le milieu du ^{vi}^e siècle, ces tribus franchissent en divers endroits le Danube sous le règne de l'empereur Justinian (527-565) pour se répandre au ^{vii}^e siècle, sous la protection d'Héraclius (610-641) tout le long de la Drave et de la Save. A la fin du ^{vii}^e siècle cette infiltration sourde ou par invasion en masse, touche à sa fin. Les populations autochtones sont refoulées, exterminées ou assimilées. Attila leur avait, d'ailleurs, largement déblayé le chemin, de sorte que leur installation ne devait pas rencontrer beaucoup de résistance de la part des indigènes. Ils n'avaient en somme qu'à combler le vide dans les campagnes.

Divisées et indisciplinées, toutes ces peuplades furent réduites très tôt à l'état d'esclavage par les hordes des conquérants, notamment : les Avars et les Huns, pour passer au commencement du ^{viii}^e siècle en partie sous le sceptre des empereurs bulgares et le reste sous le joug de la monarchie franque de Charlemagne.

De tout cela une question se dégage d'elle-même : toutes ces tribus slaves appartenaient-elles vraiment à une souche commune ? Grave problème à la solution duquel nous ne pourrions invoquer que le témoignage des anthropologues sur les habitants du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, c'est-à-dire sur les données que l'on a pu recueillir parmi les nombreuses tribus slaves originaires des vastes plates-formes transkarpathiques de la Volynie, de la Galicie et de la Podolie, qui pénétrèrent jadis dans les territoires qui nous occupent et cela faute de données préhistoriques sur aucune de ces tribus.

Certes le slaviste notoire V. Jagic soutient une hypothèse identique à celle de Jiricek, en formulant que toutes ces popu-

lations slaves ne différaient au début que par des particularités de tribus et de langages. Cependant la langue des chiffres anthropométriques de Weissbach et de Pittard, pour ne citer que ces deux savants, ainsi que les traits somatologiques des différents types de ces slaves méridionaux sont unanimes à repousser cette thèse. En effet M. Pittard constate que la stature des Serbes est élevée, en moyenne d'un mètre 70 cm. avec un indice céphalique de 80,66, tandis que les Croates de la Croatie, de la Dalmatie et de la Slavonie, les Bosniaques et les Monténégrins, tout en gardant la même moyenne, et peut-être légèrement élevée de leur stature, accusent un indice brachycéphale dépassant le chiffre de 85. Dans le cas M. Pittard ne fait, pour ainsi dire, que confirmer le résultat que Weissbach avait jadis obtenu sur le même sujet, car ses données sur les Croates, les Bosniaques et les Herzégoviniens varient entre 85,5 et 86, avec une taille moyenne de 1,72. D'autre part la différence entre les deux races s'accroît davantage quand on examine le teint de leurs iris et de leurs cheveux. Tandis que les Serbes ont le plus souvent des yeux aux couleurs claires et des cheveux châtain clair, c'est-à-dire intermédiaires, chez leurs voisins du nord et de l'ouest, c'est le teint foncé ou bleu des yeux et brun ou blond des cheveux qui prédomine. Ce n'est pas encore tout ; la population de toute la dépression moravo-wardarienne, incorporée dans le royaume des S. C. S., se sépare encore plus du type serbe de la Choumadia, car la stature de ces habitants ne dépasse guère la moyenne européenne (1,65-1,66) avec un indice dolychocéphale et des cheveux et des yeux généralement bruns. Mais ce qui sépare définitivement les moravo-wardariens de la race serbe c'est leur forme nasale, ce sont des mésorrhiniens, alors que le type serbe, comme nous l'avons déjà remarqué plus haut, est léptorrhinien. Or nous savons que seuls les Bulgares sont des mésorrhiniens, avec un indice en général dolychocéphale. Une conclusion se dégage donc maintenant d'elle-même : d'abord que la population de la dépression moravo-wardarienne ne peut faire partie que de la race bulgare, ensuite l'hypothèse d'une souche commune des Serbes et des Croates se trouve écartée par la science même de l'anthropologie, enfin les documents anthropologiques, fournis par Zuckerkandl et Weiss-

bach, prouvent avec une parfaite éloquence que la branche des Bosno-Herzégoviniens et des Monténégrins est très distante de celle des Serbes, tout en restant bien rapprochée du rameau croate.

Quant aux Slovènes, dont les crânes sont, dans leur ensemble, brachycéphales, avec un indice moyen de 83,5 et une taille légèrement supérieure à 1 m. 68, nous sommes disposés à admettre la conclusion de la plupart des anthropologues, que ce peuple, comme les Bulgares, n'est slave que de langue et qu'il faudrait chercher sa filiation anthropologique plutôt dans la race adriatique croisée avec celle des Germains.

* * *

Il nous reste à dire maintenant quelques mots sur les Roumains et les Albanais. Quant aux Turcs, nous les passons sous silence, vu le rôle insignifiant qu'ils ont à jouer à l'avenir dans la vie politique des Balkans.

Le passé des Roumains est confus ; il est confondu avec celui de leurs voisins les Bulgares, car l'individualité nationale leur faisait défaut.

L'avenir leur réserve-t-il un rôle plus important et une plus glorieuse destinée ? Il faut le leur souhaiter. En attendant, il est un fait indéniable que les Bulgares et les Roumains n'ont guère été qu'une nation au cours de plusieurs siècles. Le flot bulgare avait si bien submergé les Roumains, que ces derniers n'ont pas pris conscience de leur « latinisme » avant la fin du XVIII^e siècle et qu'aujourd'hui encore les efforts des philologues roumains n'ont pas réussi à expulser les vocables bulgares, dont la proportion ne serait pas inférieure au quart de la langue vulgaire.

Le préhistorique de la race roumaine, aussi bien que de la Roumanie, dont les montagnes et les plaines ont vu se succéder les diverses civilisations, est aujourd'hui encore enseveli dans les stations ignorées des collines et sous les tombis (tumulus des plaines).

Les premiers habitants de la Roumanie, mentionnés par des chroniqueurs, seraient les Daces, dont les individus blonds, aux yeux clairs, aux formes sveltes que l'on rencontre dans quelques villages des hautes vallées du Motru et de la Tismana,

sont considérés par les Roumains, eux-mêmes, comme leurs descendants. Ces peuplades n'ayant cependant laissé aucune trace de leur existence physiologique, toute affirmation en ce sens serait d'une valeur purement gratuite, d'autant plus que les recherches de nombreux savants sur le type roumain semblent être en pleine contradiction avec cette hypothèse.

Ainsi Weissbach, qui avait étudié les Roumains de la Transylvanie, soumis avant le traité de Trianon à la Hongrie, en avait obtenu un indice brachycéphale ; par contre, le rapport que le Dr Obedenare, roumain lui-même, avait présenté à la séance du 19 novembre 1874 de la Société d'Anthropologie à Paris, constatait un indice dolychocéphale et d'après le Dr Pittard les deux types de crânes s'équilibreraient avec une légère prédominance des formes brachycéphales. Les autres traits caractéristiques de la race roumaine sont identiques à ceux de la race bulgare : taille moyenne, cheveux foncés, des yeux bruns ; les cheveux blonds et les yeux bleus sont rares, ce qui nous permet d'affirmer que le type dace n'existe plus et que la parenté de sang entre les Bulgares et les Roumains est très grande, sans pouvoir nier cependant l'influence que les Slaves, les Huns, les Avars et peut-être les Tatares ont eu sur la formation du type brachycéphale roumain.

Des Roumains prétendent pourtant que leur race est d'origine romaine. Illusion simple, quant aux types actuels de la Roumanie du moins, car les armées de Rome, qui avaient vaincu les anciens Roumains, n'ont pas eu le temps pour donner beaucoup de leur sang à leurs nouveaux soumis ; elles n'ont guère laissé que leur langue au peuple conquis, comme ce fut le cas des Espagnols avec les autochtones de leurs anciennes colonies de l'Amérique du Sud. Ainsi, de toute cette fermentation de tant de races est sortie le plus jeune métissage des Balkans, qui porte le nom de peuple roumain.

Mais si la Roumanie était inconnue dans l'antiquité, ce ne fut pas le cas de la « Shqiperijà », de l'Albanie ou la « Tchoukaria » des Bulgares, cette Albanie montagneuse et couverte de rochers, dont la mythologie grecque témoigne à chaque instant l'influence que les ancêtres des Shkipetars ont exercé sur la civilisation hellénique.

Quelle est donc la véritable origine de ces Shkipetars, de

ces Albanais ? Question obscure répond M. Gilbert (1), qui n'est pas encore résolue et qui donne lieu toujours à de nombreuses hypothèses.

Plusieurs s'obstinaient, pourtant, ainsi que le fait M. Pouqueville (2) à chercher dans une Albanie caucasienne le point de départ des Shqipetars. De son côté, M. George von Hahn (3), qui a le mieux étudié ce peuple, affirme que les Albanais sont les descendants des célèbres Pélasges, hypothèse que Spiridon Gobcevié a également soutenue dans son ouvrage bien connu : *Albanien und seine Liga*, tandis que l'écrivain français Schneider s'écriait : « Les Pélasges, dit-il, n'ont pas été une race immigrée, mais bien autochtone, à l'époque quaternaire ; leur langue conservée d'une façon presque intacte ne serait que l'albanais de nos jours. » Cette origine des Albanais a été revendiquée surtout par M. Dorsa (4), qui a recueilli avec beaucoup de soins et discuté avec sagacité les traditions populaires de ses compatriotes. « Les divins Pélasges d'Homère ».

Par contre, Barbarich (5) soutient que les Albanais sont les descendants des Illyriens, hypothèse que fit sienne plus tard Gilbert (6). Enfin M. Hecquard (7), ancien consul de France à Scutari exprime une opinion aussi juste qu'impartiale en disant que « les Albanais n'ont aucune espèce de ressemblance ni d'affinité sous le rapport de la langue, du caractère ethnique et de l'apparence physique avec aucune des autres races qui ont peuplé ou peuplent encore la Turquie d'Europe », c'est-à-dire avec les Grecs, les Bulgares, les Roumains et les Slaves.

Mais si de tous ces savants travaux publiés on est encore réduit sur l'origine des Albanais à de simples conjectures, les recherches anthropologiques ne sont-elles pas en état de nous dévoiler ce mystère ? Zampa a fait une étude sur quelques crânes en 1886. D'autres savants avaient précédé ou imité son exemple, parmi les noms desquels figure aussi celui d'un de nos contemporains, le D^r Pittard.

1. Gilbert, *Les pays d'Albanie et leur histoire*, 1914.

2. Pouqueville, *Voyages en Grèce*.

3. Hahn, *Albanische Studien*.

4. Dorsa, *Su gli albanesi ricerche e pensieri*. Naples, 1847.

5. Barbarich, *L'Albanie*, 1898.

6. Gilbert, ouvrage déjà cité.

7. Hecquard, *Histoire et description de la Haute Albanie*, 1863.

Bien que tous les Shqipetars habitant la haute et la basse Albanie appartiennent à la même race, aient une même origine et parlent la même langue, ils se divisent cependant, grâce aux influences religieuses, en deux branches bien distinctes : les Tosques du Midi et les Guègues du Nord, séparés par la rivière Shkumba à la hauteur du lac d'Ohrïde. Quels sont donc les traits somatologiques qui distinguent ces Albanais des autres peuples balkaniques ? « Tous ceux qui habitent un pays montueux, inégal, pourvu d'eau et soumis à des variations fréquentes dans les saisons, doivent être, disait jadis Hippocrate, en parlant des voisins du Nord des Hellènes, d'une haute stature, très propres à l'exercice, pleins de courage et d'un caractère sauvage et féroce ». On peut ajouter pour compléter le véritable portrait des Albanais contemporains, que leur stature reste très au-dessus de la moyenne européenne (1 m.68), qu'ils ont la peau mate, de petits yeux aux iris foncés, le regard droit et franc, les sourcils bruns et minces, le nez effilé, assez souvent aquilin, la tête allongée, le front applati, le corps maigre, mais d'une prodigieuse souplesse, en un mot, dans son ensemble l'albanais est un des plus beaux spécimens humains d'Europe.

Les Albanais sont en grande majorité (80 %) brachycéphales, avec un crâne court et large ; les dolychocéphales aux yeux foncés, bleus ou gris, avec une taille moyenne européenne et des cheveux bruns sont représentés dans la proportion de 20 % et ce ne peut être là, à notre avis, qu'un vestige d'un métissage entre Bulgares et Albanais du temps où l'Albanie faisait partie (ix. s.) de l'empire bulgare. Elysée Reclus avait déjà remarqué ce métissage en 1876 encore dans des termes bien clairs : « Les Tosques et les Guègues, nous dit-il dans sa *Nouvelle géographie universelle*, qui sans doute descendent les uns et les autres des anciens Pélasges, sont en maints endroits mélangés d'éléments slaves, Bulgares et Roumains. Que les Bulgares vivaient jadis en masse dans certaines localités de ce pays, est prouvé par la nomenclature actuelle de nombreux villages et rivières, allant jusqu'à Vallona, qui est restée toujours bulgare.

Concluons donc avec Jacques Bourcart (1) que la fréquence

1. J. Bourcart, *L'Albanie et les Albanais*, 1921.

des dolychocéphales en Albanie ne peut être expliquée que par le métissage entre les deux races voisines et amies, c'est-à-dire entre les Bulgares et les Albanais.

Ce bref aperçu sur le croisement des races nous a permis d'établir le lien de parenté anthropologique et de discerner les éléments stables de chaque peuple balkanique, dont la conscience nationale semble être définitivement formée. Toutefois on a voulu étouffer dans certains endroits cette dernière, par l'annexion forcée de parties de ces peuples à des Etats, où dominait une autre nationalité, ce qui a donné naissance à de nouveaux conflits entre dominants et dominés, connus sous le nom de minorités nationales, dont l'état est actuellement très aigü.

Des hommes de grande valeur travaillent constamment à créer une atmosphère favorable pour une entente cordiale entre les Etats des Balkans, mais pour que cette dernière puisse se réaliser, il faut avant tout écraser, dans son germe encore, cette théorie absurde et odieuse de l'assimilation forcée des minorités, absurdité, qui ne peut forcément réveiller qu'un sentiment d'antagonisme.

La masse des paysans de ces contrées ne connaît presque pas cet antagonisme national ; la démocratie existe dans leur âme et elle se développerait jusqu'à la perfection, si leur élite parvenait à étouffer en elle-même ce chauvinisme venimeux, qui empoisonnerait plutôt que de développer le bon sens du patriotisme, cet amour juste, né du devoir noble et vertueux qui complète si puissamment le bien-être commun. On frémit, en effet, une fois de plus, quand on est dressé devant cet horrible spectacle résultant des guerres incessantes entre Grecs, Bulgares, Serbes, Croates, Roumains, Albanais et Monténégrins, pour la possession de quelques milliers de kilomètres carrés seulement, alors qu'il y a assez de place pour que tous vivent et prospèrent par la paix et la liberté, pour la conquête desquelles, toutes ces populations rurales se sont vaillamment battues ensemble contre leur oppresseur commun, le grand Turc de Yaldiz-Hané. Et une pareille liberté, qui pourrait éventuellement se manifester dans des autonomies locales, faciliterait naturellement la constitution d'une véritable union entre les peuples balkaniques.

L'étude des sociétés primitives et de la psychologie des primitifs, l'étude de l'évolution qui a conduit du clan au groupement national, nous montrent, d'ailleurs, comment l'humanité passe progressivement du *totem* au drapeau, de la mystique tribale à la musique patriotique plus diluée à mesure que l'individu se dégage de la collectivité et que celle-ci est moins proche de lui, mais d'une nature, qui n'est pourtant pas essentiellement altérée. Il y a là un sentiment du groupe presque religieux, fortifié, quand il a parenté ethnique, que l'on retrouve à des degrés divers dans toute collectivité qui exerce une forte action sur ses membres. C'est ce que nous appelons d'une expression populaire : *la conscience ethnique* ; et toutes les fois que l'individu est vraiment possédé de ce sentiment mystique, il se sacrifie spontanément pour le bien de cette collectivité. Les Bulgares de la Macédoine ne nous fournissent-ils pas tous les jours des exemples les plus émouvants pour faire imposer à leurs gouvernants étrangers, précisément, le respect de ce sentiment sublime, et pour démontrer au monde civilisé qu'ils ne veulent pas renier au sang de leurs parents ? Et si quelques renégats le faisaient parmi eux, soit sous la pression de la force brutale ou le simple désir de jouissance de commodités matérielles, s'ensuit-il que leur filiation s'effacerait aussi ? Notre réponse ne peut être que négative, car on tient toujours quelque chose de ses parents, que l'on n'est pas libre d'effacer, car on le porte dans sa chair et aux racines mêmes de son esprit. Voilà la vérité ; c'est la voix du sang ; sachons la respecter ; la paix ne serait que mieux assurée !

8. **Unité de civilisation.** — La civilisation des Balkans est l'histoire de la vie intérieure et sociale de leurs habitants, depuis la plus haute antiquité à ce jour, dans son développement matériel et moral ; c'est le résultat naturel d'une double action : celle des phénomènes extérieurs sur l'esprit et celle de l'esprit sur la nature, en d'autres termes, l'homme modifiant la nature subissait et subit toujours à son tour des modifications de sa psychologie et de sa nature. Et le contact des peuples de différentes races ne devait pas tarder à faire imposer dans leur genre de vie un cachet spécial de leurs influences réciproques, pour les faire fondre dans les ténèbres de l'escla-

vage turc, quatre fois séculaire, en une mentalité commune, en une seule manifestation extérieure, dans la *civilisation balkanique*, laquelle, ajoutons-le de suite, tout en présentant des variétés multiples a pu conserver jusqu'à nos jours, son unité de fond. Certes, des éléments d'ordre religieux sont intervenus à une époque où la religion avait une si profonde influence sur l'histoire générale, pour secouer et démolir peut-être les bases de cette unité, mais cet édifice a résisté parce qu'il était beaucoup plus solide qu'on ne le croyait ; de sorte que l'ordre des choses établi au cours des siècles a pu survivre à toutes ces attaques préméditées ; et si des modifications sont intervenues dans la suite, c'est la vie même qui les a imposées par cette force inévitable qui porte le nom d'évolution humaine.

C'est ainsi que le sol, le climat et surtout la tradition du milieu familial, ethnique et social ont réservé certaines nuances de goût aux peuples balkaniques, qui nous permettent aujourd'hui de faire aisément la distinction entre Grecs et Bulgares, entre Serbes et Slovènes, entre Croates et Monténégrins, enfin entre Turcs, Albanais et Roumains.

Les nations des Balkans ont perdu, avec la perte de leur indépendance politique, tous les privilèges de leur régime social. Ce dernier était modelé sur celui de l'Etat bulgare, qui réservait ordinairement le pouvoir à sa noblesse, à son aristocratie ; nous disons de l'Etat bulgare, car les Byzantins, traitant toujours de barbares leurs voisins, ont tout fait, non pas pour maintenir et développer les civilisations propres de ces derniers, mais pour les assimiler ou exterminer complètement, lors même qu'ils recevaient souvent la loi de ces prétendus barbares.

Leur civilisation représentait un mélange de la culture grecque et romaine, voilée d'un vernis tout oriental. Quant aux Bulgares ils ont su se conformer au milieu et aux conditions, pour créer, avec leur tempérament froid, concentré, réfléchi et même taciturne des conditions merveilleuses pour le libre développement des différents groupes humains, installés alors dans leur vaste empire des Balkans.

Les Byzantins se débattant continuellement dans une atmosphère d'intrigues et de guerres civiles pour la possession du

pouvoir et la dignité impériale, ne pouvaient pas consacrer beaucoup de temps à l'organisation intelligente de leurs provinces balkaniques, ce qui provoqua sans doute leur décadence et leur chute.

Au lendemain de la mort de l'empereur Théodose (395) les Byzantins se déclarent successeurs légitimes de l'Empire d'Orient romain et avec la mort de l'impératrice Pulchérie, sœur de Théodose II et de son mari le vieux guerrier Marcien (450-457), ils font disparaître la maison théodosienne ; nulle loi ne règle plus la transmission du pouvoir et la dignité impériale est à la merci des plus habiles, c'est-à-dire au caprice des révolutions militaires et des intrigues de cour. C'est ainsi qu'en 457 le patrice Aspar, un barbare Aryen, fait élire empereur par le Sénat son ancien intendant Léon le Thrace, un simple tribun militaire.

Après les règnes de Léon (457-474) et de son gendre Zénon (474-491), la passion de l'impératrice Adriadne pour le silencieux Anastasse fait un empereur de ce simple huissier de la cour (491-518). Contre ces souverains sans autorité, les séditions, les tentatives d'usurpation sont fréquentes. Justin, fils d'un pâtre slave, né à Scopié, mais soldat de fortune, ne parvint-il pas à s'emparer de la couronne impériale en 518 pour faire disparaître complètement la noblesse héréditaire des Byzantins ? Et si plus tard, la classe des nobles est rétablie, ce ne sont là que des dignitaires de l'administration centrale, groupés autour de l'empereur et exerçant presque tous des fonctions de la Cour et des fonctions de gouvernement.

Il est vrai qu'en dehors de cette organisation administrative solidement constituée, il existait un autre groupe social, la classe des grands propriétaires : les archontes, les phylarques, etc., etc., qui possédaient des districts entiers, mais avec eux les empereurs étaient en lutte perpétuelle au moyen de leurs « Nouvelles » jusqu'à ce qu'ils aient réduit à néant leur influence politique. Ce qui est donc certain, c'est qu'il n'y eut jamais dans l'empire byzantin une féodalité comme en Occident, capable de diriger les affaires publiques et de déposséder, s'il le fallait, le pouvoir central.

Ce que les Grecs de Constantinople n'ont pas réussi à établir d'une manière permanente dans le proche Orient, c'est-à-dire

le régime aristocratique féodal et héréditaire, la ténacité et le génie militaire des Bulgares vinrent combler ce vide historique, dont les traces de cette féodalité subsistent aujourd'hui encore en Albanie et en Roumanie.

Des masses bulgares occupaient déjà les bassins et les montagnes de la Mésie inférieure au commencement du ^{ve} siècle. Le passage *définitif* du Danube par les Bulgares, nous dit Constantin VII Porphyrogénète dans son *Traité de l'Administration de l'Empire*, eut lieu vers la fin du règne de Constantin Pogonat et ce fut alors aussi que leur nom se fit connaître ; auparavant on les appelait « Ounogoundours », nom que l'on rencontre aujourd'hui encore parmi les tribus, habitant la Boukharie dans l'Asie centrale.

Mais comment se sont infiltrées sitôt dans les Balkans ces masses bulgares ?

Question plutôt oiseuse, car Jornandus (1) nous rapporte qu'en 441, Attila, à la tête d'une formidable armée, recrutée parmi les Huns, les Ostgoths, les Alains, les Génides, les Marcomans, les Gérules, les Tchoudes (un des quatre rameaux de la race bulgare), etc., etc., franchit le Danube et se dirigea vers Byzance, en mettant à feu et à sang tout ce qui lui opposait une certaine résistance. Aux témoignages de Prospère Tiron et de A. Marcel, plus de 70 villes ont été détruites et leurs habitants horriblement massacrés et ce n'est qu'après de longs pourparlers que l'empereur Théodosse II aurait réussi en 446 à lui faire rentrer l'épée dans son fourreau au prix d'énormes sacrifices matériels.

Ce terrible dévastateur, qui mettait sa gloire à dire que l'herbe ne croissait plus partout où son cheval avait passé, se retira derrière le Danube dans les confins de la Hongrie, laissant s'installer sur les plaines dévastées, avec le consentement de Byzance, une partie de ses combattants, les Tchoudes bulgares. D'autre part, les chroniqueurs byzantins constatent à nouveau la présence de Bulgares devant les portes mêmes de Constantinople quelques décades plus tard après cette invasion (495). Après les défaites infligées par Zaberkhan, le chef de ces Bulgares, aux armées d'Anastasse en 499 et 502, Byzance

1. Jornandus, *De Gothi reb. gestis*, chap. 50.

acheta sa paix et éloigna ces envahisseurs à prix d'argent. C'est après cet événement seulement que l'empereur fit construire en 507 les remparts de Constantinople dans le but de défendre la ville contre les invasions des Bulgares.

M. Berthelot (1) nous fait savoir de son côté qu'en l'an 540, les Bulgares envahirent la Grèce byzantine jusqu'à l'isthme ; vingt ans plus tard, en 560, ils assiègent de nouveau Byzance. Cette fois-ci encore, Justinien les éloigne à prix d'argent. Enfin vers la même époque plus de dix mille cavaliers bulgares accompagnent Boyan ou Bayan, Khan des Avars, qui dirige ses troupes vers la Sirmie et la Dalmatie. Loin de nous l'intention de faire ici l'histoire des Bulgares, mais si nous avons cité tout de même ces quelques faits pris au hasard, c'est pour combattre une légende devenue historique, que les premiers Bulgares auraient franchi le Danube avec les hordes d'Asparouh seulement. Et bien non ! les Bulgares avaient mis pied dans les Balkans longtemps avant l'arrivée d'Asparouh (679). Le rôle de ce dernier se trouvait par cela même largement facilité. Il n'avait qu'à établir un pouvoir national sur un territoire habité, sillonné et exploité par des Bulgares, jouissant certainement d'une liberté assez large, que les Byzantins par suite de leurs luttes intérieures n'étaient plus en état de leur ravir. Aussi Asparouh s'empare-t-il sans trop de difficultés de tout le territoire au sud du Danube jusqu'à l'Hémus, la Stara-Planina de nos jours, dont l'empereur Constantin Pogonat dut lui reconnaître officiellement la souveraineté et cela par traité.

La voie d'Asparouh semble avoir été désignée d'avance par ses voisins et frères de race, les Khazars, qui étaient en relations commerciales et diplomatiques avec Byzance, ce qui ressort d'un grand nombre de documents et des chroniques d'histoire modernes et anciennes. Cette hypothèse est confirmée d'autre part, par le fait encore que le khan Asparouh ne descend pas directement de la Bulgarie du Volga, mais du Boudjak de la Bessarabie. Or cette province était voisine de la Khazarie (2) et c'est là que le Khan avait séjourné avec ses hordes plusieurs années le long de la rivière d'Ongul.

1. Berthelot, *Grande Encyclopédie*, t. 19, p. 313.

2. J. de Guignes, *Histoire des Huns*, Paris, 1751 ; E. Carmoly, *Itinéraires de la terre sainte*, Bruxelles, 1847. Réponse du roi des Khazares Joseph vers 960 à Chasdaï ebn Sprot, ministre d'Abd-el-Rahman.

Et comme les nations n'arrivent à la portée de l'histoire que lorsqu'elles ont déjà pris pli, qu'elles ont leur civilisation à elles et se sentent distinctes des nations voisines, les Bulgares instruits par l'expérience de leur migration trop douloureuse, fondent à la fin du ^{vii}e siècle dans les provinces du Nord des Balkans un second royaume, qui pendant près de trois siècles ne cessera de s'accroître au détriment de l'empire de Byzance et la population bulgare débordant alors dans tous les sens, étend ses féconds rameaux sur les deux versants de l'Hémos, devenu la citadelle des finno-Bulgares comme l'Olympe était la forteresse des Hellènes et les Karpathes se transformaient plus tard en boulevard roumain.

Le nouveau royaume provoque des transformations en pleine vie ; l'organisme social se modifie et se renouvelle pour s'adapter aux besoins des milieux nouveaux, issus de conceptions étrangères au régime gréco-romain. Tout d'abord la royauté devint héréditaire et absolue, revêtue par la religion païenne et plus tard par l'église, d'un caractère sacré, qui impliquait une mission divine. Le khan ou « l'homme de Dieu » était un prince absolu. De son caprice dépendait la fortune et même la vie de ses sujets. Cette omnipotence se manifestait surtout dans l'administration de l'Etat et dans les affaires pénales ; mais par contre, il étendait son patronage sur tous ceux qui n'avaient pas dans le royaume de protecteur naturel : veuves, orphelins, indigents, vieillards, etc. etc. Il convoquait à la guerre ses sujets, leur imposait sous peine d'amende ses règlements et ses ordres, après avoir obtenu de tous les hommes adultes un serment de fidélité absolue, prêté solennellement sur un sabre nu, au temps païen et sur la croix et l'évangile, après leur conversion au christianisme.

Cette tradition légale existe aujourd'hui encore dans l'armée bulgare, alors que les révolutionnaires bulgares de jadis et ceux de nos jours en Macédoine prêtent leur serment de fidélité à leur Organisation sur un évangile ouvert, où se croisent deux armes, une à feu, ordinairement le revolver et l'autre, un poignard bien effilé.

Le clergé lui devait également fidélité et obéissance ; il ne jouait qu'un rôle secondaire, en tant qu'organisation ecclésiastique, dans les affaires publiques.

Le khan était assisté dans son palais par la noblesse laïque : les princes du sang « les kauhans » et les grands dignitaires de la cour « les tarhans » avaient toujours et partout la préséance ; les boyards (du mot bulgare boï-combat) c'est-à-dire les grands commandants d'armée venaient après, les bogators (de bog-noble ou bogate-riche) les riches propriétaires qui faisaient fonction de chevaliers dans l'armée et enfin les gouverneurs et les intendants de province. Ce conseil se réunissait à la cour du roi, toutes les fois que ce dernier croyait opportun d'avoir leur avis sur les projets de guerre ou ses plans de bataille, les lois ou les règlements militaires, les détails sur l'administration locale. Une exception pourtant se déroba à cet absolutisme du khan : « tout changement officiel dans les croyances religieuses de la nation bulgare devait être décidé en « Conseil de Cour » toujours sous la présidence du khan. Boris crut passer outre ; il se convertit de son propre chef au christianisme (864), en rendant par décret obligatoire cette religion pour tous ses sujets. Une réaction survint aussitôt ; la noblesse païenne se ligue et marche contre son roi, dans l'intention de le détrôner ; seulement elle est battue (865), sans être désarmée, ni vaincue. Un accord est conclu aux conditions suivantes : la noblesse accepte et ratifie le décret ; le roi se retire du pouvoir en faveur de son fils aîné, l'héritier du trône. Cet événement témoigne la vitalité de la noblesse bulgare, qui n'a d'ailleurs pas manqué dans le cours de son histoire à défendre ses droits violés et à maintenir ses privilèges acquis.

* * *

Des tribus slaves amenées par les Huns et les Avars, d'autres venues d'elles-mêmes, ou entraînées par les Hordes d'Asparouh, s'installent dans la Mésie inférieure, parmi leurs voisins et frères d'armes, les Bulgares (avec lesquels elles avaient déjà assiégé à plusieurs reprises Byzance) au milieu desquels, elles trouvent la plus grande hospitalité. Ces deux races devaient s'entendre et se compléter mutuellement à merveille, puisqu'au bout d'un certain temps, elles finissent par se fusionner complètement en une seule unité politique, *la nation bulgare*. Mais le croisement du sang n'a pas dû atteindre une grande proportion, car, comme nous venons de le voir dans le § traitant du

croisement des races, les Bulgares n'ont presque rien perdu de leurs caractères anthropologiques. C'est une preuve en plus que la majorité de la nouvelle nation était bulgare et pas slave, comme le prétendent beaucoup de slavistes encore ; c'est le plus formel démenti donc à toutes les hypothèses slaves !

Il est vrai que la langue bulgare moderne est classée, et non sans raison, parmi les langues slaves ; seulement, quand on examine de près sa construction grammaticale (1), ainsi que l'origine d'un grand nombre de mots (2), on s'aperçoit de suite du mélange entre le bulgare-finnois et le slave, mélange où la forme de la phrase bulgare a toutefois prédominé.

La vie en communauté familiale des « Zadrouguis » slaves était inconnue aux Bulgares. Les chefs des tribus slaves, nommés « staréi » ou anciens, en temps de paix et « voyvodes » en temps de guerre, étaient de véritables seigneurs indépendants ; à leur contact avec les Bulgares, cette association patriarcale disparaît pour céder sa place à la famille moderne, avec le droit de propriété privée ; ces chefs sont admis plus tard par le khan Kroum dans le conseil de la cour, avec privilège de prendre part à tous les festins offerts par le roi. Des vestiges de ces « Zadrouguis » ont pu subsister, parallèlement à la nouvelle organisation de la société, mais ce ne sont là que de rares exceptions et pas la règle comme ce fut le cas dans les pays habités par des Serbes, des Croates, des Monténégrins ou des Bosniaques. Ajoutons que ces Zadrouguis pratiquaient un communisme de famille, dont le type s'est conservé en Russie dans le « mir » et dans quelques associations rares des Croates et des Serbes de nos jours.

Ainsi s'étaient donc formés dans notre ancienne Bulgarie danubienne des groupements et des associations bien hiérarchisés et soumis à de précises conditions, dont l'objet était le

1. La nouvelle langue bulgare a conservé l'article, qui se suffixe à la fin des substantifs, tandis que les langues purement slaves n'ont pas d'article. De plus ces dernières ont des déclinaisons comme le latin et le grec.

2. Mots du bulgare finnois : « Bog » Dieu, « rid » coteau, « dom » foyer, « trap » ravin, « bogate » riche, « boï » combat, « voï » vacarme, « scot » bête, « voïnik » soldat, « razboïnik » brigand, « brode » péage, « buke » lettre, « brazda » gazon, etc. etc.

respect de la loi, la protection des faibles, la surveillance sur les puissants en plaçant les premiers sous la dépendance administrative des seconds, pour la prospérité de l'Etat et le bien-être de toute la nation politique.

Cette civilisation bulgare devint donc, grâce à sa puissante organisation laïque et militaire, complétée plus tard par d'admirables institutions religieuses, un modèle pour toutes les nations des Balkans, sauf, bien entendu pour les Byzantins, qui ne pouvaient pas supporter un concurrent si terrible, ni favoriser son développement ; et elle aurait pu jouer ce rôle plus longtemps qu'elle ne le fut, si elle n'avait pas été aussi exposée aux malignes influences de ces Byzantins et le Croissant n'eut jamais renversé la Croix du dôme de Sainte-Sophie, si l'inconciliable haine des deux puissantes nations de l'Europe orientale ne lui avait frayé la voie.

Mais le génie bulgare ne s'arrête pas à mi-chemin dans l'organisation de son nouvel Etat. Il lui fait imposer presque au début de sa formation, toujours dans un but politique, la religion chrétienne, comme foi officielle à ses habitants.

Jaloux de son indépendance et désireux de maintenir intact l'esprit de solidarité nationale, si éprouvée par les dernières émeutes provoquées par le baptême du khan Boris, de son décret et surtout par la diversité des doctrines, (1) que des missions grecques, arméniennes et d'autres venaient à propager dans le pays, le jeune Etat bulgare se propose de donner à son peuple une éducation religieuse unique par des hommes formés dans son milieu et soumis à son contrôle direct. L'anarchie n'était nullement de son goût. Boris, le premier roi bulgare chrétien, demande dans ce but aussitôt au patriarche œcuménique de Constantinople l'autorisation de créer une église nationale autocéphale. Mais le chef de l'église grecque Photius, dans son désir d'assujettir les Bulgares à des coutumes grecques et de substituer à leur idiome sa langue liturgique, refuse d'accorder cette concession au nouvel empire. Boris ne désespère pas, et sans perdre de temps, il se retourne vers le Souverain Pontife (2) à Rome, auquel il envoie en août 866 une délégation spéciale de plusieurs seigneurs présidée par son propre

1. *Résponsa Nicolai ad Consulta Bulgarorum*, ch. VI, 867.

2. Nicolas 1^{er} était alors à la tête de l'église romaine.

filz aîné, avec mission de solliciter de ce dernier la création d'une église bulgare autocéphale.

Le Pape accueille favorablement la demande des Bulgares, mais avant de donner son adhésion définitive, il prescrit à deux légats : Paul, évêque de Populonie et Formose, évêque de Porto, de se rendre en Bulgarie et de faire sur place une enquête sur la question ; il leur confie en plus sa réponse par écrit, faite après la célèbre consultation (867) de tous les archevêques du royaume de Charles le Chauve, sur les 106 questions relatives à la vie et à la morale chrétienne, que le roi des Bulgares lui avait posées par l'intermédiaire de la même délégation.

Entre temps des événements d'une grande importance historique survinrent à Constantinople. L'empereur Michel III, le parrain de Boris, fut assassiné le 27 septembre 867. Bazile le Macédonien, d'une origine obscure, s'empare de la dignité impériale et fonde la dynastie macédonienne. Photius tombe en disgrâce. Ignace est rétabli de nouveau au patriarcat. Boris profite de ce coup d'Etat et soulève énergiquement par l'intermédiaire d'un envoyé spécial, le boyard Pierre, une deuxième fois auprès du basileus la question de l'église bulgare.

Le remplaçant de Nicolas, le Pape Andrien, garde pendant ce temps là un silence absolu sur cette affaire bulgare. Un concile est convoqué à Constantinople en 869. La Bulgarie obtient pleine satisfaction le 8 février 870 à la huitième et dernière session du Concile, en présence de l'empereur Basile, des députés du roi des Bulgares et des Ambassadeurs de l'empereur d'occident. L'église bulgare est créée ; un premier archevêque et dix évêques sont consacrés ; la hiérarchie est désormais établie et avec elle le second élément de la civilisation bulgare est définitivement acquis. Mais une grande lacune se faisait sentir encore dans le jeune organisme de l'Etat bulgare. Il était muet ; nous voulons dire par là, que la nation bulgare n'avait pas de langue littéraire, ni même les moyens de pouvoir transmettre sur des monuments écrits son idiome vulgaire, à moins de vouloir recourir aux caractères grecs ou latins ; l'alphabet lui faisait donc défaut.

Or une nation, sans écriture usuelle et sans une langue établie est condamnée à être assimilée tôt ou tard par ses voisins plus avancés.

L'instinct bulgare saisit cette vérité et ne désarme nullement devant ses nombreux obstacles. Rome et Byzance, tout en restant des adversaires acharnés, s'obstinaient à imposer, chacune de son côté, et pour la convenance de ses propres intérêts, à la nouvelle église, la langue de son culte, c'est-à-dire le latin ou le grec, langues à demi-mortes et à coup sûr inconnues du peuple bulgare.

Dieu n'a établi, disaient-elles aux Bulgares, que trois langues sacrées : l'hébreu, le grec et le latin ; c'était en ces trois langues qu'avait été rédigée l'inscription placée sur la croix du Sauveur ; toute innovation serait donc une profanation de la volonté du Créateur.

Les Bulgares, d'après une légende arabe, auraient de suite objecté à cela, que leurs ancêtres seraient des descendants directs du peuple choisi de Dieu, dans la personne de Togarma, fils de Japhet, par conséquent leur langue est aussi sacrée que les trois précédentes.

Nous découvrons, en effet, des traces de cette légende, dans la lettre que Joseph, roi des Khazars, avait adressée au rabbin Chasdaï ebn Sprot vers 960, dans les termes suivants :

« Sache que nous sommes de la postérité de Japhet et les descendants de son fils Togarma. Nous lisons dans les livres généalogiques de nos aïeux, que Togarma eut dix fils, dont voici les noms : Ougor, Tiras, Avar, Aunin, Bozil, Tarna, Khozar, Zantor, *Bulgar*, et Saviour ». C'est la même légende qui a servi probablement de point de départ au chroniqueur anonyme Nestor (1) dans sa description sur l'origine des Bulgares.

Quoi qu'il en soit, les Bulgares ont eu ici encore gain de cause.

Boris, toujours préoccupé par l'idée de trouver des hommes capables de faire enseigner le christianisme à ses sujets en leur langue maternelle, le slavo-bulgare, ouvre larges les portes de son royaume aux disciples de Cyrille et Méthode, que les soldats de Sviatopluk, roi de Moravie et vassal de la Bulgarie, avaient chassé de la Pannonie en 885, sur les ordres de leur vainqueur, l'empereur Charles le Gros (2).

1. Chronique dite de Nestor, en russe.

2. Simon Keza, Endlicher, Monumenta Arpadiana, Sangalli, 1840.

Ceux des fugitifs, dont l'histoire a conservé le nom, étaient : le morave Gorazd, le Bulgare Kliminte (Clément) Sava, Naum et Anguélar. Kliminte avait rejoint Cyrille et Méthode en 863 encore, lorsque ces deux apôtres, de passage en Bulgarie, avaient probablement séjourné à la cour du Khan à Preslav.

C'était au moment des pourparlers entre le souverain régnant et l'empereur Michel III pour la conversion du peuple bulgare au chistianisme. Ont-ils pris part à ces pourpalers ? Il est très probable, mais faute de preuves positives, nous nous trouvons obligés d'écarter pour le moment une pareille hypothèse.

Boris donna le titre d'archevêque de Bulgarie à Gorazd, qui fut dédommagé ainsi de la perte de son siège en Moravie et à Kliminte (1), il lui confia l'un des sept évêchés, qu'il avait établis dans son royaume, celui de Koutmetzevtza, avec siège épiscopal à Glavénitza ou à Ohride. Naum s'établit à Divlia et les autres disciples furent installés sans doute dans les évêchés vacants.

Ces disciples de Cyrille et de Méthode avaient-ils apporté avec eux l'alphabet, que Cyrille aurait, dit-on, inventé à Constantinople en 863, au retour de sa mission évangélique en Khazarie ? L'alphabet dit « glagolitique » est-il son œuvre personnelle ou une besogne commune avec son frère aîné Méthode ? Et le cyrillique alors ? Cyrille en serait-il aussi l'auteur ? Une légende attribue, pourtant, sa paternité à Kliminte ! Et les autres disciples n'ont-ils pas contribué à sa perfection ? Voilà des questions, qui ont tant passionné les slavistes et qui n'ont pas encore reçu toute la lumière voulue !

Quoi qu'il en soit, les Bulgares ont le mérite et la gloire d'avoir créé une langue littéraire, le *Bulgaro-slavon*, dont les services rendus à la civilisation slave et à l'humanité ne pourraient jamais être assez appréciés.

Avec ce troisième élément, l'écriture cyrillique, la civilisation bulgare prend sa forme définitive. On ne peut pas lui attribuer, certes, une originalité absolue, car elle reste toujours tributaire à l'égard d'éléments d'origine gréco-byzantine, romaine, voire même orientale, mais cela ne diminue nullement sa valeur historique. C'est une manifestation de l'intelli-

1. *Vita S. Clément*, éd. Miklosich, 2^e éd., XXVI, 1860.

gence humaine digne de louanges. Les Bulgares peuvent en être fiers !

L'heureuse influence de cette jeune civilisation se répand bientôt avec le grand empereur bulgare Siméon, suivant la belle expression du poète Ivan Vazoff, de Toulcha jusqu'à Vallona et de Budapest jusqu'au mont Athos.

En effet, les nombreuses tribus slaves, installées le long du Danube, de la Save et de la Drave et asservies jusque-là aux Byzantins ou aux Germains, sont organisées, pour la première fois dans l'histoire dans de grandes unités politiques autonomes, quoique vassales au tzar des Bulgares.

Depuis la première pénétration (542) jusqu'à l'autonomie de la Croatie (900), toute cette population amorphe et sans aucune conscience nationale, faisait partie intégrale de la plèbe, c'est-à-dire de la classe sociale des serfs, que Const. Porphyrogénète appelle « Σκλάβοι », les Romains traitent de Sclavini ou Sclavi et les chroniqueurs arabes qualifient de « Sakâlib » ; et le pays qu'elles occupaient portait naturellement le nom de Sclavinia. D'ailleurs le nombre de prisonniers slaves devenus esclaves à Rome et enrôlés plus tard dans les armées des Francs et des Saxons, l'usage des Vénitiens de prendre leurs serfs chez les « ouskoks » et de les appeler *schiavi*, la condescendance enfin avec laquelle la Cour papale permit au moyen âge le marché des esclaves chez les slaves ne sont-elles pas des raisons suffisantes pour expliquer l'origine du mot slave ? Ce nom de Sclavi, ou Slavi du bas latin, a été donc appliqué, à notre sens, non pas pour désigner la race ou la nationalité des tribus slovènes, mais spécialement pour caractériser leur situation sociale de serfs. Cette hypothèse est confirmée encore par les témoignages des chroniqueurs grecs, qui nous rapportent que chaque tribu slovène avait un nom ethnique à part. Théophane et Nicéphore mentionnent, par exemple, vers 679, les noms des sept tribus suivantes : les Smolianes, les Milingues et les Yézérites, campés à l'intérieur des Rhodopes ; les Véléguésites, les Vayounites repartis en Mésie, en Thrace, en Epire et en Thessalie jusqu'au Péloponèse, enfin les Stroumiens et les Dragovitchés en Macédoine. Porphyrogénète ajoute dans ces mémoires deux autres groupes : les Vevlianes et les Kri-vitchés, tandis que d'autres auteurs complètent la liste par les

noms des Konavlianes, des Zahoumlianes et des Hrobates, qui se seraient installés le long de la mer Adriatique jusqu'aux Alpes Orientales. Et le géographe arménien Moïse Khoren nous fait savoir dans sa géographie composée vers 675, que le nombre des *peuples slaves* habitant la Dacie, la Mésie, la Thrace et la Macédoine jusqu'au delà de la Dalmatie, dépassait le chiffre de 25.

Chaque tribu devait donc former une unité ethnique à part et le nom de sclavi-sclaves-slaves, qui est une traduction textuelle et très fidèle de l'expression slovène « *Svo-rabes* » ou « *So-rabes* », mot composé de l'adjectif « *svo* » ou « *so* » tous et du nom commun « *rabes, serfs, esclaves* », donnait une idée exacte sur le rôle économique et social, auquel était réduite toute cette masse humaine. Le régime des Ottomans n'est-il pas d'ailleurs un tableau encore vivant, qui nous rappelle la vie et le nom de colonat, que les beys avaient réservés à toutes les populations chrétiennes rurales, sans distinction de langue et de nationalité ? « *Rayas* » serfs, était leur nom, comme sclavi était celui de tous les slaves du moyen âge.

Et si les Serbes prétendent que le premier nom de leurs ancêtres est celui de So-rabes, dont les Grecs auraient fait Sorvos ou Servos, Servi, Servia et les Occidentaux Serbos, Serbes, Serbie, il est évident que leur race devait habiter une partie de la Slavonie.

Quoi qu'il en soit, une transformation était inévitable dans la vie sociale de toutes ces peuplades, dès que les événements les ont mises en contact avec les Bulgares.

Tout d'abord le régime bulgare atténua beaucoup la situation économique de toutes ces tribus, puis les associations familiales, c'est-à-dire les Zadrouguis, les plus rapprochées, sont groupées en une nouvelle unité administrative et économique sous le nom de Joupa, à la tête de laquelle est nommé, par le chef de l'Etat, un gouverneur général, le joupan.

Le premier peuple slave, qui arrive à constituer de cette manière un noyau d'Etat dans les Balkans est celui des Hrobates, c'est-à-dire les Croates de nos jours.

Chassés par les Goths au temps de Ptolomée (1) de leur pre-

1. Claude Ptolomée célèbre astronome et géographe grec du II^e siècle après J.-C.

mière patrie, le long de la Vistule, les Croates s'infiltrèrent petit à petit dans les Balkans entre le ^v^e et le ^{vi}^e siècle, mais leur masse ne descend que dans la première moitié du ^{vii}^e siècle et ils occupent alors la contrée à laquelle ils ont donné leur nom, la Croatie, pour se répandre bientôt sur toute l'étendue de la Dalmatie. Ces deux provinces étaient probablement abandonnées des colons daco-romains, que les irruptions fréquentes et terrifiantes des hordes barbares de l'Asie avaient impitoyablement chassés.

Ici les Croates constituent une joupa autonome, avec chef-lieu Klissa, situé aux environs des ruines de la ville de Salon, au temps du règne de la dynastie des Carolingiens encore ; Mutimir (892-900) l'avait même élargie tout le long de la Save ; il se proclame alors, duc des Croates. Bientôt les Bulgares arrivent. La Croatie tombe sous la vassalité de leur tzar Siméon, dont la fille Kossara épouse le joupán Vladimir. Une dynastie nationale et héréditaire, à l'instar des Bulgares, est désormais fondée. Le pays des Croates est érigé donc en province libre, rattachée à la cour de Preslav par le lien de vassalité seulement.

Mais pour le malheur du jeune royaume, cette dynastie ne dure pas longtemps. Toutefois le principe d'une autonomie nationale est acquis. Après la mort de Siméon (27 mai 927) son beau-fils Vladimir est lâchement assassiné par Radoslav, le malheureux usurpateur de la couronne bulgare. La Croatie se déclare indépendante ; son nouveau grand joupán Tomislav en devient le premier roi légitime. Il obtient, dans la suite, du Pape et non plus de la cour bulgare, le signe du pouvoir, c'est-à-dire la couronne royale. Le royaume est ainsi consolidé, mais l'unité spirituelle, la conscience nationale des Croates n'est pas encore formée. Il leur manquait un clergé national. Baptisés par les émissaires de l'empereur Héraclius (575-610-641) dans le courant de la première moitié du ^{vii}^e siècle, les Croates s'étaient soumis à l'église de Rome, dont ils avaient reçu un ordre formel, ou plutôt une défense absolue de la part du pape Jean IV (640-642) d'envahir la terre de l'empire byzantin et Porga, un de leurs « stareis » anciens, jura fidélité de s'y conformer. Plus tard un des successeurs de Tomislav, le roi Pierre Krésimir, convoque, avec le consentement du Saint-Siège, un concile

national en 1059, qu'il préside lui-même. Les décisions de ce dernier sont d'une importance capitale pour la formation de l'unité nationale croate. D'abord la vassalité du roi envers le Souverain Pontif est confirmée ; le pape dispose donc de la couronne croate et peut l'attribuer souverainement à tel ou tel prétendant ; puis la séparation d'avec l'église orthodoxe est définitive, enfin le clergé croate devient national, mais il reste soumis à la hiérarchie spirituelle de l'église catholique ; de plus son célibat est rendu obligatoire et le latin devient la langue liturgique de tout le pays, ce qui fait imposer à la langue littéraire croate l'usage de l'alphabet latin. L'autonomie de l'église croate est ainsi établie, la nation est constituée : sa civilisation a son cachet propre, quoique le tout suit la voie de l'Etat bulgare.

Cette église est restée fidèle à sa prédestination ; elle a su résister, comme ce fut le cas avec Strossmayer, à tous les assauts des Allemands et des Magyares ; elle a conservé au cours des siècles presque intacte l'unité nationale des Croates et espérons-le qu'elle suivra avec intrépidité l'instinct de ses ouailles et ne se prêtera à aucune combinaison politique, dans laquelle des mégalomanes serbes voudraient, peut-être, noyer à jamais la conscience nationale de cette noble race croate.

Mais que représentaient-ils donc ces Serbes ? La vie historique de ce peuple, au dire de l'empereur Constantin Porphyrogénète, date du ^x^e siècle. Nomades probables des pays au delà des Karpathes, ils descendent, en partie d'eux-mêmes au ^{vi}^e siècle, d'autres sont amenés de force par les Hordes des Avars, dans la Péninsule des Balkans, où ils s'installent définitivement au commencement du ^{vii}^e siècle, dans les régions entre le Danube et la Save.

Dispersées à l'infini dans de petites associations familiales, sans commandement et sans chef communs, toutes ces tribus devaient forcément subir la loi du plus fort. Elles étaient réduites à l'esclavage. Nous les voyons suivre le khan des Avars, bon gré mal gré, contre les Bavares, les Byzantins et même contre les Bulgares ou s'entregorgeaient très souvent entre elles pour la répartition du butin. Mais avec la décadence de l'empire avare au ^{viii}^e siècle, plusieurs de ces groupes se retournent instantanément contre leurs maîtres d'hier dans

l'espoir de pouvoir s'émanciper, mais leur élan désordonné est brisé par les armées des Francs, des Grecs, des Vénitiens ou des Arabes, qui chassent bien les Avars, mais ne donnent aucune liberté à leurs sujets.

Bientôt toutes ces tribus serbes tombent sous la suzeraineté des rois bulgares. C'était au commencement du ^x^e siècle, lorsque l'empire du tzar Siméon (893-927) était baigné par trois mers : la mer Noire, la mer Egée et l'Adriatique. Siméon rétablit l'ordre ; partout les tribus slaves furent réorganisées ; il semble même, d'après une légende populaire, que ce monarque aurait aboli l'esclavage parmi les Slaves, devenus ses sujets. Cette institution familière aux coutumes du moyen-âge, n'était réservée pendant tout son règne que pour les prisonniers de guerre de l'ennemi et pour les insoumis à son sceptre.

D'ailleurs c'est le plus grand empereur que l'histoire bulgare ait connue. Elevé à la cour de Byzance, doué d'une très vive intelligence et de rares qualités morales, Siméon était non seulement un bon souverain et un parfait soldat, mais aussi un écrivain de talent et un philosophe distingué. Sous son règne, la Bulgarie était arrivée à l'apogée de sa grandeur. Dans sa capitale, Preslav, dont on voit encore les ruines près de Choumène, on admirait de superbes palais, où l'empereur siégeait avec toute la pompe asiatique et des églises de marbre avec des coupoles de métal, monuments érigés par des architectes byzantins à l'imitation de Ste-Sophie.

Avec Siméon, la Sclavinie disparaît. La Croatie est érigée, comme nous l'avons vu plus haut, en une principauté vassale et les joupnies serbes sont fédérées sous l'autorité du prince Tcheslav (921) et celles de la Bosnie sous le ban Boris (922), tous deux vassaux de la cour de Bulgarie.

Un chef de l'armée bulgare tient sa garnison à Belgrade, d'où il dirige la réorganisation des provinces. La langue et la littérature bulgares, ainsi que son alphabet cyrillique sont acceptés partout avec joie et reconnaissance. Le christianisme devient la religion officielle pour tous. Le patriarche bulgare assume la direction spirituelle de tous les chrétiens de cet immense empire bulgare à la forme féodale et confédérative.

C'est ce nouveau régime, cette nouvelle civilisation, qui fournit aux différentes tribus slaves les éléments indispensa-

bles pour la constitution de leurs nations libres et indépendantes, qui devaient jouer plus tard un rôle brillant dans le développement et le progrès général des peuples du proche Orient. Après la mort de Siméon, l'empire byzantin, n'ayant plus rien à craindre des Bulgares affaiblis, s'empare de leurs provinces serbes. Les Serbes, ayant goûté les avantages de l'indépendance politique, se plièrent difficilement sous le nouveau régime, mais ne désarmèrent pas complètement. Et à la suite de longues et rudes crises intérieures et extérieures, ils parvinrent à reconquérir, à l'aide des Bulgares, leur liberté et à établir une dynastie nationale, celle des Némanides (1169-1372), dont le plus illustre représentant a été Stéphan Douchan (1334-1355), fils d'une princesse bulgare, la fille du tzar Smilec. Ce grand monarque était, par ailleurs, lié à la cour bulgare par son mariage avec la princesse Hélène, la sœur du tzar Ivan Alexandre (1).

Mais, comme nous l'avons remarqué déjà plus haut, le pouvoir politique, si fort fut-il, n'était pas en état, à cette époque, de créer un sentiment de solidarité nationale. Il fallait une éducation spirituelle. La religion se présentait comme le meilleur moyen. Les Bulgares en avaient largement usée et les résultats obtenus ne pouvaient qu'inciter les jeunes peuples à suivre leur exemple. Les Serbes en profitèrent, d'autant plus que le bogomilisme était très répandu dans leur pays et son influence paralysait toute initiative d'expansion brutale au détriment de leurs voisins. Un conseil de notables fut convoqué et présidé par le vieux Némania lui-même. L'hérésie fut condamnée ; ses adhérents ont eu un délai de quelques jours pour revenir à l'orthodoxie ou à quitter le pays, sans autre avis ; toute leur littérature fut mise à l'index et condamnée à être brûlée. Le moine Sava, le Rachko d'autrefois, frère du, grand joupau de Dioclée et fils cadet de Némania, fut chargé de se rendre auprès du Patriarche grec, avec mission de solliciter son autorisation pour créer une église autonome serbe. Sava se rend en 1199 à Nicée auprès du Patriarche, que les croisés avaient expulsé de Constantinople, et après de fructueuses négociations, il en revient revêtu du pallium d'arche-

1. N. Jorga, *Histoire des Etats balkaniques*, 1925.

vêque, avec la reconnaissance solennelle de l'autocéphalie de l'église serbe. Dès lors établi à Jitcha, il travaille à l'organisation de son église, en lui inspirant l'amour pour la nationalité serbe.

Avoir affranchi le clergé serbe des influences du dehors n'eût pas été, en effet, un gain pour les Némanides, si leur autorité, à eux-mêmes, n'avait été assurée par un titre plus haut que celui de grand joupan. Au-dessus de l'archevêque, il fallait un roi. Sava le créa. En sa qualité de chef de l'église serbe et comme métropolitain de Jitcha, il couronna l'année suivante (1220) son propre frère comme roi des joupis serbes et du Pomorié (la côte adriatique).

Voilà donc le second pays slave érigé en Etat indépendant sur le modèle de celui de leurs initiateurs, les Bulgares.

Les Serbes n'ont porté pendant tout le moyen âge absolument aucune atteinte à la civilisation bulgare. Ils ont maintenu sur leur territoire comme langue officielle, le bulgaro-slavon, avec sa littérature et son alphabet ; l'école bulgare de Tarnovo leur servait de centre de culture générale et celle de Byzance, de formation diplomatique. Et Douchan, leur plus célèbre roi, dont le pouvoir féodal s'étendait sur beaucoup de provinces bulgares, passées sous son autorité, par le simple jeu du hasard des armes, a maintenu, de son côté, intactes toutes les institutions administratives bulgares, quoiqu'il ait mis à la tête de quelques-unes d'entre elles des princes serbes.

Les seigneurs Hrélia, Voyna et d'autres, les voyvodes bulgares Bogdan et Deyan, les princes serbes Prélub, Valkachine et Ouglèches, pour ne citer que les principaux restèrent libres de se conduire d'après leurs intérêts individuels et locaux ; la domination du tzar Douchan n'était pour eux qu'une suzeraineté fictive, c'est-à-dire un simple hommage traditionnel de vassalité. En effet, le prince Déyan, frère du tzar Ivan Alexandre de Bulgarie et beau-frère de Douchan, maintient tous ses privilèges dans son voyvodat d'Albanie avec résidence à Croïa et des châteaux fortifiés à Kanina et à Valona ; Sa dynastie y a survécu jusqu'à l'invasion des Ottomans, dans la personne de son petit-fils Georges de (la forteresse) Croïa, le cadet des quatre enfants de son fils Ivan Assène qui fut surnommé Comnène, aussitôt après son mariage avec la princesse

Voyslava de la famille des Commènes de Thessalie, alliée elle-même avec celle de Prélub. Les autres seigneurs et voyvodes en firent autant. Prélub se déclare roi de Thessalie et Valkachine garde la principauté de Prilèpe dont l'héritier Marco prend ouvertement le titre de roi de Bulgarie (1).

Ainsi donc, Douchan devait religieusement respecter les mœurs et les coutumes, établies avant lui dans les Balkans, puisqu'il reconnaît même l'indépendance de l'Eglise bulgare dans son Etat, en confirmant l'autorité et les privilèges de son patriarche à Ohride. Il a manifesté d'autre part, d'une manière encore plus solennelle ce droit de libre existence des différentes nationalités dans son royaume, et particulièrement des Bulgares, en se faisant couronner à Ipek (2), tzar des Serbes et des Bulgares, étant déjà autocrate (3) des Grecs et des Albains, par les deux patriarches bulgares : celui de Tarnovo, représentant la Bulgarie indépendante et celui d'Ohride, exprimant l'unité nationale des terres bulgares soumises à son sceptre, assistés par le nouveau patriarche serbe d'Ipek Mgr Jean. Il ressort de tout cela que l'empire de Douchan avait plutôt la forme d'un état féodal et confédéré, que d'un royaume purement serbe.

Qu'on ne s'étonne plus alors, que la Macédoine et la Morava bulgare n'aient jamais perdu leur caractère national. Le contraire nous surprendrait, vu que cette même patriarchie bulgare d'Ohride subsista comme institution nationale autonome de tous les Bulgares jusqu'à 1777, date à laquelle, un ferman du Sultan, œuvre de la médisance et de la calomnie du Phanar grec, décréta son abolition.

Mais sous la poussée du peuple bulgare, cette institution nationale ressucite un siècle plus tard dans une nouvelle forme, l'Exarchat bulgare, embrassant, conformément au ferman du 10 mars 1870 (4), tous les pays de l'empire ottoman, habités,

1. *Historia de la casa Musachia*, 1510.

2. *Monumenta Slav. meridionalium*, II. Zagrebiae, 1870.

3. Dans sa lettre datée de Serrès en 1345 et adressée au doge André Dandolo, Douchan s'intitule : « Stephanus dei gratia Servie Dioclée, Chilminie, Zente, Albanie et maritimi regionis rex nec non Bulgarie imperii partis non modice particeps. »

4. V. Bérard, *la Macédoine*, Paris, 1893.

par une majorité de deux tiers de Bulgares. La Morava bulgare et la Macédoine, comme leurs sœurs, la Mésie et la Roumélie orientale en faisaient partie intégrante. Belgrade ne proteste pas. Et comment l'aurait-il osé, puisque les émissaires du prince Michel avaient signé à Bucarest quatre ans auparavant (1867) avec le Comité révolutionnaire bulgare, un protocole d'union personnelle entre Serbes et Bulgares, reconnaissant en toutes lettres le caractère bulgare de toutes ces provinces et spécialement de la Macédoine et de la Thrace ? D'ailleurs l'autorité du Synode serbe ne s'étendait à cette époque là sur aucun village en dehors des frontières de la principauté. Et tous ceux des voyageurs, des publicistes et des savants qui, à partir de la Renaissance à ce jour, ont constaté en hommes désintéressés, que le type anthropologique, la langue, les us et les mœurs de ces deux contrées se rattachent à la nationalité bulgare, n'ont fait qu'une simple confirmation d'un fait historique, qui, par son évidence même, nous pousse à les classer également dans le cadre de la nation bulgare.

Et si aujourd'hui le roi des Serbes, des Croates et des Sloènes déclare hautement être le successeur du trône de Douchan, il devrait attester cette qualité par le respect des actes de bon gouvernement et de haute sagesse de son auguste prédécesseur. Et comme Douchan avait reconnu et encouragé ses sujets bulgares, en leur accordant une autonomie nationale complète, de même son remplaçant actuel devrait faire pour les provinces bulgares, que les mêmes circonstances militaires ont détachées de leur mère patrie, la Bulgarie et que les traités de paix ont annexé à son royaume, la Yougoslavie.

Et nous ne saurions jamais assez répéter cette élémentaire vérité, que la collaboration entre la Yougoslavie et la Bulgarie, deux nations dépositaires de tant d'éléments de la civilisation moderne, est une condition indispensable pour que les Balkans puissent se remettre de leur longue convalescence et entrer dans une nouvelle période d'activité et de prospérité. C'est le plus sûr moyen, d'ailleurs, de faire oublier aux générations des deux peuples voisins et frères de langue et de religion, les récents événements douloureux et de leur préparer surtout la voie d'une entente cordiale, d'une confédération politique, qui

sous la pression des nécessités économiques et militaires, finira par attirer un jour tous les Etats balkaniques dans une Fédération — les Etats-Unis des Balkans.

* * *

Le troisième pays slave de la Péninsule, qui doit sa conscience nationale à la civilisation bulgare est, sans contredire la Bosnie.

Sous la domination romaine, la Bosnie faisait partie avec l'Herzégovine de la province d'Illyrie inférieure. Au iv^e siècle, de notre ère, le pays fut envahi par les Goths. Au milieu du vi^e siècle y apparurent les Hrobates. Au vii^e, sous le règne de l'empereur Héraclius (610-641) y descendent les Serbes, mais les Hrobates, mélangés avec les autochtones forment la majorité de la population d'un nouveau type, au sens anthropologique, que l'on devait désigner plus tard sous le nom de « type dinarique ». Pendant près de quatre siècles toute cette population partageait à peu près le même sort que ses voisins de la Sclavinie. Au x^e siècle seulement, elle est organisée par les Bulgares en un banat national ; un ban bosniaque est mis à la tête ; il est vassal immédiat de la couronne croate. Après la chute de l'empire bulgare, la Bosnie retombe sous la domination grecque et même sous celle du grand joupan de Zéta (Monténégro 1082-1085). Toutefois le précieux souvenir des avantages, que cette autonomie nationale, quoique précaire, avait procurés aux Bosniaques, contribua beaucoup à leur faire cultiver pendant cette nouvelle période d'esclavage, un amour ardent pour la patrie et pour son indépendance.

La Bosnie n'entre toutefois réellement dans l'histoire qu'avec le ban Kouline (1180-1240). Sous son règne l'influence des Bulgares est prépondérante dans le pays. D'abord l'administration est organisée sur l'exemple de la Bulgarie, puis la langue bulgare est officielle ; sa littérature s'impose, l'esprit bulgare domine ; de plus, l'hérésie des Bogomiles se transforme en religion d'Etat. Kouline l'embrasse lui-même en 1191 avec sa famille et sa sœur, la veuve de Moroche d'Herzégovine. Il l'organise en une église autocéphale, la *Krscanska crkva* ou l'église chrétienne, que les Occidentaux ont dénommée « Ecclesia Bosnensis », favorise son développement à l'intérieur et son

expansion à l'extérieur ; et après l'avoir consolidée suffisamment, il refuse obéissance et hommage aux rois de la Hongrie, qui avaient obtenu du Pape en 1097 la couronne de la Croatie, par suite de l'extinction de sa dynastie nationale, à laquelle la Bosnie était vassale, du temps des Bulgares.

Kouline se déclare donc indépendant.

A la tête de la plus jeune église est mis un « Diédo » un grand-père ; ses suppléants portent le nom de « stoynitzi », de précepteurs. C'est tout en fait de hiérarchie. Mais le bogomilisme, dont nous passons sous silence ses dogmes pour ne pas encombrer trop notre sujet, faisant d'énormes progrès, suscita une réaction de la Cour papale. Le Souverain Pontife prêcha la croisade contre le royaume de Bosnie. Serbes, Croates et Hongrois s'allient et marchent contre Mathias Ninoslav ; ses pays sont bientôt occupés, mais un événement heureux vint aussitôt à son aide ; la Hongrie est envahie par Oktaï, Khan des Tartares et son roi Bella IV s'enfuit par Zagreb et Spalato à Venise. Nineslav attaque les petits détachements de l'armée d'occupation hongrois et après les avoir vaincus, reconquiert son indépendance. Bientôt la mort le surprend. Après sa disparition survint, ici comme dans tous les pays slaves, l'inévitable anarchie slave. Le trône est disputé ; la guerre civile sème la mort ; le peuple est affaibli, son territoire est démembré et annexé aux pays des vainqueurs. Le roi Bella, rentré en Hongrie, après la retraite des Mongols, s'en empare d'une partie, dont la mère de son successeur Ladislas IV obtint en 1280 le titre de duchesse de Bosnie. Une autre partie fut incorporée au duché des Némanides et enfin le reste fut attribué au ban de la Croatie, Stéphan Kastroman, vassal dévoué à la cour de Hongrie, qui ajouta à son titre, celui de ban de Bosnie, et ainsi il étendit les limites de son banat jusqu'à l'Adriatique. Mais son fils Etienne Tvardko, également bogomile, se sépare de la Croatie et réussit à s'emparer, après la mort de Douchan et l'émiettement de son empire, d'une partie des possessions serbes, et se fit couronner en 1376 dans l'abbaye de Militchévo, comme roi des Bosniaques, des Serbes et du littoral. Il porta secours aux Croates révoltés contre la couronne de Hongrie, soumit la Dalmatie et la Hongrie et ajouta à son titre celui de roi de ces deux provinces

encore. Son règne est l'apogée de la Bosnie. La civilisation bulgare s'y maintenait ; l'unité nationale était fortifiée. Malheureusement, après sa mort, la Bosnie tombe pour la seconde fois dans l'anarchie. La lutte religieuse entre bogomiles et catholiques prend cette fois-ci des formes désolantes ; la rivalité slave pour le pouvoir fait des ravages ; le pays est en pleine décadence, plus d'espoir de le relever. Stéphan Tomas, le dernier roi bogomile de la Bosnie, pressé au nord par les Hongrois et au sud par les Turcs, se convertit au catholicisme, dans le but d'obtenir des renforts du Pape et de l'Europe catholique. Il entreprit même une persécution atroce contre ses coreligionnaires d'hier, les Bogomiles de son pays. Partout des égorgements en masse et des villes livrées aux flammes. La diète de Konytcha en 1446 adopte les édits dictés par le grand inquisiteur Zarai ou Zaré, si sévères, qu'ils provoquent une insurrection formidable, à la tête de laquelle se mettent un grand nombre de boyards et tout le clergé bogomiliste.

Une effroyable guerre civile dévaste le pays, dont elle prépare l'asservissement. Le roi félon et sa femme sont égorgés par leur propre fils ; les horreurs du fanatisme religieux redoublent ; 40.000 Bogomiles quittent le pays ; les Turcs s'approchent ; le secours imploré n'est jamais venu.

Les Bogomiles-combattants, pressés par leurs adversaires religieux, cherchaient n'importe quel refuge pour sauver leur vie et leur foi. Les armées des Turcs en étaient un ! Ils s'enrôlèrent et se battirent dans leurs rangs avec une rare bravoure contre leurs propres frères, espérant peut-être, que les nouveaux maîtres seraient plus cléments à leur égard.

Il n'en fut rien. Les Bosniaques sont vaincus ; 200.000 prisonniers sont emmenés en esclavage ; 30.000 jeunes gens sont circoncis et enrôlés parmi les janissaires ; les villes qui résistent sont brûlées. L'église des Bogomiles est dissoute ; ses temples convertis en mosquées et la terre confisquée au profit des conquérants. Ainsi les Bogomiles sont écrasés ou dispersés. Les uns sont tués dans la bataille, d'autres sont obligés d'embrasser la religion du conquérant et enfin les plus intransigeants d'entre eux quittent à jamais leur patrie et vont rejoindre leurs coreligionnaires bulgares en Italie, en France et ailleurs, emportant avec eux leur fanatisme religieux, qui devait troubler

bientôt les esprits en Occident pour préparer la voie de la Réforme et de la Grande Révolution française, avec leurs brillants résultats, qui restent à jamais d'inappréciables trésors pour le progrès de l'humanité.

* * *

Un autre pays, où la civilisation bulgare a laissé de profondes traces dans sa vie politique et sociale, c'est le royaume de Roumanie, ou disons, pour être plus précis, les deux principautés danubiennes : la Moldavie et la Valachie.

La domination romaine de Dacie, comprenant le Banat, l'Ardeal, l'Olténie et la Valachie, date du temps de Trajan (105-7) Elle n'a eu qu'une durée éphémère, car Aurélien dut l'abandonner en 274, par suite des longs combats malheureux contre les Goths envahissants. Après cette retraite des légions et des fonctionnaires romains, on n'y rencontre plus aucune inscription romaine. Les colons de Trajan et de ses successeurs avaient quitté définitivement la province pour s'installer dans la Mésie, qui devint, pour sauver les apparences, une nouvelle Dacie. Mais au v^e et au vi^e siècles, la vague des Huns, des Bulgares et des Avars est tellement grande, que les Romains ne trouvent leur salut que dans la fuite vers leur pays de départ. Le croisement donc entre les Romains vainqueurs et les autochtones semble être insignifiant, de sorte qu'on se trouve devant une impossibilité matérielle d'attribuer à ce mélange, comme nous l'avons déjà démontré en son temps, quelque influence, si minime fût-elle, du sang romain sur la race indigène.

La Dacie tombe au pouvoir des Bulgares au vi^e siècle. Quoique très puissants au nord du Danube, les Bulgares furent tout de même soumis par les Avars vers 650. Mais le Khan Koubrate parvint, après plusieurs années de luttes acharnées, à secouer le joug de ces Avars ; il étend de nouveau sa domination sur les régions de l'ancienne Dacie et prépare ainsi la destruction de leur empire, que Charlemagne devait consumer en 797. Nous avons déjà vu ailleurs que l'héritier de Koubrate, le Khan Asparouh, franchit le Danube (679), s'empara de toutes les provinces romaines au Nord et au sud du Danube et établit le centre de la puissance bulgare au cœur même des plus riches provinces de l'empire byzantin, la

Mésie inférieure, que le vainqueur de Nicéphore, l'audacieux Kroum, élargit jusqu'aux portes de Constantinople, portant de la sorte un coup terrible à la puissance et à la gloire des empereurs de Byzance.

Quelle était donc l'étendue de cette domination bulgare au nord du Danube, dont l'influence de la langue, de la religion et de l'organisation laïque et ecclésiastique s'y conservent pendant près de huit siècles ?

Le géographe anonyme de Ravenne (1), qui rédige son traité de cosmographie et de géographie au commencement du viii^e siècle, indique comme régions occupées par les Bulgares les vingt-cinq villes (2) qui existaient dans l'ancienne Dacie trajane, se trouvant au nord du Danube et appelée par l'auteur la Mésie inférieure.

Un autre géographe de la Bavière, également anonyme, qui écrit vers la fin du ix^e siècle, et dont un extrait sur la description des habitants de la région septentrionale du Danube a été reproduit par Schaffarik dans le *Slawische Alterthümer* (3), II, p. 673, énumère parmi les peuples qui habitaient la rive septentrionale du Danube, les Bohêmes, les Moraves et les Bulgares, qui confinaient à la monarchie franque. Suidas (4) nous rapporte dans ses écrits, que le Khan des Bulgares, Kroum, avait soumis les Avars, qui étaient sérieusement menacés au nord par les Francs. Ekhard (5) dans sa *Chronique universelle*, la chronique de Herriman et les *Annales de Fulde* (6), mentionnent également des faits qui prouvent le voisinage certain des Bulgares et des Francs, séparés probablement par la rivière de Tisza (Theïss). Enfin l'historien persan Fazil ul al Rachid désigne dans son récit sur l'invasion tartare de l'année 1241, la Valachie et la Transylvanie sous le nom de pays des

1. *Ravennatis anonymi Cosmographia et guidonis géographica*. Ed. Pinder et Parthey, Berolini, 1860.

2. Macedonica, Napoca, Salinis, Parolissos, Brucla, Apulon, Cedonia, Largiana, etc., etc.

3. *Description civitatum et regionum ad septentrionalem plagam Danubii* « Isti sunt Behaimare (Bohêmes) in qua sunt civitatis XV Marharii (Moraves) habent civitas XI, *Vulgari*, regio est immensa et populos multus habens civitas V. Iste sunt regiones que terminant in finibus nostris ».

4. Suidas, t. II, 1^{re} p., 1017.

5. Ekhard, *Pertz. monum. Germ. Hist.*, t. I, I, VII et VIII.

6. Vita S. Gerhardi in Katona, *Historica critica*, t. I, p. 134.

Bulgares dont la décentralisation administrative comprenait, au dire des chroniqueurs magyares, six voyvodats (duchés); celui de Menoumorout, de Glade, de Gelu, de Kahn, de Lirtoy et de Séneslav. Cette énumération de preuves historiques nous semble suffisante pour mettre hors de doute l'existence de la domination bulgare au nord du Danube sur un territoire habité par des Bulgares, des Roumains et des Slaves. Cette domination, qui commence donc à nouveau vers 678 et dure pendant plus de deux siècles (898, l'arrivée des Hongrois) a permis à ces populations de mener, à l'abri de toute invasion étrangère, une vie calme, de s'adonner aux travaux agricoles, de fonder des villages, des bourgs et des villes, en un mot de s'organiser en communautés politiques, renouant ainsi le fil de la vie d'Etat.

Avec l'élément de l'organisation sociale et politique, les Bulgares y introduisent le nouveau rituel de leur religion chrétienne orthodoxe dans la forme et la langue élaborées à Preslav par l'école des disciples de Cyrille et Méthode, qui s'y conservent jusqu'au règne de Bassarabe en Valachie (1633-1654) et de Basile le Loup en Moldavie (1634-1653).

Dès son avènement sur le trône de Bulgarie, le tzar Siméon élève la métropole de l'église bulgare au rang de patriarchie, dont la résidence changea à plusieurs reprises, suivant en cela le sort de la capitale politique de la Bulgarie; d'abord à Preslav, puis à Tarnovo, à Sofia, à Maglène, à Vodène et à Prespa. Lorsque Zimesces (964-976) soumit la région danubienne de la Bulgarie, le tzar bulgare Samoil, dont la puissance était maintenant limitée à la Macédoine, à l'Albanie et à l'Epire, choisit comme capitale de son Etat la ville d'Ohride, située en Macédoine sur les bords du lac du même nom, dans les eaux d'un bleu profond duquel les ruines de ses palais et ceux des châteaux de ses seigneurs baignent leurs ombres au couchant du soleil. Là fut transférée aussi la patriarchie bulgare vers 1010.

Tout ceci explique donc pourquoi les notions les plus élémentaires de la vie d'Etat sont rendues chez les Roumains, suivant le témoignage d'un des plus grands historiens roumains, M. A. D. Xénopol (1), professeur à l'Université de Jassi, par

1. A. D. Xénopol, *Histoire des Roumains de la Dacie trajane*. Paris, 1896.

des termes d'origine bulgare. Ainsi le chef du duché par exemple, fut nommé voévode ou voyvode ; la classe des nobles reçut le nom de boyards, les commandants des villages portent celui de kmètes, titre que les maires des communes urbaines et rurales portent actuellement en Bulgarie et enfin la contribution fut appelée « bir » perception, et les amendes globa-globi, etc., etc.

Cette division, cette organisation administrative et religieuse, qui assurait aux habitants de la Transylvanie une certaine autonomie, subsiste jusqu'à 1867, date à laquelle, elle fut détruite par le pacte dualiste de la même date, signé entre l'Autriche et la Hongrie, et aux termes duquel, la Transylvanie fut incorporée à la Hongrie.

Le maintien de cette organisation bulgare coûta beaucoup de sacrifices aux populations indigènes, car les Magyares, après avoir embrassé le catholicisme, sous le règne d'Etienne (1), devinrent bientôt les agents du Pape (2) et tentèrent plusieurs fois de convertir par la force à leur croyance, les peuples qui leur étaient soumis politiquement. Le succès ne couvrit pas les frais ; au contraire, ces persécutions barbares provoquèrent des émeutes. Les doctrines et le rite de l'église bulgare étaient entrés tellement dans les mœurs mêmes de ces peuples que le jour où les magyares essaient de forcer leur liberté de conscience, nous sommes témoins à deux révoltes spontanées ; celle des Coumans en 1288, sous la direction des évêques orthodoxes et celle des Bulgares et des Roumains du district de Fogarache (1290), conduite par le boyard Radko, le « Radou Negro » des Roumains et qui donna naissance à la principauté de la Valachie. L'exemple de la Valachie fut bientôt suivi par le voyvodat de Moldavie, fondé suivant la tradition, par le boyard Dragoche vers 1299 (3). Soumis à la couronne hongroise, ce duché fut possédé jusqu'à 1348 par le fils du fondateur nommé Las et son neveu Balk, que le boyard Bogdan, d'origine bulgare, devait expulser en 1349, après

1. Etienne est le premier roi de Hongrie sacré le 27 mars 999 par le premier pape français, Sylvestre II, né à Aurillac en Auvergne.

2. Bulle de l'année 1234.

3. Michaïl Cogalniceanu, *Letopisele Tarei Moldavei*, Jassi 1852 ; Cante-mir, *Description Moldaviae*, 1711.

avoir repoussé son suzerain, le roi lui-même, qui venait à la tête d'une armée, défendre en Moldavie ce même Balk, son vassal fidèle. Balk est donc chassé définitivement de sa principauté ; la Moldavie est déclarée Etat indépendant ; Bogdan, le héros de la révolte prend en mains la direction suprême de son gouvernement, dans le régime duquel il ne change absolument rien ; et la civilisation bulgare suit ainsi paisiblement son cours. Le voyvode reste le chef de la principauté ; les boyards forment la classe des nobles. En cas de guerre, ce sont des chefs militaires, tandis qu'en temps de paix, ils assument la responsabilité des différents services de l'administration et la justice du chef d'Etat, devenu roi, dans l'ordre de la hiérarchie suivante : *le ban*, administrateur, correspondant à la dignité de vice-roi ; *le taïnik* ou *logothète* (1), c'était le garde-sceau, chargé de rédiger les décrets du roi et d'y apposer le grand sceau en or, après que le souverain les a signés ; d'où leur nom de chrysobulles ; *le dvornic* ou l'intendant de la cour, c'était l'homme sage du palais, le grand juge qui étudiait et préparait les décisions à prendre sur certains litiges, en conformité évidemment avec les lois et les traditions en vigueur ; c'est lui qui examinait aussi tous les projets de réformes légales. *Le klutchare* était le gardien du trésor ; *le postelnik* avait la haute surveillance de la demeure individuelle du roi ; c'était son chambellan ; *le viešternik* avait une double fonction ; comme son nom l'indique, il était d'abord le chef du bureau de renseignements du chef de l'Etat, ce que nous appelons aujourd'hui, Directeur de la Sûreté générale ou ministre de l'intérieur, puis intendant militaire, c'est-à-dire, l'homme chargé de pourvoir aux besoins de l'armée ; enfin le *stareï*, remplissait le service de préfet de district et le *kmète* était le chef de la commune.

Le bas peuple, les paysans, loin d'être dans la servitude tyrannique, où nous les rencontrons plus tard sous l'influence des princes grecs, avaient conservé leur caractère militaire et formaient sous le nom de « crépostni », « gradtzi » ou castrense une classe militaire obligée à la défense des diverses forteresses du pays.

1. Jiricek, *Geschichte der Bulgaren*, 1876.

Quant à l'organisation ecclésiastique, les Roumains continuent, comme dans le passé, à rester directement soumis aux sièges bulgares, obéissant au patriarche d'Ohride. Une chose mérite d'être retenue ; c'est que tous les orthodoxes de ces régions ont toujours conservé le lien avec l'église bulgare, même après la chute de l'empire bulgare (1018).

Bazile II, le « Bulgarochtone », le massacreur des Bulgares n'ose pas, plus que ses prédécesseurs, toucher à cette organisation religieuse. Il émet à cet effet une chrysobulle (1) spéciale, dans laquelle il énumère tous les diocèses de la Bulgarie, qui étaient soumis au patriarche bulgare d'Ohride, en soulignant que les Valaques de toute la Bulgarie seraient soumis également à la juridiction du même patriarche d'Ohride.

Après le rétablissement du second empire bulgare par les deux boyards bulgares de la famille des Assénides, qui fondèrent la célèbre dynastie du même nom, dont le tsar Kalyan ou Yoanitzia fut le plus illustre représentant dans leur histoire (1186-1393), suffisamment connue pour que nous puissions nous dispenser de la rappeler ici, le patriarche grec de Constantinople (2), nomme dans une lettre adressée en 1690 à Mirtcho ou Mirtchea I^{er}, prince de Valachie, le patriarche d'Ohride « votre patriarche » et Etienne IV le grand de Moldavie (1457-1504), demande l'investiture du premier métropolitain Jean de Capha de son règne, toujours au patriarche bulgare d'Ohride (3).

Avec la chute de Constantinople, la conduite du Phanar grec change totalement à l'égard de l'église bulgare. Il ne s'arrête devant aucun obstacle pour la faire disparaître.

Mais tous les efforts, propres à la subtilité du haut clergé grec, soutenus avec habileté par son patriarche, devenu, par la volonté du conquérant de Byzance, Mahomet II (1453), non seulement le chef suprême de l'église orthodoxe, mais aussi le juge suprême dans le domaine de la juridiction ecclésiastique,

1. Golubinski, *Kraski i ocerki istorii pravoslavnih tzerkvei : Balgarskoï, serbskoï, roumounskoï*. Moscou, 1871.

2. *Acta Patriarchatus Constantinopolitani*, Ed. Miklochitch et Müller, 1860.

3. Les deux lettres échangées entre Etienne le Grand et le patriarche bulgare d'Ohride ont été reproduites dans le *Magazin istoric pentru Dacia*, I, p. 277.

ainsi que le représentant spirituel et même politique de tous les chrétiens « les roumis » de l'empire ottoman, ne parvinrent pas à substituer les mœurs et la langue grecque à celles établies par la civilisation bulgare et l'évolution de la vie sociale des différentes populations, soumises à son influence.

Le rite bulgare, au contraire faisait de continuels progrès, surtout dans les principautés de la Valachie et la Moldavie, où les savants et les religieux bulgares trouvaient le meilleur accueil de la part des chefs politiques et ecclésiastiques, qui tant pour le culte que pour l'administration avaient besoin de gens, connaissant la langue bulgare, officielle des deux pays.

Voilà donc comment la langue bulgare s'implanta si profondément dans l'esprit de tous les habitants des provinces autonomes, qu'elle parvint à imposer même sa construction grammaticale à la langue roumaine. En effet, le roumain (1) est la seule langue romane où l'article se suffixe au substantif, comme en bulgare.

C'est ainsi que la civilisation bulgare du moyen âge devenue la civilisation de la majeure partie des Balkans, a pu survivre aux nombreuses attaques, concertées, que le Patriarche et ses nouveaux maîtres, les Sultans de Constantinople, ne cessaient de répéter pendant plus de quatre cents ans, dans l'espoir de l'anéantir complètement ; il n'ont pas réussi, car son origine était déjà vieille, elle remontait, comme nous venons de le voir, à plus de mille ans, ses racines étaient profondes, ses bienfaits hors concours, son étendue embrassait plus des quatre cinquième du territoire des Etats balkaniques !

Faudrait-il passer sous silence les fauteurs de l'introduction du fléau turc dans les Balkans ? Si leurs actes ne sont pas en état de nous donner quelque leçon utile pour l'avenir des Balkans, il vaudrait mieux ne pas en parler ; mais les discordes des Balkanais étant précisément les causes profondes de cet événement, quelques mots s'imposent à ce sujet.

Qui introduisit donc les Turcs dans la Péninsule ?

Les Byzantins, telle est la réponse de l'histoire (2) impar-

1. Exemple : om, om-ul c'est-à-dire homme-l'homme.

2. La Jonquière *Histoire de l'Empire Ottoman*, 1914 ; De Hammer, *Histoire de l'Empire Ottoman* ; J. M. Jouanmin, *Turquie*.

tiale ; ceux donc qui avaient perdu depuis longtemps toute influence sur les populations balkaniques et qui se mouraient lentement au fond du gouffre, où leur terrible décadence les avait impitoyablement jetés.

C'est en 1345 que l'empereur de Byzance, Jean Cantacuzène manda à Brousse auprès, d'Or-khan une ambassade pour offrir à ce barbare sexagénaire la main de sa fille Théodora et solliciter son appui contre son rival Jean Paléologue et ses ennemis dans les Balkans, les rois des Bulgares et des Serbes. Douze ans plus tard (1357), Suléyman pacha, fils d'Or-khan, débarque à Gallipoli les premiers contingents turcs et dans deux ans il est le maître de l'hinterland de Constantinople. Aux réclamations de Jean Cantacuzène, qui se plaignait de cette agression de la part d'un allié en pleine paix, Or-khan répond par une insultante ironie. « Dieu ne veut plus, dit-il, que les descendants de Constantin aient sous leur domination ces florissantes cités de : Gallipoli Boulaïr, Ipsala, Konour, Malgara et Rodosto, et la preuve en est que ce n'est pas la force des armes qui a ouvert les portes de l'empire grec à mon fils Suléyman pacha, mais bien cette volonté divine ; c'est elle qui a fait tomber les murailles de la cité devant lui. » Après la mort de Suléyman pacha, enterré dans la mosquée, qu'il avait fait élever lui-même à Boulaïr (1359), Or-khan, accablé de douleur de la mort de son fils bien-aimé, ne lui survécut pas plus d'un an (1360), ouvrant ainsi le chemin du trône à son fils Mourade (Murad).

Dès lors, commence pour les Ottomans une longue carrière de conquêtes en Europe, qui se prolonge durant tout le règne de ce farouche Sultan, que la mort, provoquée par le poignard d'Obiletsch, vint surprendre sur le champ de bataille à Kossovo en 1389.

Après la prise de la citadelle de Démotica, où il établit sa résidence, Mourade assiège la place forte de Tchirmen, située sur les bords de la Toundja et défendue par les armées des Etats alliés : des Bulgares, des Serbes et du Voévodat de Moldavie, qu'il enlève d'assaut, alors que son beylerbey Lala Chachin marche sur Odrine (Andrianople). La garnison de cette dernière ville, découragée par le revers de Tchirmen, livre sans résistance le dernier boulevard de l'empire grec, où le vain-

queur transporte de suite le siège de son gouvernement.

La décadence de l'empire était profonde et irrémédiable. La puissance de Byzance n'était plus qu'une ombre et son basileus un vain fantôme.

Le malheur ne s'arrête pas aux portes d'Andrianople. En paix avec Byzance, Mourade dirige son armée contre le roi des Bulgares, les kral's serbes et les princes valaques, affaiblis déjà sensiblement par leur défaite à Tchirmen et désorganisés à l'intérieur par des luttes intestines d'ordre féodal et social.

Le flot de la conquête ottomane envahit au sud les villes de la Macédoine et de la Thessalie jusqu'aux frontières de l'Albanie et au nord il atteint Kustendil, Niche, Sofia, Tarnovo et Choumène. Chichman, le roi des Bulgares, se réfugie à Nicopol (1388). Il tente une dernière fois la fortune des armes, mais en vain ; vaincu et fait prisonnier, il voit la moitié de ses États passer sous le joug ottoman. Mourade le reçoit avec sa famille dans son camp à Touchli, et épargne sa vie, en épousant sa fille, la belle Thamara.

Quoique devenu beau-père de Mourade, Chichman ne pouvait pas supporter une pareille tutelle et pour s'en débarrasser, il s'unit en secret contre lui avec Lazare, Kral de Serbie (1) (1389). Les forces des deux peuples firent subir une défaite à une armée turque, alors occupée à piller les provinces soumises, mais la bataille décisive entre envahisseurs et défenseurs, livrée sur le champ de Kossovo (1389) fut gagnée par les fanatiques soldats de l'Islam, victoire qui devait jeter pendant des siècles tous les peuples des Balkans dans les ténèbres du terrible esclavage ottoman.

La haine entre Grecs et Bulgares d'un côté, les guerres continuelles entre Serbes et Bulgares de l'autre, enfin l'intolérance entre orthodoxes, bogomiles et catholiques, préparèrent aveuglément leur ruine nationale, qui ne pouvait naturellement avoir d'autre sort que celui qu'ils s'étaient préparés, l'asservissement complet.

Toutefois la civilisation bulgare devenue balkanique ne s'efface pas. Son régime social est conservé par les Turcs. Les vainqueurs, qui ne reconnaissent le droit de propriété de

1. Saeddin dans Bratutti, p. 133.

la terre qu'à Dieu et à son représentant parmi les hommes, le chef de l'Islam, distribuent tout de même des fiefs à leurs hommes de mérite ou réservent leur confiance aux seigneurs et voyvodes locaux, convertis à l'islamisme et forment ainsi une nouvelle classe dominante. Devenus disciples fidèles des successeurs de Mahomet, les nouveaux nobles surnommés, beylerbeys, vézirs, pachas, beys ou agas, ne faisaient aucune distinction entre la religion et la nationalité ; aussi leur individualité n'existe plus sous leur nouveau nom. La reconnaissance de la suzeraineté des Sultans se changea bientôt en sujétion et l'obéissance en esclavage ; ils ne sont plus que des exécuteurs d'ordres qu'ils arrivent sous peu à ne plus juger, ni même dans leur conscience intime.

Par contre les privilèges sont maintenus et les biens, donnés à usufruit, deviennent propriété privée des occupants. Les vézirs, les dignitaires de la cour, les commandants de l'armée, les gouverneurs et tous les hauts fonctionnaires sont choisis, ordinairement, parmi les princes de sang et les membres de la nouvelle aristocratie, mais sous l'influence de la tradition byzantine, l'accès aux grands postes de l'empire n'est pas interdit aux hommes de mérite, sortis de la basse classe du peuple.

La politique financière du nouvel empire, à l'exception de la capitation personnelle, est encore une copie fidèle du système fiscal bulgare, combiné dans certains cas avec celui des Byzantins.

Les revenus du trésor ottoman provenaient, en effet, de l'impôt de la terre et des immeubles : « l'imlaque » ou impôt sur la propriété, l'« uchoure » ou la dime (le dixième de tous les produits) « beglik » ou gochtina, impôt sur le bétail, « tudjarrète » patente ou impôt sur le commerce, enfin « gumrouk » droits de douane, voilà les principaux, auxquels il faut ajouter le même produit des revenus régaliens.

Les Turcs adoptent également de leurs prédécesseurs, leur manière de percevoir ces impôts, c'est-à-dire le système des fermiers, comme « les haradjas », qui emploient, d'ailleurs, les mêmes procédés bons ou mauvais, mais auxquels tous les contribuables sont déjà habitués. Seulement la corruption s'introduit très tôt dans l'administration turque et à dater du

règne de Soliman le Magnifique, elle se transforme en une plaie, en gangrène inguérissable. La jeune et vigoureuse Turquie du ^{xv}^e siècle ne représente plus qu'un « corps malade ». Des chirurgiens aiguisent leurs instruments, attendant avec impatience un moment propice pour lui faire subir une opération radicale en vue de la soulager de ses affreuses souffrances. Des amputations partielles lui sont même faites, mais la maladie s'aggrave au lieu de disparaître. La mort est imminente. Des héritiers légitimes ou non, s'empressent de partout pour s'emparer de ses dépouilles, sachant que ce malade n'a pas eu la prudence de dresser pendant sa vie, quatre fois séculaire, un testament.

Les Turcs n'ont pas su créer une nation et pas davantage une civilisation ; leur Koran, étant à la fois un code civil, un code politique, un code de religion et un code de morale, et dont les prescriptions sont restées immuables, a pétrifié, a immobilisé pendant toute la période de la domination des Sultans, l'esprit d'initiative des Ottomans.

La corruption, dont il a été déjà question, n'était pas, d'autre part, en état d'encourager les forces productives des populations balkaniques ; au contraire, elles durent même sensiblement décroître, à mesure que leur condition politique empirait.

Pas de science, pas de progrès, pas même de changement dans leur système primitif de production. C'était toujours la même routine du travail de la terre restreint aux besoins de la population. Et si parfois la production augmentait de quelque chose, ce n'était certes point pour faire enrichir les producteurs par l'exportation du surplus des récoltes. Non ; ces excédents rentraient par la voie des contributions arbitraires, des rapines ou de la plus répugnante spoliation, dans la caisse des grands propriétaires terriens, « les beys », qui s'avaissaient dans leurs harems, où régnaient, à côté de l'opulence, les vices et la débauche connus de l'Orient. Ce genre de vie empirait naturellement de plus en plus les conditions économiques des paysans. Les beys dans la péninsule et les boyards dans les principautés roumaines exproprièrent bientôt les biens des derniers petits propriétaires paysans, pour des motifs souvent dérisoires ou le plus souvent pour cause d'impossibilité de

payer les contributions, qu'ils leur avaient imposées de conivence avec les pouvoirs publics. Les paysans avaient commencé par souffrir une restriction dans leur liberté de travailler. Bientôt après, ils s'étaient vus dans la nécessité, pour éviter de mourir de faim, de se vendre aux grands propriétaires, eux, leurs familles et leurs terres, pour échapper aux vexations de toutes espèces auxquelles ils étaient exposés. Ainsi ils furent réduits à l'état de serfs, attachés à la glèbe, perdant ainsi la faculté de libre émigration. Ce sont « *les rayas* », dont il a été déjà question ailleurs, qui n'ont pas plus de valeur que les troupeaux que l'on mène à l'abattoir. Ainsi fut provoquée une émigration ; beaucoup de familles roumaines vont s'installer dans la vallée du Timok, alors que des milliers de Bulgares occupent les environs de Bucarest et les Serbes quittent en masse le fameux Kossovo-Polé, pour aller chercher fortune dans les territoires de l'empire d'Autriche-Hongrie.

Sous un pareil régime de barbarie et d'oppression monstrueuses, la population ne pouvait pas suivre un cours de développement normal. Au lieu d'augmenter, elle se maintenait à peine sur un chiffre bien au-dessous de sa capacité prolifique et loin de ce qu'auraient pu nourrir ses campagnes, aussi étendues et aussi riches en produits naturels ! Ainsi la Bulgarie comptait en chiffre rond quelques années avant sa libération 2.500.000 habitants, tandis qu'après le traité de Berlin (1878), le chiffre de sa population s'élève en 1885, donc quinze ans plus tard, à 3.071.000, sans tenir compte bien entendu des quelques milliers de musulmans, qui se sont expatriés avec la retraite des armées ottomanes et en 1913 ce chiffre monte à 4.500.000, pour atteindre en 1920, celui de 5.150.200. Il est vrai que la race bulgare est la plus prolifique race de l'Europe et nous aurions peut-être mieux fait de ne pas la prendre comme base de comparaison, mais le rapport des autres peuples accuse également une augmentation sensible, de sorte que la constatation faite se trouve par là mieux confirmée. En effet, la densité moyenne de la population en Grèce était évaluée en 1828 à 15,86, tandis que celle de 1927 accuse le chiffre de 48,8, celle de la Serbie de 18,27 en 1834 monte en 1921 à 53,2, enfin celle de la Roumanie passe de 37,8 en 1870 à 57 en 1915. Les vastes territoires, avec une

population dense, que les traités de paix ont attribués aux deux derniers pays, car la dot de la première consiste plutôt dans la masse des millions de réfugiés qu'elle a dû héberger dans son territoire en 1922, après la catastrophe de son armée d'Afion Kara-Hissar, ont influencé beaucoup sur la moyenne générale de la densité (1), mais il n'en est pas moins vrai, que la proportion de cette augmentation varie entre 50 et 100 % pour la période de 1870 à 1930, pendant laquelle tous les Etats balkaniques ont reconquis leur complète indépendance politique.

En dehors de ces conditions purement économiques, il y en avait encore d'autres d'ordre social, politique et moral, qui servaient de frein, pour ainsi dire, au progrès de la société. La violation, étant le principe du gouvernement turc envers la majorité de ses sujets chrétiens, un résultat fatal devait bientôt illustrer ce système tyrannique : la suppression quasi totale de la liberté, de la justice et des convictions morales.

Ainsi fut donc détruite complètement la base fondamentale sur laquelle reposait jadis l'organisation politique des premiers Sultans.

La société est jetée dans l'anarchie ; la lutte pour l'existence fut déchaînée dans toute sa furie ; un sang vivifiant commence à circuler dans les corps, jusqu'alors paralysés, des peuples balkaniques, une volonté propre se développe peu à peu dans ces peuples, qui n'avaient connu depuis leur asservissement que le pâle reflet des volontés étrangères. Le courant national, la base de la civilisation bulgare, caché profondément sous terre pendant tout le temps que dura la domination des Sultans, est réveillé de nouveau par le glorieux chant du coq gaulois de la grande Révolution française et reparaît soudain à la lumière, reflétant dans ses ondes le soleil étincelant de la civilisation contemporaine.

L'idée de leur origine, si bien éclairée par les œuvres du tzar Siméon, reprise et appliquée par Douchan-le-Fort et même

1. Barème des naissances par 10.000 habitants pendant la période de 1901 à 1910 :

Bulgarie 414, Roumanie 398, Serbie 389, Allemagne 329, Suède 258, Irlande 233, France 206.

par Tvardko de Bosnie et que nous pouvons maintenant résumer facilement dans la maxime : *Chaque peuple libre chez soi, Travaillons tous pour la grandeur du maître-roi*, se levait de nouveau pour éclairer sur leur horizon assombri par les nuages de la domination turque, la nouvelle voie, que l'histoire de leur mentalité commune, formée au cours des siècles, leur traçait en ces termes : *Chaque peuple maître chez soi, L'union fédérative doit être votre foi*.

* * *

En dehors du milieu social et politique, dont l'influence sur la formation et la continuité de l'unité de civilisation vient d'être examinée, n'y-a-t-il pas d'autres éléments qui aient contribué à sa consolidation ?

Les phénomènes de la nature se font sentir, à coup sûr, sur les types d'habitat, sur les matériaux de construction, sur les occupations, les formes de l'économie, le genre de vie, sur la nourriture et les vêtements, enfin sur les relations entre les hommes, dont l'évolution dans leur ensemble, à travers toute l'époque de l'esclavage turc, a conservé un cachet spécial, le *goût balkanique*, qui nous permet de le discerner sans embarras, d'avec n'importe quelle empreinte d'une autre civilisation humaine.

Le littoral de l'Adriatique et les régions occupées par les Austro-Hongrois ont cependant modifié, sous l'influence de Venise, de Budapest et de Vienne, tant soit peu, non pas le fond, mais les apparences de ce goût, dont l'amélioration saute de suite aux yeux de tout bon observateur.

Le milieu naturel des Balkans constitué par les montagnes et leurs cimes hardies, par les immenses plaines aux larges horizons, rendant joyeux le cœur du paysan, la mer endormie ou agitée, un ciel bleu ou couvert de nuages épais, la beauté de l'aurore, le chant des oiseaux ou le mugissement des bêtes, les sinuosités des fleuves, le murmure de leur courant, les lacs, les baies, les ports, enfin la violence des orages, représentent une série de spectacles qui inspirent aux Balkanais une mythologie spéciale, de nombreux sentiments et des pensées les plus variées.

Ces agents de la nature règlent précisément leur vie maté-

rielle jusque dans les détails, en leur donnant la possibilité de se les rendre utiles, c'est-à-dire de s'y accommoder et d'en tirer profit pour leurs besoins individuels, pour satisfaire ceux de leurs familles, enfin pour assurer à leurs peuples de favorables conditions à leur prospérité nationale, économique et sociale.

C'est ce grand facteur, qui, pesant de tous les côtés sur l'homme, exerce une action manifeste sur sa vie physiologique et par là sur ses dispositions psychologiques. De là proviennent aussi, en grande partie, les trois grandes manifestations des peuples balkaniques, à savoir : *l'esprit d'indépendance de la montagne, la soumission de la plaine et l'opportunisme du littoral et des centres urbains.*

Les peuples balkaniques sont restés durant toute la période de la domination ottomane presque exclusivement ruraux, se développant dans une espèce d'économie fermée, c'est-à-dire pouvant se suffire à eux-mêmes.

Les bourgs et les villes étaient plutôt des centres administratifs et militaires où toutefois l'élément des artisans, avec ses petits marchés, y prédominait.

Chaque famille bâtit seule ou avec l'aide de quelques salariés, aussi bien dans les villages que dans les bourgs, sa maisonnette à deux ou trois pièces, réservant ordinairement l'entresol pour ses animaux domestiques : chevaux, bœufs, vaches, ânes, mulets, etc., etc., et toujours avec des matériaux pris sur place.

Les vêtements, les meubles, les instruments aratoires, les ustensiles de ménage, parfois les armes, en un mot, tout l'outillage indispensable à la vie quotidienne, était confectionné à la maison par les membres de la famille et rarement par quelque artisan errant. D'autre part on faisait moudre les céréales de leurs propres récoltes au moulin à vent ou à l'eau du village même, et le vin, l'huile, l'eau-de-vie de raisin ou de prunes, le pain, le lard, la « pastarma », viande fumée ou salée etc., etc., étaient préparés également à la maison.

Les artisans n'étaient pas nombreux et pouvaient à peine satisfaire aux besoins de l'armée et à ceux de l'administration civile.

L'architecture des villages a été toujours imposée par les conditions climatiques, la situation sociale et plus spéciale-

ment par les matériaux disponibles, mais en général leur aspect est pauvre ; il n'y a guère que les édifices publiques, comme les écoles et les églises qui en fassent une heureuse exception. Ajoutons que les villages sont ordinairement des agglomérations de représentants d'une seule nationalité et si des fois la population est mixte, surtout dans les plus importantes villes, chaque communauté ethnique est cantonnée alors dans un quartier spécial, et chose plus curieuse encore, chacune garde son individualité nationale, même dans les cimetières, qui sont situés, le plus souvent dans de différentes localités du lieu habité.

L'influence de la nature trace donc en partie la voie naturelle de la civilisation. C'est ainsi que les bergers transhumants, valaques, bulgares, albanais ou autres habitent des cabanes dispersées, les montagnards des villages à maison disséminées et perchées sur des hauteurs, où les brigands, les kardjalis, ou les bachibozouks de l'armée turque pouvaient y accéder difficilement ; les agriculteurs de la plaine sont agglomérés dans les taudis des fermes, quand ils n'ont pas de maisonnettes propres, toujours sans l'œil du propriétaire, toujours maltraités par ses hommes, constamment traqués par les autorités ; enfin les habitants des bourgs et des villes sont installés plus ou moins à l'aise suivant les fonds, dont ils disposent, mais jamais avec assez de liberté.

Les vêtements de toute cette population, quoiqu'ils aient une pénétration réciproque, gardent, tout de même, le trait national, adopté aux exigences du climat des différentes régions, sauf, bien entendu, ceux des centres urbains, où l'influence de la mode française a imposé trop tôt son goût d'uniformité. Dans les grandes villes de ces pays, on s'habille aujourd'hui comme à Paris.

Les paysans portent partout des pantalons étroits : sombres en Bulgarie, à l'exception des Chopes, dans le bassin moravovarvarien, en Macédoine et en Thrace ; blancs en Roumanie, dans le district de Sofia, en Croatie, en Albanie et en Grèce ; foncés en Serbie ; une veste ou une chemise de la même couleur couvre la partie supérieure de leur corps, les deux maintenus par une ceinture en cuir ou en laine, servant d'arsenal à tous les montagnards, mais surtout aux Albanais, aux

Monténégrins et aux bergers transhumants ; enfin une toque ou un calpaque couvre leur tête, alors qu'une chaussure « les opintzi » faite d'une seule pièce de semelle de cuir ou même de peau séchée au soleil et non tannée, complète la simplicité, pour ne pas dire la pauvreté de cet habillement. Le goût des femmes ne dépasse pas beaucoup par sa simplicité celui des hommes. Une longue chemise blanche, foncée ou colorée, un fichu par dessus et une ceinture autour des hanches, rouge ou multicolore, forme toute leur toilette extérieure, qui a cependant gardé son trait national par le genre et les couleurs des broderies, dont les meilleures et les plus riches sont celles des environs de Débar en Macédoine et de Vakarel en Bulgarie, quoique celles de la Roumanie, de la Croatie et de l'Albanie leur sont, peut-être, supérieures à d'autres égards.

Le tableau de cette influence de la nature sur l'unité de la civilisation des Balkans reflète encore mieux dans les manifestations psychiques des trois types énumérés plus haut.

Les montagnards ont en général l'esprit vif, l'intelligence déliée, un corps robuste, avec des nerfs sains, un tempérament calme. Le contact continu avec la terre et la nature dont les intempéries, les mauvaises récoltes et les maladies de bétail les rendent plus durs, a modelé leur tenacité dans la lutte, l'obstination dans les périls et la foi profonde dans l'avenir. Aussi ils ne croient guère à des obstacles qu'ils ne pourraient surmonter, surtout lorsque les mobiles de leurs actions sont d'ordre moral, comme le sentiment de compassion, la gloire nationale, l'honneur de la famille, un idéal de justice et de liberté. Leur esprit de sacrifice et d'abnégation est alors presque illimité.

C'est à ce sentiment d'indépendance que le peuple monténégrin, cantonné dans ses montagnes stériles, représentant une véritable forteresse naturelle, doit sa liberté presque complète, durant toute l'époque de la domination ottomane. Au lendemain de la bataille de Kossovo (1389), le voyvode de la Zéta, (le Monténégro de plus tard), Etienne le noir, entre en alliance avec le fameux héros des Albanais, Skender beg et guerroya contre les Turcs jusqu'à sa mort (1471). Son successeur Ivan Tzarnine continue la lutte commencée par son père. Allié aux Vénitiens, il résiste longtemps aux armées des musul-

mans, mais abandonné de ses alliés, il brûla bientôt sa résidence Jabliak pour ne pas la voir tomber aux mains des envahisseurs, et après avoir fait jurer publiquement et avec une solennité toute religieuse à ses sujets une haine implacable et éternelle contre le Croissant, il se retire avec eux sur les hauteurs jusqu'alors presque inhabitées de cette Montagne Noire. Et malgré tous ces inconvénients et la famine qui sévit souvent dans cette contrée, les Monténégrins n'ont jamais voulu abandonner leur pays, où la liberté régnait sans limites. L'héritier d'Ivan Tzarnine, Georges Tzarnine ou Tzarnoévitch, consolida le petit Etat et fonda à Obode (1494) la première imprimerie slave connue, qui édita jusqu'en 1566 de nombreux livres religieux en langue bulgaro-slavone et avec des caractères cyrilliques.

Bientôt (1499), Tzarnoévitch se retire de la vie politique pour aller se fixer définitivement en Italie ; mais avant de partir il désigne aux chefs de tribus comme successeur, le « vladika » l'évêque de Tzétina, Mgr Vavila. Dès ce moment les Monténégrins eurent un gouvernement théocratique, qui rejetait toujours avec un héroïsme, digne d'admiration, toutes les attaques des armées des Sultans et même de Napoléon et qui se prolongea sans aucune perturbation jusqu'en 1852, date à laquelle, Danilo, membre de la famille régnante Pétrovitch-Niégoche, fit approuver du Sénat son intention de renoncer aux fonctions épiscopales qu'avaient exercées ses prédécesseurs et de régner comme chef civil et militaire du pays. En 1855 il épouse Darinka Kvétitch de Trieste et fonde ainsi la dynastie héréditaire du Monténégro.

Mais à sa mort subite (il fut assassiné à Cattaro le 13 août 1860 sans laisser d'héritier) le Sénat éleva aussitôt à la dignité princière, sous le nom de Nicolas 1^{er}, son neveu Nicolas Pétrovitch-Niégoche, qui devait mourir de chagrin dans son exil en France, malgré l'opiniâtreté irréductible avec laquelle il a défendu pendant plus d'un demi-siècle, l'indépendance de sa patrie.

L'histoire des Croates de Lika n'est pas moins émouvante. Montagnards, comme les Monténégrins, doués d'une sensibilité très développée et guidés par une maxime de leur morale locale que « l'homme sans gloire est un corps sans âme », ces gens se sont toujours sacrifiés pour le triomphe d'une cause

juste. C'est là que commence, en effet, à l'époque turque encore, le mouvement d'émancipation nationale, connu sous le nom de « haydouks » ; ces révolutionnaires entretiennent une guerre incessante de guerrilla pour combattre les grands propriétaires turcs, « les beys » et leurs agents, les séimins, enfermés ordinairement dans leurs châteaux (Koulis) élevés sur des places stratégiques de leurs fermes pour mieux dominer les rayas. Protectors des serfs contre leurs oppresseurs, ces « haydouks » étaient considérés comme des héros, des bienfaiteurs, par toute la population croate et même par les Serbes, ses voisins de l'est. D'ailleurs ils ne visaient nullement à s'enrichir au détriment d'autrui. Tous leurs sacrifices étaient consacrés au bien commun de la population rurale des campagnes, qui, comme nous le verrons plus bas, avait une mentalité de soumission absolue. Les « ouscoks », ces réfugiés slaves dans des contrées kars-tiques, furent de leur côté, les meilleurs défenseurs du littoral adriatique contre les attaques désordonnées des soldats turcs.

Faut-il passer sous silence l'esprit d'indépendance des Shqipétars, ce peuple indomptable et rebelle quand on veut le soumettre pleinement et qui demeure et demeurera retranché dans ses montagnes, les armes à la main, toutes les fois que des étrangers viendraient lui ravir la liberté ?

Après la bataille de Kossovo, les armées victorieuses des Ottomans envahissent la Macédoine et l'Épire et atteignent bientôt les confins de l'Albanie, par où ils comptent s'ouvrir plus facilement le chemin vers l'Occident. Mais les Albanais, hommes, femmes et enfants se soulèvent sous le commandement de Georges de (la forteresse) Croïa ou en grec Castrioti, petit-fils du prince bulgare Deyan, gouverneur de l'Albanie au temps de Douchan.

Devenu maître de presque toute l'Albanie, Georges de Croïa lutte sans cesse contre les Turcs, leur disputant pas à pas le territoire sacré de ses ancêtres. Par ses batailles et ses fameuses victoires sur les généraux ottomans, le tenace voyvode des Albanais, connu désormais dans l'histoire par son surnom de *Skender-beg* (1), acquit une grande réputation et

1. Georges de (la forteresse) Croïa, surnommé par les Grecs, Georges Castriote ou Castrioti, est né à Croïa en 1404. Son père Jean ou Ivan Commène Assène, fils de Deyan, régnant sur la principauté de Croïa,

rend célèbre son pays dans toute l'Europe, dont la sympathie et l'admiration restent à jamais attachées à son héroïsme légendaire. L'Albanie est envahie ; le héros se retire en Italie, où il mourut le 27 janvier 1467 à Alessio à l'âge de 63 ans ; mais l'unité du peuple albanais est désormais définitivement constituée ; sa base repose sur l'idée de l'unité nationale, le trait caractéristique de la civilisation bulgare, que le héros de Croïa, lui-même d'origine royale bulgare, devait immortaliser pour la postérité de ses sujets albanais dans ses actes, que nous pourrions résumer dans le simple principe suivant : « *Albanais soyez unis, si vous voulez avoir une patrie.* »

Dans cette lutte gigantesque pour l'émancipation de l'Albanie, nous voyons à chaque pas l'esprit d'indépendance du type montagnard qui ne se plie nullement devant les horreurs du régime turc. Au contraire, jaloux de sa liberté, il ne manquera pas la moindre occasion pour se l'assurer.

Les révolutions de 1878, de 1910 et 1912 sont des événe-

a longtemps lutté contre une immense vague turque, qui dévastait tout ce qui lui faisait obstacle sur son chemin vers l'Occident, sans pouvoir toutefois éviter la catastrophe de l'Albanie et de sa dynastie.

Vaincu et fait prisonnier, il est exécuté sur l'ordre du Sultan. Ses quatre fils : Dan, Stan, Repoche et Georges furent circoncis et envoyés à l'arrière du nouvel empire.

Les trois premiers se perdent vite dans les ténèbres de l'histoire. Des versions affirment, mais sans aucune preuve réelle, qu'ils auraient été empoisonnés. Le cadet, âgé alors de 9 ans, d'une beauté physique extraordinaire et doué d'une remarquable intelligence, gagne la sympathie du Sultan, qui le fait élever dans sa cour, en compagnie de son propre fils, le prince Mahomet.

Son goût pour les études et surtout son talent pour l'art militaire lui valurent à l'âge de 18 ans un commandement d'une armée de 5.000 hommes. Envoyé en Asie contre le prince de Karamanie, il gagne plusieurs batailles non seulement contre ce prince, mais contre d'autres rebelles aussi, ce qui lui a valu le surnom de *Skender beg*, que le sultan Mourade II lui avait donné en faisant allusion aux grands exploits et qualités militaires d'Alexandre le Grand. Revenu en Europe, il prend part à la bataille de Niche en 1443 où, en contact avec des Bulgares et des Serbes, son instinct national se réveille, il se révolte contre son roi, l'assassin de son père et peut-être de ses frères, et à la tête d'une petite troupe, il s'enfuit en Albanie où il devint bientôt le maître absolu, arborant sur le château de ses aïeux à Croïa l'étendard de son indépendance qu'il défend vaillamment pendant plus d'un quart de siècle contre les attaques farouches d'un ennemi cent fois plus grand, mieux outillé et plus riche que lui.

ments historiques, dont la conséquence naturelle devait fatalement aboutir à l'indépendance politique de ce pays des Shqipë-tars.

Le même esprit de justice et de liberté se manifeste dans le mouvement d'émancipation des « haydouks » serbes, des klephtes grecs et des « bountovniks » bulgares, dont un des grands chefs de ces derniers, le poète Christo Boteff, décrit la prédestination immortelle que la société leur réserve dans les vers suivants, que nous détachons de son hymne lyrique composé en l'honneur de son ami et compagnon d'armes Hadji Dimitar et dont nous donnons une traduction très libre comme suit : « Celui, qui tombe dans un combat pour la liberté, ne meurt jamais !

Le ciel et la terre, les bêtes fauves et la nature entière portent en son honneur le deuil profond !

Et les poètes immortalisent son nom dans de glorieux poèmes ! »

L'opposé de la montagne c'est la plaine, où se trouve cantonnée la grande majorité de la masse rurale, que la domination turque et l'exploitation seigneuriale avait transformée en une classe opprimée et inférieure « les rayas », les serfs.

Les actes de brutalité et de violence des beys turcs, des tchokoïs roumains et des magnats hongrois ont formé à toute cette classe rurale une mentalité de soumission absolue.

L'obéissance, l'effort de ces serfs pour conformer leurs actes aux désirs de leur maître, de s'humilier devant lui pour mieux lui plaire furent les principaux agents de leur abaissement social jusqu'à l'état de simple esclavage. Ce genre de vie a imposé à ces paysans l'obligation de devenir renfermés, cachottiers, sournois et de perdre toute confiance ; ils s'accoutument à l'hypocrisie et à la bassesse parce qu'elles leur sont nécessaires pour vivre et pour se prévenir des violences, dont la rigueur égalait la tyrannie, d'autant plus, que leurs oppresseurs étaient le plus souvent des facteurs influents dans le régime politique. Ces fermiers n'avaient donc presque pas de droit la loi ne leur imposant que des devoirs ; aussi pour subvenir aux besoins de leurs familles, plongées dans la misère la plus noire, prennent-ils l'habitude de tromper leurs maîtres et de les voler sur le tiers ou le quart des revenus agricoles, qui

leur reviennent en conformité de leur « contrat ». Certes, les événements de 1848 ont apporté quelques améliorations à la classe paysanne en Autriche-Hongrie, mais la situation des rayas en Turquie et des serfs en Moldavie et en Valachie allait de pire en pire. Sous l'influence des sentiments de peur et par suite des difficultés de la lutte pour l'existence, ces gens manifestent bientôt une foule de défauts moraux : manque de sincérité et de franchise, l'envie, la jalousie et parfois même la méchanceté, sans compter le mouchardage, qui est devenu un trait presque naturel du caractère de tous ces pauvres malheureux. Dur était le régime corrompu des Turcs. Rude était le boyar, le tchokoï roumain ! Difficile était le magnat hongrois ! Il est vrai que partout les mêmes causes produisent les mêmes effets. Le servage économique et l'esclavage politique ont formé donc, dans les Balkans comme en Occident, le type des réservés, des contenus, mais d'une volonté ferme de supporter le mal et de faire semblant d'être impassibles, indifférents et même insensibles aux malheurs qui s'abattent sur eux. Seule une opposition sourde, mais obstinée, sans aucun enthousiasme ni élan chevaleresque, leur servait de guide ; leur sentiment national étant resté toujours à l'état latent. C'était la matière première, dont les montagnards et les citadins devaient forger plus tard les armes pour leur propagande de relever et de consolider la conscience nationale, si indispensable aux mouvements d'émancipation politique et économique.

Le régime soldatesque des maîtres des Balkans avait d'ailleurs, généreusement nourri ce sentiment d'émancipation pendant des dizaines d'années, creusant ainsi sa propre tombe où la justice humaine devait un jour l'enterrer à jamais.

Les citadins, par contre, sont concentrés dans des milieux urbains, soit à l'intérieur du pays, soit sur le littoral.

Plus rapprochés que les gens des autres régions, avec des relations plus nombreuses et des loisirs très variés, ce groupe humain acquiert forcément plus de sociabilité et sa mentalité devient très évoluée et parfois même raffinée. Cette population change rarement d'habitat, car elle vit sans trop de troubles, la sécurité des biens et de l'individu lui étant beaucoup mieux assurée que celle des campagnards, qui ont dû bien souvent

changer de demeures au cours des siècles pour se préserver des persécutions et des pillages. Aussi porte-t-elle l'empreinte d'une civilisation en progrès constant, quoique pas toujours régulier. Son bien-être augmente en général ; sa manière de vivre est plus stable, sa mentalité est évidente, celle de commerçant, de spéculateur âpre au gain, toujours en quête de bénéfices faciles, n'ayant de considérations que pour les affaires, ou celle de l'artisan, préoccupé à perfectionner son métier, dont il tirera tous les profits.

Habiles et perspicaces, les citadins s'assimilent facilement les idées et les manières de leur nouveau milieu ; ils les adaptent, suivant les avantages qu'ils comptent en retirer, à des combinaisons faites dans des conditions les plus différentes. C'est une conséquence toute naturelle de leur caractère réaliste et de leur rapide compréhension des choses pratiques. Ils acceptent donc rapidement les progrès de la culture matérielle, les traits extérieurs de la civilisation, ce qui a induit très souvent en erreur les observateurs superficiels, qui ont confondu les Bosniaques avec les Turcs, les Grecs avec les Arroumains, les Bulgares avec les Serbes, etc., etc.

En contact continuel avec les gouvernements, en relations fréquentes avec l'étranger et toujours en communion d'idées avec leurs institutions nationales et religieuses, légales ou coutumières, les habitants des villes, au courant de la vie publique, finissent par connaître le côté faible de cette dernière ; d'autre part les rapports réciproques entre eux leur permettent de s'étudier mutuellement jusque dans les détails de leur caractère ; ils savent par conséquent toujours ce qu'ils peuvent attendre les uns des autres, alors ils préfèrent atteindre leurs buts et sauvegarder leurs intérêts et leurs droits par la prudence, par d'habiles manœuvres, plutôt que par la lutte ouverte. Cette qualité de souplesse et de vivacité, qui a donné à toute la population urbaine un caractère plus doux et mieux policé, explique d'elle-même tout le sens du terme opportunisme, sous les auspices duquel, de nombreuses organisations corporatives, intellectuelles, politiques et même révolutionnaires, visant l'abolition du régime absolu et barbare des Sultans, ont trouvé un terrain très approprié à leur développement normal.

A cet opportunisme s'allient l'héroïsme des montagnards et

la résistance passive des campagnards et nous voilà devant ce puissant courant d'émancipation nationale des haydouks, des klephtes et des bountovniks, auquel « l'homme malade » n'est plus en état d'opposer une sérieuse résistance. Grecs, Serbes et Bulgares, soutenus par les Roumains, apprirent à se rechercher et à se donner mutuellement secours contre les empiètements des autorités ottomanes sur leurs privilèges d'ordre social et religieux. Leur but était noble et généreux : secouer la tyrannie, conquérir la liberté pour leurs pays.

Bientôt cependant, le nationalisme naissant des Balkans revêtait une forme dégénérée, — le chauvinisme, qui ne tarde pas à substituer à la solidarité sous le joug l'intolérance, qui ressuscite en fin de compte les anciennes dissensions, qui leur avaient pourtant coûté plusieurs siècles de joug étranger. Mais l'unité de la civilisation balkanique ne se trouve par là nullement lésée. Le chauvinisme n'est qu'une crise passagère ; il s'en ira et les Balkans connaîtront alors une ère de concorde et de collaboration des plus fécondes, car ils deviendront alors une grande nation.

Qu'est-ce que donc que la nation ?

Cette idée claire en apparence, mais qui prête aux plus dangereux malentendus, nous nous contenterons de l'examiner d'une manière générale, dans le chapitre suivant, sous son aspect d'ensemble, quant à son origine, à sa nature, quant aux droits de la plupart des minorités qui aspirent à la reconstitution de leur nationalité et aux conséquences qu'entraîneraient pour le développement des Balkans leur émancipation.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA NATION

ORIGINE. DOCTRINES. ÉLÉMENTS. DÉFINITION
NATIONALITÉS. MINORITÉS.

9. **Origine.** — La Nation, « Natio » était, selon Cicéron (*De nat. deorum*, l. 3) une déesse du paganisme ; les Romains l'adoraient et lui faisaient des sacrifices solennels à Ardée, ville de Latium, où elle avait un temple. Elle présidait à la naissance des enfants et était invoquée par les femmes pour leur procurer d'heureuses couches. Son nom était pris du mot *nasci*, naître et devint plus tard dans le langage humain le synonyme d'un ensemble d'hommes descendant d'une origine commune.

Ce groupement humain désigné donc, sous le nom de nation, est certainement plus ancien que l'histoire même.

Issue de la tribu, elle-même dérivée de la famille, cantonnée dans un territoire donné, soumise aux influences du climat et de ses intempéries, parlant un même langage et obéissant à des lois communes, ayant les mêmes intérêts et les mêmes us et mœurs et adorant une divinité appropriée à son état moral, voilà, à notre sens, l'origine lointaine de la nation historique, dont le représentant le plus typique serait la nation israélite et peut-être davantage celle des Grecs, quoique Hérodote trouvait les peuples aussi nombreux et presque aussi bien caractérisés que nous les voyons de nos jours.

10. **Doctrines.** — Dès l'aurore de l'histoire, la nation commence, en effet, à jouer un rôle considérable, mais partant de

deux principes différents : le *principe racial des Juifs*, si bien exposé dans la Genèse en son chapitre X et le *principe spirituel des Hellènes*, dont *Isocrate* nous donne une belle illustration dans son *Punégyrique d'Athènes*, paru au iv^e siècle avant notre ère.

Jérusalem, capitale de Béni-Israël, devint un centre « du peuple choisi » où la circoncision et l'autel dictaient des lois très prudentes vis-à-vis des métèques, auxquels elles défendaient expressément les mariages mixtes, afin de préserver le sang national de tout mélange étranger ou servile.

Par contre Athènes se transforme en foyer de culture, où l'urne, c'est-à-dire la volonté populaire, réglait la vie et les rapports publics des Hellènes avec leurs voisins proches ou lointains.

« Notre ville, nous dit le célèbre avocat athénien Isocrate, a surpassé tous les peuples du monde dans l'éloquence et la philosophie. Les disciples chez elle sont maîtres ailleurs et, si le nom de Grecs désigne moins un peuple particulier qu'une société d'hommes éclairés et polis, si l'on appelle Grecs plutôt ceux qui participent à notre éducation que ceux qui partagent notre origine, c'est à nos institutions qu'on le doit », ce qui revient à dire : la nation représente désormais pour les Grecs une famille spirituelle, thèse, que le grand écrivain, philosophe et historien français, Ernest Renan, reprit et développa magistralement dans sa conférence : « Qu'est-ce qu'une nation », tenue le 11 mars 1882 à la Sorbonne, en la formulant dans des termes simples, mais clairs que voici : « Une nation, dit-il, est une âme, un principe spirituel. »

Certes, Emile Boutroux (1) soutenait à la même époque que « c'est la volonté qu'ont un certain nombre d'hommes de vivre ensemble dans le pays où ils sont nés et où leur personnalité est empreinte de cultiver ensemble les mêmes souvenirs et de poursuivre les mêmes fins, qui est à la fois l'essence et le critérium de la nationalité. La nationalité tient, concluait-il, à la vie de l'âme humaine, et est, elle-même, une chose vivante ».

Si ces deux conceptions diffèrent quant à la forme et aux détails de la définition, nous devons toutefois convenir que

1. Emile Boutroux, *La nation comme personne morale*. *Revue*, 15 avril, 1^{er} mai, p. 232.

toutes les deux gardent bien précieusement le même fond, le même trait caractéristique de la nation, celui de la volonté de l'âme humaine.

Ces formules, ainsi que celles de Michelet, d'Emile Olivier⁽¹⁾ et de beaucoup d'autres savants français, qui ont tous contribué à la formation de l'école française, sont fort belles ; elles sont vraies, sans doute, parce qu'elles fondent sur une réalité incontestable, le droit des nations à vivre de leur propre vie, mais nous paraissent un peu fuyantes parce qu'elles sont incomplètes ; aussi, nous nous séparons sur nombre de points. Nous ne partageons pas davantage la doctrine raciale, la « *Vollkulturstaat* » que l'école allemande a voulu déterrer des ruines, où les prosélytes du judaïsme, et notamment le christianisme, l'avaient profondément enfouie et que les Grecs, à l'apogée de leur grandeur, y avaient renoncé, car elle nous paraît être une véritable régression sociale. Cette prétendue supériorité de la race doit être considérée plutôt comme une spéculation de l'esprit chauviniste, qu'une réalité de la philosophie patriotique, car nous avons déjà vu dans le premier chapitre de cette étude, que la grandeur et la décadence des nations ne sont pas dues exclusivement à leur origine ethnique, mais aussi à des chances du moment et des lieux.

II. **Eléments.** — a) *Le sang.*

Le radical de la nation se trouve tout d'abord dans la famille, où les liens du sang prennent tout en elle.

C'est avec la paternité, nous dit M. Johannet⁽²⁾, que les liens du sang ont acquis une vérité, une solidité, une pureté, un exclusivisme qui en se répétant des millions et des millions de fois aboutirent à la création des nations modernes, où la communauté des origines cesse de devenir une imposture par la préservation des sources de la vie.

Renan et ses disciples sont à l'opposé de cette thèse. « L'anthropologie ne connaît, disent-ils, ni un échantillon de race pure, ni un seul exemple de race totalement incapable de s'assimiler à une autre, et pour mieux illustrer leur pensée, ils nous citent de nombreux exemples, entre autres celui du métissage

1. Emile Olivier, *Empire libéral*, 1895.

2. R. Johannet, *Le principe des nationalités*. Paris, 1918.

des blancs et des peaux rouges aux Etats-Unis qui a contribué à la formation du type yankee. Ce n'est pas la race, c'est l'histoire, affirment-ils, qui a fait les nations modernes, en y mêlant vainqueurs et vaincus, envahisseurs et possesseurs du sol, et parmi ces nations, les plus grandes sont précisément celles où l'invasion et la guerre ont fondu les sangs les plus divers. « La France, ajoute Renan, est celtique, ibérique et germanique. L'Allemagne est germanique, celtique et slave. L'Italie est le pays où l'ethnographie est la plus embarrassée. Gaulois, Etrusques, Pelasges, Grecs sans parler de bien d'autres éléments, s'y croisent dans un indéchiffrable mélange. Les îles Britanniques, dans leur ensemble, offrent un mélange de sang celtique et germain, dont les proportions sont singulièrement difficiles à définir. »

Sans contester l'influence des croisements, nous ne pouvons pas cependant accepter l'idée que ce métissage fasse complètement disparaître dans une race ses principales caractéristiques humaines, taille, angle facial, indice céphalique, parce qu'alors le type qu'une population a acquis dans une région déterminée au cours d'une histoire commune, ne serait plus qu'une pure légende.

C'est qu'on oublie volontiers que cette assimilation dépend d'une infinité de causes ataviques, les unes physiologiques, les autres morales et intellectuelles. Tous les êtres n'ont pas la même activité cérébrale, la même constitution physique, chaque race possède des qualités et des défauts, dont la persistance est plus ou moins vivace. Ce fait, reconnu par les naturalistes chez les animaux, est mis en pratique par les éleveurs et, longtemps après les croisements, on reconnaît encore les qualités du sang originel ; il en est de même pour les hommes, dont les caractères physiologiques se perpétuent pendant bien des générations et la meilleure preuve en est que les Bulgares ont sauvé, au cours des siècles, les traits caractéristiques de leur origine finnoise, fait que Renan lui-même soutient dans sa conférence, quant à la Turquie, disant : « que dans ce pays, le Turc, le Slave, le Grec, l'Arménien, l'Arabe, le Syrien, le Kurde sont aussi distincts aujourd'hui qu'au jour de la conquête ».

C'est donc une vérité incontestable que le type bulgare,

albanais, croate, monténégrin, serbe, roumain, etc., etc., existe, par conséquent il ne doit plus y avoir de doute, que ce facteur physiologique — le sang — joue un rôle positif dans la formation de la nation. Et comme la différence est trop manifeste entre le type français, par exemple, et celui de la nation allemande ou un représentant de la race anglo-saxonne, on est obligé *volens nolens* d'accepter ce fait tel que la nature nous le présente.

b) *Le territoire.* — Le territoire ne pourrait-il pas réclamer sa part d'action dans la formation de l'unité nationale ?

Nous avons déjà eu l'occasion de nous occuper ailleurs de l'influence du sol et du climat sur l'habitat et le genre de vie des Balkanais, qui façonnent en quelque sorte l'homme, modifient son tempérament, lui imposent ou lui interdisent certains modes d'actions. Nous n'y reviendrons pas.

Où l'opposition apparaît cependant dans tout son plein, c'est en matière de délimitation territoriale. Il va de soi qu'une mer, qu'une chaîne de montagnes escarpées sépare, tandis qu'une plaine fertile et sillonnée de cours d'eaux guéables et navigables invite aux campements contigus et stables. Au temps des grandes migrations, quand l'homme avait à compter avec les difficultés naturelles d'un sol vierge, c'est la nature qui marquait d'avance les sentiers destinés à devenir les grandes voies des caravanes humaines. Les Bulgares et les Slaves se sont infiltrés dans les Balkans par de pareils chemins, que d'autres envahisseurs barbares avaient traversés avant eux. On ne peut à coup sûr isoler alors l'histoire de la géographie, quoique montagnes et cours d'eau n'ont jamais arrêté de façon durables les déplacements ethniques. Toutefois rien ne semble plus séduisant pour les générations que de leur rendre compte de la vie de leurs ancêtres par la figure matérielle qu'ils ont prise dans des atlas de géographie historique.

Avec les travaux auxquels se sont livrés dans ce but tant de spécialistes et tant d'amateurs, il y aurait à faire un pareil atlas qui serait aussi volumineux, qu'étonnant.

Volumineux, parce que chacune des contrées connues devrait y figurer à maintes reprises ; étonnant parce qu'entre les multiples représentations d'une même région, il n'existerait de

commun que la géographie physique. Cela dit, que penser du droit historique ?

Les hommes, les plus autorisés proclament hautement que seule au monde l'idée de nationalité peut et doit fournir la formule de la frontière ; en d'autres termes, les frontières de chaque Etat ne doivent embrasser que le sol de milieux nationaux. Le droit de conquête, jadis reconnu, mais qui perd de plus en plus ses fidèles, ne devrait plus exister, si l'on voulait vraiment assurer la paix.

Ceci nous dispense de réfuter la théorie enseignant que la nation doit être enfermée dans des frontières naturelles et stratégiques, parce que nous trouvons en elle une dangereuse fixation, que tout le monde réclamera en faveur de ses conventions militaires et ce sera alors la guerre sans fin ! Nous touchons par là à une des plus délicates questions dans les Balkans, le principe des nationalités, avec son corollaire, les droits des minorités.

Mais avant d'aborder son examen, complétons notre étude sur la nation par l'analyse de ses autres éléments encore.

c) *La langue*. — Le principal signe concret au moyen duquel les hommes se reconnaissent solidaires vis-à-vis de l'étranger, c'est bien la langue. « Elle est l'âme d'une nation, estime M. J. de Morgan (1). C'est la parole, ajoute-t-il, qui traduit sa manière de penser, de sentir, car le langage s'est moulé sur le caractère national, il s'est modifié avec lui et a suivi à chaque instant les changements survenus dans l'esprit du peuple vivant ». En effet c'est ce puissant élément, la langue, qui a pu préserver les peuples balkaniques de la dénationalisation ; les contes et les chansons populaires, les épopées et les souvenirs des exploits militaires leur ont forgé la cuirasse et les armes de défense, représentant leur sentiment national. Mais suffit-elle à elle seule, pour déterminer la couleur de la nation en l'absence d'une conscience nationale ? Fichte le croyait bien puisqu'il soutenait que partout où l'on entend parler la langue allemande, le drapeau allemand devrait y flotter de droit. Dans ce cas, celui de la Grande Bretagne n'aurait qu'à revenir à nous, vœux aux Etats-Unis, tandis que celui de l'Espagne ferait bien

1. J. de Morgan, *Essai sur les nationalités*. Paris, 1917.

de reprendre sa place sur tout le territoire de l'Amérique du Sud, la volonté nationale n'étant dans le cas, qu'un désir négligeable.

Que dire des Suisses qui parlent trois langues différentes, des Belges qui en emploient deux et que tous deux n'en constituent pas moins des nations très unies ? C'est que la langue n'est pas l'élément essentiel d'une nation. Toutefois, nous devons en convenir que la langue présente ce vaste domaine d'infiltration quotidienne de sentiments, d'idées et d'affirmations, elle est si essentielle pour l'unité des nations à régime de centralisation que la guerre des langues est aujourd'hui partout en Europe, mais surtout dans les Balkans, la forme la plus caractéristique, la plus constante de la lutte des nationalités. Il n'est pas de vexation que ces malheureuses populations n'aient dans l'usage de leur langue nationale : usage obligatoire, souvent même exclusif, de la langue officielle dans les inscriptions des rues, des gares, des édifices publics et jusque des cimetières, dans les enseignes des boutiques, dans les débats judiciaires, à l'église, à l'école surtout. C'est dans ce but que les Serbes et les Grecs ont fermé en Macédoine les 1.373 établissements scolaires bulgares (1), les 1.331 églises, 244 chapelles et 273 monastères, des journaux, des revues et des bibliothèques et l'on n'a pas oublié que des enfants, des fillettes ont été fouettés jusqu'au sang pour avoir revendiqué leur droit de prier et de s'instruire dans la langue de leurs parents.

M. Ruyssen, en sa qualité de secrétaire général de l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations, a reconnu d'ailleurs ce caractère bulgare de la Macédoine, dans son rapport sur la question macédonienne, présenté à la session de Lausanne au mois d'octobre 1925, dont nous extrayons le passage suivant : « la majorité des autorités non slaves que nous avons pu consulter se prononcent catégoriquement pour la distinction réelle des Slaves macédoniens d'avec les Slaves de Serbie ». A cet égard, les Slaves de Macédoine leur paraissent

1. 13 lycées avec 148 professeurs et 2.191 élèves ; 87 progymnases, 238 professeurs et 4.309 élèves ; 1.273 écoles primaires, 1.880 professeurs et 72.354 élèves.

constituer une minorité et nous complétons sa pensée, de langue bulgare.

Voilà la raison pour laquelle les gouvernements Serbe et Grec recourent brutalement à cet outil, qu'est la langue, pour la dénationalisation extérieure d'une population, dans le but de réaliser leur rêve, plutôt chimérique qu'historique, l'homogénéité parfaite dans leurs nations, bien que la politique la meilleure est celle en définitive, qui observe les signes des temps, qui ne s'obstine pas à maintenir un passé ruineux, mais consulte les besoins nouveaux, les aspirations légitimes des peuples.

Renan traduisait naguère cette pensée politique dans sa formule philosophique devenue depuis lors classique, que l'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie, et M. A. Chéradame confirmait à nouveau cette idée en 1917 (1), que la nation est fondée, avant tout sur la volonté de vivre en commun.

Pauvres Balkans ! que vous avez souffert ! que d'épreuves vous attendent encore ? Puisse l'esprit de sagesse vous guider et faire élever votre conscience politique à un niveau assez haut pour pouvoir surmonter les contrastes inhérents à la différence des langues de vos populations et vous faire contracter une association libre et volontaire, où chaque nationalité pourrait disposer d'elle-même, vivre de sa vie propre, affirmer et développer le caractère original que l'hérédité et l'histoire lui ont donné, et n'obéissant qu'à la loi de votre souveraineté unique, parce que commune, vous vous préserverez d'innombrables dangers, dont votre route est semée !

d) *La royauté*. — A entendre certains théoriciens politiques, une nation serait l'œuvre d'une dynastie, représentant une ancienne conquête, dont l'action prolongée d'un pouvoir central énergique aurait imposé une empreinte commune aux éléments nationaux les plus disparates, qui en définitive se seraient fondues en un amalgame homogène et solide, qualifié désormais de nation.

Rome avec ses empereurs et avec son immense empire,

1. Illustration du 24 février 1917.

représentait-il une nation dans l'acception moderne ? Tous les auteurs qui ont traité de la question sont presque unanimes, dans leurs affirmations négatives. C'est que son hétérogénéité le manque d'intérêts communs entre ses citoyens, la diversité de leurs mœurs et croyances de leurs sujets et surtout l'absence à tous d'une volonté commune, ou pour reprendre l'expression de Hauser, le défaut d'une idée de « vouloir vivre collectif » rendaient à cet empire la tâche de patrie impossible.

La scission de l'Orient et de l'Occident ne tarde pas d'ailleurs, à venir confirmer cette réalité. Byzance était bien un empire, mais nous avons vu déjà plus haut que l'unité nationale lui faisait complètement défaut.

Il a fallu la vague des barbares germaniques, démembrant au ^v^e siècle l'empire des Césars, pour élever sur ses ruines l'édifice du principe des nationalités, qui devait donner le jour plus tard à de nombreuses nations. Ce même mérite pour les Balkans et au delà revient aux envahisseurs Bulgares, dont les khans établirent l'unité nationale dans des régions plus au moins considérables, enlevées de gré ou de force à Byzance et auxquelles ils imposèrent définitivement leur nom et leurs lois. Ailleurs ils ont groupé des tribus éparses et ont constitué des nationalités distinctes et autonomes, notamment : celles des Croates, des Serbes et des Bosniaques avec Siméon, celle des Albanais avec Samouïl, enfin avec Kaloyan celle des Valaques.

En Occident, nous en citerons à titre de documentation le cas de la France seulement, qui doit la parfaite unité de sa nation exclusivement au zèle de ses rois.

Ce ne fut certes pas le cas avec la maison des Habsbourgs, qui n'a jamais pu fondre les éléments divers de ses domaines, pas plus que les Sultans ne l'ont fait pendant toute leur domination sur les populations des Balkans.

Ailleurs l'unité de la nation est faite par la volonté directe des provinces, comme c'est le cas pour la Suisse, la Hollande, la Belgique et plus tard l'Italie et l'Allemagne.

De tous ces faits nous pouvons certainement déduire, qu'une profonde raison d'être a toujours présidé à ces formations, surtout après que la Révolution française a proclamé qu'une nation existe par elle-même ; voilà pourquoi l'intérêt supérieur

de la patrie et de la nation a tout à gagner aujourd'hui, surtout dans les Balkans, à ne pas être confondu exclusivement avec celui d'une dynastie, qui, aveuglée par le souci de sa gloire personnelle, n'hésite pas très souvent, avec une légèreté incroyable, à renoncer à son serment de fidélité à la nation et à porter par ses actes néfastes une des responsabilités les plus lourdes devant le peuple et l'histoire. Attribuons la juste part que doit la nation à la royauté, mais n'oublions pas qu'une nation qui veut affronter hardiment la vie doit considérer son indépendance comme un étendard de la valeur la plus efficace et d'un prix sans nom. Et pour les esprits spéculatifs qui ne cherchent que dans des formules de royauté l'origine de la nation ou y attribuent la garantie contre son anéantissement, qu'ils soient bien persuadés, que le sort ne traite pas différemment le peuple et le prince, vérité d'expérience qu'un célèbre homme définissait jadis ainsi : « il n'y a pour la nation de défense bonne, certaine et durable que celle qui dépend d'elle-même et de sa propre valeur. »

e) *Les intérêts.* — Les groupements homogènes ou composés d'éléments différents, qui forment la nation, possèdent assurément tous les mêmes intérêts généraux, mais cet élément plutôt matériel parce qu'il est de nature économique, suffit-il à lui seul pour faire l'unité de la nation ?

« Je ne le crois pas » répond Renan, « quoique la communauté des intérêts, ajoute-t-il, soit un lien puissant entre les hommes. Un Zollverein n'est pas une patrie », voilà sa conclusion.

La formule de Renan est juste ; elle est même judicieuse, en tant qu'elle conserve à perfection la forme juridique du terme nation, tout en ne contredisant en rien la réalité des choses. Cependant l'intérêt économique parle un langage trop compréhensible à l'homme, pour que ce dernier ne reste plus ignorant dans l'appréciation de son importance dans la vie sociale. Certes le Zollverein n'est pas une patrie, mais l'Allemagne doit uniquement son unité nationale à cette idée du Zollverein de Frédéric List. On voit par là que la nation renfermée dans la patrie implique une solidarité de plus en plus rigoureuse des intérêts qui s'y meuvent, de sorte qu'on est tenté à leur réserver une des plus importantes places dans la société politique, sinon celle de moteur de la vie internationale.

La société n'existe d'ailleurs que du jour où les hommes réunis combinent leurs efforts pour l'entretien ou la défense de leur existence. Elle repose sur la conviction que chacun d'eux peut satisfaire mieux dans cette situation ses désirs individuels que s'il agissait isolément. La coopération économique ressort ainsi dès le début de l'organisation politique comme le but poursuivi par les membres de la société et la cause de leur réunion, l'histoire moderne est signalée par l'intervention active des gouvernements en faveur des intérêts économiques de leurs nationaux et toutes les fois que les différends de ce genre ne trouvaient pas une satisfaction par la voie diplomatique, on avait recours à la sentence de la force brutale — la guerre — dont la fin a été toujours marquée par un remaniement des frontières, donc un regroupement forcé des nations.

Faut-il en citer des exemples ? Analysez n'importe quel événement historique vous y trouverez certainement, en premier lieu, entre les autres causes, celles des intérêts économiques aussi.

La taxe sur le thé n'était-elle pas la cause de la création d'une des plus grandes nations démocratiques au monde les Etats-Unis de l'Amérique ? Nous disons, à dessein, la cause, car depuis plus d'un siècle le gouvernement de la métropole s'efforçant d'entraver le développement commercial et d'étouffer tout essor industriel et manufacturier en Amérique, préparait ainsi lentement et sans s'en apercevoir l'esprit d'émancipation gouvernementale des colons anglais, qui devait aboutir par le traité de Versailles (1783) à l'indépendance complète de leur nouvelle patrie. L'Angleterre fut donc vaincue dans cette grande lutte pour des raisons purement économiques, par ses propres fils, qu'elle n'avait pu dompter.

Et la Révolution française ne fut-elle pas préparée, en dehors des abus purement politiques, par les privilèges économiques de la classe dominante ? La révolution en Russie est due en grande partie à des causes économiques aussi. Les Soviets l'ont d'ailleurs formellement affirmé à plusieurs reprises et leur politique ne fait que confirmer cette vérité historique. Si les doctrines économiques diffèrent suivant le milieu qui les a créés ou l'Etat qui les applique, leur but est toujours le même : colonies, débouchés, accès libre à la mer, Drang nach

Osten, fédération européenne, communisme, etc., etc. ; tous ces aspects divers ne changent en rien le fond ; voilà pourquoi nous considérons l'élément économique comme le trait d'union naturel entre les membres d'une communauté politique et à plus forte raison entre des groupements humains formant la nation, mais ce n'est pas encore suffisant pour créer la nation, la patrie, bien qu'il y ait des gens qui prétendent trouver juste la maxime romaine « Ubi bene, ibi patria ».

Seule l'union douanière, le Zollverein économique est à même de préparer la voie de la Fédération balkanique et cette œuvre de l'unité économique assurée par une politique invariable, persévérante, qui a conscience de sa force et ne perd pas de vue le but visé, marchera à son achèvement d'un pas sûr.

f) *La religion*. — Peut-on classer les nations suivant leurs croyances religieuses ? « Une nation achevée peut se passer, affirme Ruyssen (1), de l'unité religieuse, lorsque la conscience de la solidarité nationale est assez forte pour permettre aux consciences individuelles, soit de s'émanciper de tout credo, soit de se replier vers le culte intime du Dieu intérieur, soit d'adorer le père commun des hommes ». Les convictions personnelles étant indépendantes des intérêts matériels, nous ne voyons pas d'inconvénient, en effet, à ce que la même confession se rencontre chez des groupes, de langue et d'origine diverses, et cela ne portera aucun préjudice à l'unité nationale. C'est là une question d'ordre intérieur dans les divers Etats, connue dans la jurisprudence sous le nom de liberté de conscience, que chaque gouvernement a le devoir de garantir et dont le traité de Berlin (1878) avait spécialement imposé l'obligation à tous les Etats des Balkans, car en définitive la religion se confond avec la morale sociale. Depuis la création des religions éthiques, la morale tend à devenir séculaire et humaine, à éliminer d'elle tous les éléments théologiques qui y survivent encore, à n'être plus que l'art de régler les rapports des hommes et d'indiquer la voie qui permet de se rapprocher de cet idéal d'ardente justice, l'équitable amour, de beauté harmonieuse et forte, qui est l'œuvre collective de tous les siècles. Certes la religion a sa source profonde dans les émotions indi-

1. Ruyssen, *Le problème des nationalités*, 1916.

viduelles, bien qu'en raison de la suggestion qu'exercent les uns sur les autres les individus, qui appartiennent à un même groupe, elle consiste essentiellement en des représentations collectives, et revête tous les caractères d'un phénomène social; dès que les dogmes sont définis et les rites codifiés, le lien spirituel est créé, le culte établi, ses actes deviennent obligatoires, auxquels l'opinion ou la loi contraignent d'être fidèle. C'est la religion de l'Etat, c'est la foi de la nation. On ne saurait donc s'étonner qu'à un moment de l'évolution religieuse et sociale de l'humanité, ait apparu l'idée d'avoir des dieux à soi, comme le Jehova des Juifs, le Zeus des Grecs, le Jupiter des Romains ou le Péroune des Bulgares, avec des mythologies les plus fantaisistes et des magiciens très fanatiques, dont le but pourtant semble être bien déterminé : maintenir l'unité spirituelle du clan, de la tribu, de la cité, et obéir aux autorités instituées. On n'était pas Athénien, nous disent les historiens, si on refusait de pratiquer le culte d'Athènes, pas plus que Byzantin si on n'était pas chrétien.

Ainsi la question religieuse domine toutes les autres et efface parfois même les nationalités, car elle joue le rôle prépondérant dans l'esprit des populations.

Chez les musulmans, il n'existe pas encore de nationalités, mais bien deux catégories d'hommes : les fidèles en Allah vénérant son prophète Mahomet et les « Guiaours » les incroyants ne reconnaissant ni ce dernier, ni son Dieu.

Cette conception de la religion avait poussé jadis Mahomet II, le conquérant de Byzance, à former de tous les chrétiens de son empire la communauté religieuse des « Roumis » que le héros de la révolution nationale turque, Moustafa Kémal pacha devait, pour le respect du principe moderne des nationalités, supprimer comme terme impropre au nouveau langage de la juridiction turque.

Il n'y a aujourd'hui guère que les Juifs qui soient liés par leur culte en une nation.

Si les Etats modernes abandonnent aujourd'hui les pratiques religieuses au libre contrôle de la conscience, si le schisme et l'hérésie ne sont plus affaire de gouvernement, si enfin les diverses confessions peuvent vivre sans heurt au sein d'une même nation en Occident, la tolérance religieuse dans les

Balkans, quoique très large en général, laisse beaucoup à désirer en Roumanie particulièrement, où l'élément juif est souvent sujet à des persécutions et même à des pogromes. Le même cas d'intolérance se présente en Yougoslavie et en Grèce, avec cette différence, que les minorités bulgares dans ces deux pays n'ont pas le droit d'avoir des églises bulgares et moins des prédicateurs de langue bulgare, pas plus que la liberté de donner à leurs enfants des prénoms qui leur plairaient. Des prêtres ont été condamnés en Yougoslavie pour avoir baptisé des enfants bulgares du nom de Kroum en Macédoine.

Aux chefs des églises autocéphales de ces pays incombent le devoir de prendre des mesures pour remédier à ce mal. Et s'ils restent réellement fidèles aux principes de leur maître Jésus-Christ : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même (1) » ou « ne fais pas à autrui ce que tu veux qu'on ne te fasse pas » leur premier devoir serait, à coup sûr, de créer un Synode interbalkanique pour faire appliquer dans la vie ces principes humanitaires ; l'unité de l'éducation religieuse, maintenant à chaque groupe ethnique ses particularités de langue, de tradition et de lien familial, préparera bien vite un terrain propice pour une entente politique ; autrement la vague économique pourrait les surprendre, les dépasser et les faire même noyer, car s'étant obstinés à chanter, du fond de leurs geôles, gloire aux puissants chauvinistes, au lieu d'écouter la voix de la conscience vraiment nationale et humaine, ils seront considérés, et avec raison, comme superflus à l'organisation de la nouvelle société.

Si la religion ne constitue donc pas à elle seule la nation, elle est toutefois un élément indispensable, pour les Balkans du moins, pour le développement et le maintien de la famille et de la morale sociale, voilà pourquoi les hommes d'Etat, les philosophes et les sociologues doivent toujours en tenir compte dans leurs études ou projets de réformes intérieures, ainsi que dans leurs tentatives de rapprochement intellectuel avec l'étranger.

12. Définition. — De tout ce que nous venons de voir il ressort donc qu'il est très difficile de donner du mot nation une

1. Math. XII, 37-40.

définition absolument logique et satisfaisante, qui puisse s'appliquer indifféremment à tous les peuples, tant sont variées les formes de la société humaine, mais toutefois l'idée moderne de la nation a été la mieux envisagée par Pascal Mancini dans son célèbre discours d'ouverture de la chaire de droit international à l'Université de Turin (22 janvier 1851) dans la formule suivante : « la nation est une société humaine naturelle, fondée sur l'unité de territoire, d'origine, de mœurs et de langue, et conforme à la communauté de vie et de conscience sociale ». Dans cette définition nous trouvons en effet l'essence de la doctrine française, tenant au principe spirituel qui relie en une nation des hommes, des peuples très disparates, le germe de la théorie raciale des Allemands, qui veut attribuer à chaque nation une valeur en rapport avec sa race, sa langue, son histoire et ses institutions, enfin elle comprend l'esprit de solidarité sociale, ce roc sur lequel M. Duguitt élève sa conception de la nation et dont les origines remontent aux fondateurs de l'école socialiste et c'est la formule qui conviendrait, à notre sens, le mieux pour englober tous les éléments devant former à l'avenir la nation balkanique, qui sera en définitive, une unité politique composée de plusieurs nationalités ethniques, ce qui revient à dire que nous distinguons deux espèces de nations : *La nation simple* formée par l'association d'un certain nombre d'hommes appartenant à une seule et même race, parlant la même langue, soumise aux influences du même climat, obéissant à des lois communes et ayant les mêmes intérêts et *la nation composée* où plusieurs nationalités se groupent pour la défense de certains intérêts qu'un contrat stipule expressément. L'Italie est une nation simple, l'Allemagne également, tandis que la Suisse et la Russie, pour ne citer que ces deux Etats là, sont des nations composées.

13. **Nationalités** a) *Principes*. — Le terme de nation est-il distinct ou mieux n'est-il pas voisin de celui de nationalité ?

Sans doute la démarcation est souvent flottante entre ces deux idées, qui pourront désigner tour à tour le même groupement ethnique. Cependant on réserve, comme nous venons de le voir, plutôt le nom de nation aux Etats achevés où l'unité politique coïncide sensiblement avec un ensemble de caractères

ethniques, homogènes ou composés, alors que l'expression de nationalité désigne habituellement le principe en vertu duquel les groupements humains qui se reconnaissent entre eux des similitudes suffisamment fortes, aspirent légitimement à constituer sur un territoire unique, une communauté politique autonome, sinon indépendante, ce que certains auteurs qualifient « d'Etat en germe » ou « une âme sans corps ». C'est le sens concret *politico-ethnographique* du terme nationalité. Par contre, au sens *abstrait juridique* « la nationalité est le lien qui rattache à l'Etat chacun de ses membres (1) », ce qui veut dire simplement, que chaque personne, en vertu de telles ou telles lois ou traités, se rattache à un Etat, à une nation déterminés. Un Bulgare de Dobroudja par exemple, est roumain dans ce dernier cas ; c'est le lien juridique entre cet homme et l'Etat roumain, lien qu'on exprime souvent par les termes de sujétion, d'allégeance ou d'indigénat, et qui tous sont à nos yeux des synonymes de nationalité, tandis que dans le premier, le bulgare reste bulgare, libre d'aspirer à s'unir à sa véritable patrie — la Bulgarie — où à constituer de son pays une province autonome.

Nous voilà donc en présence de ce fameux principe des nationalités, qui a fait couler tant d'encre, depuis un siècle, sans être devenu une vérité démontrée et sans avoir pas non plus définitivement prévalu dans les rapports politiques des peuples balkaniques.

Littre précise ainsi cette vérité : « le principe de nationalités, lisons-nous, est le principe d'après lequel les portions d'une race d'hommes tendent à se constituer en un seul corps politique », tandis que M Emile Durkheim traduisait la même idée dans un opuscule, paru en 1915 sous une forme beaucoup plus accommodante : « Une nationalité, y disait-il, est un groupe humain, dont les membres, pour des raisons ethniques ou simplement historiques, veulent vivre sous les mêmes lois, former un même Etat, petit ou grand, il n'importe ; et c'est aujourd'hui un principe, parmi les nations civilisées, que cette volonté commune, quand elle s'est affirmée avec persévérance, a droit au respect, qu'elle est même le seul fondement solide des Etats. »

1. Weiss, Cours de Droit International privé, 1928.

La question des nationalités se résume de la sorte en une simple solution du problème de la liberté individuelle et collective ; en proclamant cette vérité, nous croyons juste de revendiquer en même temps le droit de libre disposition pour les individus et pour les groupements ethniques des Balkans, c'est-à-dire d'assurer à tous la liberté et la possession de leur sol, en les débarrassant de tous les obstacles qui en empêchent ou limitent l'usage ; c'est une promesse solennelle d'ailleurs de la nation française, qui par la bouche de sa Convention, déclare, le 19 novembre 1792, être prête d'accorder « fraternité et secours à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté. » Et dans les aspirations des nationalités chrétiennes des Balkans, nous trouvons que le principal levier de leurs luttes pour l'indépendance était leur idéal national. Ce facteur a joué un rôle décisif sur le sort de l'empire ottoman. L'Autriche-Hongrie fut abattue du même coup. Ceci ne diminue nullement le mérite des étrangers, surtout des Russes, qui ont contribué beaucoup par la propagande ou par les armes à l'émancipation politique de toutes ces nationalités.

Malheureusement le régime d'oppression a survécu aux oppresseurs. Croates et Bosniaques, Monténégrins, Slovènes et Bulgares Macédoniens, quoique représentant la majorité absolue dans leur pays, sont traités par les gouvernants serbes, non pas comme des nationalités distinctes, ayant droit à une vie autonome, mais comme des groupes humains sans conscience nationale, dont ils comptent faire de bons Serbes. C'est méconnaître leur histoire ou plutôt se moquer de leur sentiment sacré, car leur passé est un véritable gage pour leur brillant avenir.

Les gouvernants de Belgrade n'ont pas voulu saisir cette vérité, pourtant si simple, que l'idée nationaliste est un fait, d'une force de résistance prodigieuse, que rien n'est en état de la déraciner, une fois qu'elle a conquis son droit de cité.

Employer la force pour combattre ces nationalités qui s'opposent à cette assimilation, est un moyen peu sûr, contraire à l'idée du progrès et donnant généralement des résultats entièrement opposés au but poursuivi.

Cette attitude hostile de l'Etat serbe envers les nationalités yougoslaves et bulgare énumérées plus haut, ont créé la lutte aiguë qui existe actuellement entre Belgrade d'un côté, Zagreb,

Lublana, Sarajevo, Tzétina et Scopié de l'autre, dont les manifestations sont si fréquentes et si variées, qu'elles nous dispensent du soin de les énumérer. Que dire, en effet, de la lutte des Croates, dont S. Raditch, un des chefs les mieux qualifiés, paye de sa tête son audace nationale ? Faut-il soulever le voile du procès Matchek et de celui des étudiants bulgares à Scopié ? Ce serait entrer trop dans les détails.

Ce que nous voudrions constater cependant par ces faits, c'est qu'une minorité de gouvernants serbes qui tient le pouvoir et la force, non pas du vote, mais de l'épée, tente de faire disparaître du nouvel Etat la majorité, qui loin de manifester un esprit de séparatisme, déclare hautement vouloir vivre en communauté politique, mais à la condition d'assurer à chaque nationalité le libre développement de sa conscience nationale.

Le but que nous poursuivons ici, loin d'avoir le caractère d'une polémique, est de démasquer de nouveaux abus de pouvoir qui pourraient devenir la source de nouvelles guerres et de prévenir le plus possible les violations du droit des gens, violations qui excitent toujours les nations les unes contre les autres et par cela même nous estimons rendre des services à la cause de la paix, d'autant plus, qu'il est possible, grâce à des multiples combinaisons, que nous offre la décentralisation, l'autonomie locale, l'union fédérative à base d'égalité, de trouver pour ces pays, où les groupes entendent à se conserver une situation d'attente susceptible, selon M. Lefur (1), non seulement de donner la paix, mais de former, dans la diversité ethnique, l'union nationale.

b) *Groupes ethniques constituant des nationalités.* — Mais les groupes ethniques cités plus haut représentent-ils vraiment des nationalités ? Pour les Croates et les Slovènes nous ne voyons pas d'inconvénient à donner une réponse affirmative, la constitution de Vidovdan leur ayant reconnu formellement cette qualité en attribuant au nouvel Etat le nom de « royaume des Serbes, Croates et Slovènes ». Cette constitution ne représente certes aujourd'hui qu'un souvenir historique, puisqu'elle a été abolie par le décret royal du 19 janvier 1929, mais aucun changement n'étant survenu dans l'âme des Croates et des

1. Louis Lefur, *Etat fédéral et Confédération d'Etat*, 1896.

Slovènes, ceci nous dispense de recourir à de nouvelles démonstrations. Pour les Monténégrins la question est toute autre. L'attentat contre leur liberté et leur indépendance constitue un défi à l'humanité tout entière, et une défaite sans précédent infligée à la justice, car on traitait leur patrie, le Monténégro, en allié quand il se sacrifiait pour la cause commune, mais après avoir combattu pour la liberté des peuples opprimés, il se trouve lui-même privé de cette liberté millénaire et réduit à l'esclavage par un groupe de politiciens, pour lesquels le droit international et les documents signés par trois grandes Puissances et garantissant la souveraineté du Monténégro, ne représentaient plus que des chiffons de papier.

Un comité monténégrin pour « l'union nationale » présidé par A. Radovitch, ancien ministre président du Monténégro, avait certes proclamé en 1917 son intention de préparer la voie pour l'entrée du Monténégro dans le futur Etat des Yougoslaves unis, dont le projet avait été élaboré dans le pacte de Corfou, mais le peuple monténégrin s'y opposa, les armes à la main, lorsque les armées serbes occupèrent son pays (1918).

Les montagnes se remplirent alors d'insurgés, qui ne pouvaient ni ne voulaient supporter le joug étranger qu'on voulait leur imposer. La répression de cette lutte sans merci fut effroyable. Plus de 6.000 maisons furent détruites à coups de canon, des centaines de patriotes furent mis à mort, des femmes et des enfants furent massacrés en très grand nombre sans le moindre sentiment d'humanité.

Le 20 juillet de l'année suivante M. J. C. Plamenac, en sa qualité de ministre président et ministre des Affaires étrangères du Monténégro, adressait de Paris un mémoire à M. W. Wilson, le priant d'intervenir en faveur de l'indépendance du Monténégro, mais aucun aide n'étant intervenu, cette indépendance disparut. Un voile sombre, quoique d'apparence « démocratique et populaire » couvre depuis, ce héros légendaire.

Mais tant que la question monténégrine ne sera pas réglée par un acte international consacrant la volonté librement exprimée du peuple monténégrin, la nationalité monténégrine existera, avec la foi inébranlable de voir sa patrie ressuscitée,

afin de prendre sa place de membre de droit égal dans la Fédération des Balkans.

Reste à être élucidée la nationalité des macédoniens.

Autrefois la question macédonienne était intimement liée à ce qu'on avait l'habitude d'appeler en histoire et en diplomatie la « question d'Orient ». Engendrée par le traité de Berlin, qui la détache du mouvement général de l'émancipation bulgare, elle a passé au cours du dernier demi-siècle par des phases diverses pour arriver finalement à la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui, situation très grave, posant de nouveau le problème macédonien à un tournant dangereux de son histoire et, assurément à l'un des points les plus critiques qu'il ait atteint depuis la fin de la guerre mondiale.

Située au centre de la Péninsule balkanique, la Macédoine a pour frontières géographiques : à l'est le cours de la Mesta, au nord, les massifs des Rhodopes et du Rila, à l'ouest, le Char, le Drine et le lac d'Ohride, au sud, le mont Gramos, la Bistritza et la mer Egée ; elle couvre une superficie de 65.000 kilomètres carrés environ, avec une population de 2.500.000 âmes. Le traité de Bucarest, remanié un peu en faveur de la Serbie par celui de Neuilly, a réparti la Macédoine en trois tronçons bien arbitraires, dont le plus grand avec une population légèrement supérieure à un million d'âmes fut attribué à la Serbie.

La majorité des habitants de cette partie de la Macédoine est représentée, d'après le recensement que les autorités serbes ont fait aussitôt après la grande guerre, par l'élément bulgare (600.000), et comme le type anthropologique (1), la langue, la conscience nationale et la culture générale de cet élément ethnique différent totalement de celui des Serbes, il est évident que cette population ne doit être nullement considérée dans son propre pays comme minorité, mais à l'instar de la Slovénie, de la Croatie et du Monténégro, elle doit être classée naturellement dans la catégorie des nationalités.

La propagande serbe, à dater de 1878, prétend pourtant que ces « Slaves » de la Macédoine sont des gens d'origine serbe, bien que Cvijic (2), un des plus grands savants serbes, s'est refusé de grouper ces Macédoniens avec les Serbes proprement

1. Rindoff, *Les Etats-Unis des Balkans*, § croisement des races.

2. J. Cvijic, *La Péninsule Balkanique*, 1918, p. 390.

aits. Distinguant quatre types chez les peuples slaves du Sud (Bulgares y compris), il rattache les Serbes au type *dinarique* et les Macédoniens au type *central*, dans lequel il fait comprendre également les habitants du bassin de Sofia jusqu'à l'Iskar, mais chose curieuse : Cvijic qui mêle trop la politique à la science et qui invente pour les besoins de l'impérialisme serbe un nouveau type humain, attribue à ce dernier des caractères psychologiques qui sont exactement les mêmes que ceux des Bulgares. Ce témoignage, quoique indirect et voilé, ne vient-il donc pas confirmer une fois de plus que les « Slaves » Macédoniens ne sont pas des Serbes ?

Faut-il maintenant recourir aux témoignages historiques lointains ou contemporains, à leur langue, à leurs us et mœurs pour éclaircir la question de la nationalité des « Slaves » Macédoniens ?

Ce serait peine perdue, car aujourd'hui encore la force prime le droit, malgré la grande guerre et ses conséquences, malgré les beaux principes de Wilson et de tous les amis de la paix, malgré la Société des Nations, à laquelle incombe pourtant le devoir de veiller à ce que les gouvernements balkaniques respectent au moins leurs engagements relatifs aux minorités nationales, qui appliqués largement et généreusement, corrigeraient dans une large mesure, les infractions flagrantes au droit de libre disposition des peuples que les traités de paix ont si imprudemment commises.

Il est vrai que nous ne pouvons pas exiger de la Société des Nations de faire le service de simple police dans les Etats balkaniques, pas plus qu'ailleurs, vu que sa constitution créée à l'image de la philosophie politique du *laissez faire à l'opinion publique* des anglo-américains est très débile ; c'est un véritable *médium* qui a bien un corps, mais pas d'âme, pas de volonté propre, parce qu'elle ne vit et n'agit que par les moyens et la volonté des autres, sans avoir par conséquent la moindre indépendance dans ses actes, ni aucun moyen coercitif pour se faire imposer. M. Lansing, le secrétaire d'Etat américain, adjoint de Wilson, ne s'est pas gêné pour s'exprimer à ce sujet de la manière suivante : « Il est nécessaire tout d'abord, écrivait-il, de reconnaître que la Société des Nations est un instrument des Puissances pour empêcher la croissance natu-

relle des aspirations nationales de ceux qui par la guerre ont perdu leur puissance (1) ».

Tout autre aurait été son rôle international, si la conception française de *vie indépendante et souveraine* avait prévalu lors des pourparlers à l'hôtel Crillon.

Quoi qu'il en soit, la Société des Nations telle quelle a été créée par le Covenant n'est qu'une perfection de la Société des Etats d'avant-guerre, car l'ancien système de souveraineté absolue et d'unanimité des membres pour rendre obligatoire une décision d'ordre international, s'étant maintenu dans toute sa vigueur, il ne peut même pas être question d'une véritable Société des Nations, sur l'autel de laquelle, la souveraineté, aussi bien que l'unanimité, devraient faire quelques sacrifices quant à leurs privilèges actuels.

La Société des Nations a déjà fait, sans doute, beaucoup de bien à l'humanité ; elle a même prévenu, par son intervention dans l'incident gréco-bulgare de Pétritch, un conflit armé entre la Grèce et la Bulgarie, mais ce n'est pas encore là l'organisation internationale que la guerre nous promettait.

Quoi de plus naturel alors, que les Bulgares de la Macédoine se révoltent, protestent contre la Société des Nations et les traités de paix, que leur patrie, la Bulgarie, respecte d'ailleurs avec une admirable déférence, et qu'ils demandent la stricte application des quelques droits que la conscience humaine et le droit international leur ont formellement reconnus ?

Les Serbes affirment, par contre, que la paix règne en Macédoine et qu'il n'y a aucun mouvement macédonien. On peut répliquer à cela que si le gouvernement royal a réellement la tranquillité dans cette province, grâce à ses « réformes démocratiques » accordées aux Macédoniens, dont « la sympathie » lui serait acquise à jamais, on s'étonne alors qu'il craigne le plébiscite de la population même, que les Macédoniens exigent à cor et à cri depuis 1918. C'est que la vérité est toute autre !

Les Bulgares de la Macédoine ne voulant pas oublier leur passé et ne désirant pas renoncer à leur avenir national,

1. Baron Alphonse de Heyking, *La conception de l'Etat et l'idée de la cohésion ethnique*, p. 43. Paris, 1927.

refusent d'accepter la domination serbe comme légitime. Est-ce un crime ?

Et comme cette Macédoine est depuis cinquante ans la cause de conflits politiques et d'événements sanglants dans les Balkans et qu'elle lutte actuellement encore avec un héroïsme digne d'admiration pour son droit d'autodisposition, lutte qui menace de devenir à nouveau la cause de conflagration européenne, nous croyons utile de recommander aux lecteurs et à l'opinion publique, entre autres, les ouvrages des écrivains suivants, qui leur permettront à coup sûr de voir de près le portrait national des Macédoniens, tel que ces savants d'origines les plus diverses nous le présentent au cours des siècles (1).

Une fois cette question de la nationale des Macédoniens tranchée, il est évident que la Macédoine doit appartenir aux Macédoniens, qui sont aujourd'hui unanimes à vouloir faire de leur pays une province autonome dans la Fédération Yougoslave, qui semble être une étape naturelle vers la Fédération Balkanique. En attendant il faut mettre un terme à la situation dans laquelle se trouvent actuellement les Bulgares en Macé-

1. Comme autorités incontestées sur cette matière on peut citer : Léopold Ranke, allemand, *Die Serbische Revolution*, 1829; C. Jiricek, tchèque, *Geschichte der Serben*, 1911; T. Florinski, russe, académicien serbe, *Les Slaves du Sud et Byzance au second quart du XIV^e siècle*, 2^e livraison. *La formation de l'empire serbe*. Pétrograde, 1882; B. Kallay, hongrois, *Geschichte der Serben*, 1876; Rambaud, *Etudes sur l'histoire byzantine*.

Comme linguistes et ethnographes slaves, qui connaissent à fond la Macédoine on peut avancer les noms des savants :

Russe : Hilferding, *Geschichte der Serben und Bulgaren*, 1856-1864.

Tchèques : Safarik, *Ethnographie slave*. Prague, 1849; L. Niederle, *La race slave*. Paris, 1911; Vladimir Sis, *Mazédonien*. Zurich.

Français : Louis Leger. *Le Monde slave*. Paris, 1873; Léon Lamouche, *Quinze ans d'histoire balkanique*, 1904-1918; André Mazon, *Contes slaves de la Macédoine du S. O.* Paris, 1923; V. Bérard, *La Turquie et l'Hellénisme contemporain*. Paris, 1911; *La Macédoine*, IV^e édition.

Bulgares : I. Ivanoff, *La question macédonienne*. Paris, 1920; Siméon Radeff, *La Macédoine et la Renaissance bulgare au XIX^e siècle*. Sofia, 1918.

Serbes : Vouk. S. Karadjitch, *Chansons populaires bulgares de la Macédoine*, 1815-1822; Stéfan Verkovich, *Recueil de chansons populaires des Bulgares Macédoniens*. Belgrade, 1860.

Allemand : Dr Gustav Weigand, *Ethnographie von Makédonien*. Leipzig, 1924.

Autrichien : Alfred Rappoport, *Au Pays des Martyrs*. Paris, 1927.

doine en supprimant les causes du mécontentement et en reconciliant les autorités serbes avec cette population. Pour y arriver, il faut :

1^o Appliquer les clauses relatives à la protection des minorités, c'est-à-dire garantir le libre usage de la langue bulgare, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse ou de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques, enfin permettre aux Bulgares d'ouvrir leurs anciennes écoles, leurs églises et autres établissements d'éducation en leur affectant des sommes sur les fonds publics (les budgets de l'Etat, des communes ou des départements) ;

2^o Introduire une égalité complète dans l'exercice de tous les droits politiques et civils.

Quant à un règlement à l'amiable de cette question, nous sommes plutôt pessimiste, et avec raison, car nous parlons en connaissance de cause, ayant fait une large enquête en 1925 à Lubliana, Zagreb, Belgrade et Scopié où les gouvernants serbes et des hommes d'Etat responsables des affaires publiques, nous ont déclaré, que *l'épée serbe a tranché à jamais le nœud macédonien*, comme l'avait jadis fait Alexandre le Grand avec celui de Gordium, et *qu'ils auront recours à tous les moyens pour assimiler ces fanatiques Bulgares, quitte à mettre encore une fois l'Europe à feu et à sang*.

Tel n'est pas heureusement l'avis, ni des Croates, ni des Slovènes, ni des Bosniaques, ni même des Serbes des anciennes provinces hongroises, qui se déclarent ouvertement pour une entente à base d'égalité absolue de toutes les nationalités, yougoslaves, les Bulgares y compris, afin de constituer un Etat solide dans la Péninsule, le seul gage pour la paix du proche Orient et la prospérité des Balkans.

C'est contre cette dénationalisation que les Bulgares de la Macédoine luttent et résistent de toutes leurs forces par tous les moyens, quitte aussi à mettre de nouveau le feu dans les Balkans.

Aux démocrates et aux hommes politiques de veiller à ce que les traités soient fidèlement exécutés, afin de prévenir une nouvelle calamité, mais pour l'amour de la vérité, que l'on ne rejette pas demain la responsabilité sur les Bulgares Macé-

doniens, car ces derniers ont le droit et même le devoir national de vivre et personne ne peut les contraindre à se suicider !

Et les Bosniaques représentent-ils une nationalité distincte ? Question très délicate pour un pays où la religion définit encore la nationalité, bien que toute sa population appartienne à un type anthropologique commun, parle une même langue, le croate, elle a son histoire avec trois périodes de prospérité, d'abord sous les Romains, puis sous le grand ban Kouline et enfin sous le roi Tvardko et qu'elle porte avec fierté son nom de Bosniaque.

Trois religions se disputent, en effet, cette population depuis l'arrivée des Ottomans. Sans entrer dans les détails du passé, signalons seulement que la population appartenant à la confession musulmane, dont les origines ont été indiquées dans le paragraphe traitant de l'unité de civilisation, croyait faire souche de la nationalité turque ; aussi pendant tout le régime turc et autrichien, elle traitait ses frères orthodoxes et catholiques en adversaires, sinon en ennemis.

Entre orthodoxes et catholiques la grosse querelle était plutôt l'emploi de l'alphabet, que la diversité des cultes. Les catholiques se servent du latin et se disent être des Croates, alors que les orthodoxes ont gardé l'alphabet cyrillique et prétendent être des Serbes. Après la débâcle de l'empire austro-hongrois, toutes ces dissensions confessionnelles ont disparu, en tant que signes de la nationalité, et aujourd'hui tous les habitants de cette contrée portent fièrement le nom de Bosniaques, ce qui prouve que leur unité ethnique est désormais reconstituée.

Dans ce cas il ne nous reste plus qu'à adhérer à leur désir de les classer dans la catégorie des nationalités, dont le droit de libre disposition ne peut plus leur être contesté. Ceci épargnerait, d'ailleurs, des conflits superflus à l'avenir entre Croates et Serbes sur le sort de la Bosnie.

Résumons : Dans le territoire de la Yougoslavie actuelle, il existe six nationalités distinctes, à savoir : celle des Slovènes, des Croates, des Bosniaques, des Monténégrins, des Serbes et des Bulgares-Macédoniens, dont le désir manifeste est de constituer un Etat fédératif, où chaque nationalité, gardant son

autonomie intérieure, prêterait à la nation commune toutes ses forces politiques, sociales et économiques.

Et il n'y a aucune témérité à affirmer que telle doit être la solution de cette question, qui bientôt ne sera plus seulement le problème yougoslave, mais reprendra sa grave forme de question balkanique. Et il ne faut jamais perdre de vue, que le régime de centralisation serbe, l'action énergique de sa dictature militaire impriment, peut-être, pour un moment à la marche en avant du nouvel État une allure plus rapide, plus régulière, plus uniforme, mais elles affaiblissent sûrement le lien spirituel et diminuent ainsi l'énergie native de chaque peuple et les jettent de force dans une voie qui n'est pas la leur, préparant ainsi une nouvelle débâcle à tous les Balkans ! *Quod Dii avertant !*

Avant de passer à la question proprement dite des minorités, examinons brièvement si la majorité des habitants de la Dobroudja représente une nationalité.

Sans remonter très loin dans l'histoire, dont toute la documentation est en faveur d'une nationalité, qui, ajoutons-le de suite, a été considérée de tout temps comme bulgare (1), sans fouiller même dans les ouvrages des érudits en cette matière, nous nous contenterons de simplifier notre tâche en recourant seulement aux témoignages officiels des Roumains, vu que la Dobroudja a été attribuée à la Roumanie à deux reprises : d'abord par le traité de Berlin en 1878 en compensation des trois districts de la Bessarabie annexés à la Russie, puis par celui de Bucarest de 1913 qui ne peut trouver sa justification que dans un bas sentiment de jalousie vis-à-vis de sa voisine la Bulgarie.

Nous avons sous les yeux un ouvrage volumineux portant un titre bien caractéristique : *Témoignages roumains sur la question de la Dobroudja*. C'est un recueil de discours d'hommes politiques roumains, de résolutions du Parlement et d'articles de journaux roumains, affirmant tous que la Roumanie ne consentira pas à rendre les trois districts bessarabiens ; qu'elle ne nourrit aucun dessein sur la Dobroudja, dont elle ne voudrait pas, même, si on la lui offrait ; que la

1. Dr A. Ischirkoff, *Les Bulgares en Dobroudja*. Berne, 1919.

Roumanie, opposée à toute politique de conquête, ne cherche pas à spéculer sur les trois districts bessarabiens.

La Roumanie ne veut à aucun prix annexer la Dobroudja qui n'a rien de commun avec elle au point de vue géographique, historique et ethnographique et dont l'annexion ne ferait que provoquer une haine profonde entre la Roumanie et la Bulgarie.

Voilà le credo de la politique roumaine d'antan.

Le 26 janvier 1878, le Sénat roumain prit à l'unanimité la résolution suivante, que la Chambre des députés a adoptée avec acclamations le même jour :

« Le Sénat décidé à sauvegarder l'intégralité du pays, n'admet aucune aliénation, sous quelque forme que ce soit, de territoires roumains en échange de compensations territoriales ou de dédommagements, quels qu'ils soient. » Et le sénateur Ghika, à l'approbation générale de l'Assemblée ajoute : *« Je crois devoir affirmer que nous n'avons pas participé à la guerre pour faire des conquêtes. »*

De son côté le député Ourékia déclara à la Chambre, lors de la discussion de la résolution précitée que : « nous ne sommes pas des conquérants et si nous avons levé l'épée pour défendre notre indépendance, nous n'avons pas l'intention de dépouiller les autres de la leur. Nous ne voulons pas en annexant des territoires qui ne nous appartiennent pas, semer l'orage pour l'avenir de notre pays. »

D'autre part, tous les articles éditoriaux des journaux roumains de cette époque répétaient jusqu'à satiété, entre autres, les déclarations suivantes :

« Nous ne voulons à aucun prix céder la moindre parcelle de notre territoire. » « Nous n'accepterons, à titre de compensation, pas un seul pouce du territoire des autres peuples. »

« Nous n'avons pas contribué à la délivrance du peuple bulgare, resté asservi pendant des siècles, pour le dépouiller ensuite de l'héritage de ses pères. »

« Les Roumains comptent trouver la récompense de leurs efforts dans l'amitié et la confiance des Bulgares, et des autres peuples d'au delà du Danube et ce sera pour eux la seule compensation aux sacrifices humains et matériels qu'ils ont supportés. »

« Le peuple roumain n'aspire nullement à opérer des conquêtes par delà le Danube, mais à conquérir sa propre indépendance, pour contribuer par elle à faire triompher la grande œuvre de libération et de consolidation des peuples balkaniques. »

Que de beaux principes ! que de sentiments élevés ! Hélas ! Ce ne fut là qu'une phraséologie hypocrite, dont le but était d'accaparer le plus de territoire possible au delà du Danube.

La Dobroudja bulgare, que le tzar accorda alors à la Roumanie, n'a pas pu rassasier le grand appétit de l'impérialisme roumain, que l'art. 8 du traité serbo-roumain de 1868 (1) nous a, d'ailleurs, assez bien révélé, c'est pourquoi, après 36 ans de paix, les Roumains tranchent en 1913 un nouveau morceau de la chair de la jeune Bulgarie, en s'emparant, sans coup férir, du riche quadrilatère (2), de cette même Dobroudja, qui rapportait à la trésorerie bulgare le tiers de ses revenus.

Des commentaires en sont superflus !

Les social-démocrates roumains envisagent dans leur programme, que ce quadrilatère doit être restitué à la Bulgarie. Quant à l'ancienne Dobroudja, qui a considérablement changé depuis cinquante ans et qui a coûté beaucoup d'argent au trésor roumain, soit pour la construction du pont sur le Danube, soit pour le port de Constantza, ils estiment qu'elle ne doit plus être mise en discussion, à la condition toutefois, que le gouvernement roumain établisse un régime d'égalité complète entre tous les éléments ethniques. D'autre part le gouvernement roumain avait laissé entendre pendant la grande guerre, qu'il désirait donner une solution radicale du problème dobroudjain, en formant de la Dobroudja entière, un Etat indépendant, distinct, qui devrait entrer comme membre de droits égaux dans la Fédération balkano-danubienne.

Si cela fait aujourd'hui partie du programme politique du gouvernement roumain, le différend roumano-bulgare, sur le sort de cette province, trouvera vraiment une heureuse solution, favorable aux deux pays, sans causer aucun préjudice aux

1. Rindoff, *Les Etats-Unis des Balkans*, § 23.

2. Le quadrilatère compte 6.000 km², avec 300.000 habitants, dont plus de 180.000 Bulgares ; le reste est composé de Turcs, de Tatares, de Russes et d'Allemands ; le nombre des Roumains atteint à peine 6.000 âmes.

Dobroudjains dont la nationalité sera ainsi officiellement reconnue.

Et comme la nature et la situation géographique de cette contrée, ses conditions particulières de production et de travail représentent une unité complète avec une nationalité déterminée, il est évident que ces dernières lui enjoignent de vivre d'une vie autonome, sans être subordonnée par conséquent ni à sa sœur la Roumanie, ni à sa mère la Bulgarie.

Faut-il considérer comme nationalités indépendantes les populations de la Bessarabie, de la Boucovine, de la Transylvanie et de l'Épire ?

Nous voyons là plutôt des éléments ethniques minoritaires, comme le cas se présente encore avec les petits groupements des Juifs, des Koutzo-valaques, des Turcs, des Tatares, etc., etc. disséminés dans les quatre coins des Balkans, qui ont droit à un libre développement culturel, selon leur caractère propre, mais dans le cadre de l'État souverain.

14. Minorités. — a) *Situation juridique du problème.* — Dans le langage moderne, le terme de minorités, ce reliquat ou résidu, suivant l'heureuse expression de M. A. Tibal (1), de la question des nationalités, suppose des groupes séparés de la majorité gouvernante, par une dissemblance de langue, de religion ou par d'autres facteurs agissant ensemble ou isolément, tels que la race, le souvenir d'anciennes luttes ou la contradiction d'intérêts présents.

La résistance à l'assimilation, caractéristique de la minorité, n'est, en effet, que la première manifestation du « vouloir vivre collectif », expression énergique de la conscience de l'être national.

De là dérive immédiatement le droit des minorités, c'est-à-dire le domaine indispensable à leur développement, à leur existence propre en tant que collectivité, entité morale, reconnue par le droit public interne, indépendamment du fait que ces minorités sont concentrées dans une partie du territoire de l'État ou dispersées dans ses régions à populations mixtes.

Partant de ce point de vue, l'*Organisation centrale pour une*

1. A. Tibal, *Le problème des minorités*. Paris, 1929.

paix durable a soumis en 1916 à l'étude d'une commission spéciale la question du droit des minorités, telle qu'elle ressort du principe des nationalités, que plus tard Wilson devait éclaircir dans son discours au Congrès du 11 février 1918 en ces termes : « Toutes les aspirations nationales clairement définies doivent être satisfaites, disait-il, autant qu'il est possible, sans créer ou perpétuer des éléments de conflits ou d'antagonisme qui ne sauraient manquer, un jour ou l'autre, de rompre la paix en Europe et par suite dans le monde entier. »

Ce beau conseil n'eut malheureusement pas une bonne fortune. Les Européens l'ont accepté non pas comme un devoir, mais comme simple vœu ; c'est ce qui explique les raisons du refus des Grandes Puissances d'insérer dans le pacte de la Société des Nations les propositions répétées (13 février, 11 et 28 avril 1919) de la délégation japonaise, concernant la question des nationalités (1) et par cela même celle des minorités.

C'est pour obvier à l'égalité des races de couleur, que les rédacteurs de Covenant ont refusé d'y mentionner tout droit de nationalité. Cette omission volontaire n'est pas passée inaperçue, car elle a provoqué de suite une réaction de la conscience des nations intéressées, qui a contribué à la création des traités de minorités.

Inscrites dans le pacte de la Société des Nations, les clauses concernant les minorités auraient été applicables d'une façon générale à tous les Etats, grands et petits et non pas seulement aux Etats faibles et contrôlés, comme aujourd'hui, et détruiraient l'objection fondamentale faite au système actuel de la protection des minorités (2).

Si tous les Etats étaient intéressés dans la même mesure à voir résoudre d'une manière rationnelle le problème de la protection des droits des minorités, cette question ne se poserait même pas. Mais il n'en est rien ; aussi les minorités ethniques existent partout. Il n'y a pas de modification de frontières possible, nous disait encore récemment l'ancien député à la Chambre italienne et un des dirigeants de mouvement minori-

1. Fauchille, L'amendement de la délégation japonaise à l'article 21 du Pacte.

2. Scelle, *Essai de systématique*, p. 14, note 2.

taire, le slovène Wilfan, qui soit capable de faire disparaître le problème des minorités ». Et M. le Dr Ewald Ammende, secrétaire général des Congrès des Minorités, a déclaré dans sa conférence tenue à Londres en juin dernier dans le *Royal Institute of International Affairs*, que « le problème des minorités en Europe constitue le plus grand obstacle à la paix dans le Continent ». M. A. Bouroff, ministre des affaires étrangères de Bulgarie l'a rappelé officiellement de son côté dans son discours prononcé le 20 septembre 1930 à la 6^e commission de l'Assemblée de la S. D. N. en déclarant, que le problème minoritaire est un problème vital qui touche non seulement aux rapports entre les Etats, mais à la situation et à la paix intérieure de ces Etats.

Il semble difficile de refuser alors le caractère de sujets distincts du droit public aux minorités, surtout aux minorités nationales chez qui la vitalité se manifeste avec une force particulière, parce qu'elle repose précisément sur un lien tout moral où s'affirme avec persistance leur volonté de conserver leur originalité distinctive.

Cette vérité quoique des plus évidentes n'est cependant pas encore partout une réalité, surtout dans les Balkans.

Dans les Etats balkaniques, l'origine juridique des droits des minorités remonte au traité de Berlin (1878), sauf pour la Grèce, à laquelle cette clause fut imposée au lendemain de sa libération (1830). L'article 5 dudit traité organise ainsi la base du droit public de la Bulgarie :

« La distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries dans quelque localité que ce soit.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurés à tous les ressortissants de la Bulgarie, aussi bien aux étrangers et aucune entrave ne pourra être apportée, soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels. »

Ces deux alinéas étaient reproduits textuellement pour le Monténégro (art. 27), la Serbie (art. 35), la Roumanie (art. 44). Pour ces deux derniers pays une clause préalable stipulait

que ces garanties étaient la condition de leur indépendance.

La question des droits des minorités serbes, croates, slovénes, bosniaques et roumaines dans les territoires de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie était réglée, d'autre part, par la Constitution impériale de 1867 dans son article 19 devenu la base du droit public autrichien.

« Tous les peuples de l'Etat, stipule cet article, sont égaux en droits et chaque peuple a un droit inviolable à la protection et à la culture de sa langue et de sa nationalité.

L'égalité de tous les idiomes usités de l'Empire pour les écoles, l'administration et la vie publique, est reconnue par l'Etat. Dans les pays où existent différentes nationalités, les établissements publics d'éducation doivent être organisés de manière que, sans être contraints d'apprendre une seconde langue, chacune de ces nationalités possède tous les moyens d'être instruite dans sa langue. »

Depuis lors jusqu'à la Conférence de Paris, aucun changement n'est survenu en matière minoritaire dans la partie de l'Europe qui nous intéresse. Et comme on n'étouffe pas des sentiments de cet ordre, et partout où la tentative en a été faite par la nation dominante, elle n'a abouti qu'à exalter ces désirs d'émancipation et à créer des mouvements insurrectionnels (Pologne, Bohême, Croatie, Macédoine), cherchant à obtenir par la force ce que le droit était impuissant à réaliser, on s'aperçut à la Conférence de la paix qu'il fallait entourer de certaines garanties la situation juridique et l'égalité de nations minoritaires vis-à-vis de la nation dominante au sein d'un Etat nouveau, afin d'asseoir sur de plus solides bases la paix et le progrès. Mais le vice initial de ce projet est celui que nous avons déjà signalé, c'est que la nouvelle organisation internationale issue de la Conférence, la Société des Nations, n'a pas pu justifier sa vie, car elle n'a, pour ainsi dire, pas défini ses lois et le problème des minorités, faute de sanctions garanties par les traités, n'a obtenu ni l'équité, ni l'impartialité, voulues, sans lesquelles, avouons-le, son existence est mise à tout instant en danger par une majorité toute puissante manifestant parfois un chauvinisme intransigeant.

Or il est indiscutable que c'est dans les Etats des Balkans que le besoin d'une protection se fait sentir le plus. Et s'il y a

une Société des Nations civilisées, elle doit dans tout Etat, que ce soit le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, la République des Hellènes ou l'Etat des Roumains, faire respecter les droits des individus et des groupes inférieurs à l'Etat.

Des traités furent signés à cet effet à Versailles, le 28 juin 1919 entre les principales Puissances alliées ou associées et la Pologne, à Saint-Germain, le 17 septembre 1919 par la Tchéco-Slovaquie, puis non sans certaines résistances, par le royaume des Serbes, Croates et Slovènes le 5 décembre et par la Roumanie le 9 décembre de la même année ; une convention spéciale fut signée en même temps que le traité de Neuilly (27 novembre 1919) entre la Grèce et la Bulgarie, en vue de faciliter et de régler l'émigration réciproque et volontaire des minorités ethniques et de religion et de langue. Enfin dans le traité de Lausanne (24 juillet 1923), la première partie, section 3, est consacrée à la protection des minorités en Turquie et en Grèce.

Les dispositions concernant les droits des minorités que renferment ces différents accords, sont sensiblement identiques, car elles sont l'œuvre commune des délibérations de la Commission dite des nouveaux Etats, laquelle fut chargée, par le trio : Wilson, Clémenceau et Lloyd Georges, d'élaborer un projet de protection des minorités dans l'Europe centrale et Orientale.

En dehors de l'égalité civile et politique et du libre exercice des cultes, qui figurent actuellement dans le droit public de tous les peuples civilisés, ces dispositions portent sur les points suivants : a) il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage d'une langue quelconque ; nonobstant l'établissement d'une langue officielle, des facilités raisonnables seront données aux habitants parlant une autre langue, pour son usage, soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux ; b) les habitants constituant les minorités de religion ou de langue, auront un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire libre usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

En matière d'enseignement public, le gouvernement accordera dans les villes et les districts où réside une proportion considérable d'habitants de langues, autre que la langue officielle, des facilités appropriés pour que, dans les écoles primaires l'instruction soit donnée aux enfants dans leur propre langue.

De même les minorités considérables de langue ou de religion se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics, par les budgets de l'Etat, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité.

Toutes ces dispositions, touchant les droits de l'homme et du citoyen, constituent donc pour les parties signataires, des obligations d'ordre international et doivent être reconnues comme lois fondamentales avec force de lois constitutionnelles. Nulle loi, nul règlement, nul acte officiel ne pourront être par conséquent en contradiction avec elles, ni prévaloir contre elles. Quelque chose de plus : ces conditions des droits de l'homme et du citoyen ne peuvent être modifiées par les lois de législation, ni ordinaires, ni spéciales. Elles sont intangibles, estime M. Mandelsam (1) pour les législations intérieures, tant que les traités internationaux sont en vigueur, ce qui revient à dire, que leur abolition ou leurs modifications ne pourraient s'accomplir que par la voie internationale.

L'Etat signataire agréé de plus, que tout membre du Conseil de la Société des Nations ait le droit de signaler, à l'attention du Conseil, toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations et que le Conseil puisse prendre telles mesures et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces en la circonstance.

b) *Situation réelle des minorités.* — Toutes ces précautions sont trop belles pour être réelles. Aucun des traités des minorités ne prévoit, en effet, d'organismes ayant le droit de parler et d'agir au nom des minorités. Ce droit est réservé aux membres seuls de la Société des Nations. Dans ces circonstances, si des pétitionnaires, formulant une demande, se

1. *Revue générale du Droit international public*, 1921, p. 376, La société des Nations et les Puissances devant le problème arménien.

réfèrent à l'autorisation de la minorité et prétendent parler au nom de la minorité cela n'a aucune valeur juridique, interprétation que le gouvernement yougoslave a toujours opposée aux nombreuses pétitions des Bulgares Macédoniens, ce qui revient à dire, que les minorités, qui se plaignent d'une lésion de leurs droits, ne sont pas autorisées à intenter un procès contre les usurpateurs de leurs droits.

Le feraient-elles au moyen de cette lourde procédure politique, elles ne seront pas plus avancées vu qu'elles n'ont pas le droit de participer, ni aux travaux du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations, ni de plaider devant la Cour Internationale de la Haye, tandis que le gouvernement, contre lequel la plainte est dirigée, est maître de la situation et peut expliquer les choses à sa façon, sans crainte d'être contredit par son adversaire.

Mais alors où est la notion du droit ? Où est donc cette fameuse protection des minorités ? La Société des Nations a-t-elle donc si vite oublié la déclaration de sa troisième Assemblée plénière qui l'a qualifiée, au milieu des applaudissements, de « gardienne des minorités dans tous les pays du monde ? » Que penser alors du droit international ? Une réponse s'impose ! Pour notre part, nous constatons le fait, que tout droit dépourvu de sanctions est un *nudum jus*.

Le problème des minorités dépend donc pleinement des circonstances politiques. Les Etats signataires peuvent les appliquer si cela ne présente aucun inconvénient à leur vie propre, mais ils en refusent toute application dès que leurs intérêts égoïstes sont un peu lésés.

C'est ce qui est arrivé avec les Bulgares Macédoniens en Yougoslavie et en Grèce. Un homme, d'une rare valeur, M. N. Politis, a eu certes l'audace de braver ces difficultés, en donnant une solution aussi équitable que possible au différend gréco-bulgare sur les minorités en Macédoine, dans une convention spéciale, qu'il a signée à Genève en 1924 en sa qualité de délégué de la Grèce auprès de la Société des Nations avec M. Kalfoff, ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, mais cet acte, d'une haute portée internationale, est resté lettre morte par la faute du Parlement grec, qui a refusé, toujours pour des motifs politiques, de le ratifier.

Toutefois ce document, comme la convention de 1919 relative à l'émigration réciproque et volontaire des minorités ethniques, a une valeur morale importante, car il constate une fois de plus officiellement, que les « slaves » de la Macédoine sont bien Bulgares.

La conduite du gouvernement roumain à l'égard des minorités ethniques en Bessarabie, en Boukovine et Transylvanie ne diffère guère de celle de ses anciens alliés Grecs et Serbes.

Dans l'exposé des motifs précédant le traité signé le 28 octobre 1920 entre la Roumanie d'une part et la France, la Grande Bretagne, l'Italie et le Japon de l'autre, concernant la reconnaissance par ces dernières Puissances de l'annexion de la Bessarabie (annexion que Moscou refuse de reconnaître et qui présente une source de conflits entre la Russie et la Roumanie) nous lisons : « que dans l'intérêt de la paix en Europe, il importe d'assurer dès maintenant sur la Bessarabie une souveraineté répondant aux aspirations de la population et y garantissant aux *minorités* de race, de religion et de langue la protection qui leur est due. »

Il convient à cette occasion de citer également, vu son importance l'article 3 du même traité.

« La Roumanie s'engage, stipule cet article, à observer et faire observer rigoureusement sur le territoire de la Bessarabie visé à l'article 1^{er} du traité signé à Paris le 9 décembre 1919 par les principales Puissances alliées et associées et par la Roumanie, et notamment d'y assurer aux habitants, sans distinction de race, de langue ou de religion, les mêmes garanties de liberté et de justice qu'aux autres habitants de tous les territoires faisant partie du royaume de Roumanie. »

Les autorités roumaines ont passé outre et pourquoi ne l'auraient-elles pas fait, sachant que cet acte politique ne les engage en rien, quant aux minorités, puisque ces dernières ne peuvent implorer nulle part aucune protection légale ?

La population bulgare de cette province, rurale dans sa majorité, dont le nombre dépasse 300.000 âmes et qui est groupée en masses compactes dans 72 localités, avec Bolgrade comme chef lieu, a perdu son autonomie culturelle, qui fut pourtant solennellement sanctionnée par Alexandre I^{er} dans

son oukase impérial du 26 décembre 1819 et confirmée par le prince roumain Bogoridi le 6 juin 1858, lorsque cette partie de la Bessarabie fut cédée à la Roumanie. De 1878 jusqu'en 1918 les Bulgares ont maintenu, avec beaucoup de peine, peut-être, presque intacte cette charte de leurs droits d'hommes et de citoyens. Détachés de leur patrie éloignée, la Bulgarie, à laquelle ils savent bien qu'ils ne pourront plus revenir, les Bulgares de Bessarabie ont toujours fait preuve de la plus grande loyauté à l'égard de leurs dominateurs politiques Russes et Roumains. C'est avec ce sentiment de loyauté, qui leur est propre, qu'ils accueillirent aussi la nouvelle domination roumaine, gardant dans leur fort intérieur l'espoir d'un meilleur avenir. Mais quelle fut leur déception, lorsque le gouvernement roumain décréta une persécution inouïe contre leur conscience ! Leurs écoles furent fermées, le clergé chassé ou remplacé par des papes roumains, l'usage de la langue bulgare fut prohibé dans les réunions publiques, plus d'associations nationales, plus d'œuvres de bienfaisance ; des massacres en masse ont été même commis. (événements de Tatar-Bounar, 1925-1926) Que dire alors des Russes et des Ruthènes, surtout des Juifs bessarabiens ? Faut-il décrire la situation des minorités en Boukovine et en Transylvanie. Leur sort n'est pas meilleur à celui des minorités bulgares, surtout pour les Hongrois, dont le nombre dépasse deux millions (34 % des nouvelles provinces) et qui ont le sentiment, non sans raison, d'être un élément social supérieur au roumain.

L'hostilité entre les deux races est certes très ancienne. Dès le ^{xiv}^e siècle, révoltes et oppressions se succèdent. Au ^{xviii}^e les revendications nationales ont pris corps. En 1848, 50.000 Roumains, réunis à Blaj, réclamaient, comme tous les insurgés contre le régime féodal autrichien, avec les libertés essentielles du droit public, la reconnaissance de leur nationalité comme unité nationale distincte et constitutionnelle de l'Empire.

Ce fut le prétexte d'une violente persécution. En 1863, après de longues années de paisibles, mais énergiques protestations, la Transylvanie, proclamée indépendante et soumise seulement à la Maison impériale, obtenait par la loi du 26 octobre de la même année, l'usage de sa langue. Une Diète siégea à

Sibiu durant deux ans, mais les Magyars, profitant de la défaite de l'Autriche, lui arrachèrent par intimidation le retrait de ces mesures et finalement l'union de cette province avec la Hongrie. Dès lors, malgré les garanties inscrites dans la loi des nationalités de 1868, ils poursuivirent leur programme général de « magyarisation », avec des moyens de violence peu recommandables.

Tous ces souvenirs n'ont point disparu ; le système nationalitaire fait toujours son chemin, avec cette différence que les rôles entre Hongrois et Roumains sont renversés. Les oppresseurs d'hier se voient en 1918 dans une situation d'opprimés, auxquels, comme aux Juifs et à d'autres minorités, fut appliqué en plus, le fameux *numerus clausus*.

Les rapports entre Roumains et Hongrois furent aggravés davantage après la mise en vigueur du traité de Trianon par la loi agraire du 30 juillet 1921, qui visait la confiscation pure et simple des terres des propriétaires magyars. Certes, le gouvernement roumain s'ingénie à voiler cette spoliation officielle par une sorte d'indemnité, dont le montant arrivait, selon M. Pillet, à peine à 1 % du prix en 1913 (1), mais sa manœuvre échoua, vu que presque tous les expropriés grands et petits, s'abstinrent d'aller toucher cette indemnité dérisoire, qu'ils devaient racheter en outre par une renonciation à toute réclamation ultérieure. Des lois du même ordre étaient portées à la même époque : loi du 15 mai 1920 pour la Bessarabie, où l'élément bulgare a eu le plus à en souffrir, loi du 17 juillet 1921 pour le vieux royaume, loi de juillet 1921 pour la Bucovine. Plus tard, la nouvelle Constitution de la Roumanie du 29 mars 1923, qui valait déjà pour les nouvelles provinces, permit dans son article 18, *aux seuls Roumains*, d'acquérir ou de conserver des biens ruraux sur tout le territoire de la Roumanie. Peut-on prétendre alors que le droit international domine encore l'esprit des lois internes ? La Cour permanente de justice internationale, dans son arrêt 7, indique, en effet, très nettement, que la loi interne ne peut, ni directement, ni indirectement faire échec aux traités ou accords internationaux, mais comment expliquer alors la conduite de

1. Consultation de M. Pillet, professeur à la Faculté de droit à Paris, concernant les affaires agraires des ressortissants hongrois.

la Roumanie, dont la Constitution se trouve avec son art. 18, en contradiction flagrante avec le traité du 28 octobre 1920 ?

Diogène cherchait jadis en plein midi dans les rues d'Athènes avec une lanterne à la main « un homme », les minorités feraient bien d'imiter son exemple et de se mettre à la recherche de leur protecteur !

c) *Mode de concilier les intérêts.* En attendant, comment concilier les intérêts de la majorité avec ceux de la minorité ?

Nous avons vu que la Société des Nations n'entend nullement protéger les minorités en tant que nationales. Elle ne veut pas dresser le principe des nationalités contre l'Etat.

N'y a-t-il donc pas de remède plus efficace ? Nous abordons par là une question plutôt philosophique que juridique ; et comme la vie politique présente un chantier social où les philosophes préparent leurs plans, que les peuples exécutent avec bruit ou sans fracas, le rôle des juristes s'y trouve réduit, non certes dans son importance ni dans sa délicatesse, mais dans sa tâche, qui consiste à formuler en des termes aussi clairs que précis les droits et les devoirs des citoyens contraints de vivre dans une société ainsi formée. C'est le cas de dire avec M. Lefur, que celui, qui veut faire du droit pur, sans connaître la morale ni l'histoire, la politique, ni la sociologie, arrive à perdre tout contact avec la vie. Pour éviter de nous enfermer précisément dans un domaine pareil, mais sans avoir non plus les prétentions d'approfondir cette question d'ordre moral, très compliquée d'ailleurs, nous nous bornerons à en effleurer les deux doctrines existantes : le *libéralisme* et le *fédéralisme*, tout en donnant notre préférence à celle qui, à notre sens, répond le mieux aux exigences de l'avenir et aux intérêts présents des peuples balkaniques.

Quand on se représente tant de théories qui ont été émises à propos de la nation et de son essence, il semble qu'on puisse voir dominer ces théories dans l'histoire par trois tendances principales, *une tendance raciale, d'origine hébraïque, une tendance spiritualiste, formulée par le génie grec*, enfin une troisième, *la tendance de solidarité sociale, œuvre de l'école socialiste*. Avec l'évolution du genre humain civilisé, les éléments de ces trois tendances se refondent bientôt pour n'en

reconstituer plus que deux : le *libéralisme* avec tendance spiritualiste et volontariste, que l'on rencontre le plus souvent chez les Français et le *fédéralisme*, qui s'efforce de ramener à la nation les forces groupées individuellement des races, de l'histoire et de l'éducation, par un lien naturel de chaque société civilisée — la collaboration internationale. C'est sous cette dernière forme que vit aujourd'hui plus de la moitié de la population du globe. C'est que le fédéralisme s'appuie directement sur l'ensemble de tous les citoyens de l'Union, tout en impliquant une double organisation aux nationalités, tantôt en un tout, tantôt en parties indépendantes. Dans ce dernier cas, la liberté de chaque unité indépendante n'est soumise à aucun contrôle de la part de l'Etat central, qui l'a accordée, pourvu que les limites constitutionnelles soient respectées, ou mieux encore : le fédéralisme est un système dans lequel une certaine participation à la formation de la volonté publique suprême est accordée à des collectivités publiques inférieures, quelle que soit du reste la mesure de leur coopération.

Par contre, le libéralisme unitaire ou ce que certains auteurs appellent « l'utilitarisme libéral » accepterait difficilement cet état de choses, vu que la nationalité dominante a, à elle seule, le droit de dicter la loi.

Et s'il arrive que son unité nationale est menacée, non pas par quelques individus déterminés, mais par l'action d'une association, d'un groupe, alors elle a recours de suite à la force brutale pour supprimer son adversaire, fût-il même un des meilleurs éléments de son Etat. Ceci nous porte à conclure, que le libéralisme unitaire reste à certains points de vue, toujours dangereux pour une société civilisée.

Tout Etat qui admet le régime libéral, nous dit, d'ailleurs, M. Bouglé (1), ne le fait qu'à la condition que ce soient des individus, qui en feront usage, des individus différents les uns des autres, se neutralisant les uns les autres, agissant les uns contre les autres, afin, complétons sa pensée, pour mieux les assimiler tous séparément.

Pour parer à cet inconvénient qui engendre la lutte entre les dominants et les dominés, il se trouve que le meilleur moyen

1. Bouglé, *Le principe des nationalités et les minorités nationales*. Paris, 1929.

serait encore de savoir concilier leurs intérêts. Même les Soviets n'ont pas osé supprimer brusquement le sentiment national, au contraire, ils ont créé un Etat fédéral, et nous devons reconnaître, abstraction faite de son régime économique, que cet Etat est fondé sur le libre consentement de tous les participants.

Exécutant la volonté du I^{er} et du II^e Congrès des Soviets, qui proclament le droit pour les peuples de Russie de disposer d'eux-mêmes, le Conseil des Commissaires du peuple a résolu par un décret du 3-16 novembre 1917 de se guider dans la question des nationalités sur les principes suivants :

- 1^o Egalité et souveraineté des peuples de Russie ;
- 2^o Droit des peuples de Russie à disposer d'eux-mêmes jusqu'à séparation et constitution d'un Etat indépendant ;
- 3^o Suppression de tous privilèges et limitations de caractère national ou religieux ;
- 4^o Libre développement des minorités nationales et groupes ethnographiques habitant les territoires russes (1).

* * *

Des deux principes exposés ci-dessus : le libéralisme avec tendance de la nation dominante d'assimiler progressivement et avec une compression plus ou moins manifeste les nationalités conquises ou subordonnées d'un côté et le fédéralisme cherchant à réaliser la coexistence dans une nation de peuples de langues et de mœurs différentes, investis de droits égaux de l'autre, lequel conviendrait-il le mieux aux intérêts des peuples balkaniques et par cela même à ceux de la paix de l'Europe ? Nous ne sommes pas du tout embarrassé de faire notre choix, d'autant plus que la Déclaration des Droits de 1795 vient nous en montrer la direction en des termes très précis : « les peuples sont respectivement indépendants et souverains, nous dit cette déclaration, quel que soit le nombre des individus qui les composent et l'étendue de territoire qu'ils occupent ; cette souveraineté est inaliénable. Les entreprises contre la liberté d'un peuple sont un attentat contre tous les peuples. »

1. Pilenco, *La fédération soviétique. Revue du droit international public*, Paris, 1923.

Il ressort de tout ceci, que l'école française en élaborant sa doctrine sur la nation, exprime une réalité purement française, dont le libéralisme a créé cette solidarité de tous les habitants, que Hauser a su résumer en trois mots : « vouloir vivre collectif ». Mais ce qui peut être vrai pour la France, ne l'est nullement pour les Balkans, car dans ces pays montagneux, où les peuples tiennent à disposer d'eux-mêmes, les nationalités et les minorités subjuguées répliquent au « *vouloir vivre collectif* » de la nation dominante, par un *pouvoir vivre collectif*, jouir des droits qui leur reviennent au nom de leur conscience nationale, à celui des droits des gens, garantis par des traités internationaux : droits à la vie, à la liberté et au développement de leur culture, etc., etc., enfin au nom de l'humanité civilisée ; et pour être plus clairs, disons la vérité, que le libéralisme balkanique, en substituant au terme *vouloir*, le verbe *devoir*, devient le promoteur d'un principe barbare : *devoir vivre en collectif*, obligation de se conformer coûte que coûte à la volonté du plus fort ; or la civilisation est trop avancée pour permettre le retour à la vie de pareilles conceptions.

Le fédéralisme, étant donc dans son essence un véritable contrat social à base de concessions et de conciliation mutuelles et de collaboration internationale, il se présente à nos yeux comme la meilleure combinaison philosophique et politico-juridique, qui donnerait pleine satisfaction aux réclamations légitimes des minorités, aux aspirations naturelles des nationalités et contribuerait à la formation d'une seule nation, avec un seul Etat, les Etats-Unis des Balkans.

CHAPITRE II

L'ETAT

ELÉMENTS.

- a) *Population* : Collaboration des classes ; b) *Territoire* : La Patrie
c) *Pouvoir* : Souveraineté nationale. Herrschaft. Aucune souveraineté. Le gouvernement fondé de pouvoir.

15. **Eléments.** — Du mot latin *status*, situation, les langues modernes d'origine latine et germanique ont fait Stat, Stato, State, Staat, Etat, qui est devenu l'expression la plus générale pour désigner la fonction d'une société humaine envisagée comme organisme politique, établie sur un territoire commun et soumise à une autorité juridique suprême. La même notion est exprimée en bulgare par le terme « Darjava », un dérivé du verbe « darja » tenir, ce qui veut dire, que l'Etat tient entre ses mains le gouvernail de la vie publique d'une société politique.

Dans une étude, comme celle qui nous occupe, il nous paraît superflu d'établir un examen détaillé de cette définition, pas plus que de faire des recherches approfondies sur l'origine de l'Etat, dont les éléments sont de nature tellement complexe, que les grands débats sur l'essence même de l'Etat subsisteront, aussi longtemps qu'il existera des hommes et des Etats et qu'il y aura lieu d'étudier les rapports qui s'établissent entre eux.

Quelle que soit, en effet, l'origine des institutions humaines, quelles que soient ces institutions, en elles-mêmes, elles ne peuvent subsister que tant qu'elles apparaissent devant les générations nouvelles, comme justifiées en raison. L'un des problèmes qui se pose devant un peuple organisé politiquement, c'est de conserver et de maintenir une forme d'organisation,

qui soit suffisamment forte pour remplir les devoirs qui lui incombent dans l'intérêt de la communauté dont il s'agit, mais qui en même temps, ne risque pas que les gouvernants oublient les intérêts généraux des gouvernés au profit de leurs propres intérêts.

Ainsi posée la question, bornons-nous à jeter un simple coup d'œil sur les divers éléments qui ont donné matière aux auteurs d'inventer leurs théories, tout en les utilisant dans le sujet qui nous préoccupe.

Aristote (1) considère, par exemple, que pour l'existence des agglomérations plus ou moins nombreuses des hommes, formant la cité, sont indispensables les éléments suivants : *a)* la communauté des intérêts généraux ; *b)* l'assentiment des procès individuels ; *c)* le culte ; *d)* les subsistances ; *e)* les finances ; *f)* les armes et *g)* les arts, ce qui nous permet de résumer le tout dans la formule suivante : *vouloir et pouvoir vivre en société politique*.

Jellinek (2), de son côté, en distingue trois : le territoire, la population et le gouvernement, tandis que Bluntschli en reconnaît plusieurs, dont les plus importants sont : *a)* un groupe d'hommes unis entre eux, constituant la nation et établis sur un territoire donné ; *b)* des rapports permanents entre la population et son pays, qui attestent de l'existence d'une vie politique et sociale ; *c)* un lien commun entre les membres de la société à l'intérieur et une action unique à l'égard des Etats étrangers, enfin *d)* une certaine lutte ou plutôt une opposition entre les intérêts des gouvernants, représentant les autorités et les gouvernés n'étant que de simples sujets.

Si dans toutes ces conceptions, l'imagination ne va pas toujours de pair avec la réalité, il n'en est pas de même pour ce qui concerne les écrivains contemporains, dont la tendance est de s'en tenir à des constatations objectives. M. Duguit (3) estime précisément donner un modèle de cette attitude, lorsqu'il détermine dans l'Etat trois éléments au moins : d'abord une

1. Aristote, *La politique*, 1, IV, chap. VII, § 4 et 5 de la traduction de B. St-Hilaire.

2. Jellinek, *L'Etat moderne et son droit* (trad. franç. par G. Fardis). Paris, 1904.

3. Duguit, *l'Etat*, 1900, *Traité de Droit constitutionnel*, 1925.

collectivité humaine ; puis une différenciation qui se produit dans ce groupe politique au cours de son évolution sociale. Cette différenciation consiste en ce que certains individus, les gouvernants, se trouvent dans la possibilité d'imposer par la contrainte leur volonté à d'autres individus, que sont les gouvernés, en d'autres termes : *l'Etat est essentiellement basé sur un phénomène de force*, résultant des nécessités sociales ; enfin le but de toute société politique est de vivre conformément à la solidarité, son objet étant conforme par hypothèse au droit objectif de la collectivité considérée.

Cette dernière notion relative à la règle de droit sort toutefois du domaine de la réalité et entre dans celui de la métaphysique, abstraction faite que cette conception soit dégagée par les consciences individuelles ou par les consciences collectives et M. Duguit va rejoindre, en dépit de son réalisme, la doctrine de Guizot et de Royer Collard, lesquels déclaraient qu'il y a un droit, qu'il appartient à la raison de discerner (1), mais en général la doctrine de M. Duguit est plutôt objective.

M. de Lapradelle se borne, de son côté, à distinguer une population, un territoire et des lois, alors que M. H. Berthélémy (2) ne voit dans l'Etat que la nation organisée ; enfin Carré de Malberg (3) énumère comme Jellinek : une communauté humaine, un territoire, une puissance publique.

Il ressort de ces quelques exemples, que la plupart des auteurs s'accordent à reconnaître, que pour la naissance d'un Etat trois éléments au moins sont indispensables : *l'existence d'un groupe humain, disposant d'une aire territoriale sur laquelle il puisse affirmer sa maîtrise de lui-même et n'obéissant qu'aux ordres d'une autorité suprême juridique qu'elle émane de son milieu, indépendamment des conditions sociales qui l'ont porté à la tête de cette société.*

16. Population. Collaboration des classes. — Mais quelle doit être la base de cette collectivité humaine ? L'homme n'a jamais vécu seul. il n'a jamais pu vivre hors de la société, il ne peut développer, ni même conserver ses facultés, il ne peut

1. Gidel, *Cours de droit constit. comparé*. Doctorat, 1928-1929.

2. Berthélémy, *Traité élémentaire de droit administratif*, 1926.

3. Carré de Malberg, *Théorie de l'Etat*.

être, en un mot, ce qu'il est, sans le concours de ses semblables, en commençant par la famille, formée de ses ascendants et descendants. Il faudra, d'ailleurs, que les individus soient engagés dans les liens durables qui assureront tant leur fixité relative, que la permanence de l'association ainsi créée. La famille en est le premier noyau naturel, car plus les liens familiaux sont solides, plus augmente la cohésion sociale et par suite la cohésion politique et l'homogénéité, étant un fait entre les membres de la société, la coopération sociale se dégage d'elle-même.

Certes, cette coopération ne dépend pas uniquement du libre choix des collaborateurs ; il se peut fort bien qu'elle soit en désaccord avec le désir de quelques-uns, mais l'intérêt privé doit toujours se sacrifier à l'intérêt collectif, dont le premier but est de conserver la vie de la communauté et de lui assurer par la morale et la justice, donc par le droit, des conditions de prospérité générale.

C'est un fait indéniable que les hommes se groupent, en dehors de la famille, par la communauté de leurs intérêts économiques, réservant à chacun sa pleine liberté légale d'entrer ou de quitter le groupe quand ses convenances lui imposent cela. Toutefois cela n'empêche pas de faire appliquer les lois à tous les membres, soit de la famille, soit de l'association, individuellement, ce qui serait, à coup sûr, beaucoup plus commode, aussi bien pour l'individu, que pour la gérance des affaires publiques.

En ce qui concerne les associations économiques dans les Balkans, nous envisageons, une répartition des classes, selon leur nature en trois groupements principaux : les *agrariens*, les *ouvriers* et les *intermédiaires*.

Les premiers sont les plus nombreux, ordinairement maîtres de petites propriétés, et forment pour ainsi dire la base de toute la vie économique de ces pays. Viennent après les travailleurs salariés, dont le concours au relèvement social de tous devient de plus en plus précieux. Enfin les hommes d'affaires : commerçants, banquiers, industriels, professions libérales, etc., etc., qui combinent avec une science digne d'éloge les produits des premiers avec les efforts des seconds, afin de rendre accessibles à tous les matières indispensables à leur existence quotidienne.

Une correction cependant s'impose. Notre régime capitaliste oublie souvent son origine et le rôle qui lui est assigné dans une société civilisée. Au lieu de chercher une collaboration sincère avec les deux autres classes, il fait tout son possible pour les subjuguer à sa puissance, quitte même à recourir à la force brutale. Et la réaction des intimés surgit instinctivement, d'où la lutte des classes. Et pourtant l'intérêt public exige que l'on trouve un moyen de remédier à cet inconvénient. Ce n'est pas en quelques lignes que nous pourrions éliminer ce point névralgique. Beaucoup d'énergie a déjà été dépensée, depuis la plus haute antiquité à ce jour par les plus grands hommes des siècles, des milliers et des milliers de traités ont été écrits à ce sujet, sans que l'évolution humaine ait jamais voulu mettre un terme à ces essais et pourtant personne n'a pu franchir ce cercle vicieux, les Bolcheviks pas plus que les autres; alors ne serait-il pas trop hardi de notre part de vouloir affirmer que la collaboration économique telle que nous l'envisageons mettra fin à ce grand conflit social et séculaire, qui change peut-être de forme, mais ne perd jamais son fond? A chaque mal, son remède. Les conditions économiques dans les Balkans nous permettent de croire, que cette collaboration est possible, à condition seulement d'assurer tout d'abord à l'homme sa pleine liberté économique et nationale.

Ces trois associations, sans compter leurs subdivisions qu'engendre le principe de la division et la spécialisation du travail, pourraient établir entre elles un statut de leurs rapports mutuels avec tendance à satisfaire mieux les intérêts de tous.

Les bases de ce statut devraient être : a) le respect de la propriété privée, qui doit avoir pour but de servir comme moyen de mieux assurer la vie des particuliers, comme le plus efficace stimulant pour le progrès, mais non comme un privilège des heureux pour subjuguer les déshérités; b) assurer à toutes les familles et aux individus sans foyer, des conditions convenables de travail et de vie sociale; c) liberté de l'individu, concernant son action politique, sociale, culturelle, nationale et économique, tant que son action n'est pas dirigée contre les intérêts communs de la société et de l'humanité; d) rapprochement des producteurs avec les consommateurs au moyen des organisations coopératives; e) *caisse de collaboration*

sociale, où seront versés de droit tous les bénéfices nets au-dessus d'un certain chiffre ; *f*) conseil fédéral des trois organisations avec des droits et représentants égaux, qui dirigera tout le mouvement et sera chargé de la gestion de la Caisse de collaboration sociale, qui reste au fond une entreprise privée, devant servir de régulateur dans la vie sociale ; *g*) participation au pouvoir au prorata des voix obtenues. Le gouvernement n'étant qu'un fondé de pouvoir, son rôle doit être réduit à un simple service de sécurité, d'arbitrage et d'instruction et *h*) plébiscite obligatoire pour toutes les questions dont l'importance est vitale pour la communauté politique. Ainsi le système politique et économique actuel des gouvernants et des gouvernés, des heureux et des déshérités, cédera sans aucune perturbation sa place au régime des forces sociales fédérées, de leur propre volonté.

La lutte de l'homme ne sera plus dirigée contre l'homme.

Ceci est reconnu, quoique indirectement, par Henri de Man aussi, qui semble pouvoir exercer une influence décisive sur l'évolution ultérieure du socialisme international.

Dans son livre *Zur Psychologie der Sozialismus* (1926) paru en français en 1927 sous le titre : *Au delà du Marxisme*, Henri de Man estime, que « le facteur décisif depuis le xx^e siècle est le sentiment d'une communauté nationale qui repose sur l'expérience tangible d'une communauté de fait des destinées nationales. Le mouvement ouvrier, s'il s'inspirait exclusivement de l'intérêt économique des masses, ne peut conduire, affirme-t-il, au socialisme et au pacifisme que dans la mesure où il met au premier plan, non les notions marxistes de l'intérêt, mais les valeurs chrétiennes de la fraternité humaine et du sacrifice nécessaire ». Et dans l'introduction de cet ouvrage, André Philip n'hésite pas à déclarer que « pour faire face aux conditions nouvelles de la vie économique d'après guerre et éviter de tomber dans le piège du néo-capitalisme, le socialisme doit transférer la lutte des classes du plan économique au plan éthique et la présenter moins comme un antagonisme d'intérêts que comme une opposition radicale entre deux doctrines, deux conceptions de la vie irréductiblement adverses. Il apparaît bien, ajoute-t-il, que dans le parti socialiste, on commence à prendre conscience de la nécessité d'un renouveau éthique et d'une restauration des valeurs spirituelles ».

Le socialisme ne reconnaît, certes, que deux classes : les capitalistes et le prolétariat, mais ceci était fait par Marx dans l'intérêt de simplifier la lutte, en groupant les forces dans deux camps adversaires ; or la réalité balkanique et peut-être la réalité mondiale en a établi au début de ce siècle une troisième, celle des *agrariens* ; c'est au génie bulgare que les agrariens doivent actuellement leur conscience de classe sociale, ainsi que leur organisation en parti politico-économique, dont il sera question ultérieurement.

Les Bolchéviks ont anéanti la vieille aristocratie et la jeune bourgeoisie en Russie, mais leurs efforts d'en faire autant avec la classe des paysans ont échoué devant la résistance inébranlable de ces derniers, « les koulaks », et Lenine s'est vu obligé de renoncer alors à l'orthodoxie du marxisme et de céder dans sa nouvelle doctrine la première place au mouvement paysan, en donnant à son parti le nom de « Parti des paysans et des ouvriers, » quoique les premiers sont loin d'être satisfaits.

Tout ceci vient nous dire que la répartition des associations envisagées ne paraît nullement arbitraire et que la famille ou mieux l'union des familles constituant la nationalité et les groupements politico-économiques seraient l'expression de la réalité, les bases naturelles, nécessaires, indispensables de l'Etat, dont l'élément, aussi bien subjectif qu'objectif, reste toujours la grande famille spirituelle de tous les habitants de la nation et pour conclure, disons avec M. de Lapradelle, que l'Etat naît et meurt avec un peuple, une nation et qu'il ne vit qu'avec eux. Ainsi donc le premier élément de l'Etat est le corps des citoyens, qui doivent être organisés sur base de leurs intérêts politico-économiques.

17. **Territoire la patrie.** — Et maintenant que faut-il entendre par sol natal ou plus communément appelé la patrie ? Au sens propre du mot, la patrie est le pays où l'on est né ou celui auquel on appartient à titre de citoyen. Au près de notre berceau dans notre foyer natal, le milieu nous a posé d'avance les mille instruments de notre élévation. Par ses institutions et par ses monuments, par son langage et par ses traditions, ce milieu nous a fait ce que nous sommes, ce milieu est fixé avant tout sur un territoire, dont l'aspect général et le climat, jouent, comme

nous l'avons déjà vu plus haut, un rôle primordial à notre formation, aussi bien physiologique, que psychologique. C'est pourquoi notre attachement, notre amour à la patrie nous paraît à la fois naturel et nécessaire, si bien que seule cette force est capable par elle-même de réduire au silence les passions les plus violentes, comme celles qui divisent les habitants en partis politiques ou opinions philosophiques, le jour où un danger extérieur viendrait menacer sa liberté, son indépendance.

C'est le seul sentiment qui sépare le fils de la mère, l'époux de l'épouse et qui leur impose le sacrifice absolu de leur personnalité pour le salut de la terre sacrée.

Aussi nous ne croyons pas qu'il existe des hommes qui n'éprouvent aucun amour pour leur sol natal, ne fût-ce même que de simples souvenirs d'enfance.

Et dans un Etat fédératif chaque individu a une double patrie ; le sol natal ou la patrie nationale et le territoire conventionnel de la fédération ou la patrie politique.

18. Le pouvoir. — Pour avoir un Etat il faut ajouter un dernier élément, qui constitue précisément sa caractéristique essentielle. C'est l'autorité politique suprême, dont les attributions sont de dire souverainement le droit en dernier ressort, quitte à recourir aux moyens de contrainte pour se faire respecter.

Mais l'Etat est-il pour cela tout puissant et ne doit-il connaître d'autre loi que sa volonté arbitraire ? Et cette dernière existe-t-elle réellement ?

Certains auteurs prétendent que cette volonté fait complètement défaut à l'Etat, pour la bonne raison, que ce dernier ne représente pas, à leur avis, une personne, mais simplement une organisation, l'organisation politique de la nation, par conséquent, ils n'y voient qu'une force, mais pas une intelligence.

Par contre la nation, donc l'Etat, est considérée par d'autres, comme une personne morale, distincte des individus qui la composent, parce qu'elle constitue une entité indépendante de ces individus. Et pourtant c'est l'homme qui est la source de la souveraineté de l'Etat et c'est l'homme aussi qui est le but de l'Etat. Comment expliquer alors l'origine de la souveraineté de l'Etat ?

Sous l'ancien régime en France et ailleurs la souveraineté absolue était fondée sur le prétendu « droit divin des rois ». Avant le XVIII^e siècle, le despotisme éclairé osait même affirmer par des monarques, comme Louis XIV, que l'Etat c'était le roi. Or il est arrivé, que la Révolution, dépouillant la royauté de cette souveraineté, en a investi la nation, et la souveraineté nationale a été acceptée avec son caractère absolutiste de jadis, comme signifiant un pouvoir illimité de commande et par ce fait même, la Nation devient « Personne morale » ; et comme l'idée de la souveraineté nationale implique une correspondance entre l'Etat et la nation, le divorce de ces deux notions se trouve par ce fait là désormais exclu.

La paternité de cette idée philosophique est attribuée à J.-J. Rousseau, qui ne voit dans la société politique qu'un fait volontaire basé sur un contrat. C'est dans le peuple personnifié que le pouvoir suprême de commandement trouve, d'après lui, son origine et sa légitimité.

Comment Rousseau définit-il donc son Etat ? « Une forme d'association qui défend et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéit pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant (1) » Nous savons cependant, que l'Etat est une formation naturelle de l'instinct sociable de l'homme. En effet, l'individu appelle la famille, la famille se multiplie et crée le clan, la gens, la gens se transforme en civitas, donc le contrat social de Rousseau se trouve en contradiction avec l'évolution historique même du genre humain.

Pas du tout, réplique M. de Lapradelle (2), car l'auteur du *Contrat social* n'entend donner qu'une explication philosophique du phénomène qui nous intéresse.

Et M. Duguit résume très heureusement toute cette doctrine quand il écrit : « La souveraineté de la Nation personne, distincte de l'Etat, ou du moins créant l'Etat par sa volonté souveraine, s'organisant en Etat, mais gardant toujours la substance de la souveraineté, est en France, depuis 1789, l'article premier d'un véritable *Credo* politique (3) ».

1. J.-J. Rousseau, *Contrat-social*, I, 1, chap. VI.

2. Lapradelle, *Cours de Droit International public*, Doctorat, 1928-1929

3. Duguit, *L'Etat*, II, p. 63.

Depuis cette date, la théorie de la souveraineté nationale consacre l'idée capitale, que les pouvoirs et les droits dont l'Etat est le sujet, ne sont pas autre chose que les pouvoirs et les droits de la nation. C'est la formule même, dont se sert M. Esmein, qui a été le défenseur le plus convaincu dans ces dernières années de cette doctrine.

Ainsi le principe de la souveraineté nationale a eu pour but de limiter et de subordonner la puissance exercée par les autorités instituées par la Nation.

L'école allemande n'est pas du même avis. Dans son ouvrage *Le but dans le droit*, Ihering déclare que le droit, en tant que supposant la contrainte étatique, prend sa source dans la volonté inconditionnée et irrésistible et dans la puissance de l'Etat (Herrschaft), mais il a soin d'ajouter, que la règle imposée par l'Etat ne constitue une règle de droit dans la force du terme, qu'autant qu'elle oblige à la fois les sujets, auxquels elle commande et l'Etat lui-même qui l'édicte. Voilà donc l'*auto-limitation* de l'Etat. D'après cette doctrine, il n'y a de règle de droit, que là où il y a un Etat, en d'autres termes, le droit est une création de l'Etat sous la sanction de la contrainte. Et si malgré cela, Ihering considère obligatoire pour l'Etat ses propres lois, il explique cela par l'idée d'intérêt personnel. « L'Etat, dit-il, assurera d'autant mieux le respect de son ordre juridique qu'il aura commencé lui-même par s'y conformer. »

Cette théorie de Ihering a été complétée par Jellinek (1), qui s'est efforcé de son côté de concilier les deux idées contradictoires de souveraineté de l'Etat et de l'action limitée de l'Etat, dans sa formule d'*auto-détermination*, ainsi conçue : « la souveraineté, dit-il, est la volonté de la puissance de l'Etat, en vertu de laquelle, cette puissance possède la faculté exclusive de se lier ou de se limiter juridiquement elle-même » et de ses explications nous pouvons déduire que l'Etat n'est pas omnipotent, car il est voué à un régime de limitations permanentes. Mais l'Etat demeure souverain, car il reste maître de se fixer à lui-même et de modifier les règles qui sont de nature à le limiter.

Cette notion de l'Etat à base de souveraineté et de personnalité, entraînée par la notion de droit subjectif, est incom-

1. Jellinek, *Le but dans le droit* (trad. fr. Fardis, 1904).

2. Jellinek, *L'Etat moderne et son droit*, éd. française, t. II, p. 136.

patible, remarque, non sans raison, M. Duguit, avec la limitation de l'Etat par le droit, car en définitive ces théories allemandes nient toute morale supérieure à l'homme, nient par ce fait même, tout droit public, aussi bien d'ordre privé, que de caractère international.

A l'intérieur l'Etat impose sa volonté comme il entend, et comme il ne reconnaît pas le droit à base morale, il impose son droit positif, reposant exclusivement sur la contrainte, et à l'extérieur son guide n'est que l'intérêt et la force, comme limite à sa réalisation. C'est le *Faustrecht*, le droit du poing ; c'est ce droit-là qui incita le chancelier d'empire Bethmann-Holweg à déclarer en plein Reichstag, que les traités internationaux n'étaient pour l'Allemagne que des chiffons de papier.

Une société civilisée peut-elle admettre ce « *Faustrecht* » comme principe de droit ? Ce serait vraiment détestable ! Il faut y renoncer une fois pour toutes, tant en droit international qu'en droit interne, car elles sont fausses dans leur fond et dangereuses par leurs conséquences pour les rapports internationaux et les faire remplacer, comme l'estime M. Lefur (1), par celle de l'Etat de droit, de ce *Rechtstaat* que proclament en théorie ceux-là même qui en sapent ensuite son fondement.

La morale a aboli les droits absolus du *Pater familias* ; pourrait-on alors permettre la restauration de l'Etat absolu de l'antiquité pour le bon plaisir de quelques légistes, philosophes ou publicistes, porteraient-ils même le nom de Rousseau, de Kant, de K. Marx ou de Lénine ? Ce serait rétablir l'absolutisme le plus complet au profit des gouvernants et par cela, l'individu même se trouverait anihilé, tandis que les groupements inférieurs, la famille, la nationalité, les associations politiques et économiques seraient définitivement sacrifiés. C'est ce qui est arrivé en Italie, depuis l'avènement du fascisme au pouvoir et en Russie, après la victoire des Bolcheviks. Ces deux Etats, quoique construits sur les bases d'origines philosophiques différentes, ont fatalement abouti au même résultat : l'omnipotence de l'Etat.

19. Le gouvernement fondé de pouvoir. — Or nous avons déjà vu que l'Etat n'existe pas par lui-même ; son

1. Louis Lefur, *Races, Nationalités, Etats*. Paris, 1922.

corps, ce sont les individus, et il ne prend conscience de lui-même, il ne veut et n'agit que par l'individu, donc son autorité doit être mise exclusivement au service de la justice et de la raison. Dans ce cas seulement la souveraineté de l'Etat ne sera plus arbitraire, ce dernier étant lié par le droit objectif, qui prescrit le respect des intérêts légitimes, non seulement aux personnes isolées, mais aussi à tous les autres groupes, constitués très souvent, avant la naissance de l'Etat. L'ensemble de ces groupes, appelé parfois le peuple, c'est la nation organisée en Etat et dotée d'une représentation juridique, qui, à notre sens, n'est qu'un simple *fondé de pouvoir*, auquel elle doit toutefois obéissance sous peine de contrainte, tant qu'elle ne lui a pas retiré sa confiance, se réservant ainsi une liberté illimitée de la lui retirer, toutes les fois qu'elle juge cela opportun pour le bien de la société même.

Mais ce *fondé de pouvoir* librement nommé par la nation au moyen du suffrage universel, ou imposé par la force par un groupe quelconque, s'inspire-t-il toujours dans ses décisions des sains jugements de la raison et de la justice ?

Il est difficile de l'affirmer, lorsque le plébiscite populaire n'est pas prévu pour certaines questions, ce qui fait, que le droit positif des gouvernants ne représente en définitive qu'une pure nécessité de fait, condition qui a amené M. Duguît à nier toute souveraineté.

Quelle théorie devrions-nous appliquer alors à nos futurs Etats-Unis des Balkans ?

L'Etat étant une société politique, naturelle et nécessaire, son autorité doit provenir de la volonté de ses membres et remplir par là, comme nous l'avons déjà dit plus haut, un rôle de *fondé de pouvoir* sur la base de lois établies en conformité, non seulement avec les éléments de la justice et de la morale, mais aussi avec ceux d'ordre économique et social, soumises dans certains cas sous le contrôle direct de la nation par la voie du plébiscite universel.

Et il ne faut jamais perdre de vue que la valeur de cette autorité, de ce *fondé de pouvoir*, dépend entièrement de la volonté et de l'intelligence des individus qui la mettent au service de la société ; à cette dernière incombe le devoir d'en faire bon choix ! Mais si le choix est mauvais la société sup-

porte les conséquences de leurs actes, furent-ils d'ordre politique interne ou international, aussi bien que d'ordre économique local ou extérieur.

La nation peut, certes, leur retirer de gré ou de force sa confiance ; quelque chose de plus, elle peut les tenir responsables de leurs gaffes ; c'est ce que le peuple grec a fait avec le gouvernement de M. Gounaris. Non seulement, il lui a retiré sa confiance, mais les fauteurs de la défaite de l'armée grecque en Asie-Mineure ont dû laver cette tache de l'histoire hellénique de leur propre sang.

De tout ce qui précède une conclusion s'impose ; c'est que le gouvernement, l'autorité politique de l'Etat, n'est qu'un simple *fondé de pouvoir* des intérêts de la nation, et que de sa seule reconnaissance à l'intérieur, comme pouvoir juridique suprême, et à l'extérieur comme seul représentant légal, l'Etat, cet aboutissement final de tous les éléments énumérés plus haut, devient complet, avec le droit de vivre une vie indépendante au milieu de la Société des Etats.

C'est le régime propre à la démocratie !

Et les gouvernements actuels des Etats balkaniques obéissent-ils à cette suprême loi, la voix de la nation ?

Le conflit aigu entre le mouvement d'intégration centralisatrice, poursuivi avec acharnement par les gouvernants de ces pays d'un côté et le droit des nationalités et des minorités, revendiquant la reconnaissance de leur autonomie individuelle ou le respect de leurs droits naturels de l'autre, sont des facteurs, qui témoignent une discordance flagrante entre la théorie et la pratique dans cette partie de l'Europe, qui se réclame pourtant d'être démocratique. La volonté nationale n'y existe pas ; la liberté de faire son choix lui fait complètement défaut. C'est le système du Herrschaft, du Faustrecht, ou si l'on préfère celui de fait ; les gouvernants s'imposent par la force aux gouvernés, sans se soucier de leurs sentiments et moins de leur volonté.

Comment aplanir alors ces difficultés exprimant des intérêts aussi contradictoires et que les deux côtés considèrent, à tort ou à raison, comme légitimes ?

Il est préférable en matière politique et sociale de savoir prévenir le mal, plutôt que de le guérir ou réprimer. Gouver-

ner a-t-on dit, c'est prévoir et c'est tout ce qui a de plus exact. Là où la nationalité menace donc d'entrer en conflit sérieux avec les gouvernants, c'est-à-dire, avec l'Etat, il est sage, estime M. Lefur, de recourir aux formes d'union spéciale, qui offrent le droit public, en vue de pouvoir concilier ces intérêts différents, moyen beaucoup plus juste et plus profitable pour les intéressés, qu'une lutte violente, où leur force, à tous deux, court risque de s'épuiser ; on y arrive par voie de concessions réciproques. Et comme il s'agit dans les Balkans de nationalités nombreuses, de même importance et de même force et faisant toute partie d'une même civilisation, ce sera l'Etat composé, l'unité fédérative, à base d'égalité, comme dans tous les Etats fédéraux existants, qui satisfairait le mieux les intérêts de tous, car, chaque nationalité reste maître de son sol, qu'elle gouverne conformément à la volonté populaire et que toutes sont solidaires pour la défense de leurs intérêts communs, conditions essentielles pour faire cimenter dans cette communion morale et solidaire leurs rapports à jamais.

CHAPITRE III

LA FÉDÉRATION

Différence entre la Confédération et la Fédération ; les bases du fédéralisme ; formes des sociétés politiques dans les Balkans au cours de leur histoire antique et celle du moyen âge ; projets et vœux de fédération depuis la fin du ^{xviii}^e siècle à ce jour ; Projets : russes, autrichiens, italiens et d'autres ; vœux de différentes associations ; programme de l'Org. Révol. Macédonienne ; révolution Jeune-turque ; alliance balkanique ; la Conférence d'Athènes (1930) ; l'opinion actuelle sur la Fédération.

Confédération ou fédération, voilà deux termes juridiques qui, chacun en lui-même, implique un système d'union d'Etats différents. Si la séparation entre ces deux notions est très nette, au point de vue juridique, elle l'est beaucoup moins au point de vue historique, où la transition entre ces deux formes s'effectue parfois d'une manière lente et presque insensible, ce qui donne lieu naturellement à une confusion d'autant plus fréquente que cette matière est souvent traitée par des auteurs non juristes. Il faut éviter pourtant de les confondre, bien que la jurisprudence helvétique emploie encore le terme historique de Confédération pour désigner l'Etat Fédéral actuel de la Suisse.

20. Différence entre la Confédération et la Fédération. — La Confédération (Staatenbund) est une union durable au moyen d'un pacte entre divers Etats souverains pour la défense et la gestion de certains intérêts communs, qui, tout en ayant un corps politique central, jouissant de la personnalité juridique et disposant d'organes permanents, ne représente pas un gouvernement d'Etat, vu que ses membres conservent toute leur

autonomie administrative, diplomatique et militaire. La Confédération n'a donc aucun pouvoir propre, la compétence de la Diète ou le Conseil des délégués des divers Etats étant strictement limitée aux matières spécifiés dans le pacte et encore ses décisions, prises ordinairement à l'unanimité, ne sont que l'expression de la volonté des Etats confédérés. La souveraineté, ce critérium juridique du droit public moderne, permettant de distinguer l'Etat, faisant défaut à la Confédération, elle ne constitue nullement un nouvel Etat au-dessus de ses membres ; c'est ce qui explique le fait qu'elle n'entretient de relations diplomatiques avec l'étranger que pour les affaires de son domaine spécial. Pour tout le reste, chacun des Etats confédérés reste souverain ; il a son gouvernement, son armée nationale, sa politique étrangère, ses finances, ses conventions particulières avec les autres Etats indépendants, mais il est tenu de respecter rigoureusement les engagements, qu'il a librement contractés, lors de son entrée dans l'union, sauf peut-être dans le cas, où ses engagements tournent contre sa propre conservation, autrement la Confédération a le droit de le contraindre par la force des armes à les exécuter.

Mais le but de la Confédération étant commun à tous ses membres, il arrive souvent que ces derniers s'entendent entre eux pour accorder à leurs nationaux un traitement de faveur, préparant ainsi la voie à la formation d'un Etat fédéral, avec une seule nation politique.

Des quatre Confédérations d'Etats (1), que nous rencontrons dans l'histoire moderne, trois d'entre elles sont en effet devenues des Etats fédéraux, ce qui prouve que les liens d'union, loin de se rompre au bout d'un certain temps, n'ont fait que de se resserrer de plus en plus. Sans entrer dans les détails de l'histoire ni de l'organisation juridique de cette réunion confédérative, il importe toutefois de nous demander les raisons qui ont fait disparaître de la scène internationale ce système juridique.

Le droit de nullification, dont dispose tout membre de la

1. La République des provinces-unies des Pays-Bas, 1580-1795.
Les Etats Unis d'Amérique, 1781-1787.
La Confédération suisse, 1291-1798-1815-1848.
La Confédération germanique, 1815-1866.

Confédération, en vertu de sa souveraineté, c'est-à-dire, son droit de juger en dernier ressort les conflits de compétence qui peuvent surgir entre le pouvoir confédératif et lui d'un côté, et le droit de sécession qui appartient à tout Etat particulier de se séparer de l'Union, quand il juge cette mesure indispensable pour sauvegarder son indépendance, de l'autre, enfin le consentement de l'unanimité des Confédérés étant nécessaire pour toute révision du pacte et le manque surtout d'une autorité unique et suprême chargée de la réalisation de la volonté confédérale, doivent être considérés comme causes rendant cette forme d'organisation peu satisfaisante, parce qu'incapable, d'assurer aux Etats confédérés la sécurité intérieure et les avantages d'un ordre différent, qu'ils avaient en vue le jour de leur union.

Pour toutes ces raisons, la Confédération d'Etats ne pouvait guère constituer qu'une forme de transition, et il était tout naturel de voir terminer son existence soit par sa dissolution, soit, comme l'estime M. Lefur, par sa transformation en une sorte d'Union plus étroite désignée sous le nom de Fédération.

Qu'est-ce donc que la Fédération ?

Fédération, du mot latin *foedus-foederis*, c'est-à-dire, contrat, pacte, traité, est une convention par laquelle deux ou plusieurs Etats s'obligent réciproquement et également les uns envers les autres pour un certain nombre d'objets déterminés, dont la charge incombe spécialement et exclusivement, aux délégués de la Fédération.

Lorsque des Etats faibles veulent, en effet, donner à leur union plus de cohésion et d'homogénéité, ils renoncent volontairement au profit d'un tiers Etat, seul souverain parce qu'il émane précisément de l'unité de leurs volontés particulières, à une partie de leurs prérogatives, tout en restant dans leur sphère, maîtres souverains et n'étant pas plus soumis au contrôle de l'Etat fédératif, que ce dernier n'est soumis au leur, quant aux attributions qui entrent dans sa compétence. Les Etats particuliers donnent alors, en la forme de loi, d'un accord unanime, leur déclaration de vouloir devenir à partir de telle date, les membres d'un Etat fédéral, ayant pour base, la Constitution convenue entre eux et cette déclaration entraîne pour chacun d'eux l'abrogation, à partir de la date fixée pour la

naissance, de toute disposition constitutionnelle en désaccord avec celle de la Constitution fédérale (1).

L'Etat fédératif (Bundesstaat) se présente donc comme un Etat souverain composé d'Etats membres avec les trois caractères suivants : 1^o les membres coopèrent librement, mais suivant des procédés variables, à la formation de la souveraineté fédérale ; 2^o ils sont dépourvus du droit de sécession, exception faite pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques où, en théorie du moins, ce droit est reconnu aux Etats particuliers et 3^o ils jouissent d'une pleine autonomie législative pour toutes les matières dont la compétence n'a pas été attribuée à l'Etat fédéral. Voici d'ailleurs une définition de Jellinek sur l'Etat fédératif qui peut servir d'explication plus étendue aux trois points énumérés plus haut : « L'Etat fédératif, nous dit cet éminent juriste, est un Etat dans lequel le pouvoir public souverain établit de par la Constitution, un partage de ses fonctions, entre lui et les Etats particuliers. Le pouvoir souverain s'en réserve une quantité déterminée et remet les autres à ses membres en les laissant libres de fixer les lois relatives à ces fonctions et le mode de les exécuter. Cette liberté n'est soumise à aucun contrôle de la part de l'Etat central qui l'a accordée, pourvu que les limites constitutionnelles soient respectées et c'est cette exonération qui donne aux fonctions attribuées par la Constitution la qualité des pouvoirs publics indépendants. »

21. Les bases du fédéralisme. — Le fédéralisme se présente ainsi logiquement être fondé sur la notion de contrat politique, de pacte positif et synallagmatique proposé, discuté, voté et adopté.

Le citoyen et, au-dessus de lui la communauté politique nationale, l'Etat, aliène de cette manière, une part de sa souveraineté au profit de l'Etat fédératif, mais tous deux n'abandonnent à ce dernier de leur gré, que ce dont l'abandon leur procure un avantage réel, rien de plus.

Il ressort de tout ceci, que la base du fédéralisme et sa seule raison d'être, est la différenciation : à des conditions différentes, répondent des besoins différents ; à des besoins différents, incombent donc des solutions différentes.

1. Louis Lefur, *Etat fédéral et Confédération d'Etats*, 1896.

Diversités de race, de sol, de climat, de tempérament physiologique et moral, de génie propre à chaque nation, voilà ce qu'un fédéraliste considère d'abord et veut respecter, tandis que le type unitaire ne fait que centraliser, ou pour être plus clair, empruntons à Proudhon (1) sa fameuse formule de *séparation et d'indivision* de l'autorité.

La pure philosophie du fédéralisme, c'est la conciliation perpétuelle, entre la juste interprétation de la tradition historique et du progrès actuel, entre l'individualisme et les droits de la collectivité, entre le nationalisme local et le patriotisme général, auxquels nous pourrions ajouter, pour mieux illustrer le tableau de cette vérité immortelle, la collaboration mutuelle des associations économiques, dont le fond représentera toujours une valeur hautement morale, alors que la centralisation, étant une tentation perpétuelle pour le pouvoir, reste, toujours une menace pour les libertés des citoyens, car l'emploi de sa force immense dépend uniquement de la volonté de quelques personnalités qui expriment le pouvoir. Sous le coup d'une force pareille il n'y a en effet point de droits individuels ou collectifs qui soient sûrs d'un lendemain.

Dans ces conditions, la centralisation pourrait s'appeler le désarmement d'une nation au profit de son gouvernement, et la liberté est condamnée à une lutte incessante contre la force.

Ne voit-on pas là le tableau de la tendance de centralisation actuelle du gouvernement yougoslave, dont le décret du 19 janvier 1929 mit sous les verrous la liberté et les droits des citoyens ?

Mais lequel des deux systèmes conviendrait-il le mieux aux intérêts des peuples balkaniques ?

Avant de prendre notre parti dans cette question très délicate, nous croyons utile de rechercher tout d'abord dans l'histoire, s'il n'y a pas eu, au cours des siècles, quelques formes de sociétés politiques dans les Balkans, des projets ou de simples vœux, qui se rapprochent plus ou moins de l'un de ces deux systèmes ; notre tâche sera ainsi d'autant plus facilitée qu'elle sera soutenue par des éléments d'histoire objectifs.

1. Proudhon, *Du principe fédératif*, 1863.

22. Formes des Sociétés politiques dans les Balkans au cours de leur histoire antique et celle du moyen âge. a) *L'ancienne Grèce.* — La source de la civilisation moderne, cette inépuisable mine d'idées, qu'était la Grèce antique, est, de l'avis de tous les auteurs, la terre classique des Confédérations. Quoique, ni la forme, ni le but, de ses associations religieuses ou politiques ne répondent pas tout à fait à la notion juridique actuelle de la Confédération, néanmoins nous devons reconnaître qu'elles renfermaient des éléments indispensables à l'idée d'une telle communauté politique.

Les Confédérations religieuses connues sous le nom d'*amphictionies*, s'occupaient, chacune dans son rayon, aussi bien de questions religieuses que territoriales concernant les biens des temples ; elles jouissaient d'une indépendance complète, mais, dépourvues de lien fédératif entre elles, elles ne pouvaient pas représenter nullement l'organisme fédératif commun à tout le territoire de la Grèce.

Leur tribunal devint plus tard le tribunal commun des cités helléniques, mais malgré cela, le Conseil des amphictionies est resté plutôt une Assemblée religieuse, qu'une Diète politique.

Quant aux ligues politiques, dont le lecteur pourrait en trouver des détails dans le grand ouvrage de M. Lefur (1), l'histoire témoigne qu'elles n'ont joué aucun rôle important dans l'évolution de la société grecque, qui grâce à cette division, n'a jamais pu constituer une nation. C'était l'esprit municipal qui dominait les cités grecques ; ces dernières s'unissaient bien de temps à autre pour repousser quelque envahisseur barbare, mais le danger éloigné, chacune reprenait sa pleine liberté. Il n'y a, en effet, aucune association permanente, pas d'intérêts communs à défendre, donc l'existence de toute fédération proprement dite doit être exclue de toute la période de la grandeur grecque.

Athènes a été toutefois le centre de plusieurs espèces de Confédération successives. Son rôle devint même décisif après l'établissement de la hiérarchie des cités (le synaecisme), dont elle prit la tête avec l'institution des *héliastes*. Cette dernière n'était en réalité, qu'une Cour de justice privilégiée, parce-

1. Louis Lefur, *Etat fédéral et confédération d'Etats*, 1896.

qu'elle était constituée uniquement par le peuple athénien, mais on peut dire cependant, que la base de cette union des cités reposait sur le principe fédératif, dont l'expression logique aboutit plus tard, à l'établissement du *synédriou*. Cette Assemblée fédérale siégeait en permanence à Athènes, où chaque cité avait ses délégués. Mais sa vie fut courte. A la suite des guerres intestines (Thèbes et la révolution sociale qui en fut la conséquence), le synédriou, par suite de la dissolution de cette Confédération, qui embrassait jusqu'alors plus de 70 villes, disparaît définitivement. Désunies et affaiblies, les cités grecques n'étaient plus en état de défendre leur indépendance contre la marche victorieuse de l'élève d'Aristote, Alexandre le Macédonien.

Il fallait que ce fils adoptif de la civilisation hellénique vint, en guise de reconnaissance, détruire à jamais les anciennes traditions de ses maîtres et briser avec fracas les barrières qui séparaient les Grecs de chaque cité, pour établir l'unité de l'hellénisme. Le patriotisme local s'atténue et disparaît ; dès lors le régime fédératif devient possible en Grèce, ce qui a fait dire probablement à M. Marcel Dubois (1), que les Grecs avaient appris à la servitude macédonienne, l'art de s'unir et de s'associer dans un intérêt commun, de se mieux comprendre, de se faire mutuellement des concessions pour le bien général. C'est alors que naquirent les deux fameuses ligues : la *ligue achéenne* avec un pouvoir fédératif permanent, dont la souveraineté découle de la volonté librement exprimée dans le Congrès, par les représentants des peuples fédérés, et la *ligue étolienne*, dont l'organisation politique ne différerait guère de sa sœur achéenne, sauf peut-être pour le recrutement des gouvernants. Alors que les Achéens tenaient leur pouvoir d'un régime aristocratique, les Étoliens, plus agriculteurs que commerçants, le tenait des masses rurales ; c'était une démocratie paysanne. Cette lutte, plutôt économique que politique, explique, fort bien, les causes de leur rivalité, de leur hostilité permanente, qui les mit dans deux camps ennemis différents, pour succomber toutes les deux les armes à la main, non pas pour la grandeur des Hellènes, mais pour celle de leurs vain-

1. Dubois, *Les ligues achéenne et étolienne*.

queurs, les Romains. Avec la réduction de la Grèce en province romaine (146 avant J.-C.), les deux ligues franchissent le seuil de la vie publique pour entrer dans les mémoires de l'ancienne histoire.

b) *Byzance*. — L'époque des Byzantins, quoique féodale dans sa forme, n'a rétabli nulle part dans les Balkans la tradition fédérative des Hellènes. Le centralisme romain y dominait, sans pouvoir toutefois s'y imposer.

c) *Moyen âge*. — Les Bulgares, les slaves et avec eux tous les peuples barbares, venaient disputer tour à tour à Byzance son immense territoire dans le proche-Orient et une fois installés, ils cherchaient à s'y accommoder, non seulement au point de vue du climat, du sol et du milieu, mais aussi au point de vue social et politique et pour se concilier les différentes races qui le peuplaient, ils leur accordaient certains droits d'autonomie locale, ce qui se rapprochait le plus des anciennes confédérations.

L'histoire du moyen âge des peuples balkaniques, notamment celle des Bulgares et des Serbes, nous fournit des exemples typiques à ce sujet là, auxquels on pourrait ajouter à la rigueur un troisième, celui du royaume des provinces-unies sous l'égide du prince bosniaque Etienne Tvardko.

Ainsi l'empire du plus grand tsar bulgare Siméon (893-927) était composé de cinq provinces : la Bulgarie proprement dite, l'Union des cités grecques de la mer Egée, la Croatie, la Bosnie et la Fédération des Zadrouguis serbes, avec centre gouvernemental Preslav et une Assemblée Commune, le Conseil de l'empire, où chaque province était représentée par son chef politique : le roi, le ban, l'archonte ou le joupán, tous vassaux directs du tsar. L'Assemblée siégeait à Preslav, toutes les fois que l'Empereur la convoquait. Cette forme de gouvernement relève plutôt d'une féodalité hiérarchisée, mais comme chaque pays féodal représente déjà, en lui-même une confédération de fiefs, liés entre eux par un contrat d'assurance mutuelle, on peut considérer l'union de ces Confédérations comme une unité fédérative, avec le tsar comme président.

Grâce à cet esprit de concessions réciproques et de collaboration politique, Siméon est arrivé à l'apogée de sa gloire, et les Balkans ont connu une période de solidarité et de prospé-

rité réelles, malheureusement trop courte, pour nous permettre d'en réduire une véritable doctrine.

Si la Confédération de Siméon n'a pas subsisté après sa mort, son idée toutefois a survécu et Stéphan Douchan Némania (1334-1355) l'a mise en exécution, toujours sur la base nationale et féodale, suivant ainsi de près la voie que Siméon lui avait déjà tracée. L'empire de Douchan ne différerait guère en étendue de celui de Siméon. Il était composé de plusieurs provinces autonomes : la Serbie proprement dite, la Bulgarie méridionale, avec Valkachine comme roi et Prilep comme capitale, la Thessalie, soumise au commandement du grand joupan Prélub ; l'Albanie, gouvernée par le prince bulgare Deyan, la côte grecque de la mer Egée, avec Hrélia et Voynas comme chefs, et les provinces de Dioclée, de Zente, et des côtes adriatiques : Remarquons de suite que cette Confédération était l'œuvre non pas tant du succès militaire que Douchan avait remporté à la bataille de Kustendil, mais exclusivement à son esprit de conciliation, qui a fait d'ailleurs sa grandeur.

Sans usurper les droits d'aucune nationalité, Douchan a su les réunir sous sa souveraineté, pour l'affermissement de laquelle, il a pris un titre aussi kilométrique que pompeux (1), mais exprimant toutefois la réalité de son Etat confédéré. Son organisation politique étant une reproduction fidèle du modèle bulgare, nous ne nous y arrêterons pas, pas plus que sur celle du royaume de Tvardko, qui comprenait en dehors de la Bosnie, quelques joupanies serbes, la Dalmatie, la Croatie et la Hongrie, mais ce que nous devons souligner cependant, c'est le fait, que tous ces Etats du Proche-Orient représentaient vraiment des Confédérations d'Etats autonomes et comme cette forme d'associations politiques des Balkanais est la seule qui ait assuré la paix et le progrès des Balkans, il ne serait nullement téméraire de conclure avec cette leçon de l'histoire, que la seule forme d'union politique qui convient le mieux aux peuples et aux Etats des Balkans, c'est la Fédération.

On nous objectera, peut-être, et non sans raison, que la Confédération de Siméon et de Douchan était facilitée jadis par la communauté du langage des Bulgares et des slaves d'un côté et

1. Voir le § : « l'Unité de civilisation ».

surtout par l'unité de l'autorité suprême, le tzar, ou le roi, de l'autre, tandis qu'aujourd'hui les peuples balkaniques constitués en Etats nationaux tiennent à conserver leur individualité nationale et à développer leurs langues officielles, voilà pourquoi, l'idée fédéraliste leur paraît comme une utopie. L'argument de la langue paraît, en effet, de prime abord, être décisif. Pendant tout le Moyen âge il n'y avait dans tous les Balkans que deux langues officielles : le bulgaro-slavon, embrassant les quatre cinquièmes des Balkans, la Valachie, la Moldavie, la Bessarabie et la Transylvanie y comprises, et le grec, employé dans l'empire byzantin et ses faibles colonies à l'intérieur du pays, auxquelles il faudrait ajouter les villes grecques de la côte, les îles de la Méditerranée et la Grèce proprement dite.

L'unité de langage, estimait Fichte, est le critérium précis et infaillible de la notion de race et par elle de celle de l'Etat et Talleyrand affirmait de toute sa vigueur à la Constituante, « que l'unité de langage est la condition fondamentale de l'unité de l'Etat ». Cette nécessité d'une langue commune s'impose bien aux membres d'une même patrie appelés normalement à vivre côte à côte pendant toute leur existence, mais, si la communauté de langue constitue à coup sûr un bien extrêmement fort, comme nous l'avons déjà vu ailleurs, il n'est pas cependant, nous le répétons avec M. Lefur, ni essentiel ni suffisant pour constituer un Etat, une nation, à plus forte raison, une réunion d'Etats.

La langue constitue un élément capital là et là seulement où les nations lui attribuent la valeur d'un critère de nationalité, comme en Slovénie, en Macédoine et dans la Dobroudja par exemple, mais cette difficulté de langage, ne nous semble pas avoir un caractère insoluble. La Suisse et la Belgique nous fournissent à cet égard des précédents très encourageants. En Suisse on emploie trois langues : le français, l'allemand et l'italien, en Belgique deux, le français et le flamand ; peut-on reprocher pour cela aux Suisses et aux Belges des tendances séparatistes et antipatriotiques ? Loin de là, ils sont d'autant plus unis que leurs concessions réciproques sont plus sincères et leur esprit de conciliation sans pareil. Les Balkanais n'ont qu'à suivre leur exemple, et tout porte à croire, qu'ils ne

seront pas, pour cela, plus malheureux, au contraire, l'esprit de solidarité internationale leur imposera l'oubli du passé qui les sépare, pour ne penser qu'à l'avenir qui doit les unir.

Pour notre part nous envisageons comme langues officielles dans les futurs Etats-Unis des Balkans les trois langues suivantes : le *bulgaro-slave*, c'est-à-dire le bulgare moderne et le langage admis des Serbo-Croates et des Slovènes ; au fond nous sommes en présence de trois langues différentes, mais comme toutes les trois dérivent du vieux bulgaro-slavon et ne sont pas tellement distancées l'une de l'autre, pour plus de commodité dans notre étude, et pour rester fidèle au principe de la continuité, nous classons ces trois langues sous une seule rubrique : *bulgaro-slave* ; la deuxième place nous la réservons à la langue *roumaine*, enfin le *grec* doit occuper une place de droit. Nous avons négligé, et à dessein, le turc et l'albanais. La langue turque s'exclut d'elle-même, pour la bonne raison, qu'elle a eu cinq cents ans à sa disposition pour se faire imposer de gré ou de force à toute la population des Balkans, elle n'y a pas réussi ; de plus les Turcs deviennent dorés et déjà un peuple asiatique de sorte que l'emploi officiel de leur langue se présente dans le cas comme superflu. Nous aurons certes à compter sur les désirs des habitants turcs de la Thrace et de Constantinople, mais si cet élément représentera la majorité de la population, rien n'empêche à cette province de garder sa langue nationale comme officielle, à laquelle viendraient s'adjoindre naturellement, le bulgare et le grec comme langues auxiliaires, qui sont, d'ailleurs, parlées par les minorités de la Thrace.

Quant à l'albanais, il restera certainement comme langue officielle dans le pays, mais en dehors de l'Albanie, vu sa pauvreté, nous ne voyons pas d'éléments qui désireraient en faire profit. Même dans ce pays, le grec et le bulgare s'imposeraient comme langues auxiliaires, d'autant plus que les Albanais sont entourés des Bulgares et des Grecs, dont la civilisation leur est de beaucoup supérieure.

Pour les langues des minorités la question ne se posera même pas, après que l'Etat leur assurera des conditions égales aux langues officielles, pour leur usage et développement local.

Mais si la Grèce classique se prononce avec les Macédoniens

en faveur du fédéralisme, et si les Bulgares, les Serbes, et les Bosniaques avaient essayé au Moyen âge, sans un succès durable, par exemple, de réaliser cette idée, n'y a-t-il pas d'événements historiques des temps modernes qui aient pris la même voie ?

23. Essais, projets et vœux de fédérations depuis la fin du XVIII^e siècle à ce jour. — Le plus zélé et le plus enthousiaste parmi les apôtres de la Fédération balkanique à la fin du XVIII^e siècle était Rhigas de Féréo, patriote grec et poète de talent. Il parcourait sans repos toute la presqu'île balkanique prêchant partout l'insurrection générale contre les autorités turques. Par ses discours enflammés, par ses odes, par ses appels, il invitait tous les Balkanais, sans distinction de race et de religion à se tendre la main au nom de la liberté et à se soulever pour libérer leur patrie commune, la presqu'île des Balkans. Pour la révolte qu'il fomentait, Rhigas rechercha l'aide de Napoléon. Il se rendit dans ce but de Vienne à Venise. A son retour de cette ville, les Autrichiens, ayant saisie sa correspondance, découvrirent sa mission, mirent la main sur lui à Trieste et le livrèrent aux Turcs à Belgrade, où il fut condamné à mort et exécuté en 1798.

L'Illyrisme. — Les idées humanitaires et libérales des encyclopédistes français avaient pénétré parmi les slaves méridionaux pendant les guerres de Bonaparte avec l'Autriche. L'empereur, ses maréchaux et généraux étaient les porteurs de ces idées. Après l'occupation par les armées françaises de la Dalmatie, de la Kraïna, de l'Istrie, de Fiume, de Trieste, de Doubrovnik et d'une partie de la Croatie, Napoléon réunit en 1809 toutes ces provinces yougoslaves en un Etat fédéral sous le nom d'Illyrie, avec Lubliana pour capitale et le maréchal Marmont comme gouverneur. Les insurgés serbes du district de Belgrade, avec Karageorges en tête, surpris de cet événement envoient à l'Empereur un messenger, pour le solliciter de prendre la Serbie sous sa protection, mais ce dernier refusa cette faveur au chef du mouvement révolutionnaire serbe pour la simple raison, que la principauté serbe formulait dans son mémoire le désir de voir réunies à la Serbie (1), non seule-

1. Boppe August, *Documents inédits*, 1809-1814. Belgrade, 1888, pp.63-67.

ment l'Illyrie, mais encore la Bosnie et la Bulgarie, afin de constituer de la sorte une grande Serbie et par cela même de faire disparaître le nouvel Etat d'Illyrie.

Les Croates et les Slovènes acceptaient par contre, avec enthousiasme, le nom d'Illyrie et devinrent les plus fervents apôtres de l'Illyrisme, qui était pour eux un synonyme de liberté et de fédération de tous les Yougoslaves. Ludovic Gay et Mgr Strossmayer évêque de Zagreb, tous deux Croates, sont considérés avec raison, comme les plus grands idéologues de cette œuvre du génie français, connue désormais dans l'histoire sous le nom d'illyrisme. Gay commença à développer les idées de l'illyrisme en 1835 dans la *Gazette Croate (Novine Horvatske)* et son supplément : *L'Etoile de l'aurore croate, slavone et dalmate (Daniča horvatska, slavonska, dalmatinska)*. L'année suivante la *Gazette croate* devint la *Gazette nationale illyrienne*, dont le supplément prit le nom d'*Etoile de l'aurore illyrienne* ; sa devise était : *Un groupe humain sans nationalité est un corps sans os*. Cette devise renfermait à elle seule tout le programme politique et national de l'illyrisme de Gay. Aussi son apostolat s'étendit bientôt en dehors de la Croatie sur toute la Slavonie, la Dalmatie, la Carinthie et le Stirie et même en Bosnie, au Monténégro et en Bulgarie. Le rêve de Gay visait donc *l'union fédérative* de tous les slaves méridionaux de manière à pouvoir former un centre, une force de civilisation inspirant le respect par son nombre. Son succès fut énorme. L'union spirituelle fut accomplie très tôt. Tous les Yougoslaves s'appelaient avec fierté *Illyriens* ; un mouvement d'organisation et d'éducation précisait à peine les moyens à employer pour réaliser cet idéal d'émancipation, que les Autrichiens, voyant dans ce mouvement la fin de leur domination, prescrivirent la dissolution immédiate de ce courant, en défendant formellement par décret, l'emploi dans l'empire des termes : Illyrie, Illyrien et Illyrisme.

Néanmoins l'idéologie de l'illyrisme survécut à ces mesures de police. Il changea simplement de forme : l'Illyrie prend le nom de Yougoslavie et les Illyriens s'appellent désormais Yougoslaves. Ainsi Gay put facilement contourner les prescriptions du décret de Vienne, qui arrivait d'ailleurs trop tard, car les Yougoslaves étaient déjà solidement organisés. Ce fut là le

grand mérite de Gay et de ses compatriotes, les Croates.

Etranger à tout impérialisme politique, Gay n'avait nullement pas l'intention d'élever — par l'illyrisme — un des peuples slaves au-dessus des autres et de les lui subordonner en politique ou en civilisation. Il soutenait que la civilisation est indissolublement liée à la liberté, au droit et à l'égalité, voilà pourquoi il se représentait l'Illyrie comme une fédération d'Etats égaux et autonomes. Il ne fallait donc pas que l'Illyrie, ou la Yougoslavie commit un attentat à l'individualité des peuples qui la composaient, ni ne tantât de violer leur conscience. C'est la cause principale du succès rapide de l'illyrisme aussi bien dans les provinces autrichiennes que dans celles de la Turquie d'Europe.

Les Bulgares adoptèrent avec joie les idées de cet illyrisme, que Guiorgui Péchakoff, originaire de Vidine, rendit populaires dès 1837, en précisant dans ses écrits que la fédération culturelle des Yougoslaves : Bulgares Bosniaques, Monténégrins, Croates, Serbes et Slovènes devrait être la première étape vers l'union politique envisagée par Gay.

Il serait superflu de rappeler que dans l'empire des Habsbourgs, l'idée de cette unité yougoslave s'est propagée plus tard principalement en raison des efforts multipliés par Strossmayer, évêque de Zagreb, qui complétait admirablement l'initiative de Gay, en fondant en 1867 l'Académie yougoslave et en 1874 l'Université yougoslave dans la capitale de la Croatie. Quant aux principaux groupes chrétiens de l'Europe orientale, ils se trouvaient jusque vers la fin du siècle écoulé, les uns vis-à-vis des autres dans un état d'isolement presque absolu. En effet, les principautés de Valachie et de Moldavie, déchues de leur antique privilège, qu'elles tenaient des tzars bulgares, s'étaient vues successivement privées, par la Porte, des plus importants attributs de leur autonomie conventionnelle. Placées plus tard sous le protectorat de la Russie, les gospodars roumains, qui se succédaient à Bucarest et à Iassy, furent jusqu'à la guerre de Crimée, de simples exécuteurs des ordres du tzar, dont on ne doit pas cependant négliger les fécondes réformes que ses agents consulaires y ont introduites. Les deux provinces danubiennes se préoccupaient fort peu, pendant toute cette période des droits et du passé de leurs voisins,

ce que les Hétéristes, avec Ipsilanti en tête, ont amèrement éprouvés en 1821.

La Serbie, depuis son soulèvement de 1804, jusqu'à la restauration des Obrénovitch en 1860, était la proie de luttes intestines continuelles, qui ne lui ont guère laissé le temps de s'occuper, d'une manière efficace, de ses affaires extérieures.

La Bulgarie, de son côté, avait dû à la fois, plier sous le joug féodal, politique et religieux des spahis, des pachas et des phanariotes ; toute initiative de sa part pour une coalition avec ses voisins libres ne pouvait avoir comme résultats, que des massacres en masse sur sa population paisible, comme ce fut le cas avec les habitants de Batak ; ce carnage était une réaction des Turcs contre le mouvement révolutionnaire bulgare dont la résidence semble avoir toujours été à Bucarest.

La Grèce, à peine retirée des ruines où elle avait sommeillé pendant près de quatre siècles, ne se représentait que vaguement la nécessité d'une entente avec ceux qu'elle considérait dans sa « Mégali-idéa » comme les futurs sujets de l'empire byzantin.

Quant aux rayas de la Bosnie, leur condition de vie était beaucoup plus intolérable encore que dans les autres contrées balkaniques, vu que les seigneurs bosniaques, plutôt vassaux que sujets du Sultan, avaient réduit toute cette population rurale à un état d'abaissement, voisin de l'esclavage.

L'Albanie ne comptait pas, sinon pour les méfaits des razias qu'elle occasionnait de temps à autre en territoire habité par des Bulgares ou des Grecs.

Mais avec la résurrection des nationalités chrétiennes de la Péninsule au commencement du XIX^e siècle d'un côté et l'influence de Pétrograd et de Vienne de l'autre, l'idée d'une entente générale entre les peuples balkaniques trouva de nouveau des partisans convaincus aussi bien dans les milieux grecs et slaves, que du côté des révolutionnaires bulgares ; toutefois il s'agit là encore moins de projet de confédération ou de fédération que de tentatives de coalition dirigées jusqu'à la révolution des Jeunes Turcs (1908) contre la domination de la Sublime Porte.

L'illustre homme d'Etat serbe, Ilia Garachanine avait, cepen-

dant, affirment certains publicistes (1), dès 1844, développé un programme « fédératif » dans lequel il exposait la nécessité pour le royaume serbe de s'unir étroitement à tous les autres pays slaves de la Péninsule, les Bulgares y compris, afin d'opposer, à la marche de la Russie et de l'Autriche vers Constantinople et Salonique, une digue cimentée par les intérêts des petits peuples chrétiens.

Garachanine trouva en Michel Obrénovitch, qui régna en Serbie de 1860 à 1868, prétend M. R. Vesnitch (2), un prince qui partageait ses vues, et qui avec lui, chercha à les réaliser.

Le prince Michel avait envisagé, semble-t-il, de lui-même la chose, puisqu'en 1859 encore, étant à Londres, il a eu un entretien avec le patriote magyar Kossuth qui s'y trouvait comme exilé.

Le programme de ce prince ou de son confident Garachanine renfermait-il vraiment l'idée d'une union fédérative entre les différents peuples balkaniques libres ou assujettis ? Avant d'en donner notre réponse, consultons leurs actes, qu'ils soient seuls dignes de foi en la matière, nous donnant la plus authentique preuve de leurs intentions.

Et avant tout, arrêtons-nous, en passant, à cette fameuse entrevue entre Kossuth et Michel Obrénovitch.

Le sujet de cette conversation nous est rapporté par Kossuth (3) lui-même, en ces termes : « c'est un fait indéniable, écrit Kossuth, que l'unique rempart contre l'invasion de l'Autriche et de la Russie, et certainement le plus efficace, consisterait en une série de pays libres et en une alliance défensive entre la Hongrie, la Croatie, la Serbie, la Moldavie et la Valachie indépendantes ; par là serait garantie la sécurité de l'Europe contre toute tentative de conquête venant de l'est. Je ne crois pas que sans une telle *confédération* et sans une reconstitution de la Pologne, il soit possible pour l'Europe, telle qu'elle est constituée, d'arriver à quoi que ce soit de satisfaisant en

1. *The Future of the Balkan*, bi M. R. Ivanovitch, *Fort nightly, Review*, juin 1909.

2. R. Vesnitch, *Le Prince Michel Obrénovitch* dans *Annales internationales d'histoire*, n° 4 ; Pirothonetz, *Le Prince Michel et l'action commune des populations balkaniques*. Belgrade, 1895.

3. Kossuth, *Souvenirs et écrits de mon exil. Période de la guerre d'Italie*, 1880, pages 254-259.

Orient... A mon avis, le sentiment aigu de la nationalité en Bulgarie, dans le Monténégro et en Bosnie rend plus probable la réalisation de cette combinaison... »

Une communion d'idées reliait-elle Kossuth avec le futur chef de la principauté serbe sur ce projet de *fédération* conçu en des termes assez précis ?

Un an plus tard (1860), nous dit l'histoire, Michel Obrénovitch, devenu prince régnant de la Serbie, appela au ministère Garachanine, auquel il confia la mission de réaliser « son projet de fédération ». En 1862 des pourparlers secrets sont engagés entre les cabinets de Belgrade et de Bucarest, non pas dans le but de créer une confédération entre les deux Etats, dans laquelle seraient réservées, en conformité du projet—Kossuth—des places aux autres pays balkaniques aussi, mais de faire une alliance pure et simple, afin de se garantir mutuellement leur expansion nationale au détriment de leurs voisins.

En 1867, le prince Michel Obrénovitch se rend à Bucarest, où un accord préliminaire semble avoir été arrêté entre Carol le nouveau roi de la Roumanie et lui, dont la rédaction finale aboutit au traité d'alliance offensive et défensive, signée entre la Serbie et la Roumanie le 20 janvier 1868.

La Sublime Porte, alarmée, se précipita, nous dit M. E. Engelhardt, de faire sa révélation en publiant un texte approximatif, sinon authentique, dont les articles résumaient tout ce que les chancelleries diplomatiques croyaient savoir ou deviner, mais que plus d'un fait subséquents parurent justifier le contenu de cet acte politique (1). Nous croyons utile de citer ci-dessous quelques articles de ce document :

Art. 1^{er}. — Il y aura pour toujours amitié et union sincères entre le prince de Roumanie et le prince de Serbie et entre leurs héritiers successeurs et sujets respectifs.

Art. 2. — Les deux parties contractantes s'engagent formellement à se concerter entre elles et à combiner au besoin leur action, toutes les fois qu'elles auront un intérêt commun à poursuivre ou à défendre, soit vis-à-vis de l'une ou de plusieurs des Grandes Puissances, soit vis-à-vis de la Turquie.

1. *La Confédération Balkanique. Revue d'histoire diplomatique*, 1892, p. 36.

Art. 6 (Secret). — Les deux parties contractantes s'engagent spécialement à agir de concert, lorsque les circonstances leur commanderont de coopérer, soit par leur influence morale, soit par les armes, à l'émancipation des populations chrétiennes de l'empire ottoman. S'il y a lieu, elles combineront leurs opérations militaires d'après un plan arrêté en commun.

Art. 8. — Si la Providence bénit leurs efforts et leur abandonne la libre disposition des territoires soustraits à la domination ottomane, les deux parties contractantes prendront entre elles les arrangements suivants :

Seront annexées et réunies à perpétuité à la Roumanie, les îles formant le delta du Danube et la région orientale de la Bulgarie comprise entre Roustchouk et Varna d'une part et la mer Noire d'autre part.

Seront annexées et réunies à perpétuité à la Serbie l'Ancienne Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine et la Bulgarie, sauf la région de cette province attribuée à la Roumanie.

Art. 9. — Le but essentiel de la présente convention étant d'établir dès maintenant une solidarité intime entre les diverses populations chrétiennes de la Turquie d'Europe, en vue d'une solution à leur profit de la question d'Orient, les parties contractantes s'efforceront d'obtenir l'accession de la Grèce et du Monténégro à celles des clauses de cette convention qui peuvent leur être applicables.

Le gouvernement roumain négociera à cet effet avec le royaume hellénique et celui de Serbie avec la Principauté du Monténégro.

Pour ne pas nous éloigner trop de notre sujet, nous nous gardons bien de faire une analyse approfondie de ce document, mais nous ne pouvons pas toutefois passer sous silence son article 8, qui sert encore de base aux rapports serbo-roumains concernant le territoire bulgare, puisque son contenu est mis en exécution depuis 1878, date à laquelle la Roumanie s'annexa la Dobroudja bulgare et la Serbie la Morava bulgare. En 1913, la Roumanie réalisa son expansion en territoire bulgare, en avançant ses frontières jusqu'aux limites stipulées dans l'article 8, tandis que la Serbie, sûre de son alliée, refuse à la même époque, d'exécuter son traité d'alliance avec la Bulgarie concernant le partage des territoires pris aux Turcs ; par le traité de Bucarest (1913), la Serbie s'empare d'une grande partie de la Macédoine bulgare, mais elle est encore loin de son but. Un nouvel effort de sa part survient en 1920 ; elle impose à Neuilly une rectification « stratégique » de ses frontières au détriment toujours de la Bulgarie ; Tzaribrod, Bossil-

grad, Stroumitza sont de nouveau arrachées au corps bulgare.

Sans énumérer tous les autres faits qui ont confirmé à plusieurs reprises le bien fondé de ce document historique, l'exécution de son article 8 vient nous confirmer une fois de plus son esprit et surtout, la duplicité des gouvernants serbes, fussent-ils ministres, princes ou rois de Serbie, duplicité qui se manifestait d'une manière trop éclatante six jours seulement après la signature de ce pacte, dans leur indiscretion concernant le programme que les représentants du Comité Révolutionnaire bulgare présentaient à Bucarest aux plénipotentiaires du gouvernement serbe, dont nous détachons à titre de documentation les principaux articles renfermés déjà dans son projet élaboré le 5 avril 1867, par le sus dit Comité.

« Art. 1. — Entre les Serbes et les Bulgares sera fondée une union sous le nom de royaume serbo-bulgare ou bulgaro-serbe.

Art. 2. — Le royaume bulgaro-serbe ou serbo-bulgare se composera de la Serbie et de la Bulgarie. Dans la Bulgarie seront comprises la Thrace et la Macédoine.

Art. 4. — Sous le drapeau national du nouveau royaume, se marieront les armoiries des deux peuples.

Art. 5. — Chacun des deux pays gardera sa langue comme langue officielle ; c'est pourquoi les fonctionnaires devront appartenir au peuple au service duquel ils sont engagés et devront parler le dialecte du pays.

Art. 10. — La représentation nationale du royaume sera élue proportionnellement à la population... »

D'un côté les Serbes sacrifient la Dobroudja bulgare, à l'insu du Comité bulgare, pour obtenir le soutien des Roumains en faveur de leur visée impérialiste, de l'autre, ils signent avec les Bulgares un protocole, établissant entre les deux peuples les limites territoriales et les droits fondamentaux de leur nouvelle constitution éventuelle, mais à coup sûr sans se préoccuper de son exécution ; ils se proposaient le but de pouvoir se concilier par de larges promesses les chefs du mouvement révolutionnaire bulgare, sans rien changer au moment décisif à leur dessein de s'annexer cette partie de la Bulgarie, qu'ils s'étaient réservée par le traité serbo-roumain déjà cité et pour comble de leur duplicité, ces gouvernants serbes ont communiqué au gouvernement turc, le contenu du protocole (1).

1. D. Micheff et Boris P. Pétroff, *La Fédération balkanique*. Sofia, 1930.

Ce mobile de « Fédération serbe » ne tarda pas à se manifester ouvertement, lors des exécutions sommaires de Rouschtouk, ce qui introduit de suite la méfiance dans les milieux bulgares, dont la meilleure expression fut le programme du *Jeune parti Bulgare*, qui prévoyait la formation d'une seule circonscription administrative de la Macédoine, de la Thrace et de la Bulgarie danubienne, avec le Sultan comme roi de Bulgarie. Ce dernier aurait délégué cependant ses pouvoirs à un vice-roi bulgare, chef effectif de l'administration et de l'armée indigènes, et magistrat suprême, élu par une Assemblée Nationale, elle-même élue au suffrage universel.

Ce vice-roi aurait géré l'Etat avec le concours d'un conseil institué par l'Assemblée Nationale. De plus une église nationale bulgare indépendante du patriarcat de Constantinople devait couronner l'œuvre de l'émancipation bulgare (1).

Les Serbes ne désarmèrent pas devant cette réaction de la conscience nationale des jeunes Bulgares ; des pourparlers furent ouverts la même année (1867) avec le Monténégro et aboutirent à un traité d'alliance, réglant surtout la question des dynasties dans le sens que, le prince Nicolas Pétrovitch Niégoche du Monténégro serait proclamé roi de Serbie, si le Prince Michel venait à mourir sans héritier, et par contre, Michel Obrénovitch serait proclamé roi de tous les Yougoslaves le jour de leur affranchissement du joug turc. Cette convention, comme celle signée avec les Bulgares, ne représente nullement un projet de Confédération ; c'est un simple pacte d'union personnelle.

Enfin les négociations commencées avec la Grèce aboutirent à l'automne 1867 à une alliance politique et au printemps suivant, une convention militaire fut signée aux termes de laquelle aide et assistance mutuelles s'imposaient aux deux parties en cas de conflit armé avec la Turquie.

De tout ce qui précède il ressort, que Michel Obrénovitch et Garachanine n'avaient nullement l'intention de créer une Fédération.

Poussés par un double impérialisme, national et dynastique, les efforts des initiateurs ont abouti à la formation d'une coalition passagère sous leur hégémonie, sans autre lien entre

1. *Mémoire adressé au Sultan Abdul Azis* 1867.

leurs membres que les traités d'alliance signés séparément entre eux.

La prétention démesurée des Serbes vint cependant compromettre très tôt même cette entente qui laissait d'ailleurs planer des doutes sur maintes éventualités, parce qu'elle comportait en elle-même plus d'une arrière pensée chez chacun des contractants. Mais si la Confédération n'a pas pu se réaliser, du moins, cette manœuvre politique a largement facilité la tâche de l'impérialisme serbe, car, « ce que la Serbie signifie aujourd'hui, nous dit M. N. Jorga (1), est dû à Miloch Obrénovitch, à son intelligence pondérée, à sa volonté opiniâtre et à son admirable instinct politique, malgré qu'il est mort illettré ».

Les partisans des Karageorgevitch ont assassiné en juin 1868 le prince Michel, mais la voie de son impérialisme ne fut nullement atteinte ; pas même par l'odieux assassinat d'Alexandre, le dernier roi des Obrénovitch (1903), ni par l'avènement sur le trône de Serbie des Karageorgevitch.

Entre temps beaucoup d'événements historiques se déroulèrent et entre autres le traité de San-Stéphano (1877) qui tranchait d'une manière satisfaisante la question du proche Orient.

La Grande-Bretagne, l'Autriche et l'Allemagne s'y opposèrent et sur leur initiative fut convoqué l'année suivante un Congrès à Berlin, où les plénipotentiaires de l'Europe, sous la présidence de Bismarck, ne se préoccupèrent à aucun moment de satisfaire les aspirations légitimes des peuples ; ils découpèrent les territoires et répartirent les âmes de manière à trouver une formule de paix qui fut acceptée par toutes les grandes Puissances.

Des promesses de réformes n'ont pas manqué, mais elles ne furent jamais réalisées ; aussi l'histoire a bien vite jugée l'œuvre de Bismarck, de Beaconsfield et d'Andrassy.

La lutte dans les Balkans continua comme par le passé ; des révoltes et des menaces perpétuelles se succédaient les unes aux autres, ayant toutes pour motif ou pour prétexte les questions du droit des nationalités, de l'autonomie macédonienne et des réformes. Le traité de Berlin ne fit qu'ajourner la résolution du problème balkanique.

1. N. Jorga, *Histoire des peuples balkaniques*, page 155.

24. **Projets : russes, autrichiens, italiens et d'autres.** — De nombreux esprits s'en occupèrent depuis sérieusement ; des écrivains de talent ont publié des ouvrages, où ils proposent telle ou telle solution, apte, d'après eux, à régler la situation des prétendants, enfin des hommes politiques ont organisé des cercles destinés à propager leurs idées et à venir en aide aux peuples balkaniques.

Sans nous attarder trop sur tous ces projets ou vœux, qui n'ont aujourd'hui qu'un intérêt de simple curiosité historique, nous nous contenterons de rappeler seulement pour mémoire, que leurs auteurs sont d'origines diverses, guidés soit par des intérêts très précis avec des arrières-pensées plus ou moins voilées, soit poussées par un pur idéal.

Ainsi M. N. R. Danilewski (1), Russe, se prononce en faveur du principe d'une Confédération balkanique, tout en demandant que Constantinople, destinée, à son avis, à devenir le lieu de pèlerinage à tout le monde orthodoxe et slave, soit temporairement occupée par les Russes.

Avec des idées plus nettes que M. Danilewski, le comte Kamarosvski (2), professeur à l'université de Moscou, estime que la meilleure solution de la question d'Orient consiste dans l'expulsion des Turcs des Balkans et dans la constitution des différentes nationalités en une ou plusieurs fédérations, qui est le seul moyen d'éteindre en eux le désir de s'emparer des domaines de leurs voisins, de les protéger contre un asservissement de l'étranger et d'assurer la paix à l'extérieur comme à l'intérieur. La capitale de cette Confédération balkanique devrait être la ville de Constantinople, à laquelle il convient d'en détruire les forteresses, de même que toutes celles qui longent le Bosphore et les Dardanelles. Les détroits qui sont des grandes portes internationales doivent être ouvertes à tout le monde et pour cela il importe qu'ils soit neutralisés.

Des publicistes autrichiens soutenaient de leur côté à la même époque la nécessité de créer une Fédération balkanique sous l'hégémonie de l'Autriche sur le modèle de la Confédération germanique de 1815, en commençant par une union douanière,

1. N. R. Danilewski, *La Russie et l'Europe*. Saint-Petersbourg, 1889.

2. La question d'Orient, *Revue internationale du droit international public* juillet 1896, Kamarowski.

avec un Zoll-Parlement et une Banque fédérale comme organes permanents.

A ces projets inspirés par les intérêts russes ou autrichiens, les Italiens ont opposé un pacte slavo-italien, auquel auraient travaillé MM. Garibaldi et le Dr N. Pavitchitch de Croatie et dont les grandes lignes seraient :

I. — L'organisation indépendante des peuples slaves d'Autriche et des Balkans pour faire échec au pangermanisme.

II. — L'engagement par l'Italie de ne réclamer que Trente, Trieste et l'Istrie, ainsi que la protection de ses nationaux le long des côtes Dalmates.

III. — La Fédération se constituerait des nations formées par les Croates, les Slovènes, les Bosniaques, les Monténégrins, les Serbes, les Bulgares, les Roumains, les Albanais et les Grecs.

Ce projet eut le mérite d'inspirer à un auteur anonyme, un Latin, l'idée de devenir son avocat. Le roi d'Italie serait proclamé, suivant ce Latin, empereur et par cela même il deviendrait le protecteur de la Confédération. Constantinople serait ville libre, avec la Thrace pour banlieue et un lieutenant impérial comme gouverneur ; la langue italienne serait la langue de la Confédération ; toutefois chaque Etat conserverait son autonomie, son souverain, son armée, son drapeau, sa représentation diplomatique, comme dans la Confédération germanique ; une Diète fédérale se réunirait pour la première fois à Rome et ensuite dans une ville qu'elle-même choisirait, Salonique par exemple,

Cette plaidoirie très ingénieuse, traçait ouvertement la route à Rome vers Constantinople, but qui forme aujourd'hui l'axe de la politique du gouvernement de M. Mussolini ; ce dernier ne perd pas la moindre occasion pour faire réaliser cet idéal Italien. Mais, vu leur contradiction, les désirs des Italiens et les intérêts des Balkanais étant inconciliables, ce projet est tombé dans le domaine des chimères.

25. **Vœux de différentes associations.** — En France et en Angleterre, des penseurs généreux, des publicistes, des savants, ont préconisé des projets de Confédération balkanique, avec cette différence fondamentale seulement, qu'ils ont pris presque tous la forme platonique, parce qu'ils se rattachaient

plutôt au mouvement d'idées libéral, révolutionnaire ou pacifiste, qu'à la réalité des conditions balkaniques. En voici un exemple : *La Ligue Internationale de la Paix et de la Liberté* a voté dans son Congrès du 12 septembre 1886 à Genève le vœu suivant :

« ... A peine délivrés de l'asservissement, les Etats balkaniques sont livrés à des intrigues qui mettent en péril leur libre développement aussi bien que la paix de l'Europe... La Ligue s'adresse donc à l'opinion publique du monde civilisé, aux hommes d'Etat de tous les pays, qui ont une part dans la direction de la politique européenne, aux peuples balkaniques et à leurs souverains et les conjure d'obvier à ce menaçant état de choses.

Le moyen le plus net et le plus efficace de se soustraire aux convoitises malsaines, serait celui d'une organisation fédérative sanctionnée par une neutralisation garantie par l'Europe. Tel est l'idéal, tel devrait être le but des efforts des peuples balkaniques et de tous les cabinets soucieux de l'équité. »

D'autre part il s'est fondé à Londres, en vue de la solution de ce problème des Balkans le « Balkan Committee » dont le premier président fut Sir James Bryce, ministre plénipotentiaire et député à la Chambre des Communes (et l'actuel en est Sir Edward Boyle) avec secrétaire M. W. A. Moore et M Noël Buxton comme orateur. Cette association internationale a exprimé aussi un vœu dans sa conférence de 1905, en faveur de la fédération balkanique, but si fréquemment défendu depuis lors par ses notabilités politiques, scientifiques et littéraires les plus estimées comme MM. Victor Bérard, Herbert Gladstone, Lord Edmond Fitzmaurice, M. P. Quillard, de San Giuliano, G. P. Villaw, Noël Buxton, etc., etc....

L'idée de fédérer les peuples balkaniques occupait, comme nous l'avons déjà dit plus haut, l'esprit d'hommes illustres en France aussi. Ainsi Cyprien Robert (1) conseillait, de sa propre initiative ou bien sous l'influence du gouvernement français intéressé au sort de la Turquie, aux Bulgares, Bosniaques, Grecs, Monténégrins Serbes, et Turcs de s'unir contre la Russie et l'Autriche. Il énumérait même le nombre des

1. Cyprien Robert, *Slaves de Turquie*. Paris, pp. 403-406.

troupes qu'ils pourraient mettre sur pied en cas d'invasion de l'un de ces Etats ; il estimait que la Serbie pouvait donner 30.000 hommes, le Monténégro 20.000, la Bosnie 40.000, la Bulgarie 80.000.

Blanqui, éminent économiste français, recommande (1) de son côté à la Valaquie, la Moldavie, la Serbie, la Grèce et la Bulgarie de se fédérer en un grand Etat et le diplomate et sociologue bien connu Hyppolite Desprez (2) affirme que l'Etat fédéral de l'Illyrie créé par Bonaparte répondait aux réalités locales et était conforme à l'esprit des Yougoslaves, qu'il conseille de revenir vers l'illyrisme et de faire tout leur possible pour sa réalisation ; enfin notons encore que Poisardt (3) recommande aux slaves du Sud la Confédération, qui, à son avis, est la seule forme d'union politique, qui leur donnerait les plus grands avantages économiques.

Sur les efforts et les aspirations des Balkanais en vue de s'unir dans un Etat fédéral, il existe toute une littérature d'origine balkanique. Les Bulgares ont eu également la leur. Ivan Dobrovsky par exemple, lançait dans sa revue *Mirozrénie* paraissant à Vienne en 1850 encore, l'idée d'une Fédération entre chrétiens et Turcs, expliquant particulièrement à ses compatriotes bulgares, qu'ils renaîtraient à la vie dans le cadre de l'empire Ottoman, si ce dernier leur accordait une autonomie locale et des conditions de développement égales à celles des Turcs. Une pétition fut même adressée dans ce but au Sultan Medjid en 1856. Mais le défenseur le plus ardent de l'idée de Fédération balkanique a été Lubène Karaveloff en Bulgarie et Svétozar Marcovitch en Serbie. Lubène Karaveloff a consacré toute son activité de révolutionnaire et de publiciste, toutes ses forces physiques et morales au service de cette idée, basée sur la défense mutuelle des intérêts nationaux, économiques et culturels communs aux différents peuples des Balkans. Dans les deux journaux *Swoboda* (la Liberté) et *Nézaravissimoste* (l'Indépendance), dont il était le rédacteur, nous trouvons des

1. Blanqui Ed., *Voyage en Bulgarie*. Paris, 1845, p. 52.

2. Hyppolite Desprez, *Les Peuples de l'Autriche et de la Turquie*. Paris, 1850, t. 1, pp. 5-30.

3. Poisardt, *La production, le travail et le problème social dans tous pays au début du XX^e siècle*. Paris, 1907, p. 338.

preuves éclatantes de l'ardeur et de l'amour désintéressés avec lesquels ce dernier a servi l'idée fédérative. D'après ce large esprit, un des plus grands obstacles à la réalisation de l'unité fédérative étaient les droits historiques, sur lesquels certains peuples balkaniques basaient leurs aspirations territoriales. A ces droits historiques Karaveloff oppose le principe des nationalités, les droits ethnographiques, en d'autres termes, la base nationale sur laquelle s'est opérée l'unité de l'Italie et plus tard celle de l'Allemagne. De notre temps, dit Karaveloff dans sa lettre écrite dans la prison de Pechtéra (Bulgarie) et publiée dans le journal *Nézapissimoste* n° 25 de 1873, le droit historique et le droit canonique ont perdu toute leur influence. D'après le droit historique, la Macédoine devrait appartenir à la Grèce, parce qu'elle lui a déjà appartenu dans le passé ; mais d'après ce même droit la Grèce et tout l'empire byzantin devraient se soumettre de nouveau à l'autorité politique de Rome. Or, nous voyons que les Italiens n'aspirent plus à revendiquer leurs droits sur la Péninsule balkanique et même s'ils l'essayaient, les Grecs eux-mêmes les prendraient pour des insensés. Seule une Fédération balkanique, concluait-il, est capable de rendre heureux les Bulgares, les Grecs, les Serbes et les Roumains. Quiconque est ennemi de cette Fédération, s'exclamait-il, l'est aussi par ce fait même, de son propre peuple.

En dehors de Karaveloff, dont nous venons d'esquisser les idées politiques, nous pourrions citer les noms de Sava Rakovsky, de Vassil Levsky et de Christo Boteff, tous les trois membres extrêmes du Comité révolutionnaire central bulgare, dont le siège permanent était à Bucarest. Rakovsky et Levsky sont partisans de l'égalité absolue des peuples balkaniques, en prenant comme base, bien entendu, le principe national, soutenu par les droits ethnographiques séculaires de ces peuples. A ce sujet le point de vue du grand poète et révolutionnaire bulgare, Christo Boteff, ne diffère en rien de ses collaborateurs, sinon qu'il est plus précis. En effet, dans l'intérêt de l'équilibre européen, Boteff, propose aux grandes Puissances de l'Europe, de permettre que les peuples balkaniques forment entre eux une Union fédérative solide, dans laquelle le pouvoir politique et législatif, ainsi que les intérêts internationaux communs seront dans les mains d'un nombre égal de représentants envoyés

par toutes les provinces de cette union, indépendantes en elles-mêmes, car ajoute-t-il, « le plus consciencieux et le plus acceptable des modes de solutions de la question d'Orient est la Fédération des Balkans, et les moyens les plus solides et les plus rationnels qui soient à notre disposition pour créer la liberté future de la Péninsule balkanique sont à coup sûr, ceux qui nous sont donnés par les principes fédératifs » (1).

Les Balkanais se trouvant en Occident travaillaient dans cette direction également. En 1895 fut fondée à Paris une « Ligue pour la Confédération balkanique ». Dans sa première réunion publique, organisée sous les auspices de M. Emile Arnaud, président de la Ligue internationale de la paix et de la liberté, son président M. P. Arguiriadès a rappelé parmi les précurseurs et les amis de l'idée de la Fédération balkanique : Michelet, Louis Blanc, Quinet, Lamartine, Saint-Marc Girardin, Cattaneo, Garibaldi. Victor-Hugo, Gambetta, le général Turr, Emile Arnaud, etc... etc..., qui préconisaient tous la forme fédérative comme le plus efficace moyen de concilier les passions et les intérêts des populations balkaniques. Telle fut l'idée directrice encore de Dyonise Rattos qui, dès 1860, proposait dans sa brochure *Constantinople ville libre* (2) l'idée d'une Confédération ou Union balkanique entre les Etats chrétiens soumis à la domination ou à la suzeraineté de la Turquie, pour chasser le Sultan de Constantinople. C. Casati (3) estime à la même époque qu'il est de l'intérêt des grandes Puissances, de ne pas poursuivre des conquêtes en Orient, mais de rechercher la prospérité de leurs avantages commerciaux, en substituant à la Turquie une Confédération des différents Etats balkaniques et en proclamant la cité de Constantinople comme ville libre.

Faut-il rappeler encore que M. Take Ionescu, ancien ministre roumain, a fort bien plaidé cette cause dans un article paru dans le *Monthly Review* de Londres en 1903, où il dit notamment : « Certes, elle seule (la Fédération) pourrait donner à ces Etats, chacun trop faible isolé, assez de force pour pouvoir exister par eux-mêmes et ne plus être les satellites accep-

1. Christo Boteff, *Œuvres*, Sofia, 1907, p. 226.

2. Dyonise Rattos, *Constantinople ville libre*, Paris, E. Dentu 1860.

3. C. Casati, *Le réveil de la question d'Orient*. Paris, 1860, E. Dentu.

tés avec plus ou moins de grâce par telle ou telle grande Puissance. Malgré les différences de race, de caractère, de langue et de mœurs, il y a dans la communauté du passé (voir l'unité de civilisation) et dans l'intérêt commun, un puissant ciment pour une Fédération future. »

Et M. Anatole Leroy Beaulieu ne disait-il pas dans sa préface, magistrale au livre de M. René Henry (1), « qu'une seule chose pourrait leur (aux peuples balkaniques) apporter la force et leur garantir une pleine indépendance, la Fédération balkanique » ?

26. Programme de l'Organis. Révolut. Macédonienne. — A tous ces projets ajoutons encore, l'appel de l'Organisation Révolutionnaire Macédonnienne, avec Gotzé Deltcheff en tête, qui, à partir de 1893, luttait, les armes à la main, en faveur des droits et des libertés de l'homme, sans distinction de nationalité, de religion, ou de classe sociale et qui proclamait que l'apaisement des Balkans viendrait le jour où tous les Etats balkaniques libres et ceux à être constitués (Macédoine-Albanie-Thrace) sans exclure la Turquie d'Europe consentiront à s'unir dans un seul Etat fédératif à base d'égalité absolue.

La révolution d'Ilindin (1903) de ces Macédoniens, éclata, précisément pour la réalisation de cet idéal, dont M. V. Bérard (2) nous en donne une esquisse en ces termes : « Elle est là cette idée macédonienne, dont les Grecs et les Serbes s'entêtent à nier l'existence et dont ils feraient mieux de mesurer la grandeur et les chances d'avenir.

« Les Macédoniens ont des visées plus hautes, des soucis plus lointains ; ils se proclament fédéralistes ; ils demandent donc à leurs adeptes que chacun dépose son égoïsme national et travaille d'abord au développement de la Communauté Macédonienne pour préparer l'établissement future de la Fédération balkanique, car ils voudraient que leur Macédoine, placée au centre de la Péninsule, devint le trait-d'union entre les races et les langues de tous les peuples opprimés. »

1. René Henry, *Questions d'Autriche-Hongrie et questions d'Orient*.

2. Victor Bérard, *Pro-Macédonia*.

Comme on peut se le figurer, la répression de cette insurrection de 1903 fut violente et les Bulgares de la Macédoine eurent beaucoup à souffrir : plus de 200 localités furent détruites, 12.000 maisons incendiées, 4.700 personnes massacrées (en dehors des combattants), 70.000 se trouvèrent sans abri, dont plus de la moitié allèrent chercher un refuge en Bulgarie. L'émotion était naturellement très grande chez les Bulgares de la principauté, qui voyaient journellement arriver des milliers de fugitifs de leurs frères de Macédoine. D'autre part le gouvernement ottoman accusait ouvertement les autorités bulgares d'aider les insurgés, et en signe de menaces, il ordonne une certaine concentration des troupes turques le long de la frontière bulgare. La Bulgarie répondit de son côté par les mêmes mesures ; la situation était grave. Les Puissances intervinrent et des échanges de vues eurent lieu entre les différents cabinets, qui adoptèrent en définitive les décisions que les empereurs de Russie et l'Autriche avaient prises au mois d'octobre 1903 dans leur entrevue à Mürzsteg et qui prévoyaient notamment la nomination auprès de Hilmi pacha, inspecteur de la Macédoine, d'agents civils d'Autriche-Hongrie et de Russie et l'emploi pour effectuer la réorganisation de la gendarmerie, d'un général de nationalité étrangère, auquel pourraient être adjoint des militaires des grandes Puissances, contrôleurs, instructeurs et organisateurs. A peine les réformes prévues allaient être mises en vigueur, qu'un nouvel événement — la révolution des Jeunes Turcs — vint bouleverser toutes les prévisions des diplomates. Elle promettait en effet une réorganisation complète, non seulement de la Macédoine, mais de tout l'empire Ottoman.

27. Révolution Jeune Turque.— Avec la révolution et l'événement de la démocratie Jeune turque, l'idée de la Fédération balkanique fut donc élargie dans le sens du programme de l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne, qui déposa d'ailleurs sincèrement les armes et se transforma en parti politique légal.

Dans le projet de Fédération des révolutionnaires Macédoniens, la Turquie devait y faire partie ; on lui assignait même, grâce aux suggestions de la diplomatie anglaise, un rôle consi-

dérable dans la défense des Balkans contre le danger russe et allemand.

Les Etats balkaniques, croyant sincère la proclamation des Jeunes Turcs concernant l'égalité des droits et des devoirs de tous les citoyens musulmans et chrétiens de l'empire Ottoman, étaient disposés à se liguer avec la Turquie régénérée et fédérative pour défendre leur liberté et leur indépendance contre le Drang nach Osten des Austro-Allemands.

Malheureusement les Turcs changèrent de nom, mais pas de doctrine. De nouveaux hommes s'emparaient bien du pouvoir, mais les nouvelles idées furent priées d'attendre dans le vestibule du Divan, c'est ce qui ressort du discours, que Talat bey, un des leaders du parti « Union et Progrès » et ministre de l'intérieur de la Jeune Turquie, avait prononcé le 6 août 1910 à Salonique dans une réunion restreinte et confidentielle du comité « Union et Progrès ».

« Le Pouvoir est, disait-il, entre les mains des Jeunes Turcs et il n'y a pas à craindre qu'il leur échappe. Le cabinet actuel n'est autre chose qu'un comité Jeune Turc : il conservera ce caractère aussi longtemps que les hommes qui le composent resteront au pouvoir... A la moindre méfiance de la majorité, la Chambre sera immédiatement dissoute... *D'après la Constitution, tous les sujets Turcs, aussi bien musulmans que chrétiens, sont égaux devant la loi. Mais vous devez comprendre vous-même que cela est impossible. C'est tout d'abord le Ché-riat qui s'y oppose ; tout notre passé, les sentiments des centaines de mille de croyants s'y opposent.* De l'égalité, il ne peut être question en Turquie, que le jour où l'ottomanisation (en réalité c'est la turcisation qu'il visait) de tous les éléments sera complète... Quant aux autres Etats balkaniques indépendants, il n'y a aucun danger pour nous... Le seul facteur qui compte pour nous, c'est toujours la Bulgarie... et c'est envers elle que nous devons développer et manifester une politique résolue...

« Mais comme notre régime, malgré toutes les sympathies, a, pour son existence, besoin d'un appui réel, nous sommes forcés d'entretenir une amitié étroite avec la toute puissante Triple et tout spécialement avec l'Autriche-Hongrie, et par elle avec l'Allemagne, qui nous a donné des preuves suffisantes et de sa force et de sa bienveillance. »

C'est assez dit.

Ainsi donc toute réconciliation des nationalités se trouve exclue par les gouvernants des Jeunes Turcs, dont les esprits nourris d'abstractions, pénétrés de préjugés, gonflés d'orgueil, ne s'ouvriraient nullement à des conceptions qui eussent été à la fois politiques et humaines ; leur tempérament autoritaire prit le dessus ; avec des grands mots de liberté, de progrès, ils firent peser sur la Turquie et particulièrement sur les Bulgares de la Macédoine une tyrannie assimilatrice et centralisatrice qui n'a pas de nom. C'était l'inquisition, la barbarie, qui atteint son apogée d'abus et d'atrocités lors du désarmement de la population bulgare, que nous pourrions résumer en trois mots : meurtres, tortures, viols. Notre ville natale Yenidjé-Vardar (Yanitzza), cet ancien camp militaire du grand empereur bulgare Ioanitzza ou Kaloyan, a vu tout cela.

Ce n'est pas le moment de faire le procès d'un régime, que l'histoire a eu le soin de classer dans ses archives depuis longtemps, mais à titre de curiosité nous devons, tout de même, citer le cas de notre père Hadji Rindo, un des notables bulgares les plus estimés de la ville. Le jour des perquisitions, — c'était au moment des grandes chaleurs, — ce vieillard âgé alors de 67 ans, père de sept enfants vivants, fut amené de force au lever du soleil, comme tous les autres citoyens au-dessus de 16 ans, depuis sa maison jusqu'à la place publique du quartier, dite Boutchava, et là il fut contraint de rester sur un pied, avec ses autres compagnons d'infortune le visage face au soleil pendant toute la journée, sans fumer ni boire, sans manger ni parler. Ce n'est qu'après le coucher du soleil que tous ces pauvres malheureux, dont le nombre s'élevait à plusieurs milliers, furent mis en liberté.

La scène est trop cruelle et trop pittoresque pour avoir besoin de commentaires (1).

L'Organisation Révolutionnaire Macédonienne, désillusionnée par les Jeunes Turcs, reprend son ancien système de lutte et des attentats contre les chemins de fer signalent la reprise de son activité insurrectionnelle. Son exemple est suivi bientôt par les Grecs, en Epire. Un esprit nouveau commence à souffler,

dans les cœurs de tous les Balkanais. Le fanatisme des Jeunes Turcs, accomplit de la sorte un miracle inattendu. Deux races, dont les rivalités et les rancunes paraissaient irréductibles, Bulgares et Grecs, se réconciliaient, et s'embrassaient dans une haine commune contre le Turc oppresseur.

Cet événement se propage peu de temps après jusqu'à Constantinople, où l'ancien ambassadeur du tzar, M. Tcharikoff, n'a pas économisé ni son énergie, ni son savoir faire, pour rapprocher le patriarcat et l'exarchat et pour mettre ainsi les bases d'une nouvelle coalition balkanique entre les Etats chrétiens, sans la Turquie et contre la Turquie.

Au premier plan parmi les Etats apparaît en ce moment la Bulgarie, son armée, et son roi Ferdinand I^{er}.

28. L'Alliance Balkanique. — L'Entente, ou mieux la Russie, soucieuse de créer dans la Péninsule un contrepoids à l'influence austro-allemande, avait certainement intérêt, à voir s'organiser dans les Balkans une alliance capable de tenir tête aux prétentions autrichiennes, et d'assurer la possession des Balkans aux peuples balkaniques.

Les pourparlers pour la formation de cette coalition commencent immédiatement après la guerre italo-turque (septembre 1911) pour être terminés au courant de l'année 1912.

Le principal rôle dans ses pourparlers était joué par les Bulgares; ce sont eux en effet qui passèrent des conventions spéciales et séparées avec la Serbie, la Grèce, et le Monténégro, mais toutes dirigées vers un même but, l'affranchissement des Balkans des Turcs.

En septembre 1911, M. I. E. Guéchoff (1) président du conseil des ministres bulgares, après un vain essai d'obtenir de bonne volonté de la Sublime Porte un meilleur traitement pour les Bulgares Ottomans, décide de former une coalition des quatre Etats balkaniques, en vue d'imposer à la Turquie des réformes pour ses sujets chrétiens, et par l'intermédiaire de M. D. Rizoff ministre plénipotentiaire, il provoque dans ce but des négociations avec M. Milovanovitch président du Conseil et ministre des affaires étrangères de Serbie.

1. I. E. Guéchoff, *L'alliance balkanique*.

Les négociations aboutirent, non sans difficultés, à un traité d'amitié et d'alliance qui fut signé par les délégués des deux gouvernements le 29 février (13 mars 1912), avec une annexe secrète concernant le partage des dépouilles éventuelles de « l'homme malade ».

Ce pacte comportait une garantie mutuelle de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale des deux parties contractantes, qui en sus restaient solidaires de s'opposer par la force à toute Puissance étrangère qui tenterait des s'annexer ou d'occuper provisoirement n'importe quelle partie des territoires de la Turquie d'Europe. Ce dernier engagement fut précisé dans la convention militaire que les deux pays ont signée le 29 avril de la même année.

Nous aurions passé sous silence ce traité d'alliance qui ne renferme en lui-même aucun élément de Confédération, si notre attention n'était pas attirée par l'article 2 de son annexe qui nous fournit une preuve en plus de la duplicité de l'impérialisme serbe, inauguré comme nous l'avons déjà vu, par Michel Obrénovitch dans le fameux art 8 de son pacte offensif et défensif signé avec la Roumanie en 1868. Voici en quels termes a été rédigé cet article 2 :

« Tous les accroissements territoriaux qui seraient réalisés par une action commune dans le sens des articles 1 et 2 du traité et de l'art. 1 de la présente annexe secrète, tombent sous la domination commune (Condominium) des deux Etats alliés. Leur liquidation aura lieu sans retard, dans un délai maximum de trois mois après le rétablissement de la paix et sur les bases suivantes :

La Serbie reconnaît à la Bulgarie le droit sur les territoires à l'est des Rhodopes et de la rivière Strouma ; la Bulgarie reconnaît le droit à la Serbie sur ceux situés au nord et à l'ouest de la Char-Planina... Quant aux territoires compris entre le Char, les Rhodopes, la mer Egée et le lac d'Ohride, si les deux parties acquièrent la conviction que leur organisation en province autonome distincte est impossible en vue des intérêts communs des nationalités bulgare et serbe ou pour d'autres raisons d'ordre intérieur ou extérieur, il sera disposé de ces territoires conformément aux stipulations ci-dessous :

La Serbie s'engage à ne formuler aucune réclamation en ce qui concerne, les territoires situés au delà de la ligne tracée sur la carte ci-annexée... » (Chtip, Vélès, Prilep, Ohride, Bitolia).

La Bulgarie s'engage à accepter cette frontière si Sa Majesté l'Em-

pereur de Russie, qui sera sollicité d'être l'arbitre suprême en cette question, se prononce en faveur de cette ligne (Zone contestée) : Conmanovo, Scopié, Tétovo, Kitchévo, Débar, Strouga).

Il va de soi que les deux parties contractantes s'engagent à accepter comme frontière définitive, la ligne que S. M. l'Empereur de Russie, dans les limites sus-indiquées aurait trouvé correspondre le plus aux droits et aux intérêts des deux parties. »

La Serbie des Karageorgevitch a refusé d'exécuter les clauses de cette entente volontaire et par là, elle est restée très fidèle à ses intentions de s'annexer, quoique par étapes, tout le territoire bulgare au sud et à l'ouest de la ligne Roustchouk-Varna.

Si les hommes d'Etat bulgares connaissaient mieux l'histoire diplomatique, ils auraient été certainement beaucoup plus prudents dans leurs actes et épargneraient mieux, non seulement les forces du peuple bulgare, mais surtout son domaine national. Espérons que le roi Boris né et élevé en Bulgarie, parmi le peuple bulgare, avec lequel il a partagé les joies et les tritesses de son histoire contemporaine et dont le nom symbolise l'unité morale de la nation, saura diriger d'une main plus sûre ce peuple héroïque et travailleur vers une plus heureuse destinée.

D'autre part, l'idée d'une entente entre Sofia et Athènes datait bien de 1910. mais des pourparlers officiels entre les deux capitales ne furent ébauchés qu'en octobre 1911, quoique le correspondant du quotidien de Londres *Times*, M. Bouchier, un éminent connaisseur des Balkans, avait déjà entretenu de la question les hommes d'Etat grecs au mois de mai encore.

Les négociations aboutirent à la conclusion d'un traité d'alliance défensive entre les deux pays, que les plénipotentiaires furent autorisés à signer le 16-29 mai 1912. Une convention militaire signée le 22 septembre de la même année complétait l'accord greco-bulgare, sans autre entente concernant le partage des territoires à enlever à la Porte.

Quant au Monténégro, un accord verbal fut arrêté au mois d'août 1912 entre le ministre de Bulgarie à Tzétina, M. Kolouchéff et le gouvernement du prince Nikitta, élevé à la dignité royale peu de temps avant cet événement.

L'alliance balkanique n'était pas encore conclue qu'une insurrection de toutes les tribus albanaises éclata au mois de juin 1912. Cette insurrection survenant au milieu de circons-

tances difficiles pour la Turquie, qui était déjà en guerre avec l'Italie, acheva, nous dit M. Lamouche (1), le désarroi du gouvernement ottoman et facilita l'attaque des Etats balkaniques alliés.

Et ajoutons de suite que c'est précisément cette révolte, la troisième depuis l'avènement des Jeunes Turcs au pouvoir, qui fut le véritable précurseur de l'émancipation nationale des Shqipétars, des Albanais, dont le pays fut enfin érigé en Etat indépendant par la Conférence de Londres (1913). Ce ne fut là d'ailleurs qu'une simple application des accords que l'Autriche et l'Italie avaient conclus en 1897 et complétés en 1900 et 1901, en vue d'empêcher l'accession d'un tiers Etat au littoral adriatique ottoman, dans le cas où il leur serait impossible à en maintenir le statu-quo politique.

Dès le début de la guerre balkanique (octobre 1912) dans laquelle Bulgares, Grecs, Serbes et Monténégrins marchèrent avec enthousiasme comme un seul homme contre leur ennemi séculaire, on s'empressa de proclamer en Europe la Confédération balkanique comme un fait accompli et ceci paraissait d'autant plus naturel, que les Occidentaux ne voyaient la solution de la question d'Orient que dans cette seule forme d'association politique des peuples des Balkans. De plus, la coopération militaire des alliés paraissait être le premier signe extérieur de leur union politique, union qui avait dû précéder la guerre et sans laquelle la plus élémentaire logique ne permettait pas de supposer que celle-ci ait pu avoir lieu.

Rien de pareil. Il n'y avait, comme nous venons de le voir, dans l'action commune des quatre Etats, autre chose qu'une alliance purement militaire.

Ce furent là à notre sens des ententes boiteuses, dont le conflit dissimulé ne tarda pas à éclater une fois les Turcs battus.

Et si les premiers effets de la guerre pouvaient encore cacher les apparences d'une Confédération, ce ne fut plus le cas après le traité de paix signé à Londres entre les alliés de la Turquie (le 17-30 mai 1913) dont l'encre n'était pas encore sèche, qu'il fut déclaré caduc par son remplaçant à Bucarest

1. Lamouche, *Quinze ans d'histoire balkanique*, 1904-1918.

du 28 juillet (10 août) de la même année, où Serbes et Roumains, aidés par les Grecs, ont dévalisé la Bulgarie des fruits de ses brillantes victoires.

Les éléments turbulents et chauvins ont encore pris le dessus et l'idée d'une entente balkanique fut ainsi facilement reculée, sinon enterrée.

Depuis lors bien des événements se sont succédés. Les traités de paix qui suivirent la Grande guerre ont tracé les frontières des nouveaux Etats, non pas conformément aux principes de la justice, de la morale et du droit d'auto-détermination des peuples, mais selon les caprices et les passions des vainqueurs, ne tenant absolument aucun compte ni du passé, ni du présent des populations balkaniques.

Ainsi fut consacré un principe barbare, pour les Balkans du moins, que l'avenir de la nationalité dominante repose sur la nécessité de son expansion par l'absorption des minorités, quoique en théorie ces traités avaient prévu certains droits pour ces minorités ; ainsi fut enterrée la grande idée d'Union fédérative, car celle-ci suppose des concessions réciproques ; or cette condition faisant actuellement défaut, toute idée de fédération serait, il faut l'avouer, dans les circonstances actuelles du moins, une véritable utopie.

Mais peut-on nous assurer que la paix dans les Balkans est pour cela complètement établie, que les populations sont contentes de leur situation actuelle, et que l'idée fédérative se présenterait alors comme un mouvement tout à fait superflu ?

Bien naïf serait celui qui pourrait soutenir une thèse pareille. Aujourd'hui plus que jamais on parle, on discute, on convoque des conférences pour chercher à liquider le passé et à préparer un terrain propice à une entente sincère entre les Etats et les nationalités des Balkans.

29. L'opinion actuelle sur la Fédération des Etats et des peuples balkaniques. — Il est d'ores et déjà permis de constater, non sans quelque réconfort, que l'opinion occidentale et balkanique se détourne peu à peu de ceux qui n'ont que trop abusé de leur crédulité.

Ainsi ces temps derniers, on a pu observer dans la presse britannique un revirement en faveur d'un examen des affaires

balkaniques, non plus en se laissant influencer dans ses jugements par telle ou telle prévention, mais uniquement à la lumière des faits, dont la période d'après guerre abonde.

Pour ne pas encombrer de textes de journaux notre sujet, nous nous ferons toutefois un plaisir de citer la correspondance de M. Gedey parue dernièrement dans le *Daily Telegraph*, où ce publiciste n'a pas hésité à proclamer que la paix des Balkans impose à ceux, dont la mission est de la sauvegarder, une patience infinie, ainsi qu'un dévouement à toute épreuve à la cause de la concorde des peuples balkaniques.

Pour la presse balkanique, contentons-nous de citer, en passant, la *Pravda* de Belgrade, qui a publié, il n'y a pas longtemps, une lettre où l'on relevait que l'accord des dirigeants balkaniques contribuera à l'établissement de sentiments nouveaux au sein des masses des peuples balkaniques ». De son côté, le journal grec *Proia* prétend que la Grèce se sent obligée de se mettre à la tête de tout mouvement de paix et d'union dans les Balkans, car elle est certaine, ajoute-t-il, de servir ainsi les intérêts suprêmes du progrès et de l'humanité. A la même date son confrère l'*Hestia* s'écriait, que la Grèce est le seul pays de la Péninsule où l'idée d'Union balkanique ne s'est jamais heurtée à des obstacles. » On constate que la presse hellénique déploie en général beaucoup d'efforts en vue d'une collaboration toujours plus étroite des Balkans, depuis que le vice-président du Bureau International de la Paix à Genève, M. La Fontaine avait adressé, au gouvernement grec, un message l'invitant à accorder la permission à cette association de convoquer pour le 5 octobre dernier une conférence balkanique à Athènes, dont le but était de pouvoir rapprocher les peuples balkaniques qui se trouvent, en raison de leur voisinage, de leurs conditions économiques, de leurs aspirations culturelles, de leur histoire, avoir entre eux des intérêts spéciaux et des affinités, afin de leur assurer de la sorte une collaboration loyale dans l'esprit de la Société des Nations.

La Conférence balkanique a eu lieu dans le palais du Parlement grec à Athènes, du 5 au 14 octobre dernier. Les délégués des six Etats balkaniques : Albanie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Turquie et Yougoslavie, ont pris part à tous ses travaux, dont l'esprit de cordialité n'a, paraît-il, jamais fait défaut. La

tâche de la Conférence a été d'ailleurs largement facilitée par son président, M. Papaanastassiou, qui a su rédiger son rapport sur les principes essentiels devant servir de base à l'Union balkanique, de telle façon, qu'il parvint à écarter de la Conférence les sentiments d'inquiétude et l'esprit de méfiance et devint par ce fait même, un véritable trait d'union entre les espérances des uns et les attentes des autres, représentant souvent des intérêts contradictoires, sinon inconciliables des peuples, dont ils étaient sensés être les délégués, quoique au fond la Conférence n'avait absolument aucun caractère officiel. Sans entrer dans les détails des discussions, nous devons toutefois donner un aperçu général aussi bien sur le rapport du président que sur les différentes décisions qui ont été votées par l'Assemblée plénière de la Conférence.

Dans son rapport, M. Papaanastassiou définit en détail la tâche, les possibilités et les conditions de l'union. *Il dit qu'elle doit comprendre des nations indépendantes. Elle doit avoir pour objet de garantir d'une façon permanente la paix entre les Etats balkaniques et de constituer de ceux-ci un organisme économique afin de pouvoir harmoniser leurs forces pour servir des buts civilisateurs. Tout en favorisant la plus large entente des peuples et la consolidation de la paix mondiale, dit M. Papaanastassiou, l'Union ne visera pas à étouffer les entités ethniques particulières. Au contraire, elle tendra à multiplier les éléments de la communauté de leur civilisation et à supprimer les divergences qui les séparent ; elle ne restreindra pas la souveraineté des Etats et ne favorisera pas la suprématie de l'un sur les autres, ayant pour base l'égalité absolue. En ce qui concerne les minorités nationales, M. Papaanastassiou estime qu'elles doivent jouir d'une protection satisfaisante, mais que toute activité constituant une dérogation au loyalisme sera étouffée.*

L'Union doit être créée dans le cadre et l'esprit de la Société des Nations. Pour arriver à ce but, les peuples balkaniques et leurs dirigeants doivent oublier leurs vieux différends. Etant animés de sentiments de solidarité et d'humanité, ils doivent travailler systématiquement pour leur union qui constituera une étape importante de leur histoire et le point de départ d'un état des choses nouveau dans les Balkans.

Tel est le vaste programme de l'Union balkanique, que les initiateurs de la Conférence d'Athènes se proposent de pouvoir réaliser un jour.

Les différentes commissions instituées au sein de la Conférence et chargées d'étudier en particulier les questions que le rapport du président avait soulevées et que l'Assemblée plénière fit inscrire dans son ordre du jour, ont présenté à la Conférence des vœux : cette dernière leur donna, après discussions, une rédaction définitive sous la forme de résolutions, dont le caractère est politique, économique ou financier.

Avant tout, nous devons souligner le premier succès positif de cette réunion interbalkanique, concernant sa décision de convoquer chaque année en conférence les représentants des différents Etats balkaniques. D'autre part, il faut rendre hommage aux délégués d'avoir eu le courage de discuter la question des minorités, ainsi que l'idée relative au pacte du Locarno balkanique. Il ressort des résolutions que la Conférence demande : 1^o *en matière politique* : a) *l'application loyale de toutes les obligations découlant des traités, y compris celles relatives aux minorités* ; b) *l'union balkanique, tout en assurant l'indépendance des différentes nations et la souveraineté des Etats, ne doit pas porter atteinte aux minorités ethniques* ; c) *mise de la guerre hors la loi* ; d) *règlement pacifique de tous les litiges de quelque nature qu'ils soient* ; e) *aide mutuelle en cas d'infraction par une des parties contractantes de l'engagement de ne pas entrer en guerre* ;

2^o *En matière économique et financière* : a) *organisation rationnelle de la production, des voies de communication et de l'exportation* ; b) *atténuation de la crise agricole* ; c) *relèvement de l'économie nationale de chaque pays au moyen d'une action économique concertée, d'une union douanière balkanique ou d'un pacte de solidarité économique* ; d) *création dans chaque pays balkanique d'un office national d'études et d'informations* ; e) *suppression des entraves au commerce et au transit des marchandises entre les membres de l'Union* ; f) *stimulation du mouvement coopératif* ; g) *étude d'une union monétaire* ; h) *collaboration des établissements de crédit des pays adhérents à l'Union, etc., etc.*

On voit par ce résumé sommaire les grandes lignes du pro-

gramme politique, économique et financier préconisé par la Conférence, qui nous préoccupe, ainsi que les possibilités de son application dont elle a fixé la procédure et la méthode les plus susceptibles de produire certains résultats immédiats.

Cette œuvre accomplie s'annonce d'ores et déjà comme une des plus sérieuses tentatives d'après guerre dans la voie de l'assainissement de l'atmosphère des Balkans et de l'apaisement de leurs peuples. Cependant, il ne faut pas se faire des illusions, quant aux résultats immédiats. Les difficultés à surmonter sont telles qu'il faudra à tout prix avancer lentement et prendre des précautions nécessaires contre les risques toujours possibles. Les étapes à franchir seront donc forcément multipliées, si l'on veut arriver sans s'essouffler au grand but : l'Union balkanique.

Mais quelle sera la forme juridique de cette union balkanique ? La Conférence ne l'a pas définie. Elle préconise simplement une entente entre les différents Etats des Balkans, faite sur le modèle du pacte de Locarno, avec quelques innovations d'ordre purement économique, comme l'union douanière, l'institut financier des tabacs, la convention postale interbalkanique, le pacte de solidarité économique, etc., etc. Certes, le président de la conférence, M. Papaanastassiou, qui a consacré à la préparation de cette réunion d'utiles et bienveillants efforts, envisage bien un groupement fédératif, allant jusqu'à la formation d'une unité politique nouvelle, comprenant 50 millions d'habitants et embrassant une étendue supérieure à celle de tout autre Etat européen, la Russie exceptée, mais telle ne fut pas la décision de la Conférence, qui par ce fait même, se trouve dans une certaine contradiction avec le vœu, que la Ligue Internationale de la paix et de la liberté avait voté dans son Congrès du 12 septembre 1886 à Genève, *recommandant l'organisation fédérative des peuples balkaniques* comme le moyen le plus net pour les faire soustraire aux convoitises malsaines. Quoi qu'il en soit, l'union projetée ne sera ni une Confédération, ni une Fédération ; elle fera partie plutôt du système d'organisations internationales se rapprochant le plus du modèle de la Société des Nations. Or, les peuples balkaniques ont toujours demandé et réclament encore, non pas une entente imprécise, une union indéfinie, mais bien une Fédé-

ration, un seul Etat avec des provinces autonomes, une autorité centrale, avec des gouvernements locaux du type des Etats fédéraux, où les différentes nationalités seront maîtresses de leur sort, tout en restant unies pour les intérêts communs, concernant l'ensemble du territoire fédéral. Une solution pareille de la question des Balkans ouvrira une ère nouvelle dans les rapports interbalkaniques en mettant une fois pour toutes fin aux abus et aux procédés iniques, dont certains pays nous offrent l'affligeant spectacle actuellement.

Désireuse de rapprocher l'heure de l'avènement de cette ère, l'opinion des peuples balkaniques demande que les choses soient mises au point et que le débat sur la solution des différends balkaniques soit ramené sur son véritable terrain. M. Caphandaris, ancien président du Conseil des ministres grec et un des plus fervents apôtres pour l'entente loyale des Etats balkaniques, a eu le courage d'aborder de front cette question, en proposant de commencer immédiatement la rédaction du statut de l'union fédérale. Evidemment la Fédération est une œuvre délicate et même de longue haleine, mais c'est le seul moyen d'apaiser les esprits et de débayer le terrain à l'entente définitive de demain. Espérons que cette vérité élémentaire ne tardera pas à être reconnue et que l'élite des Balkanais, organisée dans des associations politico-économiques, prendra aussitôt des mesures pour bien poser les problèmes urgents. Or nous avons déjà vu au cours de cette étude, que les grandes organisations populaires sont réparties en trois principaux groupes : les *agrariens*, les *ouvriers* et les *intermédiaires*. Ce sont les seules organisations qualifiées de par leur importance numérique et des intérêts qu'elles défendent à aborder l'étude et l'examen en commun des problèmes balkaniques, qui sont trop ardues et bien compliqués pour être résolus par une Conférence humanitaire convoquée même *ad hoc* ; elles seules, émanant du sein des peuples sont en état de les liquider promptement ; elles connaissent mieux leurs éléments et ne se doutent pas que leur liquidation suppose la constitution d'une communauté responsable des efforts balkaniques, tant sur le terrain économique et financier que dans le domaine politique, national et culturel. Pour constituer cette communauté, il faut supprimer les obstacles qui l'entravent. En premier

lieu, permettre à ces différentes organisations de tenir librement des conférences interbalkaniques dans les différentes capitales des Etats existants, dont les délégués doivent être en nombre égal et avec des droits égaux et qui aboutiront forcément à créer un centre fédéral, devant diriger tout le mouvement. Et comme ces organisations représentent la grande majorité des populations balkaniques, il n'y a aucun doute qu'elles parviendront à s'emparer du pouvoir, par la voie du suffrage universel, et alors leur programme idéologique ne rencontrera absolument aucun inconvénient à être réalisé dans la pratique, c'est-à-dire à faire répartir tout le territoire des Balkans en des provinces autonomes conformément à la volonté de leurs populations déjà connue ou à être exprimée au moyen d'un référendum, afin de réunir tous ces pays par un pacte volontaire, non pas en une simple union balkanique, sans teint politique, ni forme juridique, mais dans une union fédérale — les Etats-Unis des Balkans.

En attendant, félicitons les initiateurs de la première Conférence balkanique de la façon habile dont ils ont posé le problème balkanique à Athènes et tous les délégués qui l'ont abordé les premiers et en ont examiné tous les aspects dans une atmosphère de confiante collaboration. Et malgré le caractère privé de la Conférence, l'œuvre de cette dernière promet d'espérer que le jalonnement du terrain qui vient d'avoir lieu aidera puissamment au succès des efforts des organisations politico-économiques, en vue d'une entente devant aboutir tôt ou tard à une Union fédérative des Etats balkaniques.

* * *

L'idée fédérative a donc poussée de si profondes racines dans la conscience des masses populaires, qu'en dehors des initiatives privées, les hommes d'Etat responsables ont été obligés d'en tenir compte. Ainsi M. Marinkovitch, ministre des affaires étrangères de Yougoslavie a cru tout dernièrement devenir son interprète en relevant une fois de plus la nécessité d'un rapprochement des nations balkaniques. Le ministre estime que la notion d'un rapprochement trouvait un écho de plus en plus profond dans la conscience des peuples balkaniques, qui

voient clairement, que l'union est le seul moyen de sauvegarder leurs intérêts. Il a eu soin d'ajouter encore que l'union économique des Balkans constituerait un vaste territoire habité par plus de quarante millions de consommateurs, ce qui serait d'une grande importance pour la stabilisation des marchés intérieurs. Le salut est l'avenir des peuples des Balkans résident, a-t-il conclu, dans la nécessité de se grouper sur la base de l'égalité en un tout commun. Les peuples des Balkans doivent savoir, ou que tous seront libres, ou qu'aucun d'entre eux ne le sera pas. Belles paroles, dont tout le monde comprend la portée, mais que personne ne veut appliquer, car personne ne consent au sacrifice nécessaire de ses conceptions nationalitaires à l'égard de ses voisins, voilà pourquoi toutes ces déclarations ne représentent en définitive que de vulgaires déclamations.

Un homme d'Etat, qui s'obstine à refuser l'application des clauses des traités relatives aux minorités et les droits des nationalités dans son propre pays, aurait-il le droit moral de vouloir passer pour un champion parmi les véritables défenseurs des intérêts de tous les Balkanais? Et comme les actes de M. Marinkovitch ne marchent pas toujours de pair avec ses paroles, il est évident que ces dernières se trouvent ainsi infirmées par les premiers.

Nous tenons à déclarer, que nous ressentons pour le peuple serbe une sympathie toute aussi sincère que pour les autres populations balkaniques, car malgré la diversité des langues des races et des tempéraments, nous considérons tous ces peuples comme frères, appelés, par la force des choses, à vivre dans une seule unité politique. Mais nous avons avant tout songé dans cet ouvrage, à aplanir les obstacles insurmontables pour la réalisation de notre projet de pacification et de fédération et parmi ces obstacles se dressent en première ligne, comme nous avons eu l'occasion de le signaler à plusieurs reprises, les menées pan-serbes de ceux qui voudraient voir régner partout leur impérialisme sans bornes.

Enfin pour compléter le tableau de l'opinion publique dans les Balkans, disons encore, que le président du Conseil des ministres bulgares, M. A. Liaptcheff, très pondéré dans ses sentiments, sans rancune ni préjugés pour aucun peuple ni Etat, tenace dans ses résolutions parce qu'il est honnête pour leurs

exécutions, fidèle au principe : « Les Balkans aux peuples balkaniques », mais trop réaliste, trop prudent pour avoir trop souffert dans sa longue carrière politique, estime aussi, que l'union des Etats et des peuples des Balkans est la meilleure solution que l'on pourrait donner aux litiges des Balkanais ; mais avant tout, insiste-t-il dans toutes ses déclarations officielles, il faut des actes de la part de ceux qui, en vertu des traités, doivent appliquer toutes les mesures contribuant à l'apaisement des esprits et à la suppression des antagonismes nationaux. M. Vénizelos, président du Conseil grec, croit, par contre, que le problème de l'union des Etats balkaniques n'est pas encore mûr, mais cela ne vient-il pas encore confirmer que cette Fédération est désirable, même par ce grand révolutionnaire crétois, dont le mérite pour l'alliance balkanique ne sera pour cela nullement diminué ? Rappelons encore pour finir, que dans ses déclarations de juillet dernier, M. Mironesco a souligné que le point de vue du gouvernement roumain, concernant l'idée du rapprochement entre les peuples des Balkans, est des plus favorables.

Que veut-on de plus ? L'idée fédérale représente désormais la boussole politique, si nous pouvons nous exprimer ainsi, de tous les gouvernements balkaniques. Quant aux populations des Balkans, du cap Matapan à Triglav, de Toulcha à Vallona, de la Côte d'Or à Trieste, un seul désir les guide, un seul esprit les anime : *être libres, avoir la paix et vivre avec le plus de commodités.*

Mais comment se fait-il alors, que cette union ne soit pas encore réalisée ? C'est que les apparences trompent souvent et dans le cas beaucoup de réserves s'imposent, quant à la sincérité de toutes ces déclarations ou de leur porte-paroles.

Les peuples, comme les individus, finissent cependant par se lasser des interminables querelles ; les plus beaux courages s'usent dans ces luttes épuisantes, où l'on risque à chaque moment d'en venir aux mains, souvent pour des causes dérisoires, comme ce fut le cas avec l'incident de Pétricht en 1925, où le dictateur grec, Pangalos, croyait cueillir facilement des couronnes de lauriers. Alors se reprenant on se demande si le troisième larron n'est pas là près à profiter de la dispute !

Les peuples des Balkans, qui ont tant d'intérêts communs,

que leur enchevêtrement même oblige à des rapports journaliers, ne peuvent pourtant s'absorber indéfiniment dans la pensée de se nuire et de s'anéantir.

A l'heure actuelle, les éléments impérialistes semblent avoir encore le dessus ; cela est dû aux circonstances, mais non comme le pense l'hebdomadaire athénien « Peitarchia » à une inexorable fatalité, et la cause cessant, une réaction ne saurait tarder à se produire.

Mais la cause pourrait-elle cesser brusquement et à quels moyens faudrait-il recourir pour la faire disparaître ?

Maintenant que l'idée se concrétise et qu'elle sort de la phase de gestation pour entrer dans celle de la vie réelle, il serait opportun de présenter des suggestions, non seulement comme réponses aux deux questions précédentes, mais surtout pour tracer la voie pratique à suivre pour réaliser l'union politique des peuples et des Etats balkaniques.

CHAPITRE IV

RÉALISATION

Moyens. — Associations politico-économiques : des agrariens, des ouvriers et des intermédiaires ; réunions périodiques ; éducation des masses et de la jeunesse. Notre projet. Conclusion.

30. **Moyens.** — L'intérêt des peuples balkaniques leur ordonne de consentir à quelques sacrifices réciproques pour arriver à une entente durable, plutôt que d'entrevoir continuellement des menaces de guerre pour chaque portion de territoire à partager et de faire appel de chaque côté à quelques grandes Puissances rivales, qui mettent, à défaut d'un arbitre international suprême, à leur protection, le prix d'un complet asservissement économique. Voilà le point de départ. Et c'est l'essentiel. Du moment où l'on se met d'accord sur ce principe, le chemin des discussions ultérieures est déblayé et l'on ne tardera pas à s'entendre aussi sur les détails.

Faut-il attribuer les dissensions entre les gouvernements des Balkans à des causes de pauvreté de leur territoire ? Ce serait vraiment étrange, vu que ces pays sont doués de par la nature, des plus beaux dons : une merveilleuse situation géographique, un sol fertile, dont le relief est des plus riches par ses formes pittoresques les plus imprévues, un climat varié, favorisant les cultures les plus diverses, de magnifiques forêts, d'énormes champs, des pâturages, facilitant l'élevage même en gros, des eaux minérales, un sous sol inépuisable en richesses, des voies de communication maritimes et fluviales naturelles et accessibles, de nombreux ports, rien ne manque, en effet, à ce coin de la terre pour rendre heureux un nombre d'habitants beaucoup plus supérieur à celui, qui s'y trouve actuellement. Mais ces richesses ne seraient-elles pas précisément le point principal des discordes ? La chose mériterait d'être envisagée, si les

Etats des Balkans pouvaient, ou mieux, s'ils voulaient, en profiter. Il n'en est rien ! Ils préfèrent la guerre et la misère à la paix et au progrès. C'est ainsi qu'on peut s'expliquer seulement les cinq guerres (1) consécutives dans un intervalle de 35 ans. On voit donc par là que les problèmes économiques et techniques concernant toutes ces richesses sont toujours restés au second plan ; or ces derniers ne peuvent trouver une heureuse solution que le jour où de part et d'autre on consentira à mettre fin aux conflits armés, en faisant des sacrifices plus ou moins importants dans l'intérêt de tous les Balkanais, autrement, prétendre avoir une indépendance politique et abandonner à l'étranger la maîtrise économique, c'est se soumettre volontairement aux caprices de sa grosse finance. Et comme l'évolution économique de tous ces pays est à peu près au même niveau, et de plus, ils se complètent à merveille les uns les autres, il est dans l'intérêt même d'une solution pacifique du problème balkanique, de créer entre eux un *Zollverein*, avec un *Zollparlament* comme organe de contrôle et d'exécution, ainsi qu'une *Banque Fédérale* chargée de l'administration des fonds du *Zollverein*.

a) *Associations politico-économiques*. — Cette entente est indispensable, indépendamment de toute autre considération politique, pour se garantir mutuellement les avantages de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Et c'est dans ce but que nous avons envisagé dans le chapitre précédent la constitution dans chaque Etat de trois principaux corps politico-économiques : les *agrariens*, les *ouvriers* et les *intermédiaires*. Pour les deux derniers groupes, nous n'avons pas à formuler de nouveaux projets d'organisation, sinon de leur souhaiter une entente, plutôt une fusion, de leurs innombrables branches dans une seule unité, pour mieux défendre leurs intérêts.

Quant au groupe agrarien, il est plus ou moins bien organisé dans la plupart des pays qui nous intéressent. Né en Bulgarie, comme doctrine politico-économique à la fin du siècle dernier, ce mouvement ne tarda pas à franchir les petites frontières de sa

1. 1885, guerre serbo-bulgare ; 1897, guerre entre la Grèce et la Turquie ; 1912, entre les Alliés et la Turquie ; 1913, entre les Alliés ; 1914-1918, la guerre mondiale.

patrie pour prendre bientôt un caractère international de plus en plus important, mettant ainsi en désarroi toute la philosophie agraire de Karl Marx. Non seulement la petite propriété n'a pas disparu, comme prétendait la voir l'auto-concentration de l'école marxiste, au contraire, elle se multiplie et devient de plus en plus viable, et par cela même, elle se déclare un adversaire acharné du collectivisme bolcheviste.

Or les milieux agricoles représentent à eux seuls plus des trois quarts, sinon davantage, des populations des Balkans, et comme cette classe constitue l'élément le plus sain, le plus endurant, l'élément le plus conservateur, le gardien le plus sûr de la propriété privée, du régime démocratique et de la paix, il est évident que l'avenir des Balkans dépend en grande partie de son évolution qui, reconnaissons-le, suit les traces de l'organisation ouvrière internationale, puisqu'elle a déjà constitué une *Internationale verte*, avec le Bureau International agraire en tête, dont le siège est à Prague.

En 1899, le cabinet de M. Radoslavoff avait rétabli en Bulgarie la dîme. Mais les abus de cet impôt, au temps des Turcs, étaient encore si frais dans la mémoire des paysans, qu'une résistance ne tarda pas à se produire, le jour de son application. Radoslavoff ne recule pas devant cette réaction spontanée des agriculteurs ; il recourt à la force armée pour faire imposer sa loi. Douran-Koulak, Chabla, et Trastenik, trois villages bulgares, sont bombardés par des canons bulgares, pour avoir refusé d'exécuter les prescriptions de cette nouvelle loi. Le mouvement de résistance se répandit bientôt dans toute la Bulgarie ; on se croyait à la veille d'une guerre civile. La sagesse prit toutefois le dessus ; le sang fut épargné par le retrait de la loi. Seulement l'essai était déjà fait. On en craignait un nouveau retour. L'instinct de solidarité des paysans bulgares voulait maintenant, à son tour, opposer aux gouvernants, non pas des manifestations individuelles, mais une action organisée, et c'est ainsi que naquit l'idée d'une organisation agrarienne, dont la base de collaboration économique et politique entre ses membres fut arrêtée la même année au Congrès constituant de Plévène. Sans nous attarder plus sur l'histoire de ce mouvement populaire, il serait opportun cependant, de donner en quelques mots ses principes fondamentaux, dont la rédaction

est due, paraît-il, aux quatre leaders de ce mouvement naissant, à savoir : Yanko Zabounoff, Dimitre Draguiéff, Tzanko Bakaloff et Kosta Ilieff.

1. Amélioration de l'agriculture proprement dite, ainsi que de toutes ses branches.

2. Assurer aux paysans et à la nation en général de meilleures conditions de vie matérielles, morales et politiques.

3. Maintenir et développer le régime démocratique et parlementaire en consultant sur certaines questions capitales directement la nation par la voie du référendum ?

4. Accorder ce droit de référendum aux électeurs des communes pour certaines des affaires qui les concernent et qui rencontrent trop de difficultés dans leur règlement par la voie de la procédure ordinaire.

5. Impôt progressif.

6. Concessions réciproques des pays balkaniques en vue d'aboutir, sur la base d'une égalité entre eux, à une Union Fédérative.

Voilà *grosso-modo* les idées directrices de l'Union paysanne bulgare.

Il ressort de tout cela, que le mouvement agrarien se considère, tout d'abord, comme l'interprète et le défenseur des intérêts des populations rurales, puis il déclare être le partisan de la démocratie représentative et directe, enfin il pose les bases d'une Fédération balkanique, sur un droit absolu d'égalité de tous les membres.

Jusqu'à la grande guerre aucun pays des Balkans ne suivit l'exemple de la Bulgarie, sauf peut-être la Croatie, qui avait au temps de la domination magyare encore, un parti politico-économique : « le parti paysan croate », avec S. Raditch en tête et dont le programme ne différait guère de celui des Bulgares.

C'est en 1919, lors des réformes agraires, que la nécessité obligea les paysans roumains à se grouper en un corps politico-économique ; la même année les Bessarabiens en firent autant et en 1920, ces deux partis fusionnent et constituent un nouveau parti sous le nom de « Parti tzaraniste (paysan) national roumain, » avec MM. Maniu et Lupu en tête.

Le 12 octobre 1919 les paysans serbes se constituent à leur tour en parti indépendant : « L'union des paysans » emprun-

tant son programme à ses frères aînés, Bulgares, Croates et Roumains, tandis que les Slovènes les avaient précédés de quelques mois seulement. Enfin la population rurale de la Grèce adhère à cette idée et le professeur Spiridon Kassiotis convoque un Congrès en 1925, où naquit le *parti agraire conservateur*, dont l'année suivante se détacha un groupe sous le nom de *parti agraire socialiste*.

Les idées de l'Union paysanne bulgare se propagèrent en peu de temps dans tous les coins de l'Europe, elles ont même franchi l'Océan pour remuer un peu les fermiers américains ; ces derniers forment depuis 1926, un parti indépendant : « le Farmer party » (1).

L'idée de la formation d'un bloc fédératif des Etats balkaniques a trouvé donc une adhésion générale dans les masses paysannes, qui constituent, comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, la grosse majorité des habitants de ces pays. Mais leur organisation laisse beaucoup à désirer et ce grand mouvement fédératif ne parviendra jamais à réaliser son noble but, s'il refuse de se concilier la collaboration des deux autres classes encore : les ouvriers et les intermédiaires. Nous avons, d'ailleurs, une triste expérience du refus de collaboration que nous a fournie ce grand démagogue qu'était Stamboliyski, qui pour rendre heureux ses favoris n'hésita pas à éloigner du pouvoir ses rivaux personnels et les adversaires de sa dictature, tout en déclarant la guerre à la classe ouvrière et aux gens de professions libérales : avocats, juges, médecins, commerçants, entrepreneurs, banquiers, etc..., etc..., sans ménager non plus l'Eglise nationale, ni les gardiens de l'ordre intérieur de la Bulgarie, les militaires ; il devait suc-

1. Voici à titre de document, la liste des pays en Europe, dont l'adhésion est définitive dans le sein de l'Internationale Verte — le Bureau international agraire : *L'Autriche* (der Landbund für Österreich 1926) ; *l'Estonie* (Parti paysan d'Estonie 1917) ; *la Finlande* (Union paysanne finlandaise 1906) ; *la France* (le Parti agraire et paysan français, 27 janvier 1929) ; *la Hollande* (Plattel landersvunt 1916) ; *la Lettonie* (l'Union paysanne lettone 1905) ; *la Pologne* (Piast et Vizvolénié) ; *la Suisse* avec principaux centres d'organisation : les Cantons de Zurich, Berne et Bâle ; *la Tchécoslovaquie* (le parti tchéco-slovaque républicain agraire paysan) ; *l'Allemagne* (der Reichischerbauernbund 1928) ; *la Norvège* (l'Union des paysans de la Norvège 1924) ; et *la Suède* (Bander for bund « l'Union paysanne »).

comber naturellement, comme le lui avait d'ailleurs prédit le fondateur de l'Union M. D. Draguieff, du haut de la tribune du Congrès annuel de l'Union en 1919, sous le poids de ses nombreuses fautes.

Le mouvement perdit depuis lors dans les Balkans beaucoup de sa première vigueur, mais il n'est nullement condamné à disparaître. Au contraire, il se ressaisit de plus en plus et le salut des peuples balkaniques reste, à notre sens, intimement lié à son évolution historique, dont il importe de retoucher la partie du programme, relative à l'éducation des masses et la collaboration dans l'exercice du pouvoir des groupes économiques. L'exemple en cette matière nous a été donné par le chef du parti tchéco-slovaque paysan M. Schvehla et ses collaborateurs, ainsi que par M. Maniu en Roumanie.

Il est un fait indéniable que l'entente des groupes politico-économiques activera beaucoup plus l'union que la lutte qui provoque la haine et la désunion, car dans ce dernier cas, nous ne sommes plus en présence des réalités économiques, mais devant une manifestation de la psychologie des milieux intéressés et c'est tout ce qu'il y a de plus dangereux pour la bonne marche des affaires publiques.

b) *Réunions périodiques.* — Les partis agrariens qui existent et ceux qui pourraient naître dans la suite, devraient en effet convoquer tout d'abord périodiquement des conférences ou des congrès inter-balkaniques, où seront étudiées, discutées et éclaircies toutes les questions d'ordre national, politique et économique. Le même ordre du jour, complété ou simplifié, peut faire sujet d'examen aux organisations et aux partis politiques des ouvriers également. La question devient un peu plus compliquée, quand elle demande à être étudiée par la classe des intermédiaires, dont les intérêts semblent être à première vue en pleine contradiction avec ceux des deux classes précédentes. Ceci est vrai tant que ces deux dernières sont faibles, mais une fois réunies, l'accord se fera de lui-même. Ainsi la production et la distribution de la richesse ne seront plus livrées alors au simple hasard, car l'économique deviendra forcément un contrefort naturel à la politique.

C'est dans de pareilles réunions qu'on pourrait liquider, ensuite sans intervention étrangère, le passé des peuples balka-

niques. Aux rancunes historiques et à l'intransigeance patriotique, aux rivalités nationales et aux dissidences religieuses, on substituera la fraternité des peuples, la conciliation des races, l'union des nationalités, la tolérance des croyances, afin de permettre à tous de se sentir maître chez soi et de défendre alors d'un commun accord leur unique patrie contre quiconque se déclarerait son ennemi. Ce que les peuples des Balkans attendent aujourd'hui, ce n'est pas une conférence humanitaire de professeurs, de juristes et de diplomates, comme celle qui vient d'avoir lieu à Athènes dans le courant du mois d'octobre, dont le plus grand mérite serait de créer tout au plus un esprit de tolérance entre les élites des Balkanais, mais une entente, et répétons encore une fois la même chose, parce que c'est toujours la même chose, entre les délégués de leurs trois grands mouvements : celui des paysans, celui des ouvriers, et enfin celui des intermédiaires ou la bourgeoisie actuelle.

c) *Education.* — Force nous est maintenant de reconnaître que les obstacles, qui, jusqu'à présent, ont empêché une pacification des esprits dans les Balkans, ne sont pas dus à des appréciations de faits historiques et économiques, mais bien à des sentiments.

Les prétentions de supériorité d'une race sur les autres ne trouvent cependant aucune justification réelle dans le passé de l'histoire, à moins de considérer comme un élément décisif, le jeu de bascule perpétuel, où la coïncidence de certaines qualités d'un peuple avec certaines opportunités décide, souvent aussi bien de son rôle que de son sort. La nation la plus apte tire donc avantage, non pas exclusivement de son origine ethnique, mais aussi des chances du moment et des lieux. C'est ainsi que les peuples des Balkans, à une époque donnée, où le courage, l'initiative, l'énergie et la force physique pouvaient se donner libre carrière, fondèrent tour à tour de nouveaux Etats, qui, une fois arrivés à une certaine hauteur, finirent par tomber en décadence pour disparaître avec l'arrivée des Turcs, pour longtemps de la scène politique. C'est par leur valeur militaire que les Bulgares subjuguèrent de vastes territoires en Russie et dans les Balkans. Au moyen-âge, les Bulgares, les Byzantins, les Serbes et les Bosniaques ont eu à

tour de rôle des périodes de lustre et de suprématie dans le Proche-Orient. Les Turcs ont suivi la même loi. Peut-on alors attribuer à une seule de ces nations ces belles qualités : la force de l'énergie, l'initiative et la ténacité dans l'exécution des entreprises, l'amour de la patrie, la moralité, la sagesse, qui mènent au succès, ou ne devrait-on pas expliquer ces événements par la simple coïncidence des données physiques et les possibilités du moment, qui produit le résultat voulu ? La vérité tient à notre sens un juste milieu. Sans des conditions favorables, les meilleures qualités d'une race ne pourraient jamais se condenser dans des œuvres bien coordonnées. Seulement, le nationalisme raciste, encouragé par le Congrès de Paix de Versailles, semble attribuer sa supériorité actuelle précisément aux qualités de son sang, erreur d'autant plus grave, qu'elle empêche ce nationalisme des Balkanais de s'apercevoir qu'il fait plus de mal aux Etats vainqueurs, qu'il ne l'a fait aux Etats vaincus ; et, il faut reconnaître que l'idéalisme national se distingue du nationalisme chauviniste, autant que l'amour se distingue de la haine ; l'un est l'antithèse de l'autre. L'un se manifeste par des services rendus, l'autre présume servir ses intérêts par la haine et le chauvinisme, semant la discorde même entre les citoyens de l'Etat ; l'un est en harmonie avec les préceptes de la morale, l'autre se trouve être en opposition avec elle ; l'un signifie la paix, l'autre la guerre (1).

Par son intolérance, il s'oppose en outre au rapprochement des peuples, car il refuse d'exécuter les clauses des traités concernant les droits des minorités, ce qui constitue d'autre part une iniquité d'ordre international et un péril plein de dangers pour la paix. Ces rascistes, disciples de l'école allemande, dont ils ont battu les maîtres, oublient trop facilement que la conscience humaine place au-dessus de la race et de son Etat le respect de l'homme envisagé comme un être moral.

L'éducation, la façon dont l'enfant est élevé, les idées qui lui sont inculquées, en bas âge, sont donc en définitive la cause directe de cet état anormal des rapports interbalkaniques. Il est donc indispensable avant tout, dans l'intérêt de l'entente entre les nations, d'empêcher désormais le chauvinisme de

1. Heyking, *Conception de l'Etat*, p. 32.

franchir le seuil de l'école et de siéger sur les bancs des enfants.

Les enfants, futurs citoyens, doivent être protégés contre lui, mis partout à l'abri de son influence néfaste, car ce chauvinisme n'est autre chose qu'une nouvelle forme de tyrannie, dirigée contre la liberté de l'individu et de sa nationalité.

L'indépendance des peuples étant aujourd'hui un fait patent, qui s'impose à l'attention universelle, son corollaire est la solidarité internationale, si bien exposée et motivée par M. Briand dans son projet d'Union fédérale européenne, dont personne ne s'avisera plus de contester la nécessité qu'il y a, de l'implanter dans la conscience nationale.

Le chauvinisme doit être désormais banni de toute société civilisée ; sa place revient de droit à la solidarité.

À l'heure actuelle, des esprits généreux sont à la recherche des modes à apaiser l'antagonisme qui existe entre les différents éléments ethniques dans la population des nouveaux Etats hétérogènes d'un côté et de l'autre, ils formulent des vœux d'un rapprochement entre les peuples et les Etats des Balkans, en les conseillant de se faire des concessions réciproques et d'effacer tout ce qui les divise, pour ne laisser subsister que ce qui les unit.

Pour faciliter la tâche à tous ces hommes de bonne volonté, et pour tracer une nouvelle voie à l'éducation de la jeunesse, nous croyons qu'il faut envisager la question des Balkans, non pas à un point de vue purement sentimental et platonique, comme il a été fait jusqu'à présent par tous les auteurs, qui voudraient se ménager les caresses des gouvernants, mais à son point de vue un peu terre à terre. Abordons donc la réalité telle qu'elle ressort de cet ouvrage et laissons la parole à l'avenir.

31. Notre projet de fédération. — Le principe de l'autonomie basée sur les conditions ethniques et économiques, est le seul moyen qui soit en état de porter un coup mortel à toutes les défiances, à toutes les jalousies, à toutes les combinaisons égoïstes, qui divisent aujourd'hui les Balkans.

Dira-t-on que c'est là une chimère ? Non, puisque le régime que nous venons d'esquisser existe déjà sur deux points du globe : en Amérique et dans notre Continent.

M. Francis Delaisi, dans une page saisissante a évoqué, dans son livre, *Les contradictions du monde moderne*, qui est d'ailleurs plein de remarques originales et d'idées neuves, ces 48 Etats politiquement autonomes, économiquement et monétairement solidaires, dont l'ensemble couvre un territoire presque égal à celui de l'Europe et qui forment les Etats-Unis d'Amérique. Ces 48 Etats ne songent pas à se faire la guerre, parce que la liberté, dont ils jouissent, leur permet de s'organiser à leur guise, tandis que la libre circulation des produits, qui assure leur prospérité, leur enlève tout motif de conflit.

Aux antipodes du monde américain, l'Union Soviétique, dont nous ne parlons bien entendu qu'au point de vue de sa Constitution, puisque nous avons eu déjà l'occasion de porter notre appréciation sur la portée de son régime social, l'Union Soviétique est bâtie sur des principes analogues. Unité économique et monétaire, elle est formée d'un certain nombre de républiques, dont certaines sont elles-mêmes fédératives, c'est-à-dire composées de régions autonomes. La diversité culturelle y est extrême, plus de 300 langues différentes, proscrites au temps des tzars, y sont officiellement enseignées et nulle part, peut-être les particularismes ethniques ne s'épanouissent avec plus de liberté.

Eh bien ! Que des pays aussi différents que l'Amérique capitaliste et l'Union Soviétique communiste se rencontrent sous le *signe du fédéralisme*, cela prouve, à tout le moins, la souplesse de cette formule.

Le contrat de fédération, dont l'essence est nationale, politique et économique, peut seul nous mettre donc sur le chemin de la vérité, parce qu'il satisfait les nationalités et les minorités, sans porter aucun préjudice aux majorités.

Et les Balkans devraient alors choisir entre l'alternative de se consolider en un ensemble politique, tout en garantissant l'autonomie locale à toutes ses parties intégrales où le mécontentement leur prépare de désagréables surprises, ou bien de continuer à vivre dans l'anarchie actuelle et de finir fatalement par un suicide préconçu et dans ce cas notre devoir serait assez réduit ; nous n'aurions plus qu'à leur souhaiter un *requiem in pace*.

Ne serait-il donc pas préférable de faire isoler tous les

pays, tous les centres des Balkans, où les liens économiques et nationaux, ainsi que les rapports politiques et sociaux de leurs habitants sont tellement enchevêtrés avec ceux de leurs voisins et avec l'étranger qu'ils présentent constamment des causes de conflits intérieurs et internationaux ?

Les ériger en provinces autonomes, c'est éteindre à jamais le volcan des Balkans !

L'évidence même nous commande impérieusement de suivre ce conseil, dont l'exécution ne peut se réaliser, que dans la répartition des Balkans au nombre d'Etats suivants : 1, Albanie ; 2, Banat ; 3, Bessarabie ; 4, Bosnie ; 5, Boucovine ; 6, Bulgarie ; 7, Constantinople — ville libre avec hinterland Midia-Rodosto ; 8, Croatie ; 9, Dalmatie ; 10, Dobroudja ; 11, Epire ; 12, Grèce ; 13, Macédoine ; 14, Mont-Athos, 15, Monténégro ; 16, Roumanie ; 17, Salonique — ville libre ; 18, Serbie ; 19, Slovénie ; 20, Trieste avec l'Istrie ; 21, Transylvanie ; 22, Thrace ; 23, Dalmatie et 24, Voyvodina.

Au cours de cette étude nous avons exposé les raisons historiques, géographiques, économiques et nationales de la nécessité de cette répartition territoriale. Nous n'y reviendrons pas, sinon pour souligner son mérite de pouvoir régler définitivement la question par des procédés pacifiques, et comme les Balkans présentent aujourd'hui encore un terrain propice aux manœuvres de la politique européenne, il serait malheureux de permettre à la violence de reprendre son ancienne place dans la direction des affaires de ce proche Orient, dont on ne peut pas prévoir les conséquences pour l'avenir des peuples balkaniques.

Il ne s'agira donc point dans l'avenir, nous l'espérons, d'une lutte d'extermination entre les races des Balkans ; mais dès maintenant il s'agit de savoir comment tous ces éléments divers et partiellement hostiles pourront se développer en paix et en liberté.

A mesure que ces populations arrivent à la conscience de leur valeur et de leur force, elles réclament avec plus de vigueur l'égalité des droits, ce trait d'union de la solidarité morale, afin de se préparer par des réelles concessions à l'établissement de fédérations politiques, culturelles et économiques libres, en vue de compléter le *vouloir vivre collectif*, qui ne leur manque

d'ailleurs pas, par le *pouvoir vivre collectif*, et ainsi sera brisé à jamais le *devoir vivre collectif* des gouvernants actuels.

La volonté des peuples importe avant tout ; prêtons donc notre oreille à leur voix, et n'oublions pas que si l'on pouvait organiser un plébiscite, complètement libre, qui aurait mis les habitants des pays balkaniques à même de décider sur leur propre sort, il n'y a pas de doute que la Fédération serait depuis longtemps déjà un fait accompli.

Ils se heurtent actuellement à la résistance opiniâtre des élites qui sont malheureusement trop saturés encore d'abstractions.

Les peuples balkaniques doivent poursuivre, nonobstant les difficultés qui peuvent l'entraver momentanément, la réalisation de cette Fédération.

32. Conclusion. — Que nous réserve l'avenir ? Bien fin serait celui qui pourrait le dire. Une chose est certaine : le mouvement est commencé, il se développe et prend de l'ampleur de plus en plus chaque jour.

Aux gouvernements d'assumer aujourd'hui leurs responsabilités sous peine d'abandonner au risque d'initiatives particulières et d'entreprises désordonnées le groupement de forces matérielles et morales dont il leur appartient pourtant, tant qu'ils jouissent de la confiance de leurs peuples, de garder fermement la maîtrise collective au bénéfice de la communauté balkanique, autant que de l'Europe et de l'humanité entière.

Et si les gouvernements faillent à leur devoir, aux peuples de s'organiser, pour briser de gré ou de force cette résistance.

Balkanais, vous autres qui êtes continuellement courbés sur la glèbe, sur l'enclume et sur votre besogne de répartition journalière, vous êtes les maîtres ; vous donnez le pain quotidien, c'est-à-dire le bonheur, à l'Etat et à la Nation. Sachez vous apprécier donc et n'oubliez pas surtout, que vos gouvernants ne devraient être que vos simples serviteurs, c'est-à-dire les fondés de pouvoir, les exécuteurs de votre volonté souveraine. Mais vous y parviendrez le jour seulement, où vous serez bien organisés. En attendant l'Italie vous guette, la Russie vous surveille, l'Angleterre et la France vous conseillent de vous unir ; à vous de choisir !...

BIBLIOGRAPHIE

- AnceI (J.).* — Peuples et nations des Balkans. Paris, 1920. Manuel historique de la question d'Orient. Paris, 1926. Les Balkans face à l'Italie. Paris, 1928.
- Andréadès (A.).* — Les progrès économiques de la Grèce. Paris, 1920.
- Angelescu (I.).* — Histoire économique des Roumains. Genève, 1919.
- Auerbach (B.).* — Les races, les nationalités en Autriche-Hongrie. Paris, 1917.
- Aulneau (J.).* — Histoire de l'Europe centrale. Paris, 1926.
- Babel (A.).* — La Bessarabie. Paris, 1926.
- Baicoianu (C.).* — Le Danube. Paris, 1917.
- Balkanicus.* — Le problème albanais. Paris, 1913.
- Barbarich (E.).* — L'Albanie, 1898.
- Basri, Dukadjin-Zadeh.* — L'Albanie indépendante et l'empire kalfaïa ottoman. Paris, 1920.
- Bérard Victor.* — La Macédoine. Paris, 1893. Pro-Macédonia. Paris, 1904. La révolution turque. Paris, 1909. La Turquie et l'Hellénisme contemporain. Paris 1911. La Serbie et son histoire. Paris, 1923.
- Berthélémy.* — Traité élémentaire de droit administratif. Paris, 1926.
- Bigne (Marcel de la).* — Traité général de l'Etat.
- Boldur (A.).* — La Bessarabie et les relations russo-roumaines, 1927.
- Bouglé.* — Le principe des nationalités et les minorités nationales. Paris, 1929.
- Bouroff.* — La réforme agraire en Bulgarie. Paris, 1926.
- Bourcart (J.).* — L'Albanie et les Albanais. Paris, 1921.
- Bousquet (G.).* — Histoire du peuple bulgare. Paris, 1909.
- Bresse.* — Le Monténégro inconnu. Paris, 1920.
- Calmes (A.).* — La situation économique et financière de l'Albanie. Genève, 1922.
- Cantemir.* — Description Moldaviæ, 1711.
- Carnoly.* — Itinéraires de la Terre Sainte. Bruxelles, 1847.
- Carré de Malberg.* — Théorie de l'Etat.

- Casati (C.)*. — Le réveil de la question d'Orient. Paris, 1860.
- Chaboseau (A.)*. — Les Serbes, Croates et Slovènes. Paris, 1921.
- Gioriceanu (G.)*. — Les grands ports de la Roumanie. Paris, 1929
La Roumanie économique et les rapports avec l'étranger.
Paris, 1929.
- Cagalniceanu (M.)*. — Letopisele țarei Moldavei. Iassi, 1852.
- Colocotronis (V.)*. — La Macédoine et l'Hellénisme. Paris, 1919.
- Cvietisa (F.)*. — Les Yougoslaves. Paris, 1918.
- Cvijic (I.)*. — Questions balkaniques. Neuchâtel 1917 ; La Péninsule
Balkanique. Paris, 1918.
- Danilewski (N. R.)*. — La Russie et l'Europe. St-Petersbourg, 1889.
- Demangeon*. — Notice sur la Péninsule des Balkans. Paris 1915.
Notice sur l'Albanie et le Monténégro. Paris, 1915. Notice
sur la Macédoine méridionale et la Thessalie. Paris, 1915.
Notice sur la Grèce centrale. Paris, 1916.
- Demorguy (G.)*. — La question du Danube. Paris, 1928.
- Denis*. — La Grande Serbie. Paris, 1915.
- Deniker*. — L'Indice céphalique en Europe. Paris, 1889.
- Dertili (P.)*. — La zone franche de Salonique. Paris, 1928.
- Desbons (G.)*. — La Bulgarie après le traité de Neuilly. Paris, 1930.
- Driault (E.)*. — La question d'Orient. Paris, 1918.
- Dubesco (J.)*. — L'évolution économique contemporaine des pays
balkaniques, Paris, 1916.
- Dubois (M.)*. — Les ligues achéenne et étolienne.
- Duguit*. — L'Etat 1900. Traité de droit constitutionnel. Paris, 1925.
- Dvornik*. — Les Slaves, Byzance, Rome. Paris, 1926.
- Evelpidi (C.)*. — La réforme agraire en Grèce, 1929 ; Les Etats bal-
kaniques. 1930.
- Fallmerayer*. — Geschichte der Halbinsel Morea.
- Fernandez-Diaz (Ed.)*. — Le tabac en Bulgarie. Paris, 1926.
- Filoff (B.)*. — L'ancien art en Bulgarie. Berne 1919.
- Florinski*. — Les Slaves du Sud. Pétrograd, 1882.
- Gane (Al.)*. — Le régime minier roumain. Paris, 1929.
- Gandolphe (M.)*. — La crise macédonienne. Paris, 1904.
- Gauvin (A.)*. — La question yougoslave. Paris, 1919.
- Geblesco*. — La question d'Orient. Paris, 1904.
- Georgovitch (Vl.)*. — L'Albanie et les grandes Puissances. Paris,
1913.
- Gidel*. — Cours de droit constitutionnel comparé, doctorat, 1928-
1929.
- Gilbert*. — Les pays d'Albanie et leur histoire. Paris, 1914.
- Godard*. — L'Albanie en 1921. Paris, 1922.

- Golubinski.* — Kraski i otcherki istorii pravoslavnych tzerkvei (en russe); Balgarskoï, Serbskoï i Roumuskoi. Moscou, 1871.
- Groté (Gr.).* — A history of Greece. London, 1856.
- Guéchoff (I. E.).* — L'Alliance balkanique. Paris, 1915.
- Guignes (J. de).* — Histoire des Huns. Paris, 1751.
- Hahn.* — Albanischen Studien.
- Hammer (de).* — Histoire de l'empire ottoman. Paris, 1897.
- Haumant (E.).* — La Yougoslavie. Paris, 1919.
- Hecquart (H.).* — Histoire et description de la haute Albanie ou Guégarie. Paris, 1863.
- Heyking (Al. de).* — La conception de l'Etat et l'idée de cohésion ethnique. Paris, 1927.
- Hilferding.* — Geschichte der Serben und Bulgaren. Paris, 1856-1864.
- Iaranoff (A.).* — La Bulgarie économique. Lausanne, 1919.
- Ilic (Jordan A.).* — Die Bogomilen. Berne.
- Iorga (N.).* — Brève histoire de l'Albanie. Bucarest, 1919; Point de vue sur l'histoire du commerce de l'Orient. Paris, 1920; Histoire des Etats balkaniques. Paris, 1925.
- Ischirkoff (Dr A.).* — La Bulgarie et la mer Egée. Berne, 1919; Les Bulgares en Dobroudja. Berne, 1919.
- Ivanoff (I.).* — Les Bulgares devant le Congrès de la paix, 1919; La question macédonienne. Paris, 1925.
- Jaray (G. L.).* — L'Albanie inconnue. Paris, 1913; Les Albanais, 1920.
- Jellinek.* — L'Etat moderne et son droit (Traduction française de Fardis). Paris, 1904; Le but dans le droit. Paris, 1904.
- Jiricek (K.).* — Geschichte der Bulgaren. Prague, 1876; Geschichte der Serden. Prague, 1911.
- Johannet (R.).* — Le principe des nationalités. Paris, 1918.
- Jonquière (de la).* — Histoire de l'Empire ottoman. Paris, 1916.
- Kanitz (Félix).* — La Bulgarie danubienne et les Balkans. Paris, 1882.
- Kallay (B.).* — Geschichte der Serben. Paris, 1876.
- Karadjitch (Vouk).* — Chansons populaires bulgares de la Macédoine, 1815-1822.
- Keza (Simon) Endlicher.* — Monumenta Arpadiana, Sangalli, 1841.
- Klaproth.* — Voyage à Kazan, 1805.
- Kossuth.* — Souvenirs et écrits de mon exil. Paris, 1880.
- Krstitch (D.).* — Les Minorités, l'Etat et la Communauté internationale. Paris, 1924.
- Lamouche (L.).* — La Bulgarie dans le passé et le présent. Paris,

- 1892; *Quinze ans d'histoire balkanique, 1904-1918. La Bulgarie*, 1923.
- Langelé* (L. de). — *La Bulgarie économique*. Paris, 1921.
- Lapradelle*. — *Cours de droit international public*. Doctorat, 1928-1929.
- Launey* (L. de). — *La Bulgarie d'hier et de demain*. Paris, 1922.
- Lavelaye* (E. de). — *La Péninsule des Balkans*. Bruxelles, 1888.
- Lejur* (Louis). — *Etat fédéral et Confédération d'Etats ?* Paris, 1896 ;
Races, nationalités, Etats. Paris, 1922.
- Léger* (Louis). — *La Save, le Danube et le Balkan*. Paris, 1884 ;
Histoire de l'Autriche-Hongrie, Paris, 1907 ; *Le Monde slave*, 1873 ; *Serbes, Croates et Bulgares*, 1913.
- Martonne* (E. de). — *La Valachie*. Paris, 1902.
- Mazon* (A.). — *Contes slaves de la Macédoine du S.-O.* Paris, 1923.
- Micheff* (D.) et *Petkoff* (Boris-P.). — *La Fédération balkanique*:
Sofia, 1930.
- Michoff* (N.-V.). — *La population de la Bulgarie et de la Turquie aux*
xviii^e et xix^e siècles. Sofia, 1915-1924.
- Morgan* (J. de). — *Essai sur les nationalités*. Paris, 1917.
- Mousset* (A.). — *Le royaume serbe, croate, slovène*. Paris, 1921.
- Muzet* (A.). — *Le monde balkanique*. Paris, 1917.
- Mikloschitch*. — *Vita San-Clément*. Vienne, 1860.
- Nedelkovitch* (M.). — *Etat économique et financier du royaume*
S. C. S. Paris, 1924.
- Niederle* (L.). — *La race slave*. Paris, 1911.
- Niox*. — *Les pays balkaniques*. Paris, 1920.
- Olivier* (E.). — *Empire libéral*. Paris, 1895.
- Perrot* (M.). — *Balkans nouveaux*. Paris, 1929.
- Pillet*. — *Consultation concernant les affaires agraires des ressort-*
tissants hongrois.
- Pittard* (E.). — *La Roumanie*. Paris, 1917 ; *Les peuples des Balkans*.
Genève, 1920 ; *Les races et l'histoire*. Paris, 1927.
- Polyvios* (P.). — *L'Albanie et la réunion des ambassadeurs à*
Londres. Paris, 1919.
- Popoff* (K.). — *La Bulgarie économique*. Sofia, 1920.
- Prezzolini*. — *La Dalmazia* (Trad. Franç. Raditch). Paris, 1917.
- Proudhon*. — *Du principe fédératif*. Paris, 1863.
- Pyzanty* (B.). — *La situation actuelle du pétrole roumain*. Bucarest, 1928.
- Radeff* (S.). — *La Macédoine et la renaissance bulgare*. Sofia, 1918.
- Rambaud* (O.). — *Histoire de la Russie*. Paris, 1900.
- *Etudes sur l'histoire byzantine*.

- Ranke (L.)*. — Die Serbische révolution. Paris, 1829.
- Rappoport (A.)*. — Au pays des martyrs. Paris, 1917.
- Rattos (P.)*. — Constantinople ville libre. Paris, 1860.
- Renan (E.)*. — Qu'est-ce qu'une nation? Paris, 1882.
- Rizel (P.)*. — La ville convoitée Salonique. Paris, 1917.
- Rivet (Ch.)*. — En Yougoslavie. Paris, 1919.
- Rolley (P. et Visme.)*. — La Macédoine et l'Épire. Paris, 1919.
- Rousseau (J.-J.)*. — Contrat social.
- Ruyssen*. — Le problème des nationalités. Paris, 1916.
- Safarik*. — Ethnographie slave. Prague, 1849.
- Samne (C.) et Colbert (J.)*. — La vie politique orientale.
- Seferiadès*. — L'échange des populations, dans le Recueil des Cours de l'Acad. de la Haye, t. 28 (1927-IV), pp. 311 à 437.
- Serdaru*. — Le pétrole roumain. Paris, 1921.
- Skeondo (L.)*. — Albanais et Slaves. Lausanne, 1919.
- Songeon Guérin*. — Histoire des Bulgares. Paris, 1913.
- Staneff*. — Histoire de la Bulgarie. Paris, 1924.
- Stoyanovitch (St.)*. — Histoire nationale des Serbes, des Croates et des Slovènes. Paris, 1918.
- Thery (Ed.)*. — La Grèce actuelle. Paris, 1905.
- Thodorovitch (M.)*. — Salonique et la question balkanique. Paris, 1913.
- Tranco-Jassy (Gr.)*. — La législation sociale en Roumanie. Bucarest, 1926.
- Tchilinguiroff (St.)*. — Le pays de la Morava. Berne, 1917.
- Tibal (A.)*. — Le problème des minorités. Paris, 1929.
- Un Latin*. — Une Confédération balkanique. Paris, 1905.
- Vercovitch (S.)*. — Recueil de chansons populaires des Bulgares Macédoniens. Belgrade, 1860.
- Vidrasco (S.)*. — La voie navigable maritime du Danube. Bucarest, 1924.
- Vilimanovitch*. — Zone libre serbe à Salonique. Paris 1926.
- Vojnovitch (D.)*. — La Dalmatie, l'Italie et l'unité yougoslave. Genève, 1927.
- Weingand (Dr G.)*. — Ethnographie von Macédonien. Leipzig, 1924.
- Weiss (A.)*. — Cours de droit international privé. Paris, 1928.
- Weissbach (A.)*. — Die Schädelform der Griechen. Wien, 1873.
- Zebitch (M.)*. — La Serbie agricole et démocrate. Paris, 1917.
- Zeune (A.)*. — Geog. Versuch einer wissenschaftlichen Erdbeschreibung. Berlin, 1808.
- Zis (W.)*. — Mazedonien. Zurich.

REVUES

- Pilenco.* — La Fédération soviétique (Revue générale du droit international public, 1921).
- Engelhart.* — La Confédération balkanique (Revue d'histoire diplomatique, 1892).
- Vesnitch (R.).* — Le prince Michel Obrénovitch et ses idées sur la Confédération balkanique (Les annales internationales d'histoire, n° 4, p. 236). Congrès de la Haye.
- Peritch.* — Essai sur la Confédération balkanique (Le Correspondant, — Livraison du 10 mai 1913).
- Iovanovitch (M.-R.).* — The future of the Balkan (Review, juin 1909).
- Kamarovsky.* — La question d'Orient (Revue internationale de droit international public, juillet 1896).

Vu : le Président de thèse,
G. GIDEL.

Vu : le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Notions élémentaires sur les Etats balkaniques</i>	9
1. Origine du nom des Balkans. — 2. Etendue et limites. — 3. Relief. — 4. Climat et végétation. — 5. Ports et voies de communications. — 6. Ressources du sol et du sous- sol. — 7. Croisement des races. — 8. Unité de civilisation : a) évolution historique du milieu politique et social ; b) influence de la nature sur la psychologie.	

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>La nation</i>	97
9. Origine. — 10. Doctrines. — 11. Eléments : a) le sang ; b) le territoire ; c) la langue ; d) la royauté ; e) les intérêts ; f) la religion. — 12. Définition. — 13. Nationali- tés : a) Définition de principe ; b) groupes ethniques cons- tituant des nationalités. — 14. Minorités : a) Situation juri- dique du problème ; b) situation réelle des minorités ; c) Mode de concilier les intérêts.	
CHAPITRE II. — <i>L'Etat</i>	139
15. <i>Eléments</i> : a) population ; b) territoire ; c) Pouvoir. — 16. Population : Collaboration des classes. — 17. Ter- ritoire : la Patrie. — 18. Le pouvoir : souveraineté natio- nale ; Herrschaft ; aucune souveraineté. — 19. Le gou- vernement, fondé de pouvoir.	
CHAPITRE III. — <i>La Fédération</i>	153
20. Différence entre la Confédération et la Fédération. — 21. Les bases du fédéralisme. — 22. Formes des sociétés	

dans les Balkans au cours de leur histoire antique et celle du moyen âge : a) l'ancienne Grèce : amphictionnies, synédriion, ligues achéenne et étolienne; b) Byzance; c) Moyen-âge : Confédérations de Siméon, de Douchan et de Tvardko. — 23. Essais, projets et vœux de Fédération depuis la fin du xviii^e siècle à ce jour : a) Rhigas Féréo; b) l'Illyrisme; c) M. Obrénovitch, Garachanine, Kossuth; d) traités : serbo-roumain, serbo-monténégrin, serbo-bulgare, serbo-greco-roumain. — 24. Projets russes, autrichiens, italiens et d'autres. — 25. Vœux de différentes associations. — 26. Programme de l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne. — 27. Révolution jeune-turque. — 28. Alliance balkanique : La Conférence d'Athènes (1930). — 29. L'opinion actuelle sur la Fédération des Etats et des peuples balkaniques.

CHAPITRE IV. — *Réalisation*..... 198

30. *Moyens* : a) Associations politico-économiques des paysans, des ouvriers et des intermédiaires; b) réunions périodiques; c) éducation. — 31. Notre projet de Fédération. — 32. Conclusion

